



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Visite officielle du Président du Parlement maltais

«L'immigration clandestine est aussi une affaire européenne»

Le Président de la Chambre des Députés de la République de Malte, M. Anton Tabone, a insisté sur la dimension européenne de la politique d'immigration lors de ses entretiens au Parlement luxembourgeois avec le Président M. Lucien Weiler et une délégation du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. Malte, le plus petit pays de l'Union européenne, héberge actuellement 3.000 immigrés clandestins dans ses centres de détention.



Les Présidents des Parlements malte et luxembourgeois entourés de leurs délégations.

«Cette problématique devrait concerner toute l'Union européenne, et non seulement les pays méditerranéens», a dit encore M. Tabone. En cette matière comme en d'autres, Malte aurait un rôle à jouer en Méditerranée, surtout en tant que nouveau membre de l'Union européenne.

L'entrée de Malte dans l'Union européenne a été un autre sujet de discussion. «Nos deux parlements, avec d'autres parlements de petits pays, devraient travailler sur un calendrier commun, afin de se positionner encore mieux dans le cortège européen», a souligné le Président Tabone, tout en relevant que les petits parlements ont des moyens restreints pour accomplir le même travail législatif que les grands.

Malte a ratifié le Traité sur la Constitution européenne par voie parlementaire en juillet. Un référendum avait eu lieu sur son accession à l'Union européenne: 54% des électeurs étaient favorables à l'entrée de Malte dans l'UE - entrée devenue effective au 1^{er} mai 2004.

Le Président de la République du Mali a reçu M. Weiler



Au cours de sa visite d'État à Luxembourg, S.E. M. Amadou Toumani Touré, Président de la République du Mali, a reçu en audience le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler. L'entrevue en tête-à-tête a eu lieu au Palais grand-ducal le 9 novembre 2005.

51^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APO)

M. Marc Spautz, M. Marc Angel, M. Fred Sunnen, Mme Colette Flesch et Mme Lydia Mutsch ont représenté la Chambre des Députés à la 51^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APO), qui s'est déroulée du 11 au 15 novembre 2005 à Copenhague et à laquelle ont assisté plus de 300 parlementaires des 26 pays membres de l'OTAN et des 13 délégations associées.

L'Assemblée présidée par M. Pierre Lellouche, membre de l'Assemblée nationale française, a adopté des résolutions concernant le soutien des forces de l'opposition au régime du Président du Belarus Alexandre Loukachenko et a proposé de surveiller l'élection présidentielle de juillet 2006. En Géorgie, le retrait des troupes russes des bases militaires sera suivi de près.

Une des priorités de l'Alliance est d'aider l'Ukraine à éliminer les dangereux stocks d'armes et de munitions excédentaires datant de la guerre froide. L'Assemblée a rappelé que les élections législatives en Azerbaïdjan du 6 novembre 2005 (surveillées par des

membres de l'APO, de l'OSCE et du Conseil de l'Europe) n'étaient pas conformes aux normes démocratiques internationales.

Un groupe spécial sera par ailleurs créé qui aura la tâche de mener au cours des prochains mois une étude sur la réforme de l'institution en vue de l'adapter aux défis du 21^e siècle.

Les orateurs ont souligné que l'Alliance, du fait de sa position unique sur la scène internationale, est appelée à jouer un rôle politique de plus en plus important, comme l'ont attesté les interventions humanitaires après le passage de l'ouragan Katrina et le tremblement de terre au Pakistan.

Le Premier Ministre de la République de Turquie, M. Recep Tayyip Erdoğan, le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jaap de Hoop Scheffer, ainsi que M. Anders Fogh Rasmussen, Premier Ministre du Royaume de Danemark ont pris la parole durant la séance plénière de la session.

Site Internet de l'AP-OTAN
<http://www.nato-pa.int/>



(de gauche à droite) M. Fernand Vanetti, Premier Secrétaire de l'Ambassade du Luxembourg, M. Marc Angel, Député, Vice-Président de la Délégation luxembourgeoise auprès de l'APO, M. Fred Sunnen, Député, Mme Colette Flesch, Députée, S.E. M. Gaston Stronck, Ambassadeur du Luxembourg, Mme Lydia Mutsch, Députée, M. Marc Spautz, Député, Président de la Délégation luxembourgeoise auprès de l'APO.

NOUVELLES LOIS

5149 - Projet de loi déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État

Le projet de loi 5149 reprend les dispositions initialement inscrites dans le projet de loi 4891 portant réforme du statut général des fonctionnaires de l'État. Ces dispositions formaient à l'origine un article spécifique, finalement séparé du projet de loi initial faisant l'objet d'un projet indépendant.

Le projet de loi 5149 permettra à l'autorité de nomination de procéder à des nominations à durée déterminée pour les fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes. Il leur confère un mandat renouvelable de sept ans. L'exposé des motifs du projet de loi énumère plusieurs considérations qui ont amené à l'élaboration de ce texte:

- les fonctionnaires visés par le présent projet de loi dirigent très souvent des dizaines, voire des centaines d'agents publics. Il ne fait aucun doute qu'il s'agit de fonctionnaires dotés de capacités particulières, qui sont des spécialistes en leur matière et qui ont fourni un travail exemplaire, très souvent dans l'administration qu'ils sont appelés à diriger. Toutefois, les fonctions de direction exigent des capacités humaines et relationnelles qui n'ont pas toujours été mises à l'épreuve auparavant;

- la situation des fonctionnaires qui occupent les fonctions dirigeantes diffère de celle des autres fonctionnaires à deux niveaux. Tout d'abord, ils n'ont pas besoin de satisfaire aux conditions d'examen et de stage s'appliquant à tous les autres fonctionnaires. Il en résulte que l'autorité hiérarchique ne peut pas les soumettre à la période probatoire à laquelle sont soumis les fonctionnaires. Ensuite, les fonctionnaires qui occupent des postes dirigeants sont très souvent nommés en dehors des critères de sélection traditionnels suivant lesquels sont choisis leurs collègues de rang inférieur. Il est donc logique de permettre au Gouvernement de mettre fin à leurs fonctions dans les mêmes conditions.

Les fonctionnaires dont le mandat temporaire ne sera pas renouvelé

n'encourront pas la perte de leur emploi, mais feront l'objet d'un changement de fonctions. Les conséquences de ce changement de fonctions sont clairement précisées dans le projet de loi.

Le texte du projet de loi ne sera applicable qu'aux fonctionnaires dirigeants nommés après l'entrée en vigueur de la future loi et n'aura pas d'effets rétroactifs.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 20.05.2003
Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

11.05.2004 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

03.05.2005 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

18.10.2005 Examen du projet de loi
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

27.10.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2005

5431 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale, fait à New York, le 9 septembre 2002

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale (CPI), accord qui précise et complète les dispositions du statut de la Cour

relatives aux privilèges, immunités et facilités accordées à la Cour et à son personnel sur le territoire des États parties.

Les privilèges et immunités du personnel de la Cour comprennent notamment une immunité de juridiction pour les actes accomplis dans l'exercice des fonctions, la liberté de circulation, la non-imposition des salaires et des traitements perçus au titre de l'activité au service de la Cour, l'inviolabilité de la correspondance officielle, l'absence de contrôle des changes et le droit d'importation et de réexportation en franchise des effets personnels.

Les avocats et les collaborateurs occasionnels de la Cour, tels que les témoins, les experts, les victimes et leurs représentants légaux, bénéficient également de certaines immunités pour garantir leur indépendance, notamment de l'immunité de juridiction pour les actes relatifs à la collaboration avec la Cour, de la liberté de circulation ou encore de l'inviolabilité des documents et du matériel relatif à la collaboration avec la Cour.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.01.2005
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

09.05.2005 Désignation d'un rapporteur

25.10.2005 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.11.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2005

5447 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la

République de Bulgarie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2004

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Bulgarie sur la sécurité sociale, qui a été signée à Luxembourg en date du 1^{er} décembre 2004.

C'est la première fois que les relations internationales en matière de sécurité sociale entre la Bulgarie et le Luxembourg sont régies par un instrument international. Cette nouvelle convention met ainsi fin au vide juridique en garantissant les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des deux États contractants.

Dans une large mesure la convention conclue avec la République de Bulgarie suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans le règlement communautaire 1408/71 sur la sécurité sociale des travailleurs migrants.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 23.02.2005
Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

21.06.2005 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

28.06.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2005

5451 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie en matière de sécurité sociale, signée à Bucarest, le 18 novembre 2004

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie sur la sécurité sociale, qui a été signée à Bucarest en date du 18 novembre 2004.

C'est la première fois que les relations internationales en matière de sécurité sociale entre la Roumanie et le Luxembourg sont régies par un instrument international. Cette nouvelle convention met ainsi fin au vide juridique en garantissant les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des deux États contractants.

Dans une large mesure la convention conclue avec la Roumanie suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans le règlement communautaire 1408/71 sur la sécurité sociale des travailleurs migrants.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 22.03.2005
Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

21.06.2005 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

28.06.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2005



**Chambre
des Députés**
L U X E M B O U R G

Chamber TV

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel
um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Ordre du jour

1. Communications
2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre
3. Ordre du jour et dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens
4. Présentation d'une liste de trois candidats pour le poste de Conseiller à la Cour des Comptes et renouvellement des mandats du Président, du Vice-Président et d'un Conseiller à la Cour des Comptes
5. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la réforme de la psychiatrie
(Débat)
6. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur la politique du logement
(Débat)
7. 5447 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Bulgarie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2004
(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
8. Accueil de M. Anton Tabone, Président de la Chambre des Députés de Malte, accompagné d'une délégation
9. 5451 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie en matière de sécurité sociale, signée à Bucarest, le 18 novembre 2004
(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
10. 5149 - Projet de loi déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État
(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
11. Résolution de M. Charles Goerens au sujet de l'Iran
12. 5431 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale, fait à New York, le 9 septembre 2002
(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président. - Ech maa-chen d'Sitzung op.

Ech kann de Moment d'Regierung nach net froen, ob se eis eng Kommunikatioun ze maachen huet, well se nach net vertraueden ass.

1. Communications

Da wëll ech der Chamber folgend Kommunikatiounen maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1. **5510** - Projet de loi relative aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004:

a. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;

b. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto, et

c. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 26.10.2005

2. **5512** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Eischen, le 28 avril 2004

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.11.2005

3. **5513** - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne du paysage, ouverte à la signature, à Florence, le 20 octobre 2000

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.11.2005

3) Du 19 au 21 octobre 2005 a eu lieu à Monaco la XVIII^e Assemblée régionale Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. La Chambre des Députés y fut représentée par Monsieur le Député Henri Grethen accompagné par le Secrétaire général Claude Frieseisen.

Les 110 parlementaires en provenance des différents pays européens, membres de la Francophonie ont principalement débattu sur les moyens de promotion de la Francophonie.

«La Francophonie reposera d'abord sur sa capacité à transmettre une image et un discours modernes et à atteindre le plus grand nombre sur tous les continents. (...) Mettre la Francophonie en avant de la scène n'enlèvera rien à son rêve et ses valeurs. Au contraire utilisons ces armes pour conforter son projet politique: Défendons l'idée de communication comme outil de développement car c'est dans l'échange et de l'échange que naît le développement...» C'est avec ces mots que le chargé de mission Europe Freddy Deghilage a introduit le sujet.

Les missions stratégiques de la Francophonie

Les parlementaires réunis à Monaco sur invitation du Conseil national (Parlement) de la Principauté ont tous réaffirmé leur attachement aux objectifs de la Francophonie définis en 2004 à Ouagadougou (Burkina Faso).

Quatre missions et huit objectifs y ont été identifiés dans lesquels la Francophonie peut et doit jouer un rôle majeur:

1^{re} mission: Promouvoir la langue française et la diversité culturelle

1^{er} objectif: Renforcer l'usage et assurer la promotion de la langue française

2^e objectif: Préserver et mettre en valeur la diversité culturelle et linguistique

2^e mission: Promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme

3^e objectif: Consolider la démocratie, les droits de l'Homme et l'État de droit

4^e objectif: Contribuer à prévenir les conflits et accompagner les processus de sortie de crise, de transition démocratique et de consolidation de la paix

3^e mission: Appuyer l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche

5^e objectif: Contribuer à l'effort international pour permettre aux États et gouvernements d'assurer l'accès de tous les enfants à un cycle complet d'études primaires, en éliminant les disparités entre les sexes

6^e objectif: Favoriser l'enseignement, la formation et la recherche orientés vers le développement et l'emploi

4^e mission: Développer la coopération au service du développement durable et de la solidarité

7^e objectif: Contribuer par la coopération aux efforts de réduction de la pauvreté dans une stratégie de développement durable

8^e objectif: Contribuer à l'intégration des pays en voie de développement (PVD) et des pays les moins avancés (PMA) francophones à l'économie mondiale.

La Francophonie, une instance internationale mal connue

Les membres des différents parlements représentés ont acquiescé que la Francophonie nécessite une nouvelle politique de communication en vue d'être mieux connue du grand public.

L'appartenance à la Communauté francophone mérite d'être révélée au plus grand nombre car porteuse de valeurs et d'un projet politique essentiel. En effet il convient de faire connaître aux populations

le rôle joué par la Francophonie en faveur de l'humanisme et de la démocratie, de la promotion et de la protection de la diversité culturelle et linguistique, du développement et de la solidarité.

Il fut constaté que la Francophonie s'exprime aussi bien dans les secteurs du livre, du disque que dans ceux de la télévision et d'Internet et que le développement du marché des biens culturels renforcé par l'essor du numérique est exponentiel. Par ailleurs on a rappelé le rôle historique et précurseur des organisations et associations dans la diffusion et la promotion de la Francophonie.

Dans une résolution l'Assemblée régionale Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie a invité les acteurs de la Francophonie à mener une politique de communication positive s'appuyant largement sur les médias grand public, à développer le sentiment d'appartenance à une même famille, le tout dans le but de la rapprocher de la population.

L'Assemblée a demandé par ailleurs à TV5 de relayer les grandes manifestations organisées par les différentes instances de la Francophonie, d'organiser davantage des émissions et des débats sur la Francophonie, ses valeurs, son rôle dans le monde de créer une émission de jeux valorisant la créativité langagière francophone.

Enfin les parlementaires ont émis un avis favorable au parrainage d'un événement de Mondovision de la chanson qui, s'adressant aux pays appartenant à la Francophonie permettrait à ceux-ci de participer et aux artistes de faire valoir leur culture et leur langue, car il serait porteur à la fois de diversité et de solidarité.

Pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

Les parlementaires ayant participé à la XVIII^e Assemblée régionale Europe, les 19 au 21 octobre 2005 à Monaco, convaincus que la diversité culturelle est au cœur du débat sur le développement démocratique et sur la gouvernance mondiale; conscients qu'elle constitue un patrimoine commun de l'humanité et rappelant que l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est depuis de nombreuses années engagée en faveur de la reconnaissance, par le droit international, du droit des États de définir et de mener des politiques culturelles aujourd'hui menacées par la libéralisation du commerce des biens et des services culturels ont finalement appelé les gouvernements membres de la Francophonie européenne à déposer, dans les meilleurs délais, auprès de leur parlement respectif, la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles adoptée par la Conférence générale de l'Unesco pour ratification, acceptation, approbation ou adhésion, les parlementaires de l'espace francophone européen s'engageant à faire diligence.

4) Par lettre du 27 octobre 2005 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 26 au 29 septembre 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République de Bulgarie sur certains aspects des services aériens;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République de Croatie sur certains aspects des services aériens;

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la

conclusion du protocole fixant les possibilités de pêche thonière et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et l'Union des Comores concernant la pêche au large des Comores, pour la période allant du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2010;

- résolution sur le 25^e anniversaire de Solidarność et son message pour l'Europe;

- résolution sur la dépendance vis-à-vis du pétrole;

- résolution sur le Sommet mondial de l'ONU (du 14 au 16 septembre 2005);

- résolution sur la situation au Belarus;

- résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'Inde: un partenariat stratégique;

- résolution sur le Programme d'action européen pour la sécurité routière - Réduire de moitié le nombre de victimes de la route dans l'Union européenne d'ici 2010: une responsabilité partagée, et

- résolution sur la Tunisie.

2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre

Wat de Rôle vun der Chamber ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz virgeschloen, d'Proposition de loi 3931 vum Här René Kollwelter iwwert d'Rekursrecht vun den Associatiounen ze strächen.

Ass d'Chamber domadder averstannen?

(Assentiment)

M. Henri Grethen (DP). - Sträicht se ewech.

M. le Président. - Dann ass et esou decidéiert, Här Grethen.

3. Ordre du jour et dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens

Wat den Ordre du jour vun der Woch ubelaangt, sou huet d'Presidentekonferenz an enger Réunioun vum 9. November fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg befënnt d'Chamber iwwer verschidde Mandater bei der Cour des Comptes.

Duerno hu mer op Ufro vun der LSAP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Reform vun der Psychiatrie, an op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Wunnengspolitik.

Uschléissend

- de Projet de loi 5447, e Soziallofkommes mat Bulgarien, nom Basismodell;

- de Projet de loi 5451, e Soziallofkommes mat Rumänien, nom Basismodell;

- de Projet de loi 5149 iwwert d'Nominiierung vun héijere Beamten am Statsdénchscht, nom Modell 1, an

- de Projet de loi 5431, en Ofkommes iwwert dat internationaalt Strofgericht, nom Basismodell.

Muer um hallwer dräi fänkt d'Sëtzung u mat enger Orientéierungsdebatt iwwert d'Stratégie de Lisbonne. Duerno hu mer dem Här Aly Jaerling seng Motioun iwwert d'Debatten, déi an den Tripartitesverhandlung gefouert goufen.

A schliesslech maachen déi Häre Ministere Lucien Lux a Jean-Marie Halsdorf eng Deklaratioun iwwert de sektorielle Plan directeur „Décharges pour déchets inertes“.

D'Sitzung vu muer ka gegebenfalls iwwer hallwer siwen erausgouen.

datt haut een aneren Typ vu Logement gebraucht gétt, an datt méi Wunnenge gebraucht ginn.

Mir stellen also fest, datt d'Demande an d'Luucht gaangen ass. D'Offer ass eben net an deem Mooss an d'Luucht gaangen, och wann am Laf vun deene leschte Joren d'Bauaktivitéit dättelech zougeluecht huet. Mä trotzdem si mer nach ëmmer enger Situatioun, datt mer méi Leit hunn, déi eng Wunneng sichen, wéi Leit, déi eng Wunneng ubidden. Dann ass et eben déi logesch Konsequenz, datt d'Präisier an d'Luucht ginn.

Mir mussen also kucken: Wéi ka méi gebaut ginn? Mir mussen awer och kucken: Wéi kënnen mer, wa gebaut gétt, d'Liewensqualitéit garantéieren?

Mir brauche keng Wunnsiloen, nëmme fir d'Leit ënnerdaach ze kréien, mä mir brauchen e gudden, zäitgemëssen Urbanismus. Do sinn natierlech och d'Gemeunge gefuerdert fir ze kucken, wann an hirer Gemeng gebaut gétt, wa se mat op den dote Wee ginn, fir dat ze steieren an ze kanaliséieren. Mä virun allem sinn d'Gemeunge gefuerdert am Nachhinein d'Folgekäschten dovunner ze meeschtieren.

Wa Gemeunge bereet sinn, méi Awunner opzehuelen, wa Gemeunge bereet sinn, de Perimeter auszeweeide respektiv innerhalb vun hirem bestehende Perimeter zousätzlech Awunner opzehuelen, d'Bauaktivitéit also ze förderen, da muss se awer op där anerer Sait och geholléif kréie bei deene Folgekäschten, a mir wëssen, datt dat eng grouss Investitioun ass, oft bebéngt un Infrastrukturen, an datt déi Efforten eben net ganz einfach a ganz eleng ze schëllere sinn.

An do sinn ech frou, datt de Statsminister virun e puer Wochen nach eng Kéier confirméiert huet, datt dat, wat awer elo schonn e puer Joer an der Diskussioun ass, nämlech datt déi Gemeunge geziilt solle geholléif kréien, déi bereet sinn ze wuessen, nach ëmmer um Ordre du jour steet. Leider ass et allerdéngs och nach net deementsprechend ëmgësatt ginn. Mir hoffen dann awer elo, datt, wann déi Erkenntnis elo esou lues a lues awer bei jidderegem duerchgedrongen ass, datt mer e Problem um Wunnengsmaat hunn, déi Mesure awer och schnellstens op den Instanze-wee geet.

D'Besteuerung war och scho bei mengem Virriedner en Thema. Ech mengen och net, datt dat en Allheimittel ass an datt mer elo och do sollle kucke fir net alles an een Dëppen ze geheien. Den Här Clement huet Recht, wann hie seet, mir musse kucken, datt mer dem Bauerebetrib, deen Terrainen och am Perimeter leien huet, seng Existenz awer nach kënnen garantéieren, mir musse kucken, wat geschitt wa Leit Terraine reservéieren fir hir Kanner, wann déi herno vläicht awer eng Kéier dann net dorobber bauen. Alles dat sinn awer eng ganz Rei vun Detailfroen, déi mer mussen analyséieren, éier mer op den dote Wee ginn, well soss risikéiere mer ze schnell ze schéissen an do vläicht méi futtizemaache wéi mer gutt maachen.

Nach eng Kéier - an dat ass och en Appel - : Wa mer bauen, net egal wéi bauen. Ökologesch bauen ass do mat Sécherheet och e Stéchwuert. Mir wëssen, datt en enorm Potenzial grad am Wunnengsbau stécht fir Energie anzespieren, an duerfir musse mer och kucken, datt mer, wa mer an Zukunft bauen, datt vu vira mat considéieren. Och do si jo d'Gemeungen zum Deel gefuerdert, fir mat op dee Wee ze goen a fir ze soen: An eisem PAG weise mer e gewësse Prozentsaz vu Gebidder aus, wou mer da méi ëmweltfrëndlech Standarde wëlle favoriséieren.

D'Iddië sinn a villen Diskussiounen eigentlech schonn ausgetosch ginn. Nun, et geet net duer se unzëkennen, se mussen ëmgësatt

ginn a se mussen dringend ëmgësatt ginn. An d'Demokratisches Parteie wäert, wann et nëmme geet, dobäi och eng Hand mat upaken.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Meisch. Den nächste Riedner ass déi honorabel Madame Spautz. Madame Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Vera Spautz (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter Jore steet mat enger gewësse Regelméissegkeet den Dossier vun der Wunnengspolitik, respektiv der Wunnengsbaupolitik op der Dagesuerdnung; d'ësst ëmmer besonnesch staark ronderëm Wahlterminer.

Zënter Jore gétt et opgrond vun enger Rei Ennersichungen, déi an deem Beräich gemaach ginn, ënner anerem der berühmter LIP-Studie, zimlech kloer Aussoe wou d'Problemer leien. Eng Rei vun deene Mesuren, déi virgeschloe gi sinn, ginn op de richtege Wee a weisen eng Rei Piste vir, mä leider feelt et un de Projeten.

Wann de Premierminister elo zougëtt - mat enger gewësse Gene, wéi hie seet, iwwert de Logement ze schwätzen -, an der Wunnengsfro versot ze hunn, dann ass dat vun him wahrscheinlech éierlech gemengt, mä déi vill Leit, déi perséinlech dovunner betraff sinn an no bezuelbarem Wunnraum sichen, kënnen sech fir déi Ausso do näischt kafen oder lounen.

Et muss een awer och soen, dass de Premier wuel net eleng fir den Échech zustänneg ass, obwuel hien dat als Chef vu senger Regierung oder och vun der Regierung virdu selwer assuméiere muss.

A senger Ried zur Deklaratioun iwwert d'politesch Prioritéite vun der Regierung schléit de Premier dann och eng Rei vu Mesurén vir, déi awer schonn méi wéi eng Kéier proposéiert gi sinn, wéi d'Erhiewe vum Wunnraum, deen eidel steet oder d'Uleeë vum Baulandreserven an esou weider an esou weider an esou weider; eng Rei hu mer der héieren haut de Mëtten. Déi Mesurén si just nach ni ugewannt respektiv ëmgësatt ginn.

E puer Wieder zu de Gemengen. D'Gemeng Lëtzebuerg an d'Gemeng Esch sinn déi zwou Gemengen, déi niwient Sozialwunnengen, zum Beispill mam Fonds du Logement zesummen, de gréisste Park u Gemengwunnengen hunn; soziale Wunnengsbau, Gemeengewunnengen. Als Grëssenuerdnung: D'Gemeng Esch huet iwwer 400 gemengeneege Wunnengen. Dat sinn der vill fir eng Gemeng wéi Esch, mä verglach mat der allgemenger Situatioun um private Wunnengsmaat sinn et der bei wäitem net genuch. Ageschriwwen, vu Leit, déi a Fro kommen zu Esch, sinn iwwer 400 Familljen.

D'Gemeunge kréien eng finanziell Ennerstëtzung vum Ministère bei der Renovatioun an Instandhaltung vun hirem Wunnengspark, déi sech mëttlerweile op 75% erhéicht huet - dat ass jo och net näischt. Fir awer weidere Wunnraum fir akommenschaach Leit a Familljen ze schaffen, brauche mir Gemengen awer och hei Gelder fir d'Infrastrukturen, déi bei Neibaute gebraucht ginn, och finanzéieren ze kënnen. Ech denken do zum Beispill un d'Schoulen an esou weider, d'Crëchen - Beispiller ginn et der genuch.

Ech wëll e weideren anere Punkt opwerfen, deen awer an d'Diskussioun iwwert d'Wunnengsproblematik och mat eragehéiert. Émmer méi Leit hunn a kréien an Zukunft massiv Problemer, fir bezuelbare Wunnraum ze fannen. An ech schwätzen do net eleng vun deene Leit zum Beispill, déi den RMG, de Chômage oder de soziale Mindestloun kréien a sech déi horrend Loyerer net méi leeschte kënnen, vu Wunnengskaf kann do schonn iwwerhaapt keng Ried sinn.

Op där anerer Sait fänken awer och Leit respektiv Familljen u Problemer ze kréien, déi an der mëttlerer Akommensschinn leien. Si verdéngen ze vill, fir vun den Hëllef vum Stat kënnen ze profitéieren, an op där anerer Sait awer net genuch, fir sech eng dezent Wunneng respektiv en Haus kafen ze kënnen.

An d'ësst bréngt e weidere Punkt mat sech, deen och heibanne bekannt ass. D'Problematik vun deem wat een „schwaarz Bezuelen“ nennt. Dat heescht, en Deal vum Kafpräis, deen festgehale gétt tëschent dem Vendeur an dem Acheteur, gétt offiziell an den Akt geschriwwen, ënnert der Hand ass awer eng Zomm uitgemaach ginn, déi zousätzlech „schwaarz“ bezuelt gétt an déi de Keefer akzeptéiere muss, fir dass hie säin Appartement respektiv säin Haus iwwerhaapt kritt - mat Beispiller kéint ech d'engen.

Den Dossier vun Logement a seng ganz Problematik ass schonn jorelang bekannt an huet sech ëmmer méi zougëspéit. Eenzel isoléiert Mesuren, wéi zum Beispill de Projet de loi vum Mietsgesetz, hëllef eis do eleng och net weider.

Am Avis vum Statsrot iwwert d'Mietsgesetz ennersträichen och si, datt d'Pénurie vun de Wunnengen net duerch eng gesetzlech Reglementatioun iwwert d'Fixatioun vun de Loyere ka geregelt ginn. Ech kréien um Terrain mat, a m'enger Funktioun op der Gemeng, dass mir duerch dat Gesetz souguer en anert Feld vu Problemer dobäi wäerte kréien an opmaache wäerten.

Mir sinn op ville Pläng gefuerdert: d'Regierung, de Stat an d'Gemeengen. All déi Mesuren, déi schonn laang an der Diskussioun sinn, mussen elo gestart ginn, zesummen an net isoléiert.

Zum Schluss wëll ech nach eng perséinlech Suggestioun maachen. Viru Joren, wou d'Aarbechtslosegkeet ugefaangen huet sech zu engem seriöse Problem hei zu Lëtzebuerg ze entwéckelen, ass emol vu Gewerkschaftssäit gefuerdert ginn - a fir en net ze nennen, vu mengem Kolleeg John Castegnar -, mir bräichten e Full-time-Aarbechtsminister fir sech deem Thema eeschthaff unzehuelen. Ech mengen, dass d'Zäit elo komm ass och e Full-time-Wunnengsminister anzusetzen, fir dës Problematik an de Gréff ze kréien. Och e regelméisseg Débat, a méi oft wéi all sechs Méint, mengen ech, wien an der Chamber hei néideg.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Madame Spautz. Als leschte Riedner ass den Här Henckes ageschriwwen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, den CSV-Sprecher huet hei mat Recht ervirgetrach, datt d'Bauen zu Lëtzebuerg méi deier ginn ass, d'Terrainspräisier sinn an deene leschten zéng Joer ëm 100% geklommen an d'Baupräisier ëm 80%. Et gesäit een - an hien huet et richtig ervirgetrach -, datt déi Leit mat klengerem a mëttlerem Akomme ëmmer méi Schwierigkeiten hunn, fir hei Terrainen ze fannen an datt se mussen an d'Ausland goen.

Ech wëll do awer déi Schlussfolgerung fir den CSV-Sprecher matzéien a soen: Dat ass d'Resultat vun der CSV-Logementspolitik! Well si huet den zoustännege Finanzminister, si huet de Logementsminister a si huet den Innenminister.

(Interruptions diverses)

Wann also ee responsabel ass fir déi Mësstänn do, dann ass et

d'CSV! Dat ass ganz kloer, an ech mengen, dat huet och am Land jidderech bekäpft, souguer den Här Statsminister, well e koum et heihinner op d'Tribün offiziell dem ganze Land annoncieren.

(Interruption)

An d'CSV, dat ass effektiv de séchere Wee an d'Ausland fir d'Leit mat klengerem a mëttlerem Akomme, déi nach baue wëllen.

Wat déi gréng Kolleegen ugeet, do hunn ech mat ganz vill Intérêt gelauschert, wat si eis hei sollte proposéieren. Mä mat Ausnahm vun e puer Iddien, déi éischter u gréng Komünismus denke loossen, ass net vill do erauskomm.

Do war eng Iddi, déi se bruecht hunn, datt ass déi berühmte Iddi vum Virkafsrecht. A Frankräich ass et agefouert gi vun der Union de la gauche, a mir hunn och gesi wat et bruecht huet, well de Rapport vun engem franséische sozialisteschen Deputierten...

Une voix. - Ass d'CSV och elo kommunistesch ginn?

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - ...huet deen Ablack enner anere festgehalen, datt dat zwou Saache mat sech gezunn huet:

- éischstens, eng Verdieerung vu sämtlechen Immeublen, well eng Tëschefinanzéierung vun dräi Méint huet misse gemaach ginn an där Zäit, wou d'Gemeng dat Virkafsrecht sollt gebrauchen;

- zweetens ass et just nëmme an 2% vun de Fäll gebraucht ginn.

Eng aner Iddi, déi hei opgeworf ginn ass, ass déi vun der Grondsteierhéijung. Och do muss een dann direkt soen, datt, wann een esou eppes mécht, dat och zu näischt féiert. Woufir? Well een d'Bauserne vu Leit, déi fir hir Kanner eppes wëlle reservéieren, jo net besteiere kann. Fir déi Leit, déi e Bauerebetrib hunn, do kann een et och net maachen, a fir déi Betriber, déi Promoteuren, déi Bauhären, déi an enger Prozedur sinn, do kann een et och net gebrauchen, well et ass jo net hire Feeler, wann et laang dauert.

Mir mengen au contraire, datt dat Ganzt muss op dräi Themen duerchgezé ginn. Éischstens, d'Offer méi grouss maachen, a wann een zum Beispill d'Prozedur fir gréisser PAPP kuckt, déi heiansdo zu Lëtzebuerg fënnef Joer an heiansdo zéng Joer daueren - mir kënnen e puer Beispiller an der Stad nennen -, do ass et ganz kloer, datt dat zu Prête féiert, an datt déi Prêten dann natierlech och op de Kafpräis geschloe ginn. Mä do sinn d'öffentlech Instanzen, do ass den Innenminister zoustänneg, fir d'Prozeduren ze abrégiieren a mat de Gemengen zesummen ze kucken, fir do d'Prozedur méi kuertz ze maachen. Well et ass do-duerjer wou ee méi Terrainen an och méi Bauprojeten duerchgezé kritt.

Zweetens, de Prêt à taux zéro. Mir hunn en deelweis a mir mengen e misst generaliséiert ginn. Et ass och do, wou een de Leit am beschte kann hëllef.

Drëttes geet et och drëm, datt, wann d'Gemeunge retizent sinn, fir verschidden Investissementer ze maachen, et och um Stat ass, fir deen Ablack ze hëllef, datt déi Nieweninfrastrukturkäschten an d'Infrastrukturkäschte matgedroe ginn.

Dat sinn déi dräi Weeër, déi an eisen Ae wichteg sinn, déi mer mussen duerchzéien. D'CSV-Politik huet op jidde Fall op dësem Gebitt total versot.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Domadder ass d'Debatt ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung, de Wunnengsbauminister, den Här Fernand Boden.

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng Fraktioun hat eng Heure d'actualité ugefrot; Heure d'actualité, do hunn ech ëmmer gemengt dat wär fir e ganz dréngenden, akuten aktuelle Problem hei ze diskutéieren, wou deen ee géif Virschléi maachen an deen anere géif dann zu deene Virschléi Stellung bezéien.

Ech hunn näischt dovunner gehéiert, ech hunn nëmme Froe gehéiert. An ech mengen wann ee wëllt an der Wunnengsbaupolitik virukommen, da muss een zesummeschaffen. Et ass dat de Message am Fong, deen de Statsminister ginn huet. Mir mussen eis alleguer concernéiert fillen, alleguer Responsabilitéit iwwerhuelen: an der Regierung, an der Chamber, an de Gemengen an och zesumme mam Privatsecteur. Et muss och jidderee konkret a konstruktiv Virschléi maachen, déi da kontrovers diskutéiert ginn, a jidderee muss da seng Responsabilitéit iwwerhuelen. Esou hat ech mir dat e bësse virgestallt an esou stellen ech mir dann och déi nächst Diskussiounen hei an der Chamber vir.

Den Här Kox huet d'Erklärung vum Statsminister erëm eng Kéier zieltiert, déi Sätz, déi him dora gefalen. Hie seet, dat wier eng Failiteerklärung vum Statsminister. Wann ee Faillite erkläert, dann hält een op. Den Här Statsminister huet net gesot hie géing ophalen. Am Contraire, hien huet gesot hie géif sech net mat där Situatioun offannen, do misst een zesummen drop reagéieren, an hien huet gesot, Stat a Gemeunge mussen e Pakt maachen, si mussen zesummen dee Problem do versichen ze léisen. D'Regierung eleng bréngt näischt fäerdeg, a wa Stat a Gemeungen net gemeinsam hir Responsabilitéit iwwerhuelen, da geschitt net ganz vill an dësem Domän.

Also de Stat an d'Gemeungen sinn hei zesumme gefuerdert fir eppes ze maachen. An ech wëll soen, ech si gradesou enttäuscht wéi de Statsminister, datt no villen Efforten an no ganz villen Ustrengungen an no ville Moosnamen, déi geholl gi sinn, awer dat wichtegst ugepeilt Zil vu bezuelbarem Wunnengsbau fir Kleng- a Mëttelverdenger net esou erreecht ginn ass wéi mir dat gäre gehat hätten. Ech deelen dës Enttäuschung, wéi gesot, datt trotz allen Ustrengungen d'Präisspiral net konnt gestoppt ginn an datt besonnesch d'Baulandpräisier esou an d'Luucht gaange sinn, datt dat restlos iwwerdriffen ass.

Ech wëll soen, och wann eng Rei vu Lichtblécker um Horizont optrieden, kann ech mech net mat där Feulentwécklung offannen an ech sinn och bereit fir weidereschaffen, fir datt mer gemeinsam kënnen deem entgéintwierken.

Ech wëll awer och soen, datt net geschloft ginn ass, datt net näischt gemaach ginn ass. Am Contraire, well jo de Statsminister, als Finanzminister, an ech, als Wunnengsbauminister, ugeschwat sinn, wëll ech dann emol e puer Zuelen hei nennen. Eng wichteg Moosnam ass déi vun der TVA. Déi 12%, déi een erëmbezuelte kritt, do huet de Stat vun 1992 un, wéi d'Moosnam also agefouert ginn ass, bis 2004 653 Milliounen Euro u 54.345 Propriétaire bezuelt. Also 653 Milliounen Euro! Wann een dat géif a Lëtzebuerg Frangen ausdrécken, da wär dat nach vill méi impressio-nant.

Une voix. - Et geet duer.

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Eleng déi staatlech Bähilfelo fir 2004 leie bei 150 Milliounen Euro. 150 Milliounen Euro! An do sinn nach eng ganz Rei vu Steierermäessungen an -erlicherungen net dobäi.

Dovunner si 70 Milliounen Euro TVA-Erëmbezelung an 80 Milliounen Euro si Bähëllefen, déi de Logementsminister gëtt, fir an de Wunnengsbau ze investéieren, fir datt op där enger Säit déi Kleng-a-Mëttelverdënger et méi liicht kréien, trotz schwierege Konditiounen, oder et nach ermëglecht kréie sech en Eegenheem unzeschaffen, an op där anerer Säit, wou d'Baupromoteuren a besonnesch déi öffentlech gehollef kréien, fir datt se kënnen d'Offer vergréisseren an doduerch d'Präisser och kënnen gedréckt ginn.

An ech géif soen, dës Moosnamen hunn dozou gefouert, datt hei am Land trotz där Präisentwickelung 67% vun de Stéit en Eegenheem hunn. Dat gëtt et net a villen europäesche Länner, ech wëll dat soen. Also, et ass net alles falsch an alles schlecht...

(Interruption)

...an et ass net alles d'Baach erofgaangen. Mir stinn nach net esou schlecht do, mä et ass eng Entwëcklung ze verzechnen, déi mer net méi dierfen an och net méi kënnen akzeptéieren an do muss jiddereeng mathëllefen. Ech wëll nach eng Kéier soen: Wann de Stat an d'Gemengen net zesummeschaffen, da kënnen mer esou vill schwätze wéi mer wëllen, mer kënnen honnert Debatten hei maachen, mä mer erreechen näischt. An dat ass dat wat och d'Ausso war vum Statsminister. Et ass och déi Fro, déi den Här Kox da gestallt huet: Wéi ass et mat deem Pakt tëschent Stat a Gemengen? Wéini kënn dee Pakt a wéi evaluéiert Der dee Pakt?

Ech wëll soen, datt mer och do net geschlof hunn. Mir hunn e Gesetz gemaach vum 8. November 2002 iwwert d'Construction d'ensembles. Do hu mer de Gemenge gesot: Mir verstinn, datt Der heiandsdo finanziell Problemer hutt, duerfir erhéije mer déi Gelder, déi Der kritt, wesentlech.

Eng Gemeng, déi Mietwunnengsbau mécht, kritt 70% oder fir e renge Mietwunnengsbau 75% vun de Käsche bezuelt. Eng Gemeng, déi Gréngplaze mécht, déi Spillplaze mécht, kritt 70% bäigeluecht. Eng Gemeng, déi duerch de soziale Wunnengsbau muss eng Crèche maachen, eng Schouklasse maachen, kritt 50% bäigeluecht. Eng Gemeng, déi een Terrain opkeeft, fir dorausser Bauland ze maachen, kritt 40% vum Käschtepunkt bäigeluecht. Also, dat Gesetz sollt am Fong d'Gemengen ureegen Eforten ze maachen.

Déi, déi wierklech matgemaach hunn, dat waren de Fonds du Logement an d'Société nationale des habitations à bon marché. Ech muss soen et sinn e puer Gemengen, déi sinn dee Pakt mat ugaangen, mä vill Gemengen hu Raute gewéint.

Ech wëll just soen, wéi ech en Erfolleg vun deem Pakt do gesinn. Den Innenminister muss jo Kritären ausschaffe wéi hien déi Nofolgkäsche vum Wunnengsbau vun de Gemenge wëllt begläichen, ausserhalb vun deem wat de Wunnengsbauminister mécht, wa soziale Wunnengsbau gemaach gëtt, well do gi mer jo 50% bäi. Den Innenminister muss also och Kritären ausschaffen, wéi hien dann déi Gemengen, déi bereit sinn ze wuessen an de Wunnengsbau ze förderen, dobäi begleet.

Ech hoffen, datt dat dozou féiert, datt da vill där Gemengenentwëcklungspläng geschaf ginn. Ech weess net wéi et an der Réimecher Gemeng ass, ech weess net wéi et an der Déifferdinger Gemeng ass, ob déi, an hiren Prioritéiten elo fir déi nächst Period, esou ee Gemengenentwëcklungsplang ageschriwwen hunn. Wann ech där vun de Gemenge vill kréien, a wann d'Gemenge bereit sinn, wesentlech méi ze maache wéi an der Vergaangenheet, da soen ech, ass dee Pakt, dee mer maachen, en Erfolleg. Mir hunn an deenen nächs-

ten zéng Joer an deem achte Programme de construction d'ensembles 10.800 Wunneenheete virgesinn, wann d'Gemengen hei mathëllefen.

Ech wëll just e puer Beispiller soen. Ech hunn och matverfollegt, datt an der Wahlcampagne vun der Stad Lëtzebuerg gesot ginn ass, do wären a sechs Joer 60 Wunneenge geschaf ginn. Ech weess net, ob et richteg ass oder net, mä ech soen et just. Ech hunn et matverfollegt. Wa se der elo 2.000, oder loosse mer soe pro Joer 300 géife maachen, dat wieren der 1.800 a sechs Joer. A wann aner Gemenge géife mathëllefen, da géife mer de Problem geléist kréien. Et geet net, datt de Fonds du Logement bal eleng öffentlechen a bëllege Wunnsraum schafft.

Ech hunn näischt gehéiert, Här Kox, iwwert de Bail emphytéotique. Dat ass fir mech dat wesentlech Mëttel fir d'Präisser erofgedréckt ze kréien. Do ginn am Fong d'Käsche vum Bauland neutraliséiert. Wat fir eng Gemeng huet bis elo een Terrain bereetgestallt fir Wunnengsbau sous forme de bail emphytéotique? Wat fir eng? Et sinn der zwou, déi ugekënnegt hunn, datt se et wëlle maachen: Dat ass d'Gemeng Esch an d'Gemeng Mamer. Ech weess net, ob eng aner et scho gemaach huet.

Une voix. - Jo, jo!

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Da sot mer wéi vill Dir der gemaach hutt. Ech géif dat gär wëssen.

Wat d'Gemenge maachen, dat ass: Si stellen d'Gewerbezonnen zur Verfügung sous forme de bail emphytéotique fir Industrien a Betriber drop opzeriichten, mä net fir Wunnengsbau ze maachen. Also wann elo vill Gemenge mathëllefen dat ze maachen, gëtt dat e Succès.

Une voix. - Alt nëmmen drop!

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Réserve-foncière solle geschaf ginn, huet de Statsminister gesot.

(Interruption)

Deen Eenzegen, dee bis elo Réserve-foncière geschaf huet, ass de Fonds du Logement: 60 ha. Wann elo eng Rei vu Gemenge kommen a soen: Mir schafen do an do Réserve-foncières, an ech leeë jo 40% beim Akafspräis vun den Terrainen bäi, da kréie mer eng Léisung. Also ech meng schon, datt den Erfolleg wesentlech ofhänkt vun der Bereitschaft vun de Gemenge fir matzëllefen, mat ze investéieren, déi Prioritéit do ze notzen an hir Responsabilitéit mat ze iwwerhuelen.

Ech mengen, dat ass also eng Äntwert op déi Fro, déi den Här Kox gestallt huet: Wat haalt Dir vum Pakt tëschent Stat a Gemengen? Ech si bereit mat dem Innenminister de Pilgerstab ze huelen a bei eng Rei vu Gemengen ze goen. Ech hoffen awer och, datt eng Rei vu Gemenge sech selwer mellen, datt mir net bei jidderee mussen uklaappe goen a soen: Wëllt Der vläicht oder wëllt Der vläicht net? Ech mengen, d'Gemenge mussen do selwer hir Responsabilitéit mat iwwerhuelen an do mat virgoen.

M. Robert Mehlen (ADR). - Da kuckt emol an der CSV...

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Dir hutt da gefrot...

Wat gelift?

M. le Président. - Här Mehlen!

M. Robert Mehlen (ADR). - Am Allgemengen ass et emol wéi d'Madame Polfer...

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Majo, ech wär frou doriwwer. Ech weess just, ech war bei enger derbäi wou esou eppes ausgeschafft ginn ass: d'Gemeng lechternach. Do ass eng vun de Prioritéiten vun hirem Programm fir e Gemengenentwëcklungsplang ze maachen. Hätte vill aner Leit sech esou engagéiert, da wär et vläicht op méi Plazen esou gewiescht.

(Interruptions)

Dann ass gefrot ginn iwwer de Plan sectoriel «logement». D'Kommissioun fir dëse Plang opstellen ass jo geschaff ginn...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Ech géif bieden hei dem Minister nozelauschteren!

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - D'Erstellung vun de Plan-sectoriellen ass an der Verantwortung vun dem Innenminister a Minister vum Aménagement du Territoire. Do ass also eng Kommissioun gemaach gi wou hien sechs Vertrieeder huet. Ech hunn der véier. Do kommen Experten derbäi, an d'Qualitéit vun der Aarbecht hänkt ganz sécher vun der Qualitéit vun den Experten of, déi do bäigezu ginn. Mä jidderee weess, e Plan sectoriel ass eng Oeuvre de longue haleine, a mir kënnen net waarde bis dee fäerdeg ass, éier mer kucke fir am Wunnengsbau méi Neel mat Käpp ze maachen.

Dann huet den Här Kox gefrot: Wéini kënn d'Reform vun der Grundsteuer, déi jo de Statsminister ugeeregt huet? Ech mengen d'Grundsteuer - hutt Der selwer gesot - ass e schwierege Problem. Dat ass eng kommunal Steuer. Also, d'Grundsteuer gëtt net vun uewen erof dekretéiert. D'ailleurs sinn do den Innenminister an de Finanzminister zoustänneg fir d'Grundsteuer. Do muss e Kadergesetz emgeännert gi wat méi Flexibilitéit schafft. Do denken ech, datt am Finanzministerium doru geschaff gëtt.

An zweetens muss eng Flexibilitéit kommen, datt d'Gemenge kënnen - dat wat mer gärden hätten - wa Baulandterritainen aus Spekulationsgrënn zrëckbehale ginn, do den Taux esou héich maachen, datt wierklech d'Leit motivéiert ginn, fir dorobber ze bauen. Dat ass natierlech an der Hand vun de Gemengen. D'Gemenge mussen dann och bereet sinn, déi Méiglechkeeten ze notzen.

Mä ech weess, datt Leit dës Reform vun der Grundsteuer notze wëlle fir ganz aner Saachen ze maachen! Den Eenheitspräis a Fro ze stellen, fir méi Recetten an d'Gemengen ze kréien. Alles dat ass kontraproduktiv fir de Wunnengsbau! Dat verdeiert de Wunnengsbau grad esou wéi dat Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal, wat scho modifizéiert ginn ass.

Dat Gesetz sollt jo d'Prozedur vereinfachen an et sollt och derfir suergen, datt méi rationell, méi dicht gebaut gëtt, fir datt méi Wunnsraum op engem gewëssem Territoire ka geschaff ginn. Ech hoffen, datt d'Prozeduren och méi kuerz ginn, an datt mer déi Elementer, déi nach dra sinn, déi eventuell präissteigerend Akzenter kënnen setzen, dann eliminéiert kréien, wa mer feststellen, datt do Elementer dra sinn, déi d'Präisser net drécken, mä se erhéijen. Ech hunn net meng Berouegung, datt keng där Elementer méi an deem Gesetz dra sinn. Déi mussen dann eben eliminéiert ginn. Dat also, wéi gesot, zu där doter Problematik.

D'Virkaftsrecht vun den öffentlechen Institutiounen: Ech mengen, wa mer gärden hätten, datt d'Gemenge solle Réserve-foncière schafen, datt se sollen Terrainen sous forme de bail emphytéotique op de Maart ginn, fir datt den Terrainspräis - an dat ass de Grundproblem - eliminéiert gëtt, da muss ee kucken, wéi een de Gemenge méi Méiglechkeete gëtt fir zu deem Terrain ze kommen. Si kënnen se zum Maartpräis kafen, da kréie se vu mir 40%. Dat géif jo schonn derzou féieren, datt de Präis géif gedréckt ginn. Souguer wa se dat géife maachen.

Mä ech mengen awer, datt se och missten eng Méiglechkeet kréien, wann e gréisseren Terrain ugebuede gëtt, datt se kënnen do e gewësse Virkaftsrecht ausüben, fir datt méiglechst schnell op deem Terrain ka gebaut ginn, fir datt en net eventuell vun engem kaaft gëtt, fir en nach zrëckzebehalen an dann esou drop ze bauen, wéi hien et gärden hätt. Och dat ass e Problem, dee mer muss geléist kréien.

Haut kritt ee praktesch keen Terrain méi ze kafe fir selwer drop ze bauen, mä et muss ee praktesch mat engem Promoteur drop bauen. Och dat ass e Problem, dee mer nëmme geléist kréien, wa Stat a Gemengen allen zwee zesumme méiglechst vill Terrainen op de Maart ginn, wou d'Leit kënnen no anere Kritären bauen.

Dir hutt gefrot: Wéi ass et da mat dem Stat sengen Terrainen? Mir sinn amgaangen - dat heescht, et ass fäerdeg -, d'Domäneverwaltung, déi zoustänneg ass fir d'Statsimmeubelen, déi huet eng Banque de données gemaach, wou se also eng Evaluatioun gemaach huet: Wou si bebaubar Statsterrainen? A mir sinn och amgaangen ze kucken, Ähnlech fir d'Gemengen ze maachen, datt mer also wëssen: Wou si Statsterrainen? A wat fir enge Gemengen ass och Bauland, a wou ass d'Gemeng eventuell scho Propriétaire? Datt mer gemeinsam kucken, an där Aktioun, déi mer wëlle mat de Gemenge maachen, fir da massiv déi Terrainen, déi do sinn, zur Verfügung ze stellen.

Net nëmmen den öffentlechen, mä och eventuell de private Baupromoteure wëll ech soen: Hei ass en Terrain, dee stelle mer zur Verfügung sous forme de bail emphytéotique. Och e private Promoteur kann dann no engem Cahier des charges offréieren. Da muss ee Konditiounen a Kritären opstellen, datt dat, wat als Präis erauskënnt fir dat Haus, wat dorobber gebaut gëtt, e Präis ass, dee rasonnabel a bezuelbar ass. An ech mengen och do mussen erëm eng Kéier Stat a Gemeng zesumme kucke wou hir Méiglechkeete sinn, wou Reserve sinn, an déi da gemeinsam op de Maart ginn.

Dann ass gesot ginn, an den nächste Jore solle 15.000 Wunneenge gebaut ginn. Loosse mer esou soen: Ech hoffen, datt mer beim Bau vun de Wunnechten en zolitte Wuesstem kréien. Ech wëll zwar och soen: Et ass net, datt do näischt geschitt ass. All déi Eforten, déi mer gemaach hunn, hunn awer scho gewësse Resultater mat sech bruecht. Énner aneirem huet de Statec viru kuerzem eng Etüd erausginn an och den Observatoire de l'habitat huet seng Zuelen erausginn. Do gesäit een, datt d'Zuel vun de Baugenehmungen am éischte Semester 2005 ëm 31,4% an d'Luucht gaangen ass. Dat weist also, datt eng Steigerung vun de Baugenehmungen do ass. Mir mussen elo kucken, datt méiglechst schnell dorobber gebaut gëtt.

An dat ass awer net eng eemoleg Entwëcklung. 2002 hate mer 2.956 Baugenehmungen. 2003 hate mer der 3.364, plus 13,8%. 2004 hate mer der 3.919, plus 16,5%. A wéi gesot, am éischte Semester 2005 sinn der 31,4% derbäikomm. Obschonn am éischte Semester

Problemer ware mat deem neie Gesetz iwwert den Aménagement communal. Do misst also d'Stad Lëtzebuerg elo am zweete Semester wesentlech ophuelen. Dat misst also d'Zuelen nach verbesseren.

Et gesäit een also, all déi Ureizmoosnamen, déi mer de Gemengen an de Privatpromoteure ginn hunn, och déi steierlech Moosname vun de Plus-valuen op den Terrainen, déi een zur Verfügung stellt, fir drop ze bauen, datt déi wesentlech erfogsat gi sinn, hu menger Meenung no derzou gefouert, datt méi Terrainen op de Maart kommen, datt also d'Zuel vun de Baugenehmungen an d'Luucht geet. De Bau vu 15.000 Wunneenheete misst a fénnef Joer erreecht sinn.

De Stat an déi öffentlech Promoteure gi mam gudden Beispill vir. De Fonds du Logement huet sech als Zil gesat, op d'mannst déi Zuel vun den Haiser, déi se bauen, ze verduebelen. Op d'mannst ze verduebelen! Wa jidderee sech dat géif als Beispill huelen a versichen dat ze maachen, an déi privat Promoteure géifen och méi schnell déi Terrainen, déi zur Verfügung stinn, bebaue loossen, ech mengen, da kréie mer de Problem an de Grëff, da kéime mer iwwert 3.000 realiséiert Wunneenge pro Joer, an da géif den akuten Problem ganz sécher méi schnell erfogoen.

Ech sinn nach ëmmer der Meenung - an dat huet och de Statsminister gesot, och wann heiandsdo doriwwer de Geck gemaach gëtt -, datt, wann d'Offer wesentlech vergréissert gëtt, d'Präisser erfoginn. Mir hunn dat och gemierkt am Bürosberäich: Wéi op eemol ze vill Bürosraum do waren, sinn d'Präisser drastesch erfoggaangen, an ech hoffen, datt och dat neit Mietsgesetz, iwwert dat ech och e Wuert wollt soen,...

(Coups de cloche de la Présidence)

(Hilarité)

Zwou Minutten, Här President. Entschëllegt mech.

...datt dat neit Mietsgesetz och dozou féiert,...

Ech hunn de Fuedem verluer, entschëllegt mech, Här President.

(Interruptions)

D'Präisser? D'Präisentwickelung. Voilà.

M. le Président. - Jo, d'Präisser.

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - ...datt dat och dozou féiert, datt de Wunnengsbau ugekuerbelt gëtt.

Wat mierke mer zum Beispill hei an der Stad Lëtzebuerg? Hei ass jo d'Zuel vun de Baugenehmungen a vun de gebauten Haiser drastesch erfoggaangen. Woufir ass dat? Mä well vill Wunnengen a Büros ëmtransforméiert gi sinn, an de Schäfferot hat am Fong keng Handhab dofir. Hei kritt en am neie Mietsgesetz eng Handhab fir ze sanktionéieren a fir Moosnamen ze ergräifen, datt dat net geschitt. Doduerch datt bei Bürosgebaier en Iwwerhang do ass, kéinten och elo, menger Meenung no, eng Rei vu Promoteuren higoen an déi Wunns-haiser, déi si a Büros transforméiert hunn, erëm zrëck als Wunnechten ëmänneren.

M. le Président. - Entschëllegt, Här Minister, Dir musst elo Schluss maachen.

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Jo, ech maachen elo Schluss.

M. le Président. - Ech kann net zuloossen, datt d'Deputéierte sech mussen un hir Zäit halen an datt d'Regierung op där anerer Säit sech esou vill Zäit eraushält. Dat gëtt net vun den Deputéierten akzeptéiert, dat deet mer Leed, mä et ass esou.

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.- Gutt. Also ech hoffen, datt dat neit Mietsgesetz méiglechst schnell kënn, datt et awer net esou kënn wéi de Statsrot dat aviséiert huet. Ech sinn e bëssen iwerrascht, datt keen dat hei gesot huet, souguer d'Madame Spautz huet den Avis vum Statsrot positiv zitéiert. Also wa mir d'Präisser vun de Loyeren net méi no uewen géife fixéieren, da géif alles besser hei am Land. Ech sinn der Meenung, datt dat net dee richtige Wee wier. Ech soen lech dat ganz éierlech an ech kämpfen dogéint, datt den Avis vum Statsrot esou duercheet.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass dee Punkt och ofgeschloss a mir kommen dann zu dem nächste Punkt vum eisem Ordre du jour, dat heescht de Projet de loi 5447, eng Sozialkonvention mat Bulgarien. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Bis elo ass ageschriwwen, ganz eleng, den Här Bettendorf. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

7. 5447 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Bulgarie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2004

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider (LSAP), rapporteur.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 5447 ass eng Konvention am Beräich vun der Sécurité sociale mat der Republik Bulgarien. De Projet de loi gouf den 23. Februar 2005 vum Ausseminister Jean Asselborn déposéiert. De Statsrot huet sän Avis de 14. Juni ginn, d'Chamberskommissioun vun der Santé an der Sécurité sociale huet dese Projet diskutéiert a kuerz drop unanime votéiert, dat den 28. Juni 2005.

Dës Konvention ass net, wéi vill anerer an der Sécurité sociale, eng Konvention, déi bestehend Rechter verbessert, mä et ass déi éischt bilaterale Konvention mat Bulgarien an dëser Matière. Et gétt also en Enn gesat un dee juristesche Vide, dee bestanen huet, wa Persounen alternativ oder successiv enger Gesetzgebung am Beräich vun der sozialer Sécherheet ënnerlouchen. Och dës Konvention baséiert natierlech um communautäre Reglement 1408/71, wat d'Rechter vun de Migrants am Beräich vun der Sécurité sociale an der EU definéiert, sou wéi d'Linne vun all anere bilaterale bestehende Konventionen, déi Lëtzebuerg an dëser Matière ofgeschloss huet.

Zur Erënnung, d'europäesch Reglement fixéiert jo als Grundbassis dräi grouss Prinzipien, deen éischten „Égalité de traitement“, deen zweeten d'Exportation vun de Prestatiounen an deen drëtten d'Totalisation vun deenen eenzelne Perioden. De Champ d'application vun dëser Konvention fënn eene erëm an de Beräicher vun der Assurance maladie maternité, der Assurance accident de travail, der Assurance pension, do souwuel d'Alters-, d'Invaliden- an d'Hannerbliwwenepensiounen, souwéi och der Prestation chômage an der Prestation familiale - mat zwou liichten, awer wichtegen Änderungen an dese Beräicher, op déi ech spéider wäert agoen. Ausgeschloss sinn d'Législatiounen vun der Assistance sociale souwéi vun de Prestatiounen un d'Krichsaffer.

D'Konvention applizéiert sech op all Bierger an dat uni Distinction vum der Nationalitéit - an hei suivéiert Lëtzebuerg e bilaterale Ofkommen mat der Europäescher Unioun, wat ebe just dës Netdistinction regéiert.

De Prinzip vun der Konvention baséiert drop, datt den Aarbechter d'arbeitsrechtlichen ennerläit wou hie seng Aarbecht exerceiert, dat heescht d'Derogatioun gëtt och kloer definéiert wann den Aarbechter detachéiert ass oder wat d'Aarbechter vum Transportwiesen ubelaangt.

A sechs Kapitele vun der Konvention fanne mer d'Regelen erëm, déi an deenen eenzelne Beräicher spillen. Den éischte Beräich, de Beräich vun der Assurance maladie maternité, den zweete Beräich, d'Rechnungsmodalitéite bei den Alters-, Invaliden- an Hannerbliwwenepensiounen, den drëtten Beräich, d'Indemnisationen, déi Aarbeitsaccidenter a Berufskrankheete betreffen, de véierte Beräich, d'Prestatiounen bei engem Stierf Fall, hei zum Beispill d'Käschte fir d'Begräfnis, de fënnefte Beräich, de Chômage, an de sechste Beräich, d'Famillenzoulagen.

D'Konvention suivéiert also d'Richtlinne vun anere bestehende bilaterale Konventionen, wéi ech gesot hunn, mat zwou Exceptiounen.

Déi éischt ass déi: Wat d'Prestations familiales ubetrëfft, gouf hei ganz kloer drageschriwwen, datt si net ausbezuelt gi vun deem Land wou d'Persoun schafft, mä vun do wou d'Kanner hire Wunnsätz hunn. Dëst erlaabt eis deene Problemer, déi duerch de Contraire vun dësem Prinzip entstane sinn an déi an anere Konventionen festgesat sinn, an zwar datt dës ausbezueltene Betrag iwwerdimensionéiert war par rapport zum Liewensniveau vum Land an deem d'Kand säi Wunnsätz hat, aus de Féiss ze goen.

Zweetens: D'Ausnahm ass déi vun der Chômageregelung, déi net den europäesche Prinzip vun der Exportation vun de Chômagerechter garantéiert. Dat heescht also, datt eng Persoun hir Chômagerechter ka mathuelen an en anert Land an do da maximal während 90 Deeg och de Chômage ka bezéien, während deem si op der Sich no enger Aarbeitsplaz ass. Dese Prinzip gouf also an dëser Konvention net festgehalten.

Ervirzehiewe war och nach, datt dës Konvention och d'Services d'urgence a Bulgarien couvriert; dës Servicer, déi a Bulgarien dem Ministère de la Santé ënnerstinn an net de Krankekeesen. All Lëtzeburger Assuré profitéiert also vun dëser Servicer wann hien a Bulgarien en Accident hatt.

Une voix.- Hie kënn esou séier wéi méiglech erëm heem.

M. Romain Schneider (LSAP), rapporteur.- Séier erëm heem. Jo.

(Hilarité)

Et brauchen och keng Iwwergangsbestëmmunge festgesat ze ginn, well, wa Bulgarien an d'EU kënn, automatesch de Reglement communautaire spillt, ausser an deene Beräicher, wéi gesot, déi méi positiv a virdeelhaff wäerte sinn.

De Conseil d'État huet dese Projet positiv aviséiert, a wéi gesot d'Kommissioun huet en unanime approuvéiert. Erlaabt mer, Här President, zum Schluss am Numm vun menger Fraktioun och dësem Text zoustëmme an elo scho mäi mëndlechen Accord zu dësem Projet ze ginn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Éischt Riedner ass den honorabelen Här Bettendorf.

Discussion générale

M. Niki Bettendorf (DP).- Här President, ech wëll et kuerz maachen. Den Här Rapporteur huet eis am Detail an dese wichtige Projet agefouert, hien huet dat exzellente gemaach, hien huet dese Projet ganz flott presentéiert, sou wéi dat an der Vergaangenheet och ëmmer gemaach ginn ass.

An der Kommissioun gouf et Unanimitéit zu dësem Projet, an ech muss lech soen, dass eis Fraktioun, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei, dësem Projet mat Begeeschterung zoustëmmt.

Ech soen lech Merci fir d'No-Iauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bettendorf. Wëllt nach een d'Wuert froen?

Jo, Madame Stein-Mergen!

Mme Martine Stein-Mergen (CSV).- Jo, ech géif och am Numm vun der CSV-Fraktioun deem exzellente Rapport, deen hei elo grad gemaach ginn ass, nâischt méi bäifügen, an den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci. Dann ass et elo un der Regierung. Den Här Minister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Merci, Här President. Vu dass de Rapporteur déi zwee Projeten op esou eng excellent Aart a Weis...

(Interruptions diverses)

...zwou Konventionen, ee Projet, op esou eng excellent Aart a Weis presentéiert huet, bleift mer just der Kommissioun an him Merci ze soen a menger Freed Ausdrock ze ginn, dass, nodeem dës an déi nächst Konvention vun deenen zwee Länner schon am Parlament ratifizéiert sinn, mir dat och elo kënnen maachen, an dass mir an deenen nächste Wochen a Méint d'Accords administratifs kënnen ausschaffen. Dat mécht émsou méi Freed, well Lëtzebuerg a Frankräich an e Jumelage mat Rumänien eragaange waren, fir dat Land beschméiglech op seng Entrée an d'Communautéit virzebeereeden.

Merci.

M. le Président.- Gutt, domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5447 ass eestëmmeg uegholl mat 60 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullén, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Hupert (par M. Lucien Clement), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Fernand Diederich), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos

Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Charles Goerens), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

8. Accueil de M. Anton Tabone, Président de la Chambre des Députés de Malte, accompagné d'une délégation

Mesdames, Messieurs, chers collègues, permettez-moi d'interrompre nos travaux un instant pour saluer M. Anton Tabone, Président de la Chambre des Députés de Malte, et les membres de la délégation qui l'accompagne pendant sa visite officielle au Luxembourg.

Monsieur le Président, au nom de nous tous, je vous souhaite la bienvenue à la Chambre des Députés et vous assure de l'honneur que nous éprouvons de recevoir dans notre enceinte le Président du Parlement de Malte.

Persuadé que les relations parlementaires entre nos deux pays ne manqueront pas de souder nos efforts et nos aspirations communes au niveau de la construction européenne, je vous souhaite un agréable séjour au Luxembourg.

Merci, Monsieur le Président.

(Applaudissements)

Mir kommen dann zu deem nächste Projet, dat ass de Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie en matière de sécurité sociale. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Bis elo ass bei dësem Projet de loi just den honorabelen Här Bettendorf ageschriwwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Romain Schneider. Här Schneider!

9. 5451 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie en matière de sécurité sociale, signée à Bucarest, le 18 novembre 2004

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider (LSAP), rapporteur.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dese Projet de loi 5451 ass dës Kéier eng Konvention am Beräich vun der Sécurité sociale mat Rumänien.

De Projet de loi gouf den 22. März 2005 vum Ausseminister Jean Asselborn déposéiert. De Statsrot huet sän Avis de 14. Juni ginn, genau deeselwechten Datum wéi bei der Konvention mat Bulgarien. An d'Chamberskommissioun huet genau wéi am Fall Bulgarien och den 28. Juni unanime dese Projet de loi votéiert.

Dës Konvention ass, wéi gesot, wéi déi vidru mat Bulgarien, déi éischt bilaterale Konvention an dë-

ser Matière a probéiert also hei de juristesche Vide an der Sécurité sociale, dee bis elo bestanen huet, ze regelen. Och dës Konvention baséiert natierlech um communautäre Reglement 1408/71, wat d'Rechter vun de Migrants am Beräich vun der Sécurité sociale an der EU definéiert, esou wéi d'Linne vun all deenen anere bilaterale bestehende Konventionen, déi Lëtzebuerg an dëser Matière ofgeschloss huet.

Ech wëll hei net nach eng Kéier déiselwecht Faiten a Punkten opzielen, mä mech beschränken op dat wat bei der Konvention mat Bulgarien gesot gouf a just déi spezifesch Punkten opzielen vun dëser Konvention mat Rumänien, awer derniewent, mengen ech, d'Deckrumm vun der Konvention nach eng Kéier opféieren, dat och am Respekt virun de rumäneschen Autoritéiten.

Et ass jo kloer, datt am Champ d'application vun dëser Konvention nees déiselwecht Beräicher erméigliche si vun der Assurance maladie maternité, der Assurance accidents du travail, der Assurance pension, dat souwuel Alters-, Invaliden- an Hannerbliwwenepensiounen an och d'Beräicher vum Chômage a vun de Prestations familiales.

Virun allem sinn et hei erëm, genau wéi am Bulgarien-Projet, déiselwecht zwou Änderungen, déi spezifesch an zwee Beräicher erméigliche sinn, an derniewent nach en drëtten spezifesch Punkt, dee mer am Projet vu Rumänien wäerten erméigliche, wäerten medezinesch Behandlung an engem Land ubetrëfft. Ausgeschloss sinn, genau wéi an deem anere Projet, och hei erëm eng Kéier d'Législatiounen vun der Assistance sociale an d'Prestatiounen un d'Krichsaffer.

D'Konvention applizéiert sech och hei op all Bierger an dat uni Distinction vum der Nationalitéit. De Prinzip vun der Konvention baséiert op deem, datt, genau wéi bei där anerer, och den Aarbechter d'arbeitsrechtlichen ennerläit, wou hie seng Aarbecht exerceiert.

An deene sechs Kapitelen, déi ech virdrun opgezelt hat, ginn déi eenzel Reelen erëm eng Kéier erkläert. Ech erlabe mer se net nach eng Kéier opzezielen, ech menge si ware virdu genau preziséiert ginn.

D'Konvention suivéiert also all déi bilaterale Richtlinnen, déi mer an de Konventionen hunn, ausser dann, wéi gesot, zwou grouss Ausnahmen an eng Particularitéit.

D'Ausnahme si genau déiselwecht wéi bei Bulgarien. Éischstens, wat d'Prestations familiales ubetrëfft gétt hei ganz kloer drageschriwwen, datt se net ausbezuelt gi vun Land wou d'Persoun schafft, mä vun deem Land, wou d'Kanner hire Wunnsätz hunn. Wat de Chômage ubetrëfft ass et och kloer, datt, wann een an en anert Land geet, d'Chômagerechter net kënnen an dat Land mat virugeholl ginn, also och net ka spillen, datt deen Ament ka während 90 Deeg de Chômage an deem anere Land ausbezuelt ginn.

Eng wichteg Particularitéit fanne mer awer an dëser Konvention mat Rumänien erëm, wat d'Autorisation préalable ubelaangt, fir sech an deem anere Land behandelen ze loosse. Rumänien huet dës Méiglechkeet aus der Konvention gestrach, fir eise ze vermeiden, datt grouss Käschte géifen op si duerkommen, wann d'Leit sech géifen an eise Land behandele loosse. Dëst ass och ze verstehen, wann een d'Präisennerscheeder vun enger Behandlung a Rumänien an a Lëtzebuerg kennt.

Et brauchen och, wéi am Fall vu Bulgarien, keng Iwwergangsbestëmmunge festgesat ze ginn, well, wa Rumänien an d'EU kënn, automatesch de Reglement communautaire spille wäert, ausser an deene Beräicher, wéi gesot, déi méi virdeelhaff wäerte sinn.

De Conseil d'État huet et dëse Projet akzeptéiert a positiv aviséiert mat engem Apport vu klenger Remarquen, déi mer mat afléisse gelooss hunn, an d'Kommissioun huet en unanime votéiert. Erlaabt mer, Här President, zum Schluss dann nach eng Kéier am Numm vun eiser Fraktioun och hei meng Zoustëmmung ze ginn zu dësem Projet de loi.

Ech soen lech Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Schneider. Den eenzegen ageschriwwene Riedner ass den honorebelen Här Bettendorf.

Discussion générale

■ **M. Niki Bettendorf (DP).** - Här President, hei ass et d'selwecht wéi am Projet virdrun, ech wëll och hei dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin ausféierleche Bericht.

Ech muss vläicht ee Wuert bäifügen. D'Rumänen hunn dee Passus sträiche gelooss, wann d'Leit sech hei bei eis behandelte loossen, dass dat net zréckbezuelt gëtt bei hinnen. Si hunn och Recht, wa se dat maachen, well mer mussen alleguere wëssen, dass momentan schonn a Moldawien 300.000 Leit e rumänesche Pass hunn. A wa Rumänien an d'Europäesch Union erakënnt, ass et och un Europa an u Rumänien selwer, fir do opzepasst, dass d'Dieren net späraangelwäit opgemaach ginn, well wann ee weess, dass a Rumänien d'Leit 25 Dollar de Mount verdéngen a se da ganz einfach kënnen e rumänesche Pass kréien, dann ass et einfach fir a Lëtzebuerg oder an Europa eranzekommen.

Also mir, als Demokratesch Partei, stëmme dësem Projet selbstverständlech zou, wéi mer dat ëmmer gemaach hunn, mä u Rumänien selwer ass et awer och fir opzepasst, dass net all Diere späraangelwäit opgemaach ginn.

Ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Bettendorf. D'Madame Stein kritt nach d'Wuert.

■ **Mme Martine Stein-Mergen (CSV).** - Och zu dësem Projet géng d'CSV-Fraktioun hiren Accord ginn. Merci.

■ **M. le Président.** - Den zoustännege Minister, den Här Mars Di Bartolomeo.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, ech hat eigentlech bei där viregter Geleeënheet scho Mäint zu deenen zwee Projekte gesot, esou dass ech just nach brauch Merci ze soen.

■ **M. le Président.** - Mä Dir wësst, dass ech ëmmer frou sinn, wann Dir lech zu Wuert mell, duerfir wolt ech lech d'Wuert nach eng Kéier ginn.

(Hilarité)

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Merci, an ech versprieche lech och ausnahmsweis meng Riedezäit net ze iwwerschneiden.

■ **M. le Président.** - Speziell, Här Minister, wann Der esou kuerz sidd wéi dës Kéier.

(Hilarité et interruption)

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5451 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmme, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentiuon.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse

Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Laurent Mosar), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par M. Jos Scheuer), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Henri Grethen), M. Emile Calmes, Mme Collette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. François Bausch, Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Här Castegnaro!

(Interruption)

Mir wäerten dat hei uewe kontrolléieren.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

D'Chamber huet d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ginn.

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, zum Projet de loi déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Grethen, den Här Diederich an den Här Adam. Kee vum ADR?

(Interruption)

Neen. Très bien.

Dann huet elo de Rapporteur vum Projet de loi d'Wuert, den honorebelen Här Patrick Santer. Här Santer!

10. 5149 - Projet de loi déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

■ **M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5149 gesäit vir, dass Beamten, déi spezifesch opgelëscht Funktiounen, sou genannte Fonctions dirigeantes, ausüben, op siwe Joer, renouvelable natierlech, genannt ginn. Dës nei Bestëmmung betreffen nëmme déi Beamten, déi nom A-Kraaft-Triede vum Gesetz, wat mer elo ofstëmme wäerten, op esou Fonctionne genannt ginn.

Här President: Wéi eng héich Statsbeamte sinn dann elo konkret vun dësem Projet betraff? Et sinn dës, wann ech se opzielen däär:

den Directeur général oder den Directeur général adjoint, de Président oder d'Présidentin, ausser de Président vum Conseil arbitral des

Assurances sociales, well deen engem Magistrat assimiléiert ass, en Direkteur, e Sous-Direkteur, en Directeur adjoint, en Administrateur général, e Premier Conseiller de Gouvernement, e Ministre plénipotentiaire, de Chef d'état-major, de Chef d'état-major adjoint, de Commandant vum Centre militaire, e Premier Inspecteur des Finances, e Premier Inspecteur vum der Sécurité sociale, de Premier Conseiller de direction, de Commissaire oder d'Commissaire de Gouvernement, de Secrétaire général oder en Inspecteur général, en Inspecteur général adjoint.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Ech erspueren lech déi Graden, déi an deene Funktiounen do assimiléiert sinn.

D'Magistratur...

(Interruption)

Da fir den Här Goerens, et sinn d'Graden: 16, 17, 18, S1, A13ter, A14bis, P13, P14, E6, E7 an E8.

■ **M. Charles Goerens (DP).** - Merci.

■ **M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.** - Gär geschitt.

D'Magistratur ass wéinst där an eiser Verfassung, an och an aner internationalen Traitéen, verankerter Onofhängegkeet vum der Justiz net vun dësem Gesetz betraff.

Här President, deen heitege Projet de loi huet schonn eng laang Virgeschicht, déi bal siwe Joer undauert, also schonn eng laang Zäit. E geet schonn op de Koalitionensaccord vun 1999 zréck, wou tëschent der CSV an der DP Fougendes ofgemaach gouf: «une plus grande responsabilisation des cadres dirigeants de l'Administration sera introduite, avec possibilité pour l'autorité hiérarchique de mettre fin prématurément à leur fonction».

Am Kader vum Projet zur Reform vum Statsbeamtestatut war eng deementspriedend Regelung zur Nominéierung vu bestëmmte Beamte mat enger besonnercher Verantwortung virgessinn. Deemools huet sech dat net «Fonctions dirigeantes» genannt, mä «Postes à responsabilité particulière».

De Statsrot hat bei dem Projet zur Reform vum Statsbeamtestatut eng ganz Rei vun Opposition-formellen zu där proposéierter Regelung gemaach. Énner anerem well d'Lëscht vun deenen «Postes à responsabilité particulière» sollt per Règlement grand-ducal festgehale ginn, wat dem Statsrot no zu arbiträren Décisiounen hätt kënnen féieren. Déi deemoleg Regierung huet duerfir decidéiert fir e separate Projet zu dësem Punkt auszuschaffen.

Am virleiede Projet 5149, deen den 20. Mee 2003 deponéiert gouf, ass nëmme nach Rieds vun der Beschränkung op siwe Joer vun der Ernennung vu verschidden héije Statsbeamten. E schreift sech net méi an d'Rei vun der Reform vum Statsbeamtestatut. Déi viregt Regierung hat awer Amendementer agereecht, déi näischt mat dëser Matière ze dinn haten. Konkret goung et ëm d'Ofschaf vum der Alterslimite vu 45 Joer fir den Accès zur Fonction publique.

De Statsrot huet dës Verméschung vun zwou verschiddene Matièrenen an engem Projet de loi ferm kritiséiert a proposéiert, heizou e separate Projet de loi auszuschaffen. Dat ass dann och am Juni vun dësem Joer geschitt. De Projet 5485 ass amgaangen an där zoustänneger Kommissioun diskutéiert ze ginn.

Här President, d'Afféierung vun der Nominatioun vu bestëmmte Beamten op verantwortungsvolle Plaze

fir siwe Joer - natierlech mat Renouvellement - huet verschidde Grënn. Déi viregt Regierung hat am Exposé des motifs dräi Grënn ugi fir déi zäitlech Begrenzung anzeféieren:

Éischtens: Déi concernéiert Statsbeamte sinn dacks déi ieweschste Chefe vun heiansdo honnerte Statsbeamten. Dës Plaze verlaangen net nëmme besonnesch Fachkompetenzen, mä och Kompetenz wat Personalmanagement ubelaangt. Grad hir leschtgenannte Kompetenz muss si als Chef vu grouse Verwaltungen eréischte bewiesen, wat virdu weder festgestallt nach getest konnt ginn.

Zweetens: Fir déi concernéiert Posté sinn och keng Examen oder Stagezäite virgeschriwwen wéi et bei aner Statsbeamtecarrieren de Fall ass. Dat heescht, dass déi héich Statsbeamte bis elo agestallt gi sinn, ouni dass si virdu konkret op hirt Leeschtungsverméige gestest goufen.

Drëttens hunn dës héich Statsbeamten net déi normal Selektionsweeër am lëtzebuergesche Statswiesener hannert sech. A wann eng Regierung ee schonn ernennet, dann ass et och nozevollzéien, sou seet den Exposé des motifs, dass dës Regierung oder eng Regierung drop - mir schwätze jo vu siwe Joer, dat heescht, et geet iwwer eng Legislaturperiod eraus -, ouni an den Arbitraire ze falen, och enger Ernennung en Enn bereede kann.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Projet de loi huet ausserhalb vu Regierung a Parlements-Kommissioun net nëmme Frënn. Am Contraire, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass alles anescht wéi frou iwwert dës Projet de loi. Si fäert, dass d'Méiglechkeet fir virzätig de Funktiounen vun engem Cadre dirigeant en Enn ze maachen, contraire zu de Prinzipen vun der Neutralitéit an Onofhängegkeet vun der Fonction publique wier.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Déi héich Statsbeamte wieren elo méi staark dem Wëlle vum Pouvoir politique ausgeléiwert. Esou schreift d'Statsbeamtchamber: «La Chambre des Fonctionnaires ne saurait cautionner que l'administration publique soit dégradée au niveau d'un instrument de politique partisane aux mains du Gouvernement. Elle recommande au Gouvernement de s'assurer avant toute nomination à un poste de responsabilité que son candidat est - an ech zitieren - „the right man“ oder „woman in the right place“.

Och wann de Statsrot den Text positiv aviséiert huet, zielt en net grad zu deene gréisste Frënn vun dësem Projet de loi. Hie stellt fest, dass heimadde eng signifikant Derogatioun zum Prinzip vun der liewenslänglecher Ernennung vun engem Fonctionnaire institutionaliséiert gëtt. D'Affirmatioun, dass dës zäitlech Ernennung op bestëmmte Funktiounen d'Inamovibilitéit vun de Statsbeamten a Fro stelle soll oder eng Derogatioun zu deem Prinzip duerstelle soll, muss relativéiert ginn.

Op där enger Sait sinn hei nëmme ganz bestëmmte Statsbeamte concernéiert, déi limitativ opgezéit héich Funktiounen ausüben sollen. No deene siwe Joer - et kënnen der och 14 oder 21 sinn - wou se dës Funktiounen ausgeübt hunn, gi se net aus der Fonction publique entlooss. Si bleiwen an der Fonction publique am Statut vum Statsbeamten op der héchster Fonction vum der Carrière supérieure, am selwechten Échelon, oder, wann et kee korrespondenten Échelon gëtt, deen Échelon just drënner.

Op där anerer Sait muss een ervirhiewen, dass mat dësem Projet de loi keen Neiland betruede gëtt. Et gëtt schonn hei zu Lëtzebuerg fir bestëmmte Statsbeamten eng zäit-

lech Beschränkung vun hirer Amtszäit. D'Direktioun an de Comité exécutif vun der Spuerkeess, vum ILR, vun der Commission nationale de protection des données oder vun der CSFF kann een hei opzielen. Et kann een och déi Statsbeamten opzielen, déi Posten op enger internationaler oder europäescher Institution opuhelen, déi dann och dacks genuch op Zäit benannt ginn.

An der Belsch zum Beispill hu se och eng Mandatszäit agefuert. Déi héich Statsbeamte gi mat engem an der Belsch onüblichen engleschen Term bezeechent: „Topmanager“. A si ginn nach just fir sechs Joer genannt. Si ginn am Kader vun enger neier Rekrutierungsprozedur ausgesicht, wou se op Kompetenzen um technesche Plang wéi och um menschleche Plang getest ginn. Dräi Méint no hirer Ernennung muss se e Plan de gestion presentéieren, wou se e strategesch an operatiiv Zil ernennen. All zweet Joer gëtt hir Aarbecht vun Experten evaluéiert. No deene sechs Joer kënnen dës Beamten oder Topmanager net automatéisch nach eng Kéier op déiselwecht Plaz genannt ginn. Am Contraire, si mussen erëm eng Kéier déi ganz Rekrutierungsprozedur frësch duerchlaufen.

A mengem schrëftleche Rapport fannt Dir och Beispiller aus Däitschland, Holland an Italien, wou och déi zäitlech Aschränkung oder Mandatszäit fir héijer Statsbeamten agefuert ginn ass.

Wat geschitt elo no dem Oflaf vun dëse siwe Joer? Der Meinung vun der Kommissioun an der Philosophie vum Projet no brauch keng Décision geholl ze ginn, wann d'Mandatszäit ofgelaf ass. Et brauch just nach eng Décision geholl ze ginn, wann de Beamten no deene siwe Joer fir nees nei siwe Joer op dës Plaz weider nominéiert gëtt. Et gëtt also kee Recht op e Renouvellement. Dee Statsbeamten, deen op déi Plaz genannt gëtt, weess vun Ufank un, dass hie fir siwe Joer genannt gëtt an dass no siwe Joer e Renouvellement méiglech ass, mä keen Droit acquis ass.

Ech wëll nach eng Kéier hei zum Schluss soen, dass dat Gesetz keen Effet rétroactif huet an nëmme fir déi Beamte gëllt, déi nom A-Kraaft-Triede vun dësem Gesetz op esou Fonctions dirigeantes benannt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun hat dës Projet de loi an och déi Amendement-gouvernementaux analyséiert. De Rapport ass ouni Géigestëmm adoptéiert ginn. D'CSV-Fraktioun wäert natierlech hiren Accord zu dësem Projet ginn.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Santer. Den éischte Riedner ass den honorebelen Här Henri Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Henri Grethen (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur Merci soe fir deen ausféierleche Rapport. Ech géif just bedauern, dass en elo zum Schluss gesot huet, dass dës Rapport eestëmmeg ugeholl ginn ass.

■ **M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.** - Neen, ouni Géigestëmm.

■ **M. Henri Grethen (DP).** - Ouni Géigestëmm, wat eng Nuance ass.

(Interruptions)

Mä hien hätt och kënnen soen, dass en net eestëmmeg ugeholl ginn ass.

■ **M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.** - Ech wollt lech dat iwwerloossen.

■ **M. Henri Grethen (DP)**.- Dir sidd vun enger Gentillesse! Här President, den Här Santer ass vun enger Gentillesse, déi net all Member vu senger Partei auszeechent.

■ **M. Patrick Santer (CSV)**, *rapporteur*.- Dat ass well Chrëscht-dag ass.

(Interruptions diverses et hilarité)

■ **M. Henri Grethen (DP)**.- Här President, am Juni 1999, wéi mer vum Formateur ënnert den Daach vum Landwirtschaftsministerium invitiert waren, fir do déi nei Koalition ënner, wéi soll ech soen, emol net deene beschte materielle Voraussetzungen auszuhandelen - et war nämlech schrecklech waarm, dat war sécher fir eis ze péngen, dass d'Wahlergebnis net konform zu den Erwaardungen war - , du war dat do ee vun deene Punkten, déi d'Kollege vun der CSV, déi Verhandlungsdelegationen, opgeworfen hunn, et war ee vun deenen, déi se am meeschte gepéngt hunn a se net schlofe gelooss hunn. Duerfir hu mer eis dann no laange Verhandlungen dozou breeteschloe gelooss, mat op dee Wee do ze goen - woubäi et eis net ganz wuel war. Et war eis net ganz wuel, well mer eis gefrot hunn: Wat fir engem Arbitraire maache mer do d'Dier op?

Selbstverständlech gouf et schon eng Rei Funktiounen, zum Beispill an der Spuerkeess, wou dat schon applizéiert ginn ass. Och do muss ech soen, Här President, an d'Zäit feelt mer wéinst deene Modeller, déi hei an där leschter Legislaturperiod agefouert gi sinn, fir op déi eenzel Fäll anzugehen a fir ze kucken, ob bei engem selwechte Verhale bei deem engen a bei deem aneren net ieren aner Regele gespillt hunn! An do kéint ee ganz konkret ginn, mä ech mengen, well et perséinlech Fäll sinn, brauch een do elo net op dës Tribün drop anzugehen. Déi, déi interesséiert sinn, deene sinn ech awer gär bereet, dat en aparté en long et en large ze erklären.

(Hilarité)

Mir hunn eis och gefrot, ob et net intelligenter wier, ier een ees op esou e Posten nennt, sech gutt ze iwwerleeën ob déi Persoun, Mann oder Fra, och d'Qualifikatioun hätt, déi fir dee Post verlaangt gëtt. Well dat ass déi wichtegst Fro. De Chef de département, den zoustännege Minister - well hei zu Lëtzebuerg ass et jo esou, dass deenen, deenen d'Tutelle iwwer en Departement huet, den Droit de proposition huet, an dass gewéinlech de Regierungsrot en och suivéiert - muss mat sech zu Kouer goen a sech froen: Ass déi Persoun geeegent fir déi Aufgaben, déi ech hir wëll iwwerdroen?

A wann hie sech géiert huet, dann huet e sech jo elo fir siwe Joer géiert. Virdrun hat hie sech, net fir éiwig, mä bis an d'Pensioun géiert. Elo huet e sech nëmme fir siwe Joer géiert. Mä besonnesch mat dësem Gesetz, well net déi automatesch Erneuerung kënnt, muss hie sech méi wéi jee Fro stellen, ob e sech net géiert huet.

An dëser Legislaturperiod kënnt dat jo net vir, well et stellt sech jo elo d'Fro, wann dëst Gesetz gestëmmt gëtt, dann trëtt et den éischten Dag vun deem Mount no deem et am Memorial publizéiert ginn ass a Kraaft.

Ech kéint mer virstellen, well et e Gesetz ass, wat awer besonnesch der CSV um Härz läit, dass de Minister vun der Fonction publique des mains et des pieds wäert maachen, dass dat nach am November an de Memorial kënnt. An da géif dëst Gesetz den 1. Dezember a Kraaft treden.

Ech huelen och un, wann dat esou ass, wann deen Timing stëmmt - a wann et e Mount méi spéit ass, dann ass et den 1. Januar -, dass bis dohinner keen héije Beamte méi genannt gëtt, dass elo de Re-

gierungsrot keng nei Nominatioun virhält ier dëst Gesetz a Kraaft ass, fir sech och déi Méiglechkeeten ze looschen, déi duerch dëst Gesetz geschaf ginn.

Mä wann dann no siwe Joer - an dat ass jo net an dëser Legislaturperiod, Gott sei Dank, mä an där nächster - deenen een oder deenen anere säi Mandat net erneiert kritt, da muss de sech jo Fro stellen, deem säi Mandat net erneiert gëtt, mä déi, déi censéiert sinn, d'Aktion vun der Regierung ze kontrolléieren, déi müsse sech och Fro stellen - d'Chamber also. D'Chamber muss sech d'Fro stellen all Kéier dann, wann engem héije Fonctionnaire säi Mandat net em eng siwe Joer erneiert gëtt: Firwat ass dat geschitt?

Här President, ech sinn an där Situation. Ech hat am Transportministerium e Mataarbechter, ech wëll net soen, säi Mandat ass net erneiert ginn, hien huet vu sengem Minister, ech géif soen - erlaabt mer den Ausdruck - relativ schönhelleg gesot kritt, e soll op déi Plaz goen, wou en och géif bezuelt ginn dofir.

Här President, ech weess, wat déi Plaz un Aarbecht implizéiert. De Minister weess et och. An ech fannen, dass déi Aart a Weis - an dat ass dat, wat mech elo stéiert - wéi do de politeschen Arbitraire - de politeschen Arbitraire! - spilt, net an der Rei ass. Well wann dee Beamte Member vun der Sozialistesch Aarbechterpartei gewiescht wier, da wier dat ganz sécher net geschitt. Well et ass ganz sécher net, well en incapabel ass.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Da wier et och e politeschen Arbitraire gewiescht.

(Hilarité)

■ **M. Henri Grethen (DP)**.- Da wier et och e politeschen Arbitraire, mä an engem anere Sënn gewiescht. Do huet den Här Gibéryen Recht. A wann den Här Gibéryen Recht huet, huet e Recht.

(Hilarité)

Ech wëll einfach nënnen un deem Beispill weisen, dass dat mech zum Nodenke bruecht huet an et huet mech am héchste Mooss irritéiert. Et enttäuscht mech, well et bis elo an all Lëtzebuerger Regierung d'Regel war, dass een d'Leit net sanktionéiert huet, well se eng aner politeschen Opfaassung haten! An dat ass mä Gefill, do kritt kee mech dovun erof! Dat ass hei an deem Fall geschitt, ech bedauern dat, an ech bedauern, dass de Statsminister, als de Primus inter Pares an der Regierung, do deem Dreiwien net Einhalt gebueden huet.

Ech si mer bewosst, dass, wann een héich Fonctionnaire nennt, wann déi Fonctionnaire net déi Leeschtung bréngen, dat Astoe fir d'Aarbecht hunn, een da muss d'Méiglechkeet hunn - an duerfir wäert och meng Fraktioun dëst Gesetz stëmme -, fir sech vun esou engem Beamten op där Fonction ze trennen. Mä ech fäerten - an dat ass meng grouss Angscht -, dass hei dem Arbitraire Dier an Aangel opgemaach gëtt.

Fir meng Partei kann ech soen, dass mir - och an der Zukunft, och wann ech net méi dobäi sinn - dat net géife maachen, well mir hunn et an der Vergaangenheet bewisen, dass mir, egal wat fir eng politeschen Opfaassung en héije Beamten hat an och e Beamten aus der mëttler Carrière, deem dat ni ze spiere ginn hunn. Mir hunn ëmmer nëmme gekuckt, schaffe se oder schaffe se net, maache se hir Aarbecht gutt oder maache se hir Aarbecht schlecht, dat waren d'Kritären a keng aner. Duerfir wäerte mir dëst Gesetz stëmme.

Mä ech wollt lech hei all déi Bedenken, déi mir hunn, nach eng Kéier artikuléieren. Ech wollt och froen, ob dat hei dann elo och mutatis mutandis an anere Gesetzer fir de Secteur communal géllt? Do gëtt et jo och Leit, déi iwwert dem 16 sinn.

Gëllt dat hei och fir déi Léit aus dem sou genannte Secteur assimilé, déi jo all Kéier fir sech reklaméieren, dass se misste wéi de Stat behandelt ginn an nach consultéiert ginn? Et kéint ee vläicht am Kader vun der Tripartite mat der FNCTTEL an dem Sprolux diskutéieren, ob dat och fir d'Eisebunn géllt, wat jo ee vun de Secteurs assimilés ass. Ob och do dann déi Regeln, net nëmme fir de Comité de direction, mä och fir déi aner Postes a responsabilité agefouert ginn.

Jee, bei dësem Text kommen, niewent all deene Bedenken, déi een huet duerch d'Verhale vun eenzelen Regierungsmemberen, wou ee sech eigentlech net hätt kënne virstellen, Här President, dass dat zu Lëtzebuerg méiglech ass, all déi Froen dobäi.

Ech perséinlech, Här President, fir mäi Protest ze artikuléieren géint déi Aart a Weis, wéi mer d'Leit, déi mir op alle Fall zur vollster Satisfaktioun, ech wëll net soe gedéngt, mä gehollef hunn, behandelten, wäert mech bei dësem Projet enthalen.

Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien.

■ **M. le Président**.- Merci, Här Grethen. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Fernand Diederich (LSAP)**.- Här President, Dir Häre Ministeren, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport an deem hien all déi wichteg Punkte vum Gesetz belicht huet, esou dat ech mech op e puer Bemierkunge beschränke kann.

Esou ass deenen eenzelen Awänn vum Conseil d'État duerch eng Rei Regierungsamendementer Rechnung gedroe ginn, esou dass de Statsrot sech juristeschen a legisteschen mat där Versioun, déi eis hei virläit, averstan erkläert huet, esou zum Beispill wat déi viséiert Fonctions dirigeantes ubelaangt, déi an dem éischten Artikel vum Gesetz genau opgefouert gi sinn.

Sécher hunn déi Beamten, déi vun de politeschen Responsabelen a Fonctions dirigeantes beruff gi sinn, sech duerch hir Aarbechtsweis, hire Fläiss an hir Fachkenntnisser ausgezeechent; Qualitéiten, déi et hinne och erlaben an hiren nei Funktioun gutt Aarbecht ze leeschten. An eenzelen Fäll kënnen awer Leit a führender Position sech vläicht net als déi richteg erweisen, ënner anerem wat hiert Duerchsetzungsverméigen, hir Managerqualitéiten oder hir Roll als Chef vun enger Verwaltung uginnt. Doniewent kënnen am Liewe vun engem Beamten oder Événement oder Ännerungen, Entwécklungen antrieden, déi zur Konsequenz hunn, dat hien net méi mat där selwechter Begeescherung an deemselwechten Engagement un d'Problemer erugeet.

Ech wëll an deem Zesammenhang just un d'Aussoe vum Ombudsmann erënneren, wéi hie säi Rapport viru kuerzem an der Chamber gemaach huet. Hei soll kengfalls generell Kritik un de Statsbeamté gëtt ginn, am Géigendeel, déi allermeescht vun hinne maachen eng gutt Aarbecht, dovun kënnen mir eis hei all Dag iwwerzeegen. Et geet awer dorëm, dass déijéine, déi net zur allgemenger Satisfaktioun funktionéieren, hir Aarbechtsweis iwwerdenken an ännere sollen, an hei kënnen a mussen och déi Leit aus de Fonctions dirigeantes hir Verantwortung iwwerhuelen, dëst am Intérêt vun enger optimaler Administratioun fir all Bierger.

Wann och oft behaupt gëtt, dass d'Politik vun deenen eenzelen Parteien sech net wesentlech ënnerscheet, esou stëmmt dat awer nëmme bedingt. Oft kënnt et nämlech no enger nei Regierungsbildung zu neien Orientéierungen, Ausrichtungen, neie Projeten an den eenzelen Ministären, déi méiglechst schnell a konsequent sollen ëmgesat ginn. Heibäi sinn d'Beamten aus der Fonction dirigeante fir d'Ministere wichteg Mataarbechter a Beroder, déi d'Aufgab hunn, déi vun de Politiker decidéiert Politik ze konkretiséieren.

Ass dat net de Fall a kënnt et hei zu Spannungen, déi iwwer länger Zäit net kënnen ausgeräumt ginn, esou muss et dem zoustännege Minister, dee jo och déi politeschen Verantwortung déit, erlaabt sinn, duerch eng Neubesetzung vun der Fonction dirigeante fir eng besser Ëmsetzung vun de politeschen Décisionen ze suergen.

An dësem Projet de loi soll kengeswees dem Arbitraire politique Dier an Aangel opgestouss ginn. Déi meescht Beamten, déi hir Aarbecht zur vollster Zufriedenheet vun hire politeschen Chefe verrichten, wäerten och mat dësem Gesetz nëischt ze fäerten hunn. Kee Minister huet Intérêt drun op hir wäertvoll Mataarbecht an Erfahrung fir déi Zäit no engem éischte Septennat ze verzichten.

An deem Sënn mengen ech, dass een an dësem Projet net de wichtige Prinzip vun der Nomination à vie vun Beamten a Fro stellt an dass et eng Rei Argumenter gëtt, déi d'Opportunitéit vun dësem Projet de loi beleegen. Dofir wëll ech heimat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

■ **Une voix**.- Très bien.

■ **M. le Président**.- Merci, Här Diederich. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Claude Adam (DÉ GRÉNG)**.- Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Damen an Dir Hären, et gëtt eng ganz Rei Beispiller vun Direktionsmemberen, déi an der Qualitéit vum Fonctionnaire op sechs Joer op hiren Posten nominéiert sinn - de Rapporteur, den Här Santer, huet se ugefouert hei. Ech wëll him och Merci soe fir dee gudden schréftlechen a mündlechen Rapport. Beispiller gëtt et bei der Spuerkeess, beim Commissariat aux Assurances a bei der Commission de Surveillance du Secteur financier. Déi Mandater, déi do op sechs Joer lafen, kënnen erneiert ginn, a wa se dat ieren net ginn, da geschitt deene Leit och nach net vill, si kommen an hiren ale Statut an an hiert aalt Gehalt zréck.

Déi Fonctionnairen, vun deenen mir hei beim Projet 5149 schwätzen, brauche keen extrae Stage ze maachen oder keen extrae Examen ze maache fir an hir Funktioun ze kommen. Si ginn ausserhalb vun deenen normalen traditionelle Kriterien, déi bei de Statsbeamtecarrière virgeschriwwen sinn, vun der Regierung nominéiert. Et schéngt eis logesch, dass si och um Enn vun hirem Mandat, an dësem Gesetz ass jo d'Mandat op siwe Joer festgeluecht, zréck an hir al Carrière kënnen geschéckt ginn, wann dat sech als noutwendeg erweist. Schon eleng de Fait, dass dëst Mandat op siwe Joer ausgeluecht ass an net op fénnef, misst jo dann der politescher Willkür, déi och vun Här Grethen hei ugeschwat ginn ass, e Rigel virschieben, dat heescht dat ass geduecht fir dat ze verhënnern.

Déi Gréng wäerten dësem Projet de loi zoustëmme, mä, an do wëll ech och dann dat opgräifen, wat den Här Grethen hei ugefouert huet, déi Gréng - an den Här Grethen huet hei e flott oder een net flott Beispill zitéiert - wëllen och kee politeschen Arbitraire bei de Statsbeamtecarriären.

Mir sinn nämlech der Meinung, dass hei d'Geleeënheet gewiescht wier fir och iwwert d'Schafung vun engem Cabinet politique ze diskutéieren an esou eng Schafung an d'Aen ze faassen. Mir sinn der Meinung, dass et gutt wier, wa bei engem Regierungswissel e Minister eng kleng Zuel vu Beroder kéint mat a säi Ministère bréngen. Dës Beroder missten e Spezialstatut hunn, och mat enger besonnescher Besoldungsstruktur, an hir Mandatsdauer misst där vum Minister ugepasst sinn. Dës politeschen Beroder dierfte keng Weisungsbefugnis am Ministère hunn. Mir kréichen eng propper Trennung tëschent administrativer a politescher Gestion.

Am Moment léise mer esou Problemer nom typeschen lëtzebuergeresche Modell. D'Ministeren huele Leit vun där selwechter Bluttrupp an hire Ministère. Dat kann zu Jalousie an Ongerechtegkeeten féieren a bréngt och eng Politiséierung vun der administrativer Spéttz. Wann dann dës politeschen Bluttrupp am Ministère changéiert, da kann dat och Problemer mat sech bréngen, wat da mat esou Beamte ka passéieren - mir hunn elo grad ee Beispill gesot kritt.

Wann dann elo argumentéiert gëtt, eist Land wier ze kleng, wie wier da scho bereet esou e Risiko anzugehen a fir op fénnef Joer seng Carrière beim Stat ze verloossen, fir dann op esou e bessen Abenteuerleche Wee ze goen; ben, do féiere mir just un, dass vun de Deputéierten hei jiddereen am Fond geholl esou e Risiko agaangen ass. Hei si ganz vill Leit, déi eben aus enger Carrière erausgaang sinn, fir hei fénnef Joer an der Chamber ze schaffen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. le Président**.- Merci, Här Adam. Dann ass...

(Interruptions)

(Coups de cloche de la Présidence)

Dir Häre vum ADR, d'Diskussion ass ofgeschloss.

(Interruption)

Dir kënnt lech nach aschreiwen.

Ass d'Diskussion ofgeschloss?

(Assentiment)

Dann huet d'Regierung d'Wuert, fir d'éischt den zoustännege Minister, den Här Claude Wiseler.

■ **M. Claude Wiseler, Ministere de la Fonction publique et de la Réforme administrative**.- Här President, Dir Damen an Dir Hären, et ass scho gesot gi vum Rapporteur, deem ech Merci soe fir säi gudden Rapport, dass dës Projet eng laang Geschicht huet. Eng laang Geschicht, déi effektiv 1999 deelweis ugefaangen huet ënnert deene Konditiounen, wéi den Här Grethen se beschriwwen huet.

Et war relativ waarm, an et ass an dem Regierungsprogramm zu kloren an däitlechen Aussoen trotz der Hëtzt, déi déi Zäit war, komm. Aussoen, déi vun deenen zwee Koalitionspartner vun '99 egal wéi gedroe gi sinn. An Aussoen, déi och an der Legislaturperiod zwësch 1999 an 2004 an engem Gesetzesprojet an dem Amendement zu deem Gesetzesprojet, engem zweete Gesetzesprojet, engem nach Amendement zu deem zweete Gesetzesprojet, dee vun der Madame Polfer an dem Här Schaack ausgeschafft ginn ass, sengerzäit op den Dësch komm sinn an an de Chamberskommissionen, an de Berufschamberen an am Conseil d'État duerchdiskutiert gi sinn.

Dës Regierung huet u sech an hirem Regierungsprogramm festgeschriwwen, dass se dee Projet, deem un Dësch geleeen huet, géing analyséieren, analyséieren op Basis vun den Avisé vum Conseil d'État. Dat ass gemaach ginn. Déi Propositionen vum Conseil d'État sinn alleguer hei mat

agebaut ginn. Vum Avis vun der Chambre des Fonctionnaires ass de Wonsch mat agebaut ginn no enger Trennung an zwee Projeten; deen hei Projet vun deem getrennt, deen d'45-Jores-Limite sollt ofschafen. Dat zur Geschichte vun dem Projeten.

Also eng Geschichte, déi schonn eng grouss Mark huet a wou een d'Aarbecht vu ville Parteien dra gesäit, déi mir awer effektiv - an ech soen dat kloer an däitlech, an ech genéiere mech och net duerfir - wichteg schéngt an deenen Zilsitzungen, déi dësse Projet huet. Wat ass seng Zilsatzung? Wat ass seng eenzeg Zilsatzung, dat ass d'Effektivitéit vun der Verwaltung ze verbessern.

Fir mech ass et e wesentleche Prinzip, datt gudd funktionnéierend Verwaltungen och eng Responsabilitéit, eng responsabel Féierung an eng effikass Féierung brauchen. Ouni eng Direktioun, déi effikass ass, ouni e Chef vun der Verwaltung, dee seng Responsabilitéit dréit, dee seng Responsabilitéit wéllt huelen, funktionnéiert eng Administratioun net uerdentlech. De Chef d'administration ass a mengen Aen den Aangelpunkt vun der Responsabilitéit, d'Rad vun deem d'Responsabilitéit ausginn.

Wéi an allem wat soll uerdentlech funktionnéieren, muss hie Kompetenzen hunn, muss hien och d'Bereitschaft hunn, fir d'Responsabilitéit ze huelen, a muss hien och d'Bereitschaft hunn, fir Décisiounen ze huelen. Hien ass och dee-jéinegen, op deen dee politesche Verantwortleche sech muss kenne verlossen, fir seng eege Responsabilitéit kënnen duerchsetzen. Wann Dir als politesche Responsable an eng Administratioun kommt, da musst Dir kënnen dee Programm, wat Äre politesche Programm ass, mat de Beamten och duerchsetzen, an Dir musst op Beamte kënnen zréckgräifen, déi hir Responsabilitéit huelen, soss geet dat alles net.

Ech mengen, dat ass fir mech de wesentlechen Aspekt. Dee Gesetzestext hei ass een Instrument méi, wat erlaabt, dat, wat als politesche Programm steet, och an d'Realität ëmzesetzen, an och ze garantéieren, datt dat geet; dat och dem Politiker erlaabt, seng Responsabilitéit schlussendlech ze huelen, andeem hie säi Programm um Terrain ëmgesat kritt, an him en Deel vun de Moyenen dofir gëtt.

Elo sinn eng Rei Argumenter opgefouert ginn, och hei an der Diskussioun. Et ass gesot gi vun der Chambre des Fonctionnaires, d'Regierung bräicht jo nëmme ze kucken, wa se eng Décisioun géing huelen, fir „the right man or the right woman in the right place“ ze huelen. Den Här Grethen huet dat e wéineg widderholl, andeem hie gesot huet, mä wann een een nennt, ma da muss ee kucken an decidieren, datt een och dee Richtegen hält, well soss muss ee sech duerno Froe stellen, wat fir eng Décisioun een da bei enger Nominatioun geholl huet.

Also, wann dat alles esou einfach wär bei der Nominatioun, da géinge mer vill Saache ganz anescht ëmgesat kréien. Mä wat ass dann d'Realität? D'Realität ass, wann Dir eng Nominatioun maacht - ech kommen aus dem Enseignement -, wann Dir eng Nominatioun maacht vun engem Schouldirekter, zum Beispill, als Minister, ma dann nennt Dir jo ganz oft deen Enseignant, vun deem Dir wësst, datt hie korrekt Schoul hält, datt hie säi Beruff als Proff gutt mécht an datt hien do sech richtig uerdentlech kann duerchsetzen.

Nun ass awer de Problem, datt d'Fachkompetenz net onbedéngt datselwecht ass wéi d'sozial Kompetenz, datt d'Fachkompetenz net onbedéngt datselwecht ass wéi d'Direktiouns- an d'Decisiionskompetenz. E gudd Prof, e gudd Ingenieur, e gudd Wëssenschaftler ass net onbedéngt Syno-

nym mat engem gudden Administratiounschef.

Dat Zweet, wat do hannendrun ze soen ass, dat ass, datt, wann Dir déi Décisioun huet, och Dir kee Stage hutt, och keng Proufzäit hutt, och keng Méiglechkeet hutt, fir ze kucken, ob dee-jéinegen, deen Dir erausgewielt hutt, dee Kompetenzen aus engem anere Beräich huet, dann och déi noutwendeg Kompetenzen huet, fir déi Direktioun ze iwwerhuelen.

An dat mécht eben déi Situatioun net esou einfach, wéi se hei beschriwwen gëtt mat "right man in the right place". Dat ass e wéineg eng einfach Description vun der Situatioun, déi mer hunn. Och an deenen Décisiounen kann ee sech nun einfach iren; an dann ass et awer extrem wichteg, datt deen Iertum net 10, 20, 25 Joer eng Verwaltung blockéiert, mä datt een no siwe Joer ka soen, datt en d'Méiglechkeet huet, fir eng aner Décisioun ze huelen.

En anere Reproche, dee gemaach ginn ass, ass, et géing heimat de Prinzip vun der Nomination à vie ënnerbrach ginn. Dat ass och vun der Chambre des Fonctionnaires gesot ginn. Mä ech soen, dat ass awer a kengem Moment an dem Projeten de Fall. Dee-jéinegen, dee genannt ass, dee bleift Fonctionnaire, an zwar à vie. Dat ass jo net hei a Fro gestallt. Dat, wat a Fro gestallt ass, dat ass, datt ee kann op deem Grad, op deem Responsabilitéitsgrad, wou een ass, wann ee gesäit, datt et net do geet, datt ee kann dee Responsabilitéitsgrad anescht benennen. An dee-jéinege fält da mat Modalitéiten an déi Carrière zréck, déi hie virdrun hat. Dat ass gréisstendeels de Grad 16. Ech muss soen, dat ass och beim Stat en extrem gudd bezuelte Grad. Ech mengen net, datt sech do en iergendwelche Problem - reelle Problem - géing stellen.

Da gëtt gesot, de Prinzip vun der Neutralitéit an der Independenz ass a Fro gestallt. Mä ech soen, dat ass sécherlech net méi wéi virdrun de Fall, just - dat wéll ech hei nach soen -, datt een hei eben d'Méiglechkeet kritt, fir en Iertum ze berichtegen, an dat seet och den initialen Text am Exposé des motifs, dee sengerzäit d'Madame Polfer an den Här Schaack déposiert haten, wou drasteet: «Jusqu'à présent l'incompétence du fonctionnaire et plus particulièrement de celui qui exerce des fonctions dirigeantes, qui ne constitue pas à proprement parler une faute disciplinaire, ne pouvait être sanctionnée.»

Genau doréms geet et, a genau dat a just dat gëtt an dem Text gemaach, wou dann nach opgepasst gëtt, datt eben den Délai vu siwe Joer geholl gëtt, net dee vu fënnf Joer, fir dat ebe vun der politescher Aktualitéit ze trennen.

An da kann een, Här Adam, eng Diskussioun féieren iwwert déi Cabinet-ministérielien, esou wéi se an anere Länner bestinn. Dat ass och eng Diskussioun, déi een net däerf scheien. Et ass awer just esou, datt hei kloer an däitlech an aneren Objektiv geholl ass, eng aner Décisioun geholl ass, ënner anerem well mer awer hei zu Lëtzebuerg sinn, a well sech d'Problemer vun der Réaffectioun vu Leit, déi nottamment vu bausse kommen, ganz anescht géinge stellen, wéi dat an anere Länner de Fall ass. Mä wat ech prinzipiell wollt soen, et ass an aneren Objektiv, dee mat dem Projeten suivéiert gëtt.

Den Här Santer huet gesot, wéi et sech am Ausland géng verhalen. An all deene Länner niewendrun hu se esou oder ähnlech Systemer ganz oft mat mander Opfangmechanisme wéi déi, déi an dem Projeten agebaut ginn.

Fir all déi, déi am Parlament nach net iwwerzeegt sinn, wéll ech dräi Beispiller nenne vu Beamten, déi am Parlament ofhänken, wou dat ouni Diskussioun scho laang Joren decidéiert ass an exercéiert gëtt:

De Generalsekretär vun dem Parlament muss all Joer frësch genannt ginn an huet eng Durée déterminée op ee Joer; d'Membere vun der Cour des Comptes hunn eng Durée déterminée op sechs Joer renouvelable, an de Médiateur huet eng Durée déterminée op aacht Joer non renouvelable. - Dat fir déi héich Posten, déi am Parlament ofhänken.

An als Anekdot wéll ech just nach soen, datt mer hei mat 162 Posten momentan ze dinn hunn, déi vun dem Text concernéiert sinn. Duvonner sinn der 65 Schouldirektoren oder Directeur-adjointen, 20 Premier Conseillers oder Administrateurs an 18 Ministres plénipotentiaires - dat ass am Fong dat, ëm wat et hei geet.

Ech soenlech Merci fir d'Notulauschteren, an deene Fraktiounen, déi deen Text hei stëmmen, och Merci fir de Jo zum Text.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projeten de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projeten de loi 5149 ass uegholl mat 57 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm an enger Abstentiuon.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Nancy Arendt), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Steinmergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Bresseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Niki Bettendorf), MM. Charles Goerens, Paul Helmingger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Henri Grethen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. Résolution de M. Charles Goerens au sujet de l'Iran

Ech wollt d'Chamber froen, wéini dass mer eis d'Resolutioun, déi den honorabelen Här Goerens haut de Méiten deposiert huet, solle virhuelen? Kënne mer direkt ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Voilà, wie fir d'Resolutioun ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Resolutioun ass à l'unanimité uegholl.

Da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dem Projeten de loi portant approbation de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale. Bis elo ass just den Här Bettel ageschriwwen. D'Wuert huet elo den Här Ben Fayot, stellvertriedend fir de Rapporteur, den honorabelen Här Angel. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

12. 5431 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale, fait à New York, le 9 septembre 2002

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur, en remplacement de M. Marc Angel. - Här President, ech muss den Här Angel, Rapporteur vun dem Projeten, entschëllegen, dee fir d'Chamber am Ausland ass. Dir héiert also elo duerch mäi Mond den Här Angel als Rapporteur schwätzen.

Här President, d'Cour pénale internationale, also den internationale Strofferiichtshaff ass am Juli 1998 zu Roum duerch eng Konventioun decidéiert ginn.

(Interruption et hilarité)

Deem virus si gaangen déi international Tribunal fir Jugoslawien a fir Ruanda.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Déi Konventioun iwwert d'Cour pénale internationale ass den 1. Juli 2002 a Kraaft getratt. De Sëtz vun dem Geriichtshaff ass zu Den Haag. Bis elo hunn 139 Länner déi Konventioun, dee sou genannte Statut vu Roum, ënnerschriwwen. 99 Länner hunn dee ratifizéiert.

Déi Cour huet als Vocation fir iwwer eenzel Leit - also Individuen - Geriicht ze halen, an zwar iwwer véier grouss Zorte vu Crimen: Génocide, also Völkermord; Crimé géint d'Mënschheit; Krichsverbriechen an och Ugrëffscrimen, also Crimes d'agression.

Dat sinn déi véier Delikter, géint déi dës Geriichtshaff soll virgoen. Bis haut huet de Procureur vun dem Geriichtshaff dräi Enquêtes uestiwelt: eng géint Crimen an der République Démocratique vum Kongo am Juni 2004, och an Uganda am Juli 2004, an am Darfour, also am Sudan, am Juni 2005.

Den 9. September 2002 gouf zu New York en Accord ënnerzeechent iwwert d'Privilegien an d'Immunitéit vum Personal vun dem internationale Strofferiicht. Et muss ee wëssen, dass déi Cour pénale internationale keen Organ vun der UNO ass, mä eng onofhängeg Organisatioun, déi op engem internationale Vertrag baséiert. Duerfir kann also déi Cour pénale internationale net vun dem Schutz vun der Konventioun iwwert d'Privilegien an d'Immunitéit vun der UNO aus dem Joer 1946 bénéficiéieren. Et ass also néideg, eppes Neies, Spezifisches fir den internationale Strofferiichtshaff ze maachen. Dat ass deen Accord, deen eis hei virläit, iwwert dee mer haut ze decidéieren hunn.

Déi Privilegien an Immunitéit sinn natierlech konform oder lieiert un déi eenzel Fonctiounen, déi et op dem internationale Strofferiichtshaff gëtt. Sou zum Beispill si se verschidden oder verstärkt. De Procureur, de Procureur adjoint, d'Jugen an de Greffier kréien déiselwecht Privilegien an Immunitéit wéi d'Chefe vun diplomatesche Missiounen. Déi kënnen also souzese komplett geschützt ginn, esou wéi Ambassadeuren a Chefe

vun diplomatesche Missiounen a frieme Länner. Virun allem sinn déi Privilegien an Immunitéiten iwwert hiert Mandat eraus gültig. Dat heescht, wann hiert Mandat eriewer ass, sinn déi Privilegien an Immunitéiten nach a Kraaft.

Den zweeten Niveau betrëfft de Greffier adjoint, d'Personal vum Büro vum Procureur an dann och d'Personal vum Greffe. Esou geet et da weider erof. Do kënn dann och nach d'Personal wat lokal rekrutéiert gëtt, do wou dann eben déi Enquêtes vum Procureur geschéien. An natierlech gëtt et och een Niveau Protektioun fir d'Vertrieder vun deene Staten, déi ebe vum Geriichtshaff optrieden.

Derbäi kommen nach niewent deene Privilegien an Immunitéiten op deenen eenzelnen Niveauen, déi ech opgeziet hunn, Dispositiounen, déi de Schutz vun occasionnell Kollaborateuren vun deem internationale Strofferiichtshaff concernéieren. Sou zum Beispill d'Défense oder Experten, Témoins - also Zeien, déi viru Geriicht optrieden -, natierlech och Victimen. Also alleguerten déi Leit, déi mat deem Strofferiichtshaff a Kontakt kommen, gi geschützt.

Dat sinn expressément Lektioenen, déi gezu gi sinn aus deenen Tribunal, déi fir Jugoslawien an och fir Ruanda opgeriicht gi waren a wou ebe constatéiert ginn ass, dass eng ganz Partie Faillé bestanen hunn, fir dat auszebigelen. Fir déi international Geriichtshaff do wierklech funktionéieren ze doen, sinn dann och déi Dispositiounen an deen Accord hei komm.

Et muss een och nach ënnersträichen, dass fir den Abléck kee Lëtzebuerger Ressortissant op iergendeng Manéier mat deem Strofferiichtshaff do ze dinn huet, sief et als Riichter, sief et als Expert oder a soss enger Fonctioun. Dat kann awer nach alles kommen. Selbstverständlech si mer jo hei eréischt am Ufank vum Fonctionnement vun esou engem Strofferiichtshaff.

Ech mengen, de Vote vun dem Accord, dee mer haut huelen - an ech hoffen, dass dee Vote eestëmmege wäert sinn - wäert dozou bäidroen, dass dës Strofferiichtshaff, déi mer international asetzen, zu enger Moraliserung féiert vun der Welt a vun der Manéier, wéi an der Welt zwësche Länner an zwëschen Individuë gehandelt gëtt, fir dass méi Moral an déi Konflikter erakënn.

Op déi Manéier sollen dann och kënnen Auteurs vun deene schreckleche Crimen, déi een dorëmmer constatéiert, verfollegt ginn. Et soll keen, deen esou e Crime begaangen huet, onge-strooft dovokommen. Ech mengen, dat ass eng wesentlech Mesure an der moderner Welt, well mer gesi jo, dass schrecklech vill Leid an Duercherneen dorëmmer geschitt.

Ech wéll also heimat dës Bericht ofschléissen an trotzdem dem Rapporteur, dem Här Angel, Merci soe fir déi Aarbecht, déi hien an der Kommissioun gemaach huet. Ech wéll och am Numm vu menger Fraktioun, der LSAP-Fraktioun, den Accord heizou bréngen an lech bieden, massiv dem Accord zoustëmme.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Fayot. Als Riedner ass den Här Xavier Bettel ageschriwwen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel (DP). - Här President, ech soen dem Här Fayot Merci, dass en dem Här Angel seng Ried esou gutt virgelies huet.

Plusieurs voix. - Oooohh!!!

Une voix. - Dat ass dach gemeng!

■ **M. Xavier Bettel (DP)**.- Här President, dat ass jo gesot ginn! Ech verstoppe jo näischt.

■ **Une autre voix**.- Ech ginn op d'Gericht mat lech.

■ **M. Xavier Bettel (DP)**.- Den Här Angel sot, hien hätt se jo preparéiert. Op jidde Fall, Här Fayot, et war jo e ganz technesche Sujet, vun deem déi meescht heibanne vläicht och net alles verstanen hunn.

■ **Plusieurs voix**.- Ooohhh!!!

(*Interruptions diverses*)

■ **Une voix**.- Dës Kéier hat ech awer nogelautert.

(*Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence*)

■ **M. Xavier Bettel (DP)**.- Op jidde Fall, Här President, soen ech lech Merci...

■ **Une voix**.- Et ass en neie Schnapp doruechter.

(*Interruptions diverses*)

■ **M. Xavier Bettel (DP)**.- Op jidde Fall, Här President, soen ech dem Här Fayot Merci fir seng Erklärungen a bréngen och den Accord vun eiser Fraktioun zu deem heite Projet.

■ **Une voix**.- Ass dat net wonnerbar?

■ **M. le Président**.- Dir Dammen an Dir Hären, et ass kee Riedner méi ageschriwwen. Dann huet elo d'Regierung d'Wuert.

■ **M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative**.- Just fir all deene Merci ze soen, déi un deem Projet hei geschafft hunn.

(*Hilarité et applaudissements*)

Ech si frou, datt deen esou grouss Zoustëmmung féint.

■ **M. le Président**.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5431. Den Text steet am Document parlementaire 5431.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5431 ass eestëmmegeg uegholl mat 60 Jo-Stëmme, bei kenger Enthaltung a kengem Neen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullén, MM. Marcel Glesener (par Mme Nancy Arendt), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Fran-

çois Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Lucien Thiel) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Lydie Err), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Ferdinand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Hel-

mingier (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Dir Dammen an Dir Hären, gött d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(*Assentiment*)

Deem ass esou.

Da wollt ech lech nach soen, dass domadder eis Sëtzung vun haut eriwwer ass. Muer um hallwer dräi ass déi nächst Sëtzung.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(*Fin de la séance publique à 18.21 heures*)

MERCREDI, 16 NOVEMBRE 2005

8^E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi
2. Communications
3. Débat d'orientation sur la Stratégie de Lisbonne
(*Débat - Motions - Votes*)
4. Motion de M. Aly Jaerling relative à l'information des Députés au sujet des débats au cours des réunions tripartites
(*Vote*)
5. Déclaration au sujet du projet de plan directeur sectoriel «Décharges pour déchets inertes», présentée par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, et M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. François Biltgen, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(*Début de la séance publique à 14.31 heures*)

■ **M. le Président**.- Ech maachen d'Sitzung op.

Ech wëll wëssen, ob d'Regierung dem Parlament eng Kommunikatioun ze maachen huet. Här Minister Krecké!

1. Dépôt d'un projet de loi

■ **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur**.- Här President, et gesäit een, datt ech net méi d'Gewinnecht hunn, vu datt Dir d'Charte e bësse geännert hutt, vun deem wat een hei um Schierm huet.

(*Hilarité*)

Ech wollt lech soen, datt mat Datum vum 7. November de Grand-Duc dem Wirtschaftsminister d'Autorisatioun gött, e Projet de loi ze deposéieren, dee gemaach ass fir d'Kreatioun vun engem Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation et de la sécurité des produits et services.

5516 - *Projet de loi relatif à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation et de la sécurité des produits et services modifiant*

- *la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des Contributions directes et Accises,*

- *la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'Énergie de l'État, et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport,*

- *la loi du 27 août 1997 relative à la sécurité générale des produits,*

- *la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique et abrogeant*

- *la loi du 22 mars 2000 relative à la création d'un Registre national d'accréditation, d'un Conseil national d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de la qualité et d'un organisme luxembourgeois de normalisation, modifiant la loi du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'Énergie de l'État, et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport.*

Merci, Här President.

■ **M. le Président**.- Ech ginn lech Akt vum Dépôt vum Projet de loi 5516, deen un déi zoustänneg Chamberskommissioun weidergeleert gött.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1. **5514** - *Projet de loi portant*

1. approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, signé à Prüm le 27 mai 2005, et
2. modification de la loi du 21 décembre 2004 portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.11.2005

2. **5515** - *Projet de loi portant approbation*

- du Traité entre le Royaume de Belgique, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la République de Slovaquie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Bulgarie et de la Roumanie, relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

- de l'Acte final signés à Luxembourg, le 25 avril 2005

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.11.2005

Op eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg steet d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Stratégie de Lisbonne. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Sauber, den Här Meisch, den Här Bodry, den Här Kox, den Här Henckes an den Här Jaerling. Als éischte Riedner huet den honorablen Här Marcel Sauber d'Wuert. Här Sauber!

3. Débat d'orientation sur la Stratégie de Lisbonne

■ **M. Marcel Sauber (CSV)**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeinnen a Kollegen. Dat, wat een haut den Agenda vu Lissabon nennt, am Fong also d'Konklusioun vum Sommet vu Lissabon am Joer 2000, huet folgend Zilsatzung, an ech zitieren do: «La stratégie de Lisbonne vise à faire de l'Union européenne l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi, d'une plus grande cohésion sociale et d'un respect de l'environnement.» Dat Ganzt op den Horizont vun 2010 gekuckt.

Op Lëtzebuergeresch iwwersat mussen mer eis deemno folgend Fro stellen: Wéi kënnen mer déi europäesch Wirtschaft esou fit maachen, datt se net nëmme konkurrenzfähig gött vis-à-vis vun deene grousse Wirtschaftsblöck op der Welt, mä och eng Äntwert gött op eng Viraussetzung: Wéi realiséiere mer d'Transitioun vun eiser traditioneller Ökonomie an eng Wëssensgesellschaft? Wéi kënnen mer d'Vollbeschäftegung errechen, a wéi sollen d'Akzenter vun deenen eenzelne Länner gesat ginn, fir déi national Wirtschaft ze stabiliséieren an erëm nei unzekerubelen?

D'CSV begréisst et, datt ënnert der Lëtzebuerger Présidence am Joer 2005 den Objectif Lissabon méi wäit gespaant gouf an niewent dem Wirtschaftaspekt och zwou weider gläichrangeg Komponente mat erageholl goufen, nämlech déi sozial a mënschlech Komponent ënner all hire Facetten an d'Notioun vun der Nohaltgekeit.

Op europäeschem Plang gouf dat, wat mer nennen „grandes orientations de politique économique“ engersäits, de „Pacte de stabilité et de croissance“ anersäits, konkretiséiert, dat Ganzt ergänzt duerch

Iwwerleeungen zum Erreeche vun der Vollbeschäftegung.

Dem fréieren hollännesche Premier Wim Kok säi Bericht iwwert de Fortgang oder besser gesot de quasi-échec vun der Ëmsetzung vun dem Lissabonner Agenda am November 2004 huet als Resultat gehat, datt neie Wand an déi Gesamtproblematik eraukom.

Déi eenzel Länner droen an hire respektive Plans nationaux deene vun der Bréisseler Kommissioun ausgeschaffte Recommendationen, deene sou genannte Lignes directrices dann och Rechnung. Heibäi leet all Land seng Gewichtung vun deene Mesuren, déi et proposéiert, esou fest wéi et him noutwendeg schéngt. Dat Ganzt an der Optik „pour une Europe compétitive, sociale et durable“.

D'Chamber ass haut befaasst mat dem Lëtzebuerger nationale Plang fir Innovatioun a Vollbeschäftegung. Dat Dokument dréit elo nach de Charakter vun engem Projet a soll no eisem Débat formaliséiert an dann un d'Bréisseler Kommissioun weidergeleert ginn.

Am Délai si mer net méi esou ganz. D'Date limite fir d'Plans nationaux ofzegi war de 15. Oktober 2005, mä do wäerte mer elo och net eleng do stoen. D'Kommissioun evaluéiert dann déi national Pläng a soll am Januar 2006 en Zwëschebericht ofginn. Virun dësem contrignanté Kalenner sti mer also am Verzuchszwang, an d'Méiglekeiten, fir substanzuell Ännerungen an de Lëtzebuerger Projet eranzekreien, schéngt mer éischer limitéiert ze sinn.

D'CSV begréisst et, datt de Projet de plan national op enger breeder Consultatioun opbau. D'Berufsgesellschaften an d'Sozialpartner goufen mat agebonnen. Déi concernéiert Chamberskommissiounen, ënnert der Koordination vun der Ekonomieskommissioun, hunn hir Point-de-vue un d'Regierung weidergeleert. D'Tripartite huet iwwert de Projet getaagt, wou menges Wëssens awer keen definitive Konsens sech erausgeschéiert huet. A schlussendlech ass elo d'Chamber an hirem Plenum domat befaasst.

Bei der Lecture vun deem virleieende Projet war mäi Gefühl an enger éischer Approche, datt ganz vill an dësem Pabeier enthalten ass, datt ganz wichteg a veschiddelechtlech ganz déif gräifend Reformen a Mesuren ugeschnidde ginn, datt deelweis souguer vill Einzelmoosname méi kloer definéiert goufen, datt anerer nach weider misste studéiert ginn, awer och

datt der souguer eng ganz Partie feelen, an net onbedéngt déi onwichtigst, oder se ganz vag gehale sinn.

An enger zweeter Approche vun dësem Pabeier, deen ech dann emol an e Gesamtkontext, an deen e schlussendlech gehéiert, setzen, ass meng Konklusioun an och déi vun der CSV-Fraktioun déi, dass dësse Projet an enger méttelfristeger Perspektiv en eminent wichtege Complément zu anere wichtige rezente politeschen Deklaratioune ass.

Wann ech dësse Plan national zesumme liese mat der Déclaration de politique générale vum Premier, der Déclaration vum Budgetminister an de Realitéiten aus dem Inhalt vum Budget 2006, awer och mat der Regierungserklärung, dat Ganzt virun dem europäeschen Hannergrond vun de «grandes orientations de politique économique», de contraignanten Ufuerderunge vun dem Pacte de stabilité, deen elo och fir Lëtzebuerger Perspektiven Auswierkung mat sech bréngt, awer och de Recommendationen iwwert d'Sozial- an d'Beschäftigungspolitik, wann ech also dee Plan national an deen dote Kontext setzen, wou en absolut higehéiert, dann ergétt en eng ganz valabel a wichteg Zilsetzung fir d'Zukunft.

Vernetzt denken ass hei méi wéi jee noutwendeg. Aus deem Ganzen ass méi wéi kloer erauszulesen, dass hei am Land d'Beem och net an den Himmel wuessen, dass eis Wirtschaft onbedéngt a séier en neien an zousätzlechen Opwand brauch, dass déi 10.100 Chômeuren, déi mer elo hunn, kloer drop hiweisen, dass am Sozialberäich zousätzlech an deelweis nei iwwerluecht muss ginn, an dass eis Wëssensgesellschaft onbedéngt zousätzlech gepusht gi muss.

Mir sinn deementspreechend alleguer gefuerdert duerch de Seriö vum der Problematik an der Noutwendegkeet, zukunftsträchtig an nohaltg Léisungen unzegoen. Alleguer, dat heescht: d'Politik, Regierung a Parlament, d'Sozialpartner, d'Société civile a schlussendlech jidder Einzelnen. Verschiede méi kruzial Froen, déi elo net an dësem Pabeier stinn - ech géing soe mat Recht -, leien de Sozialpartner zurzäit als Diskussions-thema vir. Si hunn eng besonnesch wichteg Roll am Kader vum Lëtzebuerger Modell ze spillen.

D'CSV begréisst de logeschen Opbau vun dem Plan national, deen ënner engem éischte Kapitel déi grouss wirtschaftlech Orientatioune ënnerdeelt an eng makroekonomesch Approche a mikroekonomesch Reformvirschléi enthält. Dat zweet grouss Kapitel behandelt dann d'Richtlinien iwwert d'Beschäftigung. Wéi ee roude Fue-dem zitt sech duerch déi zwee Kapiteln den Nohaltgekeetsprinzip.

A menger weiderer Interventioun wäert ech elo net op sämtlech Lignes directrices an national Äntwerten agoen. Ech wäert mech op eng limitéiert Zuel vun Theme beschränken.

Ech schécken dann och emol gläich viraus, dass et gutt ass, dass déi dräi Pilieren - wirtschaftlech Impulser, sozial- an aarbechtspolitesch Orientéierungen an nohaltg Entwécklung - mateneen an dësem Plang behandelt ginn.

Eng modern sozial ausgerichte Marktwirtschaft kéint net méi derlaanscht och Ëmweltekriterien, Energieversuergung an Nohaltgekeet an e méttelfristeg orientéierten Entwécklungsplang mat anzebauen. Dat geschitt an dësem Plang.

De Constat, dass mer hei am Land wirtschaftlech a beschäftigungspolitesch eng ganz Rei vu Problemer hunn, deen ass gemaach, och wa verschidde Berufsgruppen dat vläicht elo nach net esou empfangen oder ze spiere kréien. Eis Wirtschaft huet Problemer, net nëmme

Konkurrenz- a Kompetitivitéitsproblemer an enger méi globalisierter Welt, mä och Strukturproblemer, Diversifikationsproblemer, Kompetenz- an Innovationsproblemer - fir emol e puer Beispiller ze nennen, Problemer, déi sech elo eraus-schleien an déi, wa mer nach méttelfristeg um Ball bleiwe wëllen, geïest musse ginn.

Et geet leschten Enns jo drëm, de Liewensniveau, dee mer elo gewinnt sinn, ze erhalen a wa méiglech an der globalisierter Wirtschaft méttelfristeg weiderzuschreiwen. D'konsequent Modernisierung vum Land ass eng Noutwendegkeet ginn; eng Noutwendegkeet, déi eis alleguer concernéiert, eng Noutwendegkeet, déi et och mat sech bréngt, dass iwwer esou munches nei muss diskutéiert ginn.

D'CSV-Fraktioun weist drop hin, dass de wirtschaftlech Succès, dee mer bis elo kann hu mat senge positiven Auswierkungen op eisen allgemenge Liewensstandard och e Succès ass vum dem Lëtzebuerger Sozialmodell. Esou munches konnt duerch Konsensus erreicht ginn, wat sech positiv op d'Wirtschaft an d'Beschäftigung ausgewierkt huet. De Lëtzebuerger Modell ass méi wéi jee gefuerdert a gétt virun nei Feierprouwe gestallt, dat Ganzt an der Optik, méttelfristeg souwuel d'Wirtschaft wéi och d'Beschäftigung ze konsolidéieren an auszebauen.

D'CSV huet Vertrauen an de Lëtzebuerger Modell, an de Premier wäert mat senge Ministerkolleginnen a -kollegee mat vill Geschéck a Fangerspëtzegefäll verschidde kruzial Themen, déi elo schonn ugeschnidde sinn, mat de Sozialpartner an der Tripartite op de Leescht huele missen. Dëst steet net esou kloer an eiem nationale Plang. Zwëschen den Zeile geet et awer kloer ervir.

Dir Damm an Dir Hären, mat Recht geet aus dem Pabeier ervir, dass de Wuesstem d'Basis ass vum der Beschäftigung. Et gétt nun eemol keng zousätzlech Aarbechtsplazen ouni zousätzlech Wuess-tem. Wuesstem, Innovatioun a Vollbeschäftigung sinn net vuneneen ze trennen. Wann ee Wuesstem a Beschäftigung seet, da seet een och Betriber an et seet een och Stat. D'Betriber si gefuerdert, fir sech deem ëmmer nei a séier evaluierende Maart unzepasst; dem Stat seng Roll ass et d'Ëmfeld fir d'Betriber esou ze gestalten, dass déi noutwendeg Upassungen un de Maart och kënnen geschéien.

De Stat ass awer och gefuerdert säin Deel dozou bäizedroen, dass déi strukturell Uppassung, d'Diversifizierung also, méiglechst gutt geschéie kann - dat Ganzt net an der Optik vun der Wirtschaft als Selbstzweck, mä an der Optik vum dem Erhale a vum Ausbau vun der Beschäftigung an der Liewensqualität vun eiser Gesellschaft, méttel- a laangfristeg gekuckt.

D'CSV-Fraktioun stellt fest, dass d'Äntwerten op de Lignes directrices an déi richteg Richtung ginn. Wou et also drop ukéint, dass déi virgezeechent Richtlinie beschtméiglech an esou séier wéi méiglech um Terrain praktesch elo ëmzesetzen. Fir en nohaltge Wuesstem ze errechen, ass d'Wirtschaftsstabilitéit eng makroekonomesch Viraussetzung. Dee relativ niddrige Verschëltdungsprozentaz am Budget ass hei dank enger virsichtiger an ëmsichtiger Finanz- a Budgetpolitik aus der Vergaangeneheit e Virdeel.

Dat verhënnert allerdéngs net, dass mer och Budgetproblemer fir déi kommand Joren hunn a ganz seriö Konsolidationsmesuren duerchgezu muss ginn; dat net nëmme beim Stat, mä och bei de Gemeengen. Hei wäert et an deene kommande Joren net mat einfachem Geplëschter duergoen. Et geet och ëm Strukturelles. Ech verweisen an dësem Kontext och op deen elo ganz rezent erschingere Bericht zum Budget vun der Banque Centrale, déi Perspektive

fir Lëtzebuerg opzeechent, déi absolut net roseg sinn.

D'Regierung huet och schonn duerch de Mond vum Premier a vum Budgetminister erkläert, dass eng fundamental Reevaluatioun vun de Prioritéiten am Budget a vun der Ëmverdeelung vun de Budgetmëttel geschitt. D'CSV-Fraktioun ënnerstëtzt dës Vuen, déi noutwendeg sinn, fir déi strategesch Objektiv ze errechen, déi mer als verantwortlech Politiker eis selwer setzen am Rumm vun enger méttel- a laangfristeger Zilsetzung.

Als Viraussetzung fir Aarbechtsplazen ze schafen, géllt et, kuerz- a méttelfristeg de Fortbestand vun eiser Ekonomie an enger ponderéierter Budgetpolitik ze erhalen. D'Regierung huet an dësem Sënn wëlle bis Métt vum nächste Joer eng zesammenhängend Strategie auszeschaffen - dat geet aus dem Pabeier ervir -, fir de Fortbestand vun eiem Sécurité-sociale-s-System ze festegen, an deem dat Gläichgewicht, dat mer elo tëscht de Generatioune a mat de Generatioune hunn, bestoe soll bleiwen.

De Premier huet jo an dësem Beräich schonn esou munch Pisten opgezeechent an ugesprach. Dass déi praktesch Ëmsetzung nach vill Kapzberieche a Verhandlung mat an zwëscht de Sozialpartner bréngt wäert, dierft gewosst sinn. Mä hei muss all Partner seng Responsabilitéit iwwerhuelen, a wuel esou munches matbréngen.

Dobäi dierft net vergiess ginn, dass mer och hei am Land aarm Leit hunn; Leit, deenen et elo schonn net esou gutt geet; Leit, déi net konnten - aus welle Grënn och ëmmer - um Wuellstand deelhuelen. Hir Problemer verdéngen eis besonnesch Opmierksamkeet.

A senger Deklaratioun huet de Statsminister ënnerstrach, dass d'Parlament bei all deene wichtege Diskussiounen an Initiative mat agebonne gétt an deementspreechend mat an d'Veantwortung gesat gétt. D'CSV-Fraktioun begréisst dat an ass och bereit, hiert dozou bäizedroen, dass dat Ganzt e Succès gétt.

Am mikroekonomesche Beräich spillt den Objektiv Wëssensgesellschaft eng wichteg Roll. Mir hunn zurzäit net onbedéngt eng gutt Plaz am europäesche Kontext vun de sou genannte Recherche an Développement. Dat soll elo anescht ginn. Vun 1,8% vun dem Produit intérieur brut am Joer 2004 solle mer 2008 bei 2,4 an 2010 iwwer 3% leien, mat deene parallelen Auswierkungen op den Emploi. D'CSV begréisst net nëmme déi virgeschloen Orientéierungen a Propositionen, mä stellt och fest, dass de Budget fir d'Joer 2006 scho ganz konkret d'virgeschloener Optik entgéintkëent.

Recherche fondamentale oder Recherche appliquée - dat eent oder dat anert, oder awer dat eent an dat anert? Meng Fraktioun ass der Meinung, dass mer souwuel dat eent an dat anert maache sollen, dass mer awer dobäi déi richteg Akzenter setze mussen. Wou et eiser Meinung no drop ukéint, dass ass, dass déi eenzel Chercheuren, ob an öffentlechen oder a private Centres de recherche et de développement net nienteneen, mä matenee schaffen. Vernetzt Denken a Schafen an eng zilstrebeg Koordination vun deenen eenzelne Kräfte sinn hei noutwendeg. Der Uni Lëtzebuerg dierft an dësem Kontext ganz besonnesch eng wichteg Aufgab zoufallen.

D'Recherche- a Wëssensgesellschaft ass net de l'art pour l'art. D'Resultat muss sech och um Terrain ërfännen, dat heescht an der Beschäftigung och ausserhalb vun de Centre bei de Betriber an der Innovatioun.

De Plan national dréit dann och der Förderung vun der Innovatioun an all hire Forme Rechnung. D'Regierung ass gewëllt d'Innovatiions-efforté vun de Betriber, ob nei oder bestehend, besonnesch ze ënnerstëtzen. Op dës Manéier kënnen munch nei Aarbechtsplaze geschafen oder awer, an dat ass wuel esou wichtig, bestehend Aarbechtsplaze konsolidéiert an erhale ginn.

An Aussicht gestallt gétt dann och d'Ausarbechtung an d'Realisatioun vun engem besonnesche pluriannuellen nationale Plang fir d'Innovatioun an d'Grënnung vun Entreprises. An dësem Zesammenhang soll dann och d'Zesammenarbeit vun de Betriber an Etablissementer, déi an der Recherche aktiv sinn, souwuel hei am Land wéi awer och grenziwwerscheidend, renforcéiert ginn.

Der Förderung an der Kreatioun an dem Développement vun neie Betriber gétt am Plang eng ganz Ribambelle Mesuren zougesprach an en huet eng besonnesch Bedeutung kritt. Dat ass och gutt esou, mä déi traditionell a bestehend Betriber, déi dierfen net ze kuerz kommen. Och hiert Ëmfeld muss et hinnen erlaben, sech weider unzepasst an déi ëmmer erëm nei Ufuerderunge vum Maart. Dat net zuléscht och am Interess vum hire Matarbechter an de Beschäftigten am Allgemengen. Et si jo besonnesch si, déi zu deem héije Stand vun der Beschäftigung hei am Land bäigedroen hunn.

Wann eis exposéiert Wirtschaftsleit esou gärten eist Land am Ausland als dat Land vun de kuerze Verwaltungsweeër verkafen, an dat och eventuell nach bei nei ugelackelten auslännesche Betriber muer wouer maachen, sou ginn ech awer ze bedenken, dass fir déi bestehend alagesiesse Lëtzebuerger Betriber dat meeschtens net de Fall ass.

An hei geet et ëm d'Masse vun de Betriber, haaptsächlech ëm déi Méttel- a Klengbetriber, déi de Gros vun eise Salariéene ausmaachen, déi awer nach e ganz grouss Potenzial vu Wuesstum hunn, deen de Moment einfach broochläit, well fir si d'Wëeër einfach net kuerz sinn. Well trotz alle politesche Versprieche, Verwaltungs- a gesetzlech oder reglementaresch Hürden einfach net méi an deenen normalen Délaie kënnen iwwerwonnen ginn.

Si mir eis also richtig bewosst, dass mir "made in Luxembourg" d'Kreatioun vun enger ganzer Mass vun Aarbechtsplazen einfach virun eis erausdrécken, wann net souguer verhënnern? Ech hunn nëischt dergéint, dass ee sech bei auslännesche Betriber, déi op Lëtzebuerg komme sollen, an déi eng Dosen oder e puer Dose Leit beschäftegen, domat ka bretzen.

Mä ech hätt awer eppes dergéint, wa mer der Problematik vun deene laangen an deelweis onméigleche Weeër fir déi bestehend Betriber mat hirer Auswierkung op de Beschäftigungsmaart net dee Stellwäert géife bäimoossen, deen dee verdéngt. Dës Problematik ass och eng fir d'Zukunft. D'Erhalen an den Ausbau vun de Betriber kënt vläicht an der Prosa vun dem Plan national net esou direkt genuch zum Virschäin, muss awer um Terrain konkret ugepaakt ginn. D'CSV ass sech dës Problematik voll bewosst a wäert sech och fir dës net onwesentlech Erausforderung asetzen.

Eng méi breet Diffusioun vun den Informations- a Kommunikatioustechnologien ënnerschreibe mer och voll mat. D'Grënnung vu LuxTrust dierft d'Viraussetzung fir d'Signature électronique an domat och fir den Développement vun dem e-Commerce liwweren.

Ambitiéis, awer gutt, ass sonder Zweifel dat gesatent Zil, aus Lëtzebuerg eng Virzugsplaz fir d'Uwendung vun den Informations- a Kommunikatioustechnologien fir Betriber an och fir Privatleit ze maachen.

Dir Damm an Dir Hären, ausgehend dovun, dass hei zu Lëtzebuerg d'Industrie d'Grundlag vun der wirtschaftlecher Entwécklung, an domat och der Sozialentwécklung war, gétt festgestallt, dass déi traditionell industriell Basis am relative Verglach staark zu Gonschte vun de Servicer zréckgaangen ass. D'Presenz vun enger effizienter konkurrenzfähiger Industrie ass a bleift och fir d'Zukunft virrangeg.

D'Regierung favoriséiert an dësem Beräich eng Partie Virschléi, déi dann an de Lignes directrices heeschen: «une meilleure connaissance de la compétitivité», «un renforcement de la société de connaissance», mä dann awer och méi konkret, «un marché de travail plus flexible réagissant plus facilement aux sollicitations des entreprises» an «un climat favorisant la compétitivité des entreprises via la réduction de la charge administrative globale». An dësen zwee leschte Punkte läit och esou munch Sprengstoff dran an iwwert d'Detailer wäert nach verschiddentlech vill ze schwätze sinn. Och hei muss mer nom Lëtzebuerger Modell Konsensusse sichen a fannen.

Méi wéi jee géllt et an den Ae vun der CSV-Fraktioun déi Konkurrenzavantages, déi mer nach hunn, ze konsolidéieren an auszebauen. Do geet et ëm d'Längt vun den administrativen Décisionsweeër, ëm Loun- a Lounniewekäschten, ëm Flexibilität vun der Aarbechtszäit, d'Rationalisierung vun der Verwaltungsarbeit.

Et geet awer och ëm Landesplanung an Implantatioun vu Betriber. Wou sollen déi nei Betriber ugesiddelt ginn? De Plan sectoriel «Zones d'activités» wäert eng besonnesch Bedeutung am Landesplanungsfeld kréien, woubäi d'Ëmwelt an de Kyoto-Accord mat an d'Iwwerleungene erafleisse mussen, d'Energieversuergung geséchert ass an zu kompetitive Präisser ka bezu ginn. An dësem Beräich geet et och ëm d'Entwécklung vun neien an erneierbaren Energien. Alles Elementer, déi méi einfach gesot wéi gemaach sinn. D'CSV ass sech dës Problematik voll bewosst a wäert och op dësem Gebitt hire konstruktive Bäitrag bréngen.

D'Problematik vun der Ëmsetzung vun den europäeschen Direktive gétt am Kader vun dem Marché intérieur bellicht. Dass mir hei zu Lëtzebuerg e substanzial Retard bei der Ëmsetzung hunn, läit op der Hand. An dass hei eppes geschéie muss, ass evident. Eis Fraktioun begréisst besonnesch déi Ausso am Plan national, dass soll verhënnert ginn, zousätzlech zu de Virschreife vun den europäeschen Direktiven nach weider national Contrainté matanzebannen. Duerch eng daraarteg Praxis maache mer et eisen eegene Betriber méi schwéier, an d'Konkurrenzverhältnis zu anere Länner gétt gestéiert. D'Analys ex ante vun de Propositions de directives duerch d'Parlament kéint am Virfeld och esou munches verhënnern, à condition dass d'Parlament sech och déi néideg Viraussetzung gétt fir dat ze maachen, wat guer net esou einfach dierft sinn.

An dem Produit national brut (PNB) an an der Beschäftigung kéint de Servicer eng besonnesch Bedeutung zou. Mir begréissen et, dass d'Regierung gewëllt ass, e richtige Bannemaart fir d'Servicer ze ënnerstëtzen, woubäi de Lëtzebuerger Modell erhale bleiwe muss. Wa Lëtzebuerg sech och fir de Prinzip vum Pays d'origine ausdréck, esou dierft dës Prinzip sech net op d'Aarbechtsrecht bezéien. Fir d'Aarbechtsrecht muss déi national Lëtzebuerger Gesetzgebung bestoe bleiwen.

Dir Damm an Dir Hären, och an der Zäit vun der Globalisatioun vun der Wirtschaft, dem neien Elan bei der Industrie, der Konsolidéierung an dem Ausbau vum Secteur vun de Servicer, spillen déi Kleng- a Mét-

telbetreiber weider eng bedeutend Roll. Dat ass net nëmme wouer fir d'Formatioun vun eiser Jugend, woubäi et sech iwwregens ëmmer méi erausstellt, datt den duale Formatiounssystem, dee mer haut hunn, ganz wichteg ass, well eben d'Jugend dee Moment schon eng Praxis aus dem Betrib mat erabrëngt wa si Plaze sicht. Dat ass haaptsächlech wouer um Plang vun der Beschäftegung.

Ausser deene Virschléi, déi mer am Plan national erëmfannen, an dat quesch duerch eng Rei vu Lignes directrices, besteet och nach e Programm, deen am Mëtzelstandsministerium ausgeschafft ginn ass. Dës Punkte sinn alleguer wichteg, an zwar besonnesch: d'Vereinfachung vun den administrative Contrainten an d'Vernetzung tëschent eenzelne Verwaltungen; d'Stimulatioun vun dem Entrepreneursgeescht; weider geziilte Finanzementsmëglechkeeten; d'Ënnerstëtzung beim Premier établissement; genuch Déchargen oder Förderung an Ausbau vun de Betriber, wou elo d'Loi cadre jo schonn haut eng wichteg Roll spillt.

Mä och hei geet et net mat Programmer a Leitinnen duer. Um Terrain muss nach munches nogeholl ginn, fir datt d'PME och weider déi Roll spille kënnen, déi hinnen zousteet. Ech hu mer alt schonn iwwerluecht, datt, wann een duerch ganz geziilte Mesuren um soziale Plang et géing fäerdeg bréngen, datt déi Kleng- a Mëtzelbetriber zousätzlech Leit géingen astellen, déi elo am Chômage sinn, da kéint een domat méiglecherweis verschidden Zilgruppe vum Chômage besser a méi produktiv an de Grëff kréien. Affaire à suivre.

Vläicht ass et och esou, datt bestehend Mesuren, déi schonn hir Effektivitéit hunn, dobausse bei de Betriber net genügend bekannt gi sinn. Do, mengen ech och, wär e klengen Nachholbedarf vun Informatioun.

Lëtzebuerg an Europa heescht awer och Lëtzebuerg un Europa esou ubannen am bieldleche Sënn, datt Europa net laanscht Lëtzebuerg fiert. Eng Prioritéit besteet ouni Zweifel doran, datt eis grenzüberschreitend Infrastrukturen un déi europäesch Infrastrukturen ugebonne sinn a ginn. Dat gëllt fir d'Eisebunn, y compris TGV, dat gëllt fir d'Stroossenetz, dat gëllt fir eise Flughafen.

Bestëmmt kaschten déi Prioritéiten eng Staang Geld, mä si sinn an eisen Aen noutwendeg, wa mer bieldlech gesinn den Zuch net verpasse wëllen. Si sinn och dringend, an den IVL spillt och hei eng ganz substanzuell Roll. De politeschen Débat wäert an deser Matière an Zukunft bestëmmt méi interessant ginn. D'Eisebunnstripartite gëtt eis elo schonn e kleng Virgeschmaach.

Op dem Plang vun den Infrastrukture maache sech awer och nei an zousätzlech Opportunitéiten op. Doduerch, datt eist Land zentral läit, kënnen duerch d'Zesummespill vun dese verschiddenen Transportmëglechkeete Logistikservice a gréisserem Mooss hei Fouss faassen, wat sech dann och positiv op d'Beschäftegungspolitik auswirkt.

Dir Dammen an Dir Hären, duerch déi verschiddene Lignes directrices, déi mer eis am nationale Plang ginn, an an deene Schwéierpunkten, déi ech elo ugeschnidden hunn, leeft kloer wéi e roude Fuedem de Problem vun der Beschäftegung mat derduerch. Dat ass esou gewollt. Iwwert d'Beschäftegung an de Chômage ass hei an der Chamber viru kuerzem, Enn Mee, en Débat de consultation gëfiert ginn. An deem sinn eng ganz Rei Iwwerleeungen a Sugestiounen gemaach ginn, déi zesummegefaasst an enger Motioun vum Marcel Glesener déposéiert goufen. D'Propositionen vun der Motioun fanne mer och am Plan national erëm.

Et ass onëmgängelech, d'Beschäftegungspolitik an enger globaler Approche unzegoen. Dës Approche muss déi verschiddenen Acteuren, déi an d'Beschäftegungspolitik geboen sinn, mat an d'Verantwortung zéien. D'Beschäftegungspolitik concernéiert souwuel d'Wirtschafts- wéi d'Mëtzelstandspolitik, d'Erzéigungs-, d'Ausbildungs- an d>Weiderbildungspolitik wéi och d'Familljen- an d'Fräepolitik.

Mat Recht weist d'Commission du Travail et de l'Emploi vun der Chamber drop hin, datt, wéi vu Bréissel eis virgeschloen, nei Weeër mussen ageschloen ginn. Wann an der Vergaangenheet den Akzent vun der Beschäftegungspolitik doranner louch, de Chômage ze bekämpfen, esou soll an Zukunft de Schwéierpunkt méi dorop geluecht ginn, de Chômage ze verhieden. D'CSV ënnerstëtzt déi um Plan national festgehale Vuen. D'Vollbeschäftegung usteieren ass dat gesatent Zil. Dat heescht och d'Qualitéit an d'Produktivitéit vun der Aarbecht verbesseren.

Den Aarbeitsprogramm „Éducation et Formation 2010“, ausgeschafft vun deene fir d'Éducation an d'Formation zoustännege Ministèren, proposéiert eng Strategie an en Ensembl vu Mesuren, déi ëmgësamt solle ginn. Den Investissement an d'Mënschen, an d'Aarbeitskraaft ass a bleift e wesentliche Schwéierpunkt fir eng kompetitiv Wirtschaft ze entwéckelen a fir d'sozial Kohesioun ze erhalen.

D'Inadéquatioun zwëschen der Offer an der Demande op eise Aarbeitsmaart bréngt et mat sech, datt trotz deene villen zousätzlechen Aarbeitsplazen, déi geschaaft goufen, mer fir Lëtzebuurger Verhältnissen vill ze vill Leit hunn, déi eng Plaz sichen. Fir deem entgéintzerwierken, gëllt et méi wéi jee an d'Ausbildung an an d'Weiderbildung ze investéieren, och hei nei Pisten opzezechen a se un déi effektiv Besoine vun de Betriber beschtméiglech unzepaszen.

D'Approche globale an der Beschäftegungspolitik begräift dann awer och, niewent den Aspekt Education, Formation, Formation continue, déi vun der Conciliation zwëschen Aarbecht a Familljeliewen, déi vun der Sécherheet an der Gesondheet an déi vun den aarbechtsrechtliche Bedingungen en général.

Déi an de Plans d'action nationaux en faveur de l'emploi en matière de qualité et de productivité du travail et en matière de cohésion sociale proposéiert Initiative gi fortgesat, woubäi awer och déi bestehend Mesuren, d'Mesures de réinsertion, enger Analys op hir Effektivitéit ënnerzu ginn.

All Chômeur ass e Chômeur ze vill.

D'Afféierung vun engem System vu Maisons relais, also Strukturen, déi d'Kanner vu schaffenden Elteren och no der normaler Schoulzäit betreie wäerten, ass eng noutwendeg Viraussetzung, besonnesch wa méi Fraen um Aarbeitsprozess sollen deelhuefen. Och de Wee zréck an d'Berufswelt kéint ëmmer manner laanscht eng adequat Formatioun a Weiderbildung.

Weider ass et an eisen Aen un der Zäit, am Beräich vun eise Sozialversicherungssystem deene Personnen, déi aus familiäre Grënn net oder net laang genuch schaffe gaange sinn, well se sech ëm hir Kanner gekëmmert hunn, eege Pensiounsrechtler ze ginn.

Une voix. - Très bien.

M. Marcel Sauber (CSV). - Eng Modernisatioun vun eise Sozialversicherungssystem implizéiert och de Splitting vun de Pensiounsrechtler am Kader vun enger Scheedung a méi wäit gekuckt d'Individualisatioun vun dese Rechtler.

Gläiche Loun bei gläicher Aarbecht fir Mann a Fra muss do, wou

en nach net besteet, eng Realitéit ginn. Am Beräich vun der Vermëttlung vun den Aarbeitskräfte spillt d'ADEM haut schonn eng ganz wichteg Roll, dat och bei deenen eenzelne Mesuren, fir d'Leit an den Aarbeitsprozess eran- oder erëm eranzeféieren. Och hei sinn zousätzlech Initiativen erfuerdert, fir datt d'Administratioun mat där néideger Dynamik an Effektivitéit op hir nei an och al Missioun reagiéieren kann.

Méi Flexibilitéit awer och méi nei Aarbeitsformen, wéi zum Beispill den Télétravail, e System vun „compte épargne temps“, an dann och den Travail volontaire à temps partiel sinn unzepakken, woubäi eng Précarisatioun vun den Aarbeitsplaze soll vermidde ginn.

Och dierft de Sozialpartner an der Rumm vun de Kollektivvertragsverhandlungen e gréisstert Diskussiounsfeld opgoen iwwer spezifesch Secteur- oder Betribsaspekter am Beräich vun der Organisation vun der Aarbecht an der beschtméiglecher Ofsécherung vun der Aarbecht an der Formation permanente.

Fir ofzeschléisse géif ech soen: Il y a du pain sur la planche. Mir sti mat an der Verantwortung. Loosse mer zesammen déi spannend, awer ongeheimer wichteg Problematiken ugoen a kuerz- a mëttelfristeg déi Léisunge mathëllefe sichen a realiséieren, déi nun emol noutwendeg sinn, fir datt mer och muer eise Land a sengen Awunner déi Gesellschaftsform an dee Liewensstandard, dee mer eis wënschen, erhalen.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Sauber. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Prozess vu Lissabon definéiert eng ganz Rei vu ganz ambitiéis Objektiv, en huet eng ganz ambitiéis Zilsetzung. Am Zentrum dovunner steet nämlech d'Ekonomie, déi europäesch Ekonomie, fir eng Ekonomie vun der Wëssenschaft dorauer ze maachen, an dat gläichzäiteg déi kompetitivst vun der Welt, an dat bis nëmmen 2010.

Dat ass net einfach, dat résele mer net aus dem Aarm, obschonn een et vläicht hätt kënnen mengen. A ville Länner ass dat wahrscheinlech och gemengt ginn, well mir hunn d'lescht Joer festgestallt, datt nach net vill an deenen allermeeschte Länner an där dote Richtung geschitt ass bis ewell. Duerfir ass gesot ginn: Ma elo soll emol all Land fir sech selwer eng Strategie dévelloppéieren an déi op europäeschem Niveau dann zesummefféieren, fir datt mer ukommen, fir datt jiddereen, do wou hie Verantwortung dréit a sengem Land, seng Hausaufgabe ka maachen.

Dat ass wichteg, well wa mer et net fäerdeg bréngen, méi kompetitiv ze ginn an Europa an net nëmme hei am Land, mä a ganz Europa, da kënnen mer mat Sécherheet och net deen europäesche Modell, dee jo oft a Kontrast gesat gëtt zu engem amerikanesche Modell oder zu engem asiatesche Modell, ofséchere fir d'Zukunft; wéi gesot, wa mer et net fäerdeg bréngen, op wirtschaftlech Plang eis Stärkert ze verteidegen, eis Stärkert auszebauen fir d'Zukunft, fir déi nächst Joren a Jorzéngten. An duerfir muss mer och hei am Land eis Hausaufgabe maachen, eise Bäitrag dozou bréngen. Wann net jiddereen dat op senger Plaz mécht, da kann dee groussen Exercice do net réusséieren.

D'Fro stellt sech also: Wat fir eng Strategie gi mir eis hei zu Lëtzebuerg, fir dat Zil do ze erreechen? A wa mer kucken, wat fir eng Strategie mer brauchen, muss mer fir d'eischt kucken: Wat sinn dann elo déi grouss Erausforderungen? Wéi kréie mer Lëtzebuerg, wéi kréie mer Europa méi kompetitiv gemaach? Wéi kréie mer Europa op déi grouss Erausforderungen vun der Wëssensgesellschaft ausgeriicht? Wat sinn déi Erausforderungen?

Nun, mir sinn haut an enger globaler Konkurrenz, wou ronderëm d'Welt jidderee mat jidderegem ëmmer méi a Konkurrenz kënnen. Mondialisatioun, Globalisatioun, dat sinn déi Schlagwierder, déi mer net nëmme an der Politik, mä och an der ekonomescher Diskussioun an an der sozialer Diskussioun ëmmer erëm méi oft héieren.

De Risiko vun Délocalisatiounen ass eppes, dat mer kennen; dat ass eppes, wat eis Suerge mécht; dat ass eppes, wat de Leit hei am Land an op villen anere Plaze Suerge mécht.

Ech wëll just nach eng Kéier un déi Debatten erënnern, déi mer gefuert hunn, an déi Diskussioun, déi mer mat de Leit och hei am Land haten, iwwert de Referendum fir eng gemeinsame Europäesch Verfassung. A wa mer et virdrun nach net woussten, dann hu mer do gemierkt, datt dat eng vun den zentrale Suergen ass vun de Leit.

Mir sinn haut a méi enger grousser Europäescher Unioun, wou dee Prozess vläicht nach net zu Enn komm ass, déi och vläicht muer nach eng Kéier méi grouss gëtt, wou de Bannemaart dann och all Kéiers méi grouss gëtt, wou och nei Länner bäikommen, déi nei Philosophie mat erabrënge wat zum Beispill hir Steuersystemer ubelaangt, an dat och eis all Kéiers erëm virun nei Erausforderung stellt.

D'Informatiounsgesellschaft ass jo eigentlech schonn eng Realitéit ginn. Mir liewen domadder. Mir hunn eis domadder offonnt. Mir wëssen awer, datt net jiddereen sech bis ewell domadder offonnt huet, a mir mussen kucken, datt jiddereen un där Informatiounsgesellschaft do kann deelhuefen. A wa mer haut vun neien Technologie schwätzen, da mengen mer net nëmme d'Informatiounstechnologie, mä da mengen mer och eng Gentechnologie, da mengen mer eng Nanotechnologie an alles dat, wou ebe grad haut an de Fuerschungs-laboe quesch ronderëm d'Welt, net nëmme hei, mä quesch ronderëm d'Welt gefuerscht gëtt a wou nei...

(Interruption)

M. le Président. - Entschëllegt, Här Minister, mir verstinn lech hei uewen net. Dir musst Äre Mikro umaachen.

M. Claude Meisch (DP). - Den Här Minister huet mech invitéiert an de Centre de recherche public Gabriel Lippmann ze kommen, fir mech iwwert d'Nanotechnologie ze informéieren.

M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. - Voilà! Fir datt Der gesitt, wat zu Lëtzebuerg geschitt.

M. Claude Meisch (DP). - Ech hunn emol nach net gesot, datt dat net géing zu Lëtzebuerg geschéien. Ech hu just gesot, datt mer eben och doriwwer missten diskutéieren, wa mer iwwer nei Technologie schwätzen, datt dat net nëmme Informatiounstechnologie wieren, datt dat och Nanotechnologie ka sinn, datt dat Gentechnologie ka sinn. An datt mir jo net eleng dorunner fuerschen an do an deem Domän aktiv sinn, ech mengen dat wësse mer jo och.

Mir mussen kucke wien déi Hauptacteurs op der Weltbühn sinn. Dat

ass net nëmme Europa, dat ass och net nëmme Amerika, dat ass muer China an Indien. Länner, déi mer virun e puer Joer nach guer net op eiser Rechnung haten, wa mer vu Konkurrenz geschwat hunn. Länner, déi virun e puer Joer vläicht eis just emol lues a lues bekannt gi sinn, well se Bëlleproduiten hei um europäesche Marché probéieren hunn ofzesetzen, mä Länner, déi haut eben net nëmme méi als Client fir déi europäesch Produiten optrieden, Länner, déi lues a lues ëmmer méi selwer ekonomesch Aktivitéiten, am Ufank oft an Zesummenaarbecht mat den europäeschen Entrepreneuren, bei sech dévelloppéieren, doduerch den Transfert vum Know-how garantéieren a lues a lues dann awer och dozou iwwerginn, am Fuerschungsberäich, am Développement vun neie Produkte méi wäit ze goen a wierklech och den europäeschen Entrepreneuren Konkurrenz ze maachen, a wou mer wierklech riskéieren, vun deem engen oder aneren ofgehaangen ze ginn. Och dat ass eng Realitéit, déi mer musse am Hannerkapp behalen, wa mer iwwert d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuurger Economie wëlle schwätzen.

Duerfir ass et eben och wichteg, datt mer op Innovatioun setzen. Duerfir ass et wichteg, datt mer op nei Produkte setzen, well wa mer mengen, datt mer, just andeems mer eis all, eis besteend Stärkte géinge weider verteidegen, kéinten eppes fir d'Zukunft maachen, da fäerten ech, da si mer schif geweckelt.

Nu stellt sech d'Fro, ob dee „Plan national pour l'innovation et le plein emploi“, wéi en heescht, all deenen doten Défié Rechnung dréit. An ech fäerten en dréit hinnen net alleguer Rechnung. Eng Rei vun deenen Erausforderungen, déi ech opgezielt hunn, sinn emol knapps erwähnt an deem doten Dokument, an eigentlech ass dat Dokument och net vill méi wéi eng Zesummestellung, e Potpourri vun Iddien, déi am Laf vun deene leschte Joren hei an op anere Plaze scho genannt gi sinn.

Et fënn et ganz vill dorauer aus dem Regierungsprogramm 2004. Et fënn et ganz vill aus der Deklaratioun vun Premier Jean-Claude Juncker iwwert d'Prioritéit vun der Regierung. Et fënn een och déi eng oder aner Iwwerleeung, déi scho bei der Presentatioun vun Budget mat ugekënnegt ginn ass. Et fënn een do Iwwerleeungen, déi op Patronatssäit, déi op Gewerkschaftssäit gefuert gi sinn am Laf vun deene leschte Méint. Et fënn een Iwwerleeungen dran, déi aus Umweltkreesser stamen.

Et ass eigentlech e Sammelurium vun all deenen doten Iwwerleeungen, mä leider ass et eben och oft net méi bliwwe wéi eng onverbindlech Absichtserklärung. Et ass dat, wat ee kann en Orakel vun Delphi nennen, wou jiddereen e bësse vu sech selwer dran erëmfënn, wou jiddereen dat dra liese kann, wat hien ebe grad dra liese wëllt.

An et mierkt een, datt eigentlech net den Exercice gemaach ginn ass, fir da wierklech eng kloer Strategie ze entwéckelen, fir wierklech och dann Décisiounen ze huelen, wou deen een an deen anere sech hei am Land net eens sinn, wou d'Regierung hätt kënnen soen: Ma kommt, elo gi mer an déi dote Richtung. Neen, et sinn einfach déi eenzel Iddien, déi heiansdo contradictoire sinn, beeneie geschriwwe ginn, an et stellt ee fest, datt mer net de Courage haten, an deem Plan national eis selwer a Fro ze stellen, datt mer ganz oft eben net de Courage haten, déi ausgetrëpelt Weeër ze verlooosen.

Wa mer vun der Kompetitivitéit vun eisen Entrepreneuren schwätzen, da maache mer dat jo, well d'Wirtschaft kee Selbstzweck ass, da maache mer dat, well mer duerch eis Entrepreneuren allegueren eist Brout verdéngen, da maache mer dat, well mer duerch kompetitiv En-

trepriseën eise Sozialstat kënnen an Zukunft finanzéieren, an da si mer ganz schnell bei der sozialer Sécherheet.

Den Zesammenhang tëscht Kompetitivitéit vun den Entrepreneuren a sozialer Sécherheet ass jo haaptsächlech doduerger ginn, dat mer hei am Land duerch niddreg Lounniewekäschten et bis ewell fäerdeg bruecht hunn, ganz vill Leit an Aarbechtsplazen och ze schafen, eise Betriber eben net Schwieregkeeten ze maachen, iwwermoosseg finanziell Belaaschtungen opzebuerden, wa se Aarbechtsplaze schafen. Also muss dat, mengen ech, och an Zukunft eent vun eisen Haaptziler bleiwen.

Da muss mer awer kucke wéi mer dat dote kënnen realiséieren. Da muss mer kucken a wat fir engen Entwécklung mer eis dra befanden. Da wësse mer, dat, wa mer zum Beispill vun der Rente schwätzen, mer an deem aktueller System dat vläicht net fir déi nächst an déi iwwernächst Generatiounen kënnen garantéieren, dat mer eis d'Fro stelle müssen, wéi mer net nëmmen héich a gutt Rente kënnen garantéieren, mä wéi mer och sécher Rente kënnen garantéieren fir déi jonk Leit vun haut, fir déi kommend Generatiounen.

Déi Rentemauer, déi jo ganz oft hei am Haus an op anere Plazen, notament och an deene vergangene Joren - a leschter Zäit zwar manner - vum Premier Jean-Claude Juncker, genannt ginn ass, déi Rentemauer, wa se dann existéiert, daerf net méi no rückelen, mä mir muss kucke se duerch geschéckt Mesuren, duerch Adaptatiounen vun eisem System méi wäit ewech ze rückelen.

D'Demokratesch Partei - ech brauch lech et net an Erënnerung ze ruffen - huet scho viru Joren Iwwerleeungen dozou ugestrengt, Propositione gemaach. Eis Iwwerleeungen ginn haaptsächlech an déi Richtung, fir den zweeten an drëtten Piler auszubauen, dat mer grad méi immun gi géint déi demographesch Entwécklungen, déi mer hei am Land an op anere Plaze kennen. Datt eben och eng Generatioun, zum Deel op jidde Fall, fir sech selwer herno kann uspueren, dat mer net drop ugewise sinn, dat mer bis an all Éiwegkeet ëmmer erëm dee Wuesstem vun Aarbechtsplazen an domadder vu Leit, déi contribuéieren, och hei am Land muss sécherstellen, well dat eben net ka séchergestallt ginn, virun allem net an Zäitraum, déi Generatiounen ëmfaassen.

Mir sollen éierlech mat deene jonke Leit sinn, mir sollen hinnen haut och scho soen, dat, fir e Stéck méi Ofsécherung am Alter ze hunn, et haut vläicht de richteg Wee ass, e Stéck méi Eegevirsiung, e Stéck méi Participatioun direkt mat virzugesinn.

Wa mer da bei deenen Diskussiounen a bei deene Sujete sinn, déi mer déi lescht Wochen hei an op anere Plazen diskutéiert hunn, wou jo ganz oft och d'Rentereserve viséiert gi sinn, fir de Budget an den Equiliber ze bréngen, fir aktiv Politik nach kënnen ze maachen, well do et jo schéngt esou ze sinn, dat d'Leit déi Suen, déi jo zwar net do leien, mä et gétt oft esou duergestallt wéi wa se do géinge leien, dat d'Leit se net wëllen do leie loossen an domadder wëlle Politik maachen.

Mir müssen awer wëssen, dat dat ebe grad d'Sécherheet ass fir d'Zukunft, dat dat grad eng Voraussetzung ass, dat déi Rentemauer eben net an zéng Joer kënnt, mä datt se vläicht eréischt an 20, an 30 oder a 40 Joer kënnt, an dat dat eben och eng Voraussetzung ass, dat mer déi Rentereserven do net touchéieren ginn, fir ebe méttel- a laangfristeg kënnen niddreg Sozialbäitrag hei am Land ze garantéieren, wat eben e Kär-element vun eiser Wettbewerbsfähigkeit ass.

Datt mer gemeinsam Ustrengeunge mussen maachen, wat d'Gesundheitsversuergung an och de Finanzement vun der Gesundheitsversuergung ubelaangt, brauch ech hei net ze rappelieren, grad nodeem gëschter d'Generalversammlung vun der Krankekeessenioun do eng Décisioun geholl huet. Mir müssen dat Spuerpotenzial, dat nach an deem Secteur besteet, ausnotzen. Mir müssen Abusen ofschafen. Duerfir ass et wichteg, dat déi Mesuren, déi ënner der leschter Regierung - ënner dem Gesondheitsminister Carlo Wagner - an d'Weeër geleet gi sinn, eben och an dieser Regierung weidergefouert ginn. An der Wee muss mer ganz geziilt weidergoen.

Mir müssen awer och an deem Domän e bësse méi wäit denken. Mir müssen och do kucken: Wat fir e Gesondheitssystem brauche mer an zéng Joer? Wat fir eent brauche mer an 20 Joer? Wat kann d'Groussregioun dozou bäidroen, dat mer och nach an der Groussregioun Synergieën fannen? Wat fir eng konkret Preventiounsname muss mer dann op där enger Säit finanzéieren fir ebe méttel- a laangfristeg och kënnen anzepuere wat herno bei der Krankheitsbekämpfung géing ufalen? Wat fir en Dépistage brauche mer vu Krankheeten? An esou weider. Ouni Fuerschung si mer net innovativ. Do si mer eis alleguerten eens. Mir als Demokratesch Partei kënnen dat mat béiden Hänn ënnerschréien.

Fuerschung ass allerdéngs e ganz vasten Domän. Wa mer eis dann elo op déi europäesch Ziler konzentrieren fir ze soen, dat mer méttel- a laangfristeg 1% vum PIB, öffentlech Ausgaben, am Fuerschungsdomän brauchen, dann, mengen ech, geet dat net duer. Da muss mer eis gläichzäiteg froen: A wat fir engem Domän wëlle mer fuerschen? Wat fir eng Fuerschung wëlle mer iwwerhaapt hei am Land ënnerstëtzten?

Mir als Demokratesch Partei wëllen eis do op d'BetriebsnoFuerschung konzentrieren. Mir wëllen eng Fuerschung hei am Land, déi konkret uwendbar ass. Mir wëllen eng Fuerschung a Koordinatioun mat der Économie, mat de Betriber. Well et geet net duer, dat mer hei am Land eis Dépensen am Fuerschungssecteur eropsetzen, fir en europäesch Zil oder en Zil, dat mer eis dann elo selwer ginn hunn, ze errechen. Mir muss kucken, dat eben herno och déi Resultater hei am Land kënnen ugewannt ginn, fir datt mer dat eigentlech Zil, dat do derhannert stécht, errechen, nämlech nei Produiten hei am Land kënnen ze entwéckelen, ze produzéieren, ze vermaachen an domadder laangfristeg Aarbechtsplazen hei am Land opbauen ze kënnen.

Mir wären eigentlech och mat 1/2% Ausgaben an déi öffentlech Fuerschung vum PIB zefridden, wa mer domat eben d'Produiten, déi herno hei géinge produzéiert ginn, nei kéinten entwéckelen an Aarbechtsplazen hei am Land géinge schafen, wéi datt mer just eenzeg an eleng en Zil vun 1% ustriewen.

Et ass gesot ginn, mir hu vill Acteuren. De Fuerschungsminister huet der och dovunner zitéiert, déi hei am Land an der öffentlecher Fuerschung tätég sinn. Et sinn dat eng ganz Rei vu Centre-de-recherchen: D'Universitéit, de Fonds national pour la recherche existéiert, an d'Uni Lëtzebuerg kënnt do derbäi. Mir liesen am Plan national, dat eng Koordinatioun do noutwendeg ass. Elo fret ee sech: Geet eng Koordinatioun do duer? Oder: Wéi enk muss déi Koordinatioun sinn? A misste mer do awer net eng Kéier iwwerleeën, ob déi vill Acteuren, déi an deem Domän an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg tätég sinn, ob dat rationell geschafft ass, ob mer net wierlech misste kucken de ganze Fuerschungssecteur hei am Land nei

opzestellen an nei ze strukturéieren.

Wa mer d'Fuerschung wëllen ënnerstëtzen, da geet dat mat Sécherheet net nëmmen iwwert déi öffentlech Moyenen, déi mer doranner investéieren. Et ass jo och hei am Land esou, dat de Privatséctor däitlech méi an d'Fuerschung investéiert, wéi dat den öffentleche Secteur momentan mécht. An dat soll, mengen ech, och esou bleiwen. Et wär gutt wann et esou géif bleiwen, mä et geet net nëmmen iwwert d'Gelder, déi zur Verfügung gestallt ginn. Et geet och ëm de legale Kader, deen da besteet. Fuerschungsinstituter an Entrepreneuren, déi hei wëlle Fuerschung bedriewen, déi mussen wësse wat se hei am Land dierfen, wat se net dierfen a wat se och muer nach dierfen an net dierfen. Duerfir brauche mer e kloer legale Kader wat d'Biotechnologie oder aner Technologien ubelaangt.

An ech kommen nach eng Kéier op meng Propositionen zréck fir sech dann endlech eng Kéier - sief et wann et net hei am Haus daerf sinn, dann op enger aner Plaz eens ze ginn, wat mer dann elo am Domän vun der Stammzellefuerschung hei am Land dierfen maachen. Eng Diskussioun, déi 2002/2003 ugekuerbelt ginn ass, wou den nationalen Ethikrot den Avis virgueluecht huet, wou awer offensichtlech bei de Majoritéitsparteien de Wëllen net do ass fir dat dann och kloer an e legale Kontext kënnen ëmzesetzen.

Wa mer fuerschen, daerfe mer och net an allem fuerschen. Mir sollen eis eng Rei vu konkreten Ziler a gewëssenen Domänen ginn. Mir muss kucken, dat mer eng Clusterbildung tëscht de Fuerschungsinstituter fäerdeg kréien; tëscht de Betriber, déi Fuerschung bedriewen, an deene Betriber, déi déi Fuerschung do herno dann och konkret kënnen uwenden an ëmsetzen.

Mir bräichten eigentlech e Konzept fir all einzelnen Domän wou mer fuerschung bedriewen, fir déi Leit an déi Acteuren ronderëm den Dësch ze kréien; fir ze kucke wat fir eng Geldmoyene mer kënnen zur Verfügung stellen, wou mer de privaten Entreprisë bei hirer Fuerschung an hirem Domän kënnen Suen zur Verfügung stellen oder kënnen eng Hand mat upaken; fir ze kucke wat an hirem Domän de legale Kader ass, a wou mer dee vläicht nach kënnen esou adaptéieren, dat d'Fuerschung herno nach méi interessant hei zu Lëtzebuerg gétt. Alles dat si Froen, déi mussen mer herno Domän fir Domän och ofklappen.

A wann et haut esou ass, dat déi privat Fuerschung eigentlech déi öffentlech Fuerschung scho bei wäitem iwwertrëfft, dann ass dat Gott sei Dank haaptsächlech well et eng Rei vu gréisseren Betriber gétt, déi an der Fuerschung aktiv sinn. Mir wëssen awer, dat dat net duergétt, dat virun allem ëmmer méi klengen- a méttelstänneg Betriber sech och müssen iwwerleeën, wéi se innovativ kënnen bleiwen, wéi se vu Resultater vu Fuerschung kënnen profitéieren, wéi se och selwer an der Fuerschung kënnen aktiv ginn. Well och si konkurréieren ëmmer méi op engem globale Marché, an och si brauchen nei Produiten, fir laang- a méttelfristeg kënnen ze iwwerleeën. Och do, mengen ech, solle mer eng Hand mat upaken, grad bei deene Klengen- a Méttelbetriber, fir se ze encouragéieren, sech weider an der Fuerschung ze engagieren.

Wa mer an d'Fuerschung hei zu Lëtzebuerg investéieren a wann dat zu konkrete Resultater féiert, dann ass awer nach laang net séchergestallt, dat dat herno och hei zu Lëtzebuerg ugewannt gétt, an dat dat herno zu Lëtzebuerg dann

och zu Aarbechtsplaze wäert féieren. Wann nämlech de wirtschaftlechen Encadrement net stëmmt, da féiert dat vläicht zu Aarbechtsplazen, awer net hei zu Lëtzebuerg! Well dat Wëssen, dat do geschafe gétt, dat kann iwwerall ronderëm de Globus ugewannt ginn. Also muss mer eis weiderhi Gedanke maachen, wéi mer dann och grad an deenen doten Domänen - wa mer vu Spëtzentechologie schwätzen - de Kader hei zu Lëtzebuerg esou strukturéieren, dat déi Resultater aus eiser eegener Fuerschung dann, wa mer d'Efforten eropsetzen, och ëmgeseit ginn an a konkret a wirtschaftlech Aktivitéiten münden.

D'Steierlaascht ass do, mat der Sécherheet, ee vun den Haaptelementer, déi mer mussen berücksichtigen. Déi Betriber, déi produzéieren - Betriber aus dem Dëngschtleeschungssecteur -, vergläichen d'Steierlaascht mat deenen an anere Regiounen. Si vergläichen natierlech och wat se hei am Land vu Steiere mussen bezuele par rapport zu deem, wat se un öffentlechen Infrastrukture virfannen, par rapport zu deem, wat se um Aarbechtsmaat vu qualifiziertem Personal virfannen. Et ass also net eleng déi Steuerlaascht, mä trotzdem ass dat e wichteg Element.

Et war wichteg, dat déi viregt Regierung, och ganz besonesch ënner dem Impuls vun der Demokratescher Partei, derzou bäigedroen huet, dat mer méi en attraktiiv steierlech Ëmfeld, och fir d'Betriber hei am Land, fannen. Dovunner hu mer déi lescht Jore profitéiert, an och dat wäert nach déi nächst Joren e wichteg Argument sinn, fir nei Betriber, nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze kréien.

Et ass vill vu mengem Virriedner an deene leschten Deeg a Woche vun administrativen Hürde geschwat ginn. De Wirtschaftsminister Jean-Pol Krecké huet selwer zouginn, dat et him schwierig wär nach nei Betriber op Lëtzebuerg ze kréien, well eng Rei vun Administratiounen keng kloer Äntwerte kéinte ginn, wéini datt eng Betribergenehmigung, zum Beispill, kéint ausgestallt ginn. Ech fannen, dat dat keng Excuse daerf sinn, mä trotzdem weist et awer op de Malaise hin.

Mir géingen eis wënschen, dat, wann dat dote wierklech déi Zentralfro wär, fir e Betriber op Lëtzebuerg ze kréien, dann de Wirtschaftsminister sech mat sengen Kolleegen aus der Regierung, mat den Administratiounen a mat all deene Concernéierten un den Dësch géing setzen a wierklech kucken, schnell geziilt Äntwerten op déi Froen do ze kréien. Dat misst grad an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg jo awer nach méiglech sinn. Dat misst jo grad hei zu Lëtzebuerg eisen Atout sinn, dat mer et fäerdig bréngen, schnell ze reagéieren a schnell Äntwerten ze ginn.

Ech gesinn, den Här Krecké ass hei. Ech hat him grad eng Question parlementaire dozou gestallt, wat hien eigentlech mat deenen Aussoe gemengt hat, wat fir eng Administratiounen dann net schnell genuch oder net konkret genuch hätte kënnen op seng Froen äntwerten. Souwäit ech weess, hunn ech bis ewell nach keng Äntwert kritt. Mä wann den Här Krecké herno nach d'Wuert ergräift, da kann hien eis bestëmmt konkret am Detail soen, wat fir eng Administratiounen hie gemengt hat, an och wéi wäit hie scho mat deene Kolleegen aus der Regierung ofgemaach huet, wat dann elo deemächst dergéint ze ënnerehuele wär.

Fir datt mer grad hei am Land nei wirtschaftlech Aktivitéiten aus deenen dote Beräicher kënnen halen a weiderentwéckelen, brauche mer gutt forméiert Leit. Mir brauche Spezialisten, mir brauchen Allrounder, mir brauche Leit, déi eng gesond Basisformatioun hunn, eng zolidd Grondausbildung also. Mir

brauchen e Kader, fir datt déi Leit, déi eng zolidd Grondausbildung hunn, sech stänneg kënnen weiderentwéckelen, weider kënnen léieren, sech développieren. Well de Fortschritt bleift net stoen, a wa mer wëlle grad an deenen doten Domänen hei zu Lëtzebuerg aktiv bleiwen, da muss mer Leit hunn, déi permanent un der Spëtzt vum Fortschritt kënnen mathalen.

Mir sollen och do éierlech mat deene Jonke sinn, déi haut an der Situatioun sinn, dat se an der Schoul sinn, dat se sech iwwerleeën: Wat wëll ech spéider eng Kéier ginn? Wat wëll ech vu Berufsperspektiven hunn? A wa mer deenen elo, wéi et am Plan national steet, soen, dat mer hinnen e Certificat mat op de Wee ginn, wou dann dropsteet, dat se eng Kéier e Vakanzjob gemaach hunn a vläicht bei de Scoute Chef waren oder als Fussballstrainer engagiert waren, dann hu se zwar erëm eng Kéier een Diplom méi, dee se bei hiren CV kënnen derbäileeën, mä ech mengen net, dat dat de Patron wäert därmoossen iwwerzeegen, well jiddereen, deen iergendwann eng Kéier an engem Virstellungsgespréich dobäi war, deen huet dat dote vu sech aus gesot a vu sech aus dem zukünftege Patron erkläert, dat dat ee vu sengen Atoute wier. Dat geet awer net duer.

An do hunn ech d'Impressioun wéi wa mer deene Jonken awer erëm eng Kéier eng virtuell Welt géinge virmaachen, dat se ee Certificat an de Grapp kréien, wou se mengen dann elo dat grousst Lous gewonnen ze hunn, fir eng sécher Aarbechtsplaz, eng sécher Zukunft hei am Land kënnen ze hunn. Nun, esou ee Certificat wäert duerfir net duergoen.

Et ass jo och dat eng vun deenen zentrale Kritiken un der Educatiounspolitik, déi mir als Demokratesch Partei net midd ginn ze formulieren, wou mer d'Impressioun hunn, dat mer d'Zil hunn, méi Diplomierter aus der Schoul ze kréien, an dat ass gutt, mä datt dat eleng net duergeet. Et geet eleng net duer, d'Lat erfrozeleeën, fir datt méi Schüler kënnen driwwerspringen. Mir muss kucken, dat mer méi Schüler driwwer kréien, ob schon d'Lat op engem héijem Niveau bleift, well herno wann déi Schüler op den Aarbechtsmaat kommen, spéitstens da geet dee richtegen Examen un, nämlech dee vum alldeegleche Liewen, an do hëlleft e Certificat vum Vakanzjob näischt an do hëlleft och een Diplom näischt, net eleng op jidde Fall, wann net och déi néideg Kenntnisser a Kompetenzen handendru stinn.

Mir mussen wëssen, dat do wou mer Problemer hunn op eisem Aarbechtsmaat, virun allem bei deenen, déi wéineg Formatioun hunn, déi keng Formatioun hunn, déi d'Schoul ofgebrach hunn, dat déi a Konkurrenz stinn an der Groussregioun mat zéngtausenden an honnerttausende vu gutt forméierte Leit, déi mobil sinn, déi motivéiert sinn, déi ganz gären op Lëtzebuerg schaffe kommen. A wa mer et net fäerdig bréngen, eise Jonken déi beschte Formatioun mat op de Wee ze ginn, da gesinn ech schwaarz, dat mer vun där Zuel, vun 10.000 Chômeuren, déi mer leider viru e puer Wochen iwwerschratt hunn, ganz schnell erëm géingen erofkommen.

Mir brauchen, fir nach ee Moment bei der Formatioun ze bleiwen, och gutt forméiert Leit am Spëtzeberäich, wa mer Fuerschung wëllen développieren, wa mer den Dëngschtleeschungssecteur weider wëllen développieren, wa mer an deene Spëtzentechologien hei zu Lëtzebuerg och wëlle produzieren, da brauche mer Ingenieuren, mir brauche Wëssenschaftler a mir brauchen Dokterer.

Duerfir ass et gutt, dat mer eng Uni Lëtzebuerg hunn. Duerfir ass et gutt, dat dat ee vun deene Weeër ass, fir méi jonk Leit ze en-

couragieren, e Studium ze maachen, an duerfir muss mer natierlech och kucken, dass ee mat deem Diplom, deen een herno op der Uni Lëtzebuerg an de Grapp gedreickt krit, domadder déi beschte Qualifikatioun ka virweisen an dee beschte Bagage mat op de Wee krit, fir eben och am akademesch Beräich herno kennen tätég ze sinn.

Mir musse wëssen - an dat ass och keng Neiegkeet, a mir hunn et an der Vergaangenheet gemaach -, dass mer och eng Formatioun continue brauche fir Akademiker, fir dass och déi d'Méiglechkeet kréien, an hiren Betriber kennen ze schaffen an op där anerer Säit gläichzätég kennen un der Spëtzt vum Progrès mat weiderzegoen. Dat ganz besonnesch an deene Sparten, wou mer staark sinn an eiser Ekonomie, wou mer vill Beschäftegter hunn, wou mer vill Betriber hunn an an deenen Domänen, déi mer an Zukunft nach wëlle weider développeren; se sinn am Plan national alleguerten opgezitt.

De Chômage hänkt natierlech enk - ech hunn et gesot - mat der Formatioun zesammen. Déi Zuel vun 10.000 Aarbechtslosen soll eis alleguerten erfieren dinn! Et ass net laang hier, do hate mer just d'Haltschent vun där Zuel vu Leit, déi op der Sich waren no enger Aarbecht. Mir musse wëssen, dass och nach eng kéier iwwer 3.000 an deenen eenzelen Beschäftigungsmesuren engagiert sinn, déi och keng fest Zukunftsperspektiv - leider nach keng fest Zukunftsperspektiv - hunn, andeem se eng fest Plaz hätten. A mer mussen ee fir allemol och dovunner erforkommen, Mount fir Mount déi Zuelen do ze komentieren, Joer fir Joer nozekucke wéi de Chômage wiisst an gläichzätég eigentlech ëmmer erëm déiselwecht Analys ze maachen an déiselwecht Mesuren unzekënnen.

Natierlech ass et esou, dass all Chômeur e Chômeur ze vill ass, dass dat e fierchterlech individuell Schicksal ass, dass mer all Effort musse maachen, deene Leit ze hëllefen eng nei Plaz ze fannen, mä dass sinn allgemeng Sätz, déi jiddereen direkt ennerschreiw kann. Mir musse kucke wéi mer dat wierklech ëmsetze kënnen. An déi Mesuren, do hunn ech nu wierklech d'Impressioun, déi zënter enger Rei vu Joren do sollen ëmgesat ginn, hunn et bis ewell net bruecht, soss wiere mer net bei 10.000 Leit hei am Land, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht.

Eigentlech wusste mer jo och net, wou mer wëilten higoen. Ech zitieren den Aarbechtsminister, deen nach Enn 2003 gesot huet, am Arbeitsamt wier eigentlech alles an der Rei, mir brächten eis do ëm Emstrukturatiounen an ëm Neiorientatiounen keng Suerg ze maachen. E Joer méi spéit huet hien dat - ech fannen et gutt, dass hien asiichteg war - schon aneschtens gesinn. Och do huet hie gesot, dass mer eigentlech eng Etüd elo misste maachen, fir dass hie kucke wéi mer eist Arbeitsamt fit maachen, fir op d'Problemer vum Aarbechtsamt geziilt kënnen ze reagieren.

Dat war Enn 2004. Et huet awer bis elo gedauert bis mer dann héieren hunn, dass déi Etüd, déi do ugeknegt ginn ass, vun der OECD géng gemaach ginn. Ech fäerte bis déi Etüd fäerdeg ass, da leie mer schon erëm e gutt Stéck iwwer deenen 10.000 Chômeuren. Mir sollen d'Problemer déctéieren a mir sollen drop reagieren. An et ass esou - mengen ech, an do si mer eis alleguerten eens méttlerweil heibannen, an ech hoffen net, dass nach iergendeen drun zweifelt -, dass eben och d'Arbeitsamt ee vun de Problemer ass, dass mer d'Leit net schnell genuch vermëttelt kréien, dass ebe bei der steigender Zuel vun Aarbechtsplazen hei am Land déi Leit, déi hei am Land um Aarbechtsmaart op der Sich sinn, net um Aarbechtsmaart kennen op déi eidel Plaze vermëttelt ginn.

Do muss een eben dann och eng kéier ee Schratt méi wäit goen. Do kann een net einfach ëmmer nëmme bei darselwechter Analys bleiwen a bei deeneselwechte Mesuren. Kommt mer ginn eng kéier hin a mir stellen eis d'Fro awéiwäit vläicht Privatentreprisen, déi och Aarbechtsvermëttlung maachen dierften, do e Complément kéinte sinn, do eng Hëllef kéinte si fir d'Arbeitsamt. Dass ass jo bis ewell net méiglech, mä ech géng mengen, dass all Chômeur, deen iwwer eng privat Aarbechtsvermëttlung vermëttelt géng ginn, ee Chômeur wier, deen an der Statistik manner dra wier, an dat wier och ee Chômeur ëm dee sech d'Placeure vum Arbeitsamt manner brächten ze këmmen.

Mir brauche méi eng intensiv Zesummenaarbecht, och hei am Land, tëscht der Administration de l'Emploi an den Interimsfirmen. Et ass ugekënnegt gi vum Premierminister - wann ech mech richtig erënneren -, mä mir mussen da ganz geziilt och kucken, dass mer an der Zesummenaarbecht tëscht dem Arbeitsamt an deene Firmen, déi hei am Land tätég sinn, déi Leit och kennen am Interimsbereich placieren, e Beräich, de bis ewell jo quasi just vum Grenzgänger hei am Land besat ass, wou awer e gewëssent Potenzial do ass. Wou mer de Schratt tëscht dem zweeten an dem éischten Aarbechtsmaart, déi Barrière, déi do oft besteet, kënnen duerchbrechen, wou Leit erëm eng Chance kréien an den éischten Aarbechtsmaart zréckzekommen.

Da muss mer eis och d'Fro stellen, wou eist Aarbechtsrecht awer punktuell misst vereinfacht ginn, ouni et ze zerschloen, mä awer virun allem do ze kucken, wou mer Laangzäitaarbechtslosen, déi wéinig Chancë bis ewell haten, erëm zréck an den Aarbechtsprozess ze kommen, duerch eng Derogatioun zum Aarbechtsrecht Chancen eröffnen kënnen, fir op den éischten Aarbechtsmaart erëm eranzekommen.

Ech hat e bëssen d'Impressioun wéi wa mer am Laf vun deene leschte Joren, wa mer iwwer Aarbechtsmaartpolitik geschwat hunn, haaptsächlech den zweeten Aarbechtsmaart an Visiier haten. Mir kënnen um zweeten Aarbechtsmaart net esou vill Mesurë proposieren an esou vill Beschäftigungsmoosname proposieren, dass mer jiddereen do a Beschäftigung kréien. D'Haaptzil muss den éischten Aarbechtsmaart bleiwen. D'Haaptzil muss bleiwen, déi Leit, déi fäeg sinn, déi Capacitéite matbréngen, fir um éischten Aarbechtsmaart eng Plaz ze fannen, dann och do erëm ennerdaach ze kréien.

Dat geet awer och nëmme, wa mer eng Rei vu Grundwourecht akzeptieren, wann een déi däerf soen, ouni direkt duerfir kritiséiert ze ginn oder an den Eck gestallt ze ginn, wou een allermeeschtens net higehéiert. An d'Fro, déi mer eis solle stellen: Wéini schaaft e Patron eng Plaz? Dass ass nun eben emol dann de Fall, wann hien e Retourritt vun deem, deen hie beschäftegt, deen op d'mannst gradesou grouss ass, wann net méi grouss ass, wéi dat wat hie fir déi Plaz do muss bezuelen.

Mir mussen och kucke wat fir eng Aarbechtsplaze mer hei am Land nach kënnen schafen. Ech gehieren net zu deenen an ech wëll och net, dass meng Fraktioun an dee Reflex verfält, wéi d'LSAP virun de Wahle vun 2004 verfall ass, wou op eemol gesot ginn ass: Ma mir musse Aarbechtsplazen, mir musse Betriber an d'Land kréien, déi beschäftigungsintensiv sinn. Dass klängt gutt, dass wier natierlech déi beschte Measure, fir déi 10.000 Chômeure ganz schnell ofzebauen, mä d'Realitéit - an déi gesäit spëtstens de Wirtschaftsminister haut an - ass jo eng aner.

Da muss mer kucken, da solle mer de Leit och dat net versprie-

chen, wa mer et herno net kennen halen. Eigentlech, wa mer d'Analys ganz genee an éierlech maachen, stelle mer jo fest, dass et schwierig wäert ginn, d'Domänen hei am Land weider wärten ze implanteren, wou d'Aarbechtskäschtchen e ganz groussen Deel vun de Produktiounskäschtchen ausmaachen. An dat ass nun eben emol e Fait!

Wa mer deen net respektieren a wa mer deen net agesinn, da fäerten ech, da léie mer eis selwer an d'Täsch, eis selwer an all deene Leit, déi amgang sinn eng Formatioun ze maachen, all deene Leit, déi sech selwer froen, wou si hir eegen Zukunft och um Aarbechtsmaart hei am Land gesinn, a virun allem awer eis selwer, wa mer eis hei Gedanke maachen iwwer den Aarbechtsmaart, Gedanke maachen, vun deenen ech kengem géng ennerstellen, dass hie sech déi net aus gudden Ursachen eraus géng maachen.

Eigentlech war jo de Lissabon-Prozess lanciert ginn, fir dass all Land nach eng kéier déif a sech géng goen, fir wierklech ze kucken, wat et doheim aneschtens kennt maache wéi an der Vergaangenheet, wou et vläicht op falsche Pisteten ennerwee war, déi bis elo net déi Resultater bruecht hunn. Et ass eben dat, wat een och vermësst hei bei dem Plan national pour l'innovation et pour le plein emploi. Et ass wéi gesot eng Zesumstellung vun Mesuren, déi schon ugekënnegt gi sinn. Et si lauter al Hitt, déi do beienee gestallt gi sinn; et ass eigentlech wéinig innovéiert gi bei dem Plan national. An et ass dat, wat ze bedauern ass.

Mir kommen net weider hei am Land - virun allem wann et ëm d'Zukunftsdossier geet, virun allem, wann et ëm d'Kompetitivitéit vun de Betriber geet a virun allem och net, wann et ëm den Aarbechtsmaart geet -, wa mer mat de Rezepten aus dem 20. Jorhonnert probieren, ee vun deenen zentrale Problemer, eng vun deenen zentralen Erausforderungen vum 21. Jorhonnert kennen ze begéien.

Mir brauchen do nei Denkustéiss. Ech hu probéiert där e puer hei an d'Diskussion ze ginn. Ech ginn zou, et sinn der nëmme e puer, mä trotzdeem weisen déi nei Pisteten, dass et méiglech ass, eben och déi ausgetrëppelt Weeër hei am Land ze verloossen, fir dass mer muer nach kompetitiv sinn, fir dass mer muer och nach Statsrecetten hunn, fir dass mer muer eis och nach déi sozial Ofsécherung kënnen leeschten, déi mer eis jo alleguerten hei an dem hiejen Haus wënschen.

An Dir hutt et héieren, dass mer net begeeschtert sinn iwwer de Plan national, dass mer awer gradesou gutt soen, dass do eng ganz Rei vu gudden Iddien drastinn. Ech hunn net de Contraire behaapt an ech wëllt de Contraire och net behaapten, mä mir mengen, dass déi Iddien eigentlech net wäit genuch ginn, dass mer eigentlech nach hätten an eis goe sollen an eis selwer a Fro stelle sollen, ier mer deen dote Plan national géngen zréckbehalen.

A fir dass nach eng kéier däitlech ze maachen, Här President, hunn ech am Numm vu menger Fraktioun eng Motioun preparéiert, déi ech dann hei ganz gare géng abréngen, duerch déi mer eng Rei vun neie Pisteten och nach eng kéier kennen undiskutéieren, an d'Chamber an d'Regierung sech e Programm kënnen gi fir d'Zukunft, fir op déi aner Themen, déi leider an dem Plan national net opgeworf gi sinn, nach eng kéier zréckzekommen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi tend à réaliser à l'horizon 2010 «l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale, dans le respect de l'environnement»;*

- *considérant que chaque État membre de l'Union européenne a été appelé à élaborer un programme national de réforme suite à la révision de la stratégie de Lisbonne au cours de l'année 2005;*

- *considérant le plan national pour l'innovation et le plein emploi (PNR) que ses auteurs entendent intégrer dans la stratégie de Lisbonne;*

- *constatant cependant que le PNR constitue un patchwork des documents «Compétitivité du Luxembourg: une paille dans l'acier» de M. Lionel Fontagné, de la prise de position y relative de l'OGB-L et du LCGB intitulée «Pour un modèle social sans faille», de l'accord de coalition du Gouvernement PCS-POSIL et de la dernière déclaration sur les priorités politiques du Gouvernement;*

- *considérant les discussions sur le plan national pour l'innovation et le plein emploi menées par les différentes commissions de la Chambre des Députés et les partenaires sociaux;*

- *considérant que la discussion sur un «programme de réforme du Grand-Duché de Luxembourg» ne vient que de commencer;*

- *considérant les prochaines réunions du comité de coordination tripartite sur la compétitivité du Luxembourg;*

- *considérant l'importance des mesures proposées dans le PNR pour assurer un développement durable de l'économie, de la politique sociale en général, de la politique de l'emploi en particulier ainsi que de l'environnement;*

- *regrettant que le PNR se limite à la proposition d'une panoplie de mesures isolées et, partant, manque d'une approche intégrée de développement durable telle qu'elle a été préconisée par les auteurs de la stratégie de Lisbonne ayant justement demandé une «approche de croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale, dans le respect de l'environnement»;*

- *déplorant que le PNR reste très vague sur des points essentiels de la stratégie de Lisbonne (consolidation des budgets de l'État central, politique budgétaire, financement des systèmes de sécurité sociale,...);*

- *notant toutefois qu'il importe d'amorcer dès maintenant un processus permettant de garantir la pérennité de notre système de sécurité sociale;*

- *considérant que les dépenses destinées à la Recherche dans le projet de loi concernant le budget des recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 2006 constituent 0,3% du PIB;*

- *prenant acte que la Recherche publique devrait atteindre suivant les objectifs définis par le Gouvernement 1% du PIB dans les années à venir;*

- *notant que le Gouvernement souhaite que le Produit intérieur brut de la Dépense Intérieure en Recherche et Développement - Recherche publique et Recherche privée - dépasse d'ici 2010 3%;*

- *soulignant qu'à côté de ces objectifs il est tout aussi important de continuer à créer des conditions favorables au développement de nouvelles activités au Luxembourg;*

- *relevant que le savoir et le savoir-faire sont à la base de tout progrès et qu'il convient de ce fait d'offrir un*

enseignement et une formation permettant d'être à la hauteur des attentes;

- *constatant que le chômage ne cesse d'augmenter et que la mise en œuvre de mesures concrètes permettant d'infléchir cette tendance font toujours défaut;*

invite le Gouvernement

- *à modifier le PNR tout en adoptant une approche intégrée de développement durable;*

- *à prendre les mesures nécessaires afin de maintenir à long terme les charges salariales à un niveau bas;*

- *à faire en sorte, au vu de l'évolution démographique de notre pays, que les générations à venir puissent également jouir d'un régime de pensions digne de ce nom;*

- *à promouvoir une politique de Recherche & Développement en concertation étroite avec les entreprises et trouvant une application concrète;*

- *à mettre non seulement l'accent sur la Recherche mais également sur le maintien des charges fiscales à un niveau compétitif;*

- *à continuer de créer les infrastructures nécessaires au développement de nouvelles activités;*

- *à simplifier de manière conséquente les procédures administratives;*

- *à garantir un enseignement et une formation permettant aux jeunes d'acquérir les connaissances nécessaires leur permettant d'être compétitifs sur le marché du travail;*

- *à endiguer la tendance qui consiste à ce que de plus en plus de jeunes quittent l'enseignement sans diplôme;*

- *à prendre les mesures nécessaires afin que l'Université de Luxembourg offre des études supérieures spécialisées et d'un niveau élevé à ses étudiants;*

- *à combattre le chômage en quitant les sentiers battus, en réformant l'Administration de l'Emploi, en permettant la création de bureaux de placement privés et en encourageant la collaboration entre l'ADEM et les bureaux d'intérim;*

- *à définir sur la toile de fond de l'échéance de 2010 prévue par la stratégie de Lisbonne des objectifs, étapes et priorités politiques claires et coordonnés;*

- *à donner des précisions sur les mesures de consolidation budgétaire à caractère structurel envisagées par le Gouvernement et qui selon le projet de plan national pour l'innovation et le plein emploi «porteront sur les dépenses sociales mais qui ne s'y limiteront pas»;*

- *à présenter des détails sur les objectifs et lignes directrices que le Gouvernement s'est donné pour les négociations à mener avec les partenaires sociaux dans le cadre de la tripartite;*

- *à consulter la Chambre des Députés avant, pendant et après les réunions de la tripartite;*

- *à informer la Chambre des Députés du suivi du PNR qui lui sera réservé au niveau européen et au niveau national.*

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Charles Goerens, Henri Grethen, Carlo Wagner.

■ **M. le Président.** - Merci.

■ **M. Claude Meisch (DP).** - Voilà, Här President. Dass war et vu menger Säit.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Meisch. Deen nächste Riedner ass den Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Alex Bodry** (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, d'Chamber debattéiert haut an öffentlicher Sitzung iwwert der Lëtzebuerger Regierung hiren éischten nationalen Aktionsplang wat d'Émsetzung vun der Lissabon-Strategie ugeet, déi jo zum Zil huet, fir Europa zu méi Wuesstum an zu Vollbeschäftegung ze bréngen. Dat eleng ass schonn, mengen ech, remarquabel, well jiddferee weess, dass all Joers sëllege Berichter, Rapporte vun nationale Regierungen un d'Kommissioun op Bréssel geschéckt ginn an dass et äussert seelen ass, dass eigentlech déi Dokumenter, ier se vun der Regierung un d'Kommissioun kommunizéiert ginn, och virdrun an enger öffentlicher Debatt an an der Chamber hei am Detail kenne gekuckt a begutacht ginn.

Et ass also schonn, mengen ech, e wichtige Punkt, dass dat Engagement, wat d'Regierung geholl huet a wat d'Chamber och verlaangt huet, wéi mer iwwert d'Relance vum Prozess vun Lissabon am leschte Joer diskutéiert hunn, respektéiert ginn ass, an dass also hei net einfach e Rapport per Post oder per Mail, wéi dat haut wär, op Bréssel geschéckt gëtt, mä dass dee virdun an enger Virverssioun diskutéiert gëtt, nach kann amendéiert ginn opgrond vun där Debatt vun haut de Mëtten, an dann eréischt weidergereecht gëtt un d'Europäesch Kommissioun, déi hirersäits jo wëllt eng Evaluatioun maache vun deene verschiddenen nationale Pläng, déi bei hir erakomm sinn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Ech wëll drun erënneren, dass ënner der Lëtzebuerger Présidence an och mat dem aktive Matwierke vun der Lëtzebuerger Regierung et probéiert ginn ass, mat der Europäescher Kommissioun zesummen, déi Strategie vu Lissabon, déi ganz staark am Sand stieche bliwwen war, erëm eng Kéier eropzuehuelen, an opgrond vun dem Rapport vun dem Expertegrupp ënner der Présidentschaft vun Wim Kok dann och eng nei Relance ze brénge mat méi strikten Engagementer, mat méi Obligatione fir déi national Regierungen, niewent deem, wat vun der Europäescher Kommissioun an deem Ganze muss gemaach ginn.

Wat jo opgefall ass, an dat ass och deelweis kritiséiert ginn, dat ass eng gewësse Reorientéierung, déi déi Lissabon-Strategie vu Kommissiounskritt kritt huet, an déi och am Kok-Dokument hiren Nidderschlag fonnt huet, andeem sech méi staark elo op wirtschaftlech a sozial Froen axéiert ginn ass, wouduerch d'Wettbewerbsfäegkeet vun der europäescher Wirtschaft an de Virdergrond geréckelt ass wéi och d'Schafte vu méi Aarbechtsplazen.

Fir d'LSAP-Fraktioun bleift awer ganz kloer, dass de Gedanke vun der Nohaltegkeet - och wann en net méi expressis verbis deeselwechte Stellewäert an deenen eenzelne Ligne-directrice féint wéi am Ausgangsdokument vun der Lissabon-Strategie - net vergiess daërf ginn, dass de schounenden Émgang mat den natierleche Ressourcen an eisen Aen net an där ganzer Diskussioun daërf verluer goen, an dass dat fir eis eng wichteg Bedeutung huet, och wann et selbstverständlech periodesch zu Neigewichtungen téschent deenen eenzelnen Elementer vun der Strategie ka kommen.

Et ass duerfir och erfreeslech an eisen Aen, dass dee Lëtzebuerger Plang op där eenzeger Ligne directrice, déi sech eigentlech nach mat Émweltfroen an Energiefroen beschäftegt - dat ass d'Ligne directrice 11 -, probéiert, eng ganz Rëtsch vun Iddien eranzebréngen, eng ganz Rëtsch vun Iddien dévéloppéiert. Et ass also ee vun deene Punkten, déi e relativ staarkt Gewiicht an der Lëtzebuerger Contributioun fannen, an dat kann een eigentlech nëmme begréissen.

Ech bleiwen der Meenung, an do hëlt meng Vergaangenheit mech erëm an, dass héich Émweltstandarden och fir d'Industrie, och fir d'Betriber net en Hemmschuh fir d'wirtschaftlech Entwécklung duerstellen, mä héich Émweltnorme si gutt, well se da forcéieren an déi lescht Technologien ze investéieren, déi am zukunftssträchtege sinn, an och well se eppes dozou bäidroen kënnen, fir d'Modernisierung vun eisem Wirtschaftsapparat viruzedriewen, an also eppes Positives kënnen duerstellen. Si fördern d'Recherche a si kënnen laangfristeg e Kompetenzvirdeel a kee Kompetenznodeel fir déi eenzel Betriber duerstellen, déi an déi lescht verfügbar Technologien investéieren an an hirem Betrieb och domadder produzéieren.

Derniewent sinn Émwelt- an Energietechnologien nun eben ee vun deenen dynameschste Wirtschaftssektoren iwwerhaapt, déi et op der Welt an och an Europa gëtt. Et ass selbstverständlech, dass Lëtzebuerg net daërf ofsäits stoen, wann et drëm geet ze probéieren, dat héicht Entwécklungspotenzial, wat an deem dote Wirtschaftsberäich stécht, och voll auszunutzen, wat eis ugeet.

Mir wëssen natierlech, dass mir net déi Eenzeg sinn, déi esou denken, mä dass an allen anere Länner ähnlech Entwécklungselementer, mä mir daërfen do net hannendra geroden an deem Konkurrenzkampf, dee sech do mécht.

Viraussetzung fir dat doten ass natierlech, dass och eng Bereitschaft muss sinn, vu staatlecher Säit besonnesch, fir déi Émstellung vun de Betriber ze kopele mat öffentlecher Berodung a Begleedung vun de Betriber an deem doten Émwandlungsprozess, deem se sech mussen enpferwerfen, wa se laangfristeg kompetitiv wëlle bliwen.

Dozou gehéiert selbstverständlech och dee ganze Volet vun der Vereinfachung vun den administrative Prozeduren, déi net muss op Käschte vun der Qualitéit goen. Wann ee kuckt, wat bis elo vun deenen eenzelnen nationale Regierungen erakomm ass, da ginn ech dovunner aus, dass elo, wann ech kann den Informatiounen vun der Europäescher Kommissioun Glawe schenken, 16 vun deene 25 Rapport-nationalen um Ufank vun der Woch zu Bréssel enregistriert waren. De 17. Oktober, dat heescht am eigentlechen Délaï, waren et der néng vu 25. De Lëtzebuerger Rapport kënn also e bësse méi spéit wéi den eigentleche Stéchédatum, mä op jidde Fall net ze spéit.

Et gëtt jo och eng ganz Rëtsch vun Explikatiounen, firwat dass dat esou ass, an dorënner besonnesch och awer déi noutwendeg Consultatioune vun de Sozialpartner, wou et jo wichteg ass, dass se am Virfeld gefouert gi sinn. Duerfir - mengen ech - soll een net pingeleg sinn, wann do bei e puer och e Verzug ze verzechnen ass. Wat eigentlech gëllt ass dat, wat hannen erauskënn.

Als LSAP-Fraktioun gesi mer an dem nationale Plang e Regierungsdokument, wat eng Präzisioun an e Weiderschreide vum Regierungsprogramm vun 2004 duerstellt. Ech mengen, dat ka jo keng Kritik sinn, wann ee feststellt, dass eng Regierung eigentlech dat wëllt émsetzen, weiderféieren a weiderentwéckelen, wat se sech virun engem gudden Joer fir déi Legislaturperiode als Programm ginn huet. Ech géif mer éischer Froe stelle wa se elo eppes ganz aneschters géif wëlle maache wéi dat, wat se 2004 gemeinsam festgehalen huet.

Ech fannen et also nëmme logesch, dass dat Dokument hei an deem Sënn keng Iwwerraschungen hiergëtt - an et kann een och net vun alen Hitt schwätzen -, mä dass d'Regierung nach eng Kéier hire politesche Wëllen ënnersträicht fir hire Programm émsetzen, an do natierlech licht Adapta-

tione mécht, déi sech opgrond vun der Entwécklung vun deene leschte Méint vläicht als noutwendeg erweisen.

Mir gesi virun allem an dem nationale Plang och den Ausdrock vun engem politesche Wëllen zur Reform, zu enger aktiver Politik vum Stat an de Beräicher Wirtschaft a Soziales; net eng Abdankung vum Stat, mä e Stat, dee wëllt eng aktiv Roll spillen, deen hei zu Lëtzebuerg eng voluntaristesche Politik wëllt maache fir méi Wuesstem a Vollbeschäftegung, eng aktiv Politik an de Beräicher Ausbildung a Schoul a besonnesch och an der Fuerschung. De Stat zitt sech also net zréck. De Stat wëllt gestalten, wëllt och émgestalten, net nëmme kuerz- a mëttelfristeg. Dat muss seng Aufgab ginn.

Mir daërfen net ëmmer nëmme vu Wahlterminen zu Wahlterminen kucken. Dat ass an der Vergaangenheit oft genuch gemaach ginn. Mir müssen iwwert déi Échéance vu fënnef Joer erauskucken. D'Regierung wëllt dat hei maachen a si begëtt sech jo elo grad an dese Méint an eng ganz schwierig, sensibel Diskussioun mat de Sozialpartner. Selbstverständlech kënn déi Diskussioun iwwert déi nei Weichenstellung, déi an deem engen oder anere Beräich muss gemaach ginn, och hei zu Lëtzebuerg an d'national Politik mat eran.

Et geet ëm déi laangfristeg Ofsicherung vun eisem Sozial- a Gesellschaftsmodell, dee mer nëmme kënnen errechen:

Wa mer d'Bereitschaft an de Wëllen zum Handeln hunn, an net zu engem Aussetzen an zu engem Schéischwätze vun de Problemer;

wa mer d'Bereitschaft an de Wëllen zu engem echten Dialog an zur Moderatioun hunn, an net zu engem autoritären Diktat vun uewen, a wa mer d'Bereitschaft an de Wëllen hunn, pragmatesch virzuegoen a schrëttweis Léisungen ze sichen an och émsetzen.

Ech erkennen déi Iddien an deem heiten nationale Plang erëm, wéi ech se och an der Regierungserklärung vum Premier virun e puer Wochen an diesem Parlament erëmmerkannt hunn.

Dese Plang steet natierlech och deelweis ënner dem Androck vun engem ugespaantener Finanzsituation, besonnesch beim Stat, wou de budgetären Equiliber zumindest no de Maastricht-Berechnungen zënter enger Rei vu Joren - net eréischt zënter dem Budgetsprojert fir 2006 - net méi ginn ass. Ech wëll och betounen, dass dat an eisen Aen net d'Resultat vun der Politik vun deser Regierung ass.

Et ass zu engem gudden Deel d'Konsequenz vun engem Konjunkturabroch, deen an de Joren 2001/2002, deelweis 2003 ze verzechnen war, a parallel dozou - an do kann een déi viregt Regierung net aus hirer Verantwortung erausbannen - zu de stänneg steigende staatlechen Dépensen a besonnesch och Engagementer, wou mer elo iwwerraschenderweis feststellen - anscheinend -, dass hir Finanzéierung an alle Punkten net laangfristeg garantéiert ass.

Et muss ee ganz kloer soen, dass déi Rechnung, déi déi viregt Regierung hat, fir eng Duuschtstreck mat Unzape vun de Reserve kënnen ze iwwerbrécken - déi okkult an déi offiziell Reserve vun de Fongen a vun de Steieren - net opgaangen ass, well zwar de Wirtschaftswesstem erëm no uewe weist, mä mer awer mierken, dass d'Einnahme sech net am selwechte Rhythmus astellen. Duerfir si mer elo an där relativ schwieriger Situatioun, déi mer kennen an déi jo och an deene leschte Wochen och emol eng Kéier, mengen ech, méi schouungslos duergestallt ginn ass.

Et schéngt sech och erauszestellen, dass entgéint deem, wat och de Premier nach virun zwee Joer behaupt huet, sech elo hannert enger Rei vu konjunkturelle Problemer och strukturelle Problemer léit maachen, och wat d'Gestaltung vum Statsbudget ugeet. An dat, mengen ech, sollt een hei och besonnesch ervirsträchen. Et gëtt also e Grond fir ze handeln. Et gëtt e gudden Grond fir d'Problemer ze nennen, sech mat de Problemer ze beschäftegen an ze versichen déi Problemer ze léisen.

Mä et gëtt awer och - dat soen ech mat darselwechter Däitlechkeet - kee Grond hei a Panik an a Katastrophestimmung ze verfallen, kee Grond och andauernd vun enger Kris ze schwätzen. Ech sinn der bescheidener Meenung, dass mat engem Wuesstem vu ronn 4% pro Joer mat dausende vun Aarbechtsplazen, oder Zouwuess vun der aktiver Bevölkerung vu Joer zu Joer em zegdausend, een net ka vun enger Lëtzebuerger Wirtschaft schwätzen, déi an engem stännege Krisenzoustand wier. Wéi misst een dann déi Wirtschafte kennzeichnen, déi an der Moyenne vun der EU, vun der Eurozon leien? Weill Lëtzebuerg huet praktesch den duebele Wirtschaftswuesstum wéi d'Moyenne vun den Eurozonlänner.

Mir sollten also duerfir och hei pragmatesch virgoen. D'Lëtzebuerger Wirtschaft an d'Lëtzebuerger Sozialwiese brauche keng Päerdskueren esou wéi se am Ausland massiv gemaach gi sinn an nach amgang si geplangt ze ginn, well eis Eckdate ginn dat net hier. Mir sinn der Meenung, dass mer och mat enger ganzer Rëtsch méi klunge Moossnamen an homeopatheschen Dose virukommen an och Zukunftsgestaltung hei zu Lëtzebuerg kënnen maachen.

Mir sinn net der Meenung, dass déi Lëtzebuerger Wirtschaft, eist Sozialwiesen - wat zum Deel no anere Regele funktionéiert, anescht opgebaut ass an och muss op aner Contrainté Rücksicht huele wéi déi Modelle vu méi grousser Länner -, einfach kann auslännesch Modelle kopéieren a se eent zu eent hei zu Lëtzebuerg émsetzen, wann een no Léisunge sicht. Mir mussen scho sécherlech kucke wat sech am Ausland deet, ob ieren déi gutt Experienzen eraus sinn, a kucken, ob se zu Lëtzebuerg och kéinte gräifen opgrond vun eise spezifeschen Donnéeën. Mä mir sinn awer der Meenung, dass sécherlech kee Grond besteet fir elo e Spuerfestival a sämtliche Beräicher duerchzuféieren. Selbstverständlech leeë mer Prioritéit fest, mä et besteet och sécherlech kee Grond fir eng Erhéijung vun der Steuerlaascht an d'Aen ze faassen.

Wichtig ass et an eisen Aen, dass mer eis Bannennofro, déi ëmmer och e Motto vun eiser Wirtschaft war a besonnesch och vun eisem Handel ass, net ofwiergen duerch eng Rei vu Moossnamen, déi d'Leit kéinten discouragéieren ze consomméieren. Dat wier grad dat, wat mer an diesem Moment och hei zu Lëtzebuerg net brächten.

Mir brauchen och eng differenzéiert Approche wat de Problem vun der Aarbechtslosegkeet ugeet. An den Aarbechtsminister huet ëmmer drop higewisen, dass mir en atypeschen Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg hunn, well mer eigentlech eng Inadaptatioun vun der Offer an der Demande hei an eisem Land hunn. Déi Donnée ass haut nach ëmmer richtig.

Duerfir ass et ganz kloer - mä d'Regierung weess dat -, dass mer bei Adaptatiounen, bei Ofännerunge vun eiser Chômagegesetzgebung och müssen oppassen, dass mer deem atypeschen och Rechnung droen an dass een och hei net einfach ka Modeller aus dem Ausland iwwerhuelen an da soen: Dat maache mer och elo hei zu Lëtzebuerg; mä dass een ëmmer kuckt: Wat kann ee vun deem iwwerhuelen? Wat kann am positive Sënn

Wierkung hei zu Lëtzebuerg hunn? Et muss een also zilorientéiert a prezis duerchgefuert Moossnamen an d'Ae faassen, fir dass net déi falsch am Endeffekt getraff gi vun esou Ofännerunge vun eiser Legislatioun an deem dote Beräich.

Selbstverständlech, an dat solle mer systematesch a sämtliche Beräicher maachen: Mir brauchen eenzel Moossnamen am Sozialberäich wéi och an anere Beräicher, an de Courage no enger Rei vu Joren eng kritesch Bewäertung vun deem ze maachen, wat gemaach ginn ass, fir ze kontrolléieren, ob et da gegruff huet, an ob deen Investissement, deen do gemaach ginn ass, déi öffentlech Gelder, déi agesat gi sinn, och Wierkung gewisen hunn, a wéi een et kann derzou bréngen, dass se nach besser gräifen.

Dat gëllt selbstverständlech och fir d'Beschäftigungsmaossnamen, déi de Stat an d'Liewe gewerft huet, wou mer déi kritesch Bewäertung do maache müssen. Och wann ee weess, dass een dann als Stat a Gemenge sech selwer muss kritischesch kucken.

Wann ech d'Beispill vun den CATen huelen, ass et jo ganz kloer, dass do effektiv de Formationsgedanken op ville Plaze verluer gaangen ass an deene leschte Joren - wann e jee do war! Do brauch ee keng aneren d'Schold ze ginn. Et muss ee sech selwer bei der Nues huelen als Stat an als Gemengen, déi op déi Leit do zréckgräifen. Ech fäerte ganz, wann een do eng detailléiert Analys mécht, da stellt ee fest, dass op ville Plazen, besonnesch och vläicht an staatlechen an am parastatleche Secteur, do esou Leit a Beschäftigungsmaossnamen agesat ginn, déi eigentlech op Posté setzen oder eng Aarbecht ausüben, déi bal e permanente Charakter hunn. Och doraus muss mer awer bereet sinn, déi néideg Konklusiounen ze zéien.

Bäi aller Virläif, déi ee ka fir den éischten Aarbechtsmaart hunn, wësse mer awer och, dass et eng ganz Rëtsch vu Leit gëtt, vläicht e Véirel oder en Dréttel vun deenen, déi als Demandeurs d'emploi ageschriwwe sinn, déi net ze vermëttele sinn. Déi si ganz einfach um éischten Aarbechtsmaart, bei allen Efforten, déi ee mécht, net ze vermëttele.

Mir brauchen also och en zweeten Aarbechtsmaart. Loosse mer deen net schlecht a loosse mer deen net kleng rieden. Mir brauchen en zweeten Aarbechtsmaart, fir déi dote Leit ze beschäftegen, fir hirem Liewen an engem gewëssene Mooss och e Sënn ze ginn an der Gesellschaft. Dat muss mer also hunn. Ech kann duerfir net op dee Wee matgoen, wéi d'DP dat ugedeit huet, déi hei wierklech den zweeten Aarbechtsmaart schlecht riet an alles wëllt ausschlieslech op den éischten Aarbechtsmaart setzen. Wann een d'Analys mécht vun der Zesummesetzung vun eisen Demandeurs d'emploi, da weess een, dass mer deen zweeten Aarbechtsmaart do onbedéngt brauchen, an dee muss och eigentlech gestärkt ginn.

Wann een e verännert ekonomescht Émfeld virféint, wann een eng vernetzt, eng globaliséiert Wirtschaft huet, da muss selbstverständlech eng Bereitschaft do sinn zu engem Émdenken. Da muss een dat allerdéngs esou maachen, dass een d'Essenz vun engem Lëtzebuerger Sozialmodell net op d'Kopp gehät. Duerfir ass et fir eis kloer - ech wëll et nach eng Kéier soen -, dass, wat d'Indexéierung vu Loun, Gehälter a Pensiounen un d'Präsentwécklung ugeet, déi muss bäibehale ginn.

Dozou gehéiert och d'Festhalen un engem aneren traditionelle Prinzip, deen och an eiser Aarbechtsgesetzgebung verankert ass, dat ass, dass d'Aarbechtsrecht d'application territoriale ass. Den Droit du travail ass eng Loi d'ordre, an déi

muss eigentlich d'application territoriale bleiwen. Dat spillt sech natierlech och an eiser Haltung erëm par rapport zur sou genannten Bolkestein-Direktiv, zur Direktiv Service vun der Europäescher Kommission, déi an hirer Urversiou inakzeptabel bleift. Si war et virum Referendum, si bleift et och nom Referendum.

Do muss een natierlech elo kucken, wat d'Meenungsstréim am Europaparlament a besonnesch och an deenen eenzelnen Nationalstate sinn, a kucke wéi een do u sech déi noutwendeg Ouverture vun dem Marché vun de Services ebe mat der Verhënnung vun engem Sozialdumping verbanne kann. Do gesi mer eigentlich zwou Méiglechkeeten, fir dat ze maachen: Duerch eng méi kloer restriktiv Délimitatioun vum Champ d'application vun där Direktiv oder/an duerch eng Definitiou vum Service économique d'intérêt général. Dat sinn, mengen ech, déi zwou Pistes, déi een do ka verfollegen, fir eben eist gemeinsamt Zil ze erreechen an engem Sozialdumping do kënnen e Rigel virzeschieben.

Als LSAP-Fraktioun wëlle mer, dass dësen nationale Plang och am Liicht vu méi Chancëgläichheet a souguer méi Chancëgerechtheet ze liesen ass. Dat gëllt fir d'Ausrichtung, fir d'Gewichtung vun de Reformen, déi musse kommen. Dat gëllt fir d'Verdeelung vun de Laaschte wéi och der Integration vum Eenzelnen an d'Gesellschaft an an d'Beruffsliewen.

Duerfir begrëisse mer besonnesch och deen Akzent, deen an dësem Plang dran ass an deen och an der Regierungspolitik kloer affirméiert ginn ass: den Akzent op d'Bekämpfung vum Échec scolaire; den Akzent op nei Weeër an der Aus- a Weiderbildung; den Akzent op d'Noutwendegkeet vun enger zweeter Chance, fir den Zougang zum Aarbechtsmaart vun deem Einzelne kënnen ze verbesseren. Dat sinn an eisen Aen déi richteg Prioritéiten, besonnesch wann de Wee als Endzil d'Schafe vun enger grousser europäescher Wëssensgesellschaft huet.

Gradesou begrëisse mer déi Développement, déi an deem Plang dra sinn, déi d'Recherche an den Développement uginn, déi d'Informatiounstechnologë betreffen, wat och Zukunftscréneauë sinn, mat deene mer zu Lëtzebuerg mussen net nëmme mathalen, mä un där hir Spéitz mer eigentlich probéiere mussen eis an Europa eropzeschaffen.

Wichtig schéngt mer awer och ze sinn, bei allen Objektiv - mir hu jo esou quantifizéierbar Objektiv am Beräich vun der Recherche -, dass mer do net nëmme sichen, fir déi ze erreechen, an dann awer e bëssen de Contenu eigentlich négligéieren an deem Ganzen. Wichtig si jo net nëmme déi Zommen, déi mer investéieren, fir dass mer am Tableau gutt stinn, mä wichtig schéngt mer ze sinn, dass mer ëmmer erëm d'Suerg hunn, fir och ze iwwerleeën an eis d'Fro ze stellen: Investéiere mer an déi richteg Beräicher? Leie mer richteg mat deene Fongen, an déi mer ëmmer méi an deen dote Beräich vu Recherche an Développement erapompele vu staatlecher Säit?

Eng Rei vu Virriedner hunn op d'Noutwendegkeet higewisen, fir grad an deem dote Beräich all Acteuren net nëmme zesammenzuebréngen, mä all Acteuren dozou ze bréngen och zesammenzeschaffen. Dat misst jo eigentlich eng Selbstverständlechkeet sinn. Awer de Fait, dass jiddferen dat hei widerhëlt, weist, dass do Problemer sinn.

Dat ass eigentlich bedauerlech, esou wéi mer och wéineg Verständnis duerfir hunn - mä jiddferen weess, dass déi Phenomeener bestinn -, dass et och nach Reschbestänn u Kompetenzgerangel a Rivalitéiten tëscht deenen eenzelne staatleche Stelle gëtt an deenen dote wichtige Beräicher.

Dat ass eigentlich net gutt an dat ass eppes, wat wierklech kuerzfristig verschwanne muss, soss kann déi ganz Strategie do fir d'Lëtzebuerger Land net opgoen.

Am wirtschaftlechen Deel fällt besonnesch op, dass eng ganz Rétsch vu Recommandatiounen och aus rezenten Etüden a Rapporten deelweis behäerzegt gi sinn. Dat sinn dann zousätzlech Iddien, déi am Laf vun deene leschten zwielef Méint nach an déi Iddien derbäikomm sinn, déi schonn am Regierungsprogramm vun 2004 waren.

Dat beweist och, dass esou Etüden net ëmsoss sinn, mä dass d'Regierung probéiert, dat Beschto aus deene Rapporten an Etüden erauszezéien, fir se an hir konkret Politik vun deenen nächste Joren afléissen ze loosse. Dat ass och sécherlech de richteg Wee.

Voll averstane si mer mat deem, wat hei drasteet a wat och de Wirtschaftsminister besonnesch ëmmer an deene leschte Méint an de Virdergrond gestallt huet: D'Noutwendegkeet fir eng koordinéiert, geziilt Betriegung vun Investisseuren zu Lëtzebuerg ze maachen, ouni déi hei déi Wirtschaft net ka bestoen. Mir sinn ugewisen zu Lëtzebuerg op privat Kapital, wat bereet ass, hei zu Lëtzebuerg ze investéieren a bestehend Betriber an an nei Betriber. Dat ass selbstverständlech nieft där Aktioun, déi vun öffentlecher Hand gemaach gëtt, essenziell fir e Weiderkomme vun eisem Land an deem dote Beräich.

Duerfir all eis Ënnerstützung fir de Versuch, eng administrativ Vereinfachung ze maachen, fir déi kleng Weeër zu de Verwaltungen an tëschent de Verwaltunge méi staark zur Geltung ze bréngen, wéi dat vläicht haut ëmmer gemaach gëtt; a besonnesch awer och déi kleng Weeër zu de politeschen Décideuren, wat en Atout ass fir Lëtzebuerg, a wou keen aner Land esou schnell ka mathalen, dass mer dat och schlussendlech probéieren an Evidenz ze stellen. Dat ass eng Stärkt, dat ass eng Trompkaart, wann et sech ëm den Ausbau vun Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg handelt.

Den Avantage vun dësem Regierungspabeier ass sécherlech och, dass hei de Versuch gemaach gëtt, eng vernetzte Politik an soziale Wirtschaftsberäich haupsächlech opzezeechnen. Dass dat net honnertprozenteg vläicht gëllt, ass an deem heite Fall, erkläert sech och zum Deel duerch déi Aart a Weis, wéi esou Pläng zustane kommen, déi opgebaut sinn op Contributiounen vun deene verschiddene concernéierte Ministère mat engem Ministère, deen dann d'Aufgab huet, dat Ganz ze koordinéieren. Ech als een, deen och emol eng kéier horizontal Kompetenzen hat als Landesplanungsminister, weess, wéi schwéier esou eng Operatioun ass.

Hei ass e Plang, un deem selbstverständlech - dat gesäit een och - verschidden Auteuren mat drugeschafft hunn, mä wou de Versuch gemaach ginn ass, eben déi Contributiounen esou ze gewiichten, dass déi ganz Regierung do hannendru steet, an et esou ze maachen, dass eigentlich déi wesentlech Aspekter an déi néideg Prioritéiten zur Geltung kommen. Ech mengen, dass dat och hei gëllt ass.

Der Regierung hiren éischte Versuch, aus dësem nationale Plang vun hir selwer e Pakt vu Lëtzebuerg ze maachen, ass net duerchgaangen. Mä dat muss awer d'Zil bleiwen! Dat hei därer eigentlich net nëmme en Dokument vun der Regierung bleiwen.

Ech hoffen, dass mer, wa mer spëtstens an dräi Joer déi Diskussion hei erëm féieren - well deen heite Plang huet jo eng Dauer vun dräi Joer, an an dëser Mandatsperiode wäert d'Chamber a wäert d'Regierung sech nach eng kéier

mat engem zweeten nationale Plang iwwert d'Lissabon-Strategie ze beschäftegen hunn -, da bis dee Moment et fäerdig bruecht hunn, aus deem Ganzen net en Aarbechtsdokument vun enger Regierung ze maachen, mä wierklech e Pakt ze maachen, wou all wesentlech gesellschaftlech Kräften, och d'Politik, hannendru stinn, fir dëst Land hei weiderzuebréngen an dësem Land seng Zukunft esou ze preparéieren, dass et och laangfristeg senge Bierger kann en héijen Niveau vu Wuelstand garantéieren.

Dësen éischten Essai vun der Regierung ass an eisen Ae positiv ze bewäerten. Et kënn ee sech iwwerleeën - mä ech hu beim Duerchbliedere vun deem engen oder aneren auslännesche Plang festgestallt, dass déi dat och net gemaach hunn -, ob een, wann een deem Plang méi e contraignanté Charakter wëllt ginn, net kënn bei deem zweeten Entworf sech virstellen, dass een no deenen eenzelne Sparte sech konkret Zilsetzung gëtt, probéiert déi ze quantifizéieren, a schlussendlech dann och dat Ganz mat engem konkreten Zäitplang versäit, fir esou wierklech en Aktionsplang aus deem Ganzen ze maachen.

Sécherlech wär et och wünschenswäert, déi Consultation préalable, déi d'Regierung duerchgefouert huet, déi sech elo haupsächlech op d'Tripartitepartnere beschränkt huet, méi grous opzemaachen an och aner gesellschaftlech Kräften an déi Virconsultatioun do mat eranzuhuelen. Dat schéngt eis essenziell ze sinn, wann ee wëllt e Maximum vu Leit hannert esou engem Plang stoen hunn an deem Plang do dat néidegt politesch Gewicht och wëllt ginn.

D'Chamber war mat implizéiert, d'Chamber huet dat gemaach mat deene Moyenen, déi hir zur Verfügung stinn, och mat deem, géif ech soen, Zäitraum, deen zur Verfügung steet, dee war net immens.

Et wär wünschenswäert, dass, wann en Avant-projet besteet, de Sozialpartner zougestallt gëtt, vläicht d'Chamber och kënn d'selwecht behandelt gi wéi d'Sozialpartner. Dat wär net schlecht, mat allem Respekt fir d'Sozialpartner, fir dass mer eigentlich do kënnen à arme égale un deen Dossier do erugoen an dass mer esou och kënnen e bësse méi Zäit hunn, fir eis mam Fong vun deem Plang do vun der Regierung och besser nach kënnen auserneen ze setzen.

D'Regierung huet eng ganz Partie vun Iddien, déi an deene Contributiounen vun deenen eenzelne Chamberskommissiounen dra waren, iwwerholl. Mir géifen eis wënschen, dass déi eng oder aner Iddi, déi verluer gaangen ass, vläicht nach kënn elo vun der Regierung mat opgegraff ginn.

Här Minister, mir hunnlech en Tableau zoukomme gelooss, wou mer opgelösch hunn, wat fir eng Iddien dat waren. Déi meescht si vun der Regierung zrëckbehale ginn aus deene Contributiounen vun de Chamberskommissiounen, mä et waren der e puer dobäi, déi net zrëckbehale gi sinn.

Ech wëll der e puer hei opzielen, déi fir eis eng gewësse Wichtigkeet hunn, an déi mengen ech awer och eigentlich an der Linn vun deem leien, wat d'Absichte vun der Regierung sinn, wou et awer net schlecht wär, fir déi vläicht mat kënnen ze iwwerhuelen.

Et ass d'Fro vun den Industriebroochen, dat heescht prioritär d'Ëmnotzung vun den Industriebroochen, fir d'wirtschaftlech Entwicklung ze beschleunegen. Et ass de Lien, dee vun der wirtschaftlecher Entwicklung och muss gemaach gi mat der Landesplanung, mat dem Leitprogramm vun der Landesplanung.

Eppes schéngt eis och ganz wichtig ze sinn, nämlech de Punkt, dass mer eis Régimes d'aide iwwerdenken. Dat wëllt ee vläicht Bréssel net onbedéngt schreiwen, mä et wier ubruecht, dass een awer déi staatlech Subventiounen, déi d'Regierung asetzt, sief et fir Betriber, sief et fir d'Aktivitéitszonen, sief et och fir d'Recherche, sollt nach eng kéier iwwerpräiwen, eng kéier kritesch kucken, a vläicht sech d'Fro stellen, ob déi Kritären nach ëmmer déi richteg sinn.

Ech huelen ee Beispill: Ass et richtig, dass eigentlich just Industriezone bezuschusst gi vun der Regierung? Ass et haut net och richtig, dass aner Aktivitéitszonen eigentlich och misste vun der Regierung Mathëllefe kréien, wa se Méiglechkeeten opmaachen, et zum Beispill méiglech maachen, am Beräich vu ganz zukunfts-fördernde Secteuren nei Betriber op Lëtzebuerg ze kréien? Dat sinn alles Froen, déi een, mengen ech, sollt an aller Rou eng kéier diskutéieren, a wou ee bereet muss sinn, déi Régime-d'aiden, déi zum Deel - wat d'Aktivitéitszone betrëfft - schonn op d'Krisejore vun de 70er Joren zrëckginn, nach eng kéier kritesch ze kucken an do vläicht dat eent oder anert änneren.

Eis schéngt och wichtig ze sinn, dass ee vläicht géif mentionnéieren, dass d'Législatioun iwwert d'Faillitë soll ëmgeännert ginn, an och dass ee soll méi schnell Procédure virgesi fir d'Homologatioun vun auslänneschen Diplomer, wou och vill Zäit vergeet, fir dass eenzel Spëtzeleit eigentlich kënnen hei zu Lëtzebuerg op deene Plaze schaffen. Dat graff gesot zu deem dote Punkt.

Mir ass opgefall, dass d'Demokratesch Partei, déi jo eng harsch Pressekonferenz gëschter hat, hei e bësse méi mollo mollo un déi Saach erugaangen ass. Si huet gëschter der Regierung virgeworf, si géif mat de Rezepten vun 20. Jorhonnert un d'Problemer vun 21. Jorhonnert erugoen. Ech fäerten, wann een d'Demokratesch Partei géif eleng gewärde loosse, dann hätte mer op eemol Zoustänn wéi am 19. Jorhonnert, an den Zäite vun Urkapitalismus, well wann een einfach schwätzt, dass...

(Interruption)

Jo, ech kënn och nach aner Zitater hei uféieren.

(Interruption)

Menger Usicht no, wann een d'Kritik mécht, deen heite Plang wär net prezis, et schwätzt ee vum Orakel vun Delphi. Ech mengen, grad vir-drun hate mer d'Orakel vun Déifferdeng...

(Hilarité)

...wat hei geschwat huet, well éierlech gesot: Ech sinn net méi schlau elo wéi ech virdu war, an ausser al Hiit aus dem DP-Wahlprogramm hunn ech eigentlech och hei net vill héieren. A wat d'Leit vum DP-Wahlprogramm halen, dat ass jo och zënter dem leschte Joer bekannt.

(Interruptions diverses et coup de cloche de la Présidence)

Här President, ech géif mer erlaben zum Schluss nach eng Motion eranzuebréngen. Ech hat gehofft, et wär méiglech eng Motioun vun alle Fraktiounen hei ze maachen. Dat war de Wunsch, dee mer eigentlich an der zoustänneger Ekonomieskommissioun haten, Et ass mer elo awer kuerz virun hallwer dräi matgedeelt ginn, dass dat net wäert de Fall sinn. Duerfir géif ech mer hei erlaben, eng Motioun anzerechen, déi d'Ënnerschrëften dréit vun den Deputéierten aus de Majoritéitsfraktiounen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *rappelant que la stratégie dite de Lisbonne constitue la pierre angulaire dans un processus lancé en l'an 2000 et qui doit faire de l'Union européenne «l'économie de la*

connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde» d'ici l'an 2010;

- *rappelant que suite à la révision de mi-parcours de la stratégie au cours de l'année 2005, sous présidence luxembourgeoise, chaque État membre de l'Union européenne est tenu d'élaborer un programme national de réforme pour une période de trois ans;*

- *considérant que l'appropriation des objectifs de la stratégie de Lisbonne par tous les acteurs concernés, notamment à travers leur participation à l'élaboration du plan national de réforme, joue un rôle primordial dans la mise en œuvre de la stratégie au niveau national;*

- *considérant qu'une large consultation de tous les partenaires sociaux a eu lieu avant la finalisation du texte;*

- *considérant l'importance des mesures proposées pour assurer la compétitivité de l'économie luxembourgeoise, pour soutenir la création d'emplois de qualité et partant, pour lutter efficacement contre le chômage;*

- *considérant que la Commission européenne procédera à l'évaluation des programmes nationaux de réforme en janvier 2006;*

- *se félicitant d'avoir saisi l'occasion, par le biais de sa contribution écrite ainsi qu'à travers un débat d'orientation, de débattre du contenu du plan avant sa transmission à la Commission européenne;*

invite le Gouvernement

- *à tenir la Chambre des Députés au courant à intervalles réguliers des progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan national et de l'évaluation effectuée par la Commission européenne et se réserve le droit d'organiser, en temps utile, un débat sur la mise en application du plan.*

(s.) *Alex Bodry, John Castegnaro, Ben Fayot, Marcel Sauber, Michel Wolter.*

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Bodry. Den nächste Riedner ass den Här Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a sech kann ech ganz vill vun deem ënnerschreiwen, wat mä Virriedner elo hei gesot huet, sief et vun der nohalteger Entwécklung, sief et vun der Form, wéi dat Dokument hei entstanen ass, sief et och deals wat d'Inhalter ubelaangt.

De Schluss, bon, där Polemik wëll ech mech net uschlëssen. Awer ganz vill, wat hien iwwert d'Form an den Inhalt gesot huet, wëllt ech awer hei och nach e bëssen eng kéier vu menger Säit widerhuelen.

Vläicht am Ufank, et ass zwar scho gesot ginn, ech wëllt awer trotzdem nach eng kéier de genaue Wortlaut widerhuelen, deen 2000 do niddergeluecht ginn ass, deen heescht nämlech: «...l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale dans le respect de l'environnement.»

Ech mengen, dee Saz sollt mer eis an deem ganzen Text ëmmer erëm virun Aen halen, well mer soss séier erëm an al Konzepter, effektiv Konzepter vun 20. Jorhonnert wäerte verfallen. Also, mir sollten eng Region ginn, déi de Motor vun der Weltgemeinschaft duerstelle soll, basierend op enger dynamescher Wëssensgesellschaft, am Aklang mat enger nohalteger Entwécklung. Eng nohalteger Entwécklung also, déi op dräi gläichberechtigt Saile berout: déi ekon-

mesch, déi sozial an déi ökologesch.

Déi dräi Saile ginn zwar och ëmmer nees zitëiert, an et gëtt och ëmmer nees helleg versprochen a versichert, wéi wichteg e gläichberechtegt Behandelde wier. Kuckt een awer déi konkret Proposen, déi schlussendlech um Dësch leien, kann een net méi onbedéngt vun enger gläichberechtigter Betrachung ausgoen.

Déi ekonomesch Entwécklung vun de leschte Jore war an ass och alles anescht wéi zefridde stellend. Wa mer awer déi sozial Entwécklung ukucken, da stellt een awer och fest, dass déi sozial Sail awer och ufänkt onstabil ze ginn. Déi rezente Entwécklung a Frankräich an och an aneren europäesche Länner weist, dass mer oppasse mussen, a wéi eng Richtung mir de Sozialstat entwéckelen a reforméiere wëllen. Hei si mer amgaangen, eis en zolitte Schnapp ze huelen.

Une voix. - Très bien!

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG). - Wa mer elo awer och nach déi drëtt Sail oder den drëtte Piliere ukucken an analyséieren, a wéi engem Zoustand deem seng Stabilitéit ass, esou stellen ech hei awer schonn eng schwéier, oder besser gesot eng extrem Onstabilitéit fest. Ech mengen, ech brauch net op d'Stiern an d'Katastrophe vun diesem Summer hinzuweisen. De Klimawandel ass scho Realitéit. D'Fro, déi sech stellt, ass just nach mat wéi enger Heftigkeit mir dee Wandel wäerten erliewen. Dofir ass fir mech d'Bewälteung vun Klimawandel an e méi schoungen Ëmgang mat den natierleche Ressourcen déi Erausforderung vum 21. Jorhonnert.

Dir Dammen an Dir Hären, firwat ass mer déi Feststellung op deenen dräi Saile vun der Nohaltegkeet esou wichteg? Ech sinn nämlech där fester Iwwerzeugung, dass, wa mer den Akzent vun der europäescher Entwécklung just no kuerzfristigen ekonomesche Kritären ausrichten an net verstinn, dass déi sozial an ökologesche Komponenten en integrale Bestandteil vun enger moderner Wirtschaftspolitik an duerfir gläich staark ze berücksichtegen sinn, gëtt déi nächst Kris emsou méi heftig. Dëst ass net nëmmen eng Erkenntnis, déi mir hei an Europa maachen, mä déi gëtt och an aneren, aussereuropäesche Länner gemaach.

Och an engem risege Land wéi China sinn et déi Iwwerleeungen, déi ëmmer méi an d'Diskussioun erageluecht ginn. Esou weist déi momentan chinesisches Wirtschaft e Wuesstem op, dee sengesgläichen op der Welt sicht. Dee baséiert op enger rasanter Zounahm vum Verbrauch an Energie an un natierleche Ressourcen. Wann de Wirtschaftswuesstem an de leschte Jore bei 8 bis 9% louch, esou louch dee vum Energiezouwuess bei iwwer 20%. Dës Entwécklung féiert noutgedronge fréier oder spéider an eng Sakgaass.

Dëst ass keng Ausso vu mir, mä d'Ausso vum Vize-Ëmweltminister aus China, nozeliesen an enger grousser däitscher Wochenzeitschréift. An deemselwechten Artikel ass och nach nozeliesen, dass, wa China sech net enger nohalteger Entwécklung verschreift, säi momentane Wirtschaftswuesstem deemnächst vun den Ausgabe fir d'Ëmweltschied ze begläichen erëm opgefriss gëtt.

Zréck awer zum Plan national pour l'innovation et le plein emploi. Wann ech mer elo de Lëtzebuerger Beitrag zur Lissabon-Strategie ukucken an de Bréill vun der Nohaltegkeet opsetzen, ginn ech d'Impressioun net lass, dass dat Gläichgewicht vun deene virgenannte Sailen an dëser Strategie net esou richtig entwéckelt ass.

«La négligence ou la prise en compte tardive de défis environnementaux tels que le changement

climatique ou la pollution atmosphérique risquent de nuire à la qualité de la vie et d'entraîner des dommages environnementaux irréversibles ainsi que des coûts nettement supérieurs à ceux de l'action préventive, ce qui entraverait la croissance économique et affecterait négativement les finances publiques.» Dësen Abschnitt gehéiert duerfir an d'Introductioun. Dee steet nämlech an dësem Plang, mä just bei der Ligne directrice vum Environnement. Wa mer dat als Leitbild vun dësem Strategiepaper géife vir drustellen, hätte mer schonn eppes erreecht.

Une voix. - Très bien.

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG). - Ier ech mech mam Inhalt vun dësem Paper wëll ausenaner setzen, mengen ech, dass et awer nach eng kéier wichteg wär, d'Aart a Weis wéi dat Dokument hei entstanen ass ze kommentéieren. An ech zitieren och do nach eng kéier: «Il est retenu que la réussite du processus de révision de la stratégie de Lisbonne, récemment entamé, présuppose une plus large participation des parlements nationaux et le concours structuré et organisé de la société civile. Telle est la condition indispensable pour que l'indifférence et la méfiance qui, jusqu'à présent, ont caractérisé les opinions publiques face à ce thème puissent à moyen terme faire face à la compréhension et à l'adhésion. Les organes représentatifs du dialogue social devront également être associés à ce processus.»

Souwäit en Auszuch aus dem Synthesepaper vum Här Bodry vun der éischer gemeinsamer Kommissiounssetzung mat Verrieder aus der Regierung, de 14. Februar hei an der Chamber.

Ech stellen awer haut hei fest, dass dëst wéi esou oft nëmmen e Wonschdenke war. Dee groussartegen Dialog huet menges Wëssens jiddefalls net esou stattfonnt. Et sief vläicht just an engem Gremium: dee vun der Tripartite. D'Société civile hunn ech an dësem Prozess vergebens gesicht. Ech weisst jiddefalls net wéini a wou esou eng Plattform geschafe gouf fir mat der Société civile dës Strategie ze diskutéieren...

M. le Président. - Här Kox, den Här Lux huet de Finger gewisen. Solle mer him d'Wuert ginn?

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG). - Jo.

M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement. - Däerf ech vläicht soen, dass fir d'Contributioun, déi de Ministère de l'Environnement draginn huet, eng Concertatioun stattfonnt huet mat allen ONGen am Beräich vum Ëmweltschutz zu der Strategie vu Lissabon. Et ass also falsch ze behaupten, dass Der vergebens no iergendengem Dialog mat der Société civile sicht.

Plusieurs voix. - Très bien! Voilà!

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG). - Très bien, mä dat ass an engem Beräich, a wann Der sot mat...

(Interruption)

...all den Associatiounen, wëll ech just widderhuelen, dass ech dat och Ärem Mataarbechter gesot hunn, dass eng Rei vun Organisatiounen net an deem Colloque ageleude waren, an dass dee Colloque net ëmmer gläichberechtigt besat wär.

(Interruption)

Ech ginn lech Recht, dass do duerchaus eng Consultatioun leeft.

Une voix. - Très bien!

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG). - Och den Dialog, deen tëschent der Chamber an der Regierung gelaf ass, kann ech éischer als en Dialog vun engem Laanschtenee wéi engem Matenee charakteriséieren.

Den Här Bodry huet jo virdrun drop higewisen, dass och deels ënner de Ministerien déiselwecht Problematik war, an dass och do déi horizontal Verbindungen net ëmmer an dëser Dokumentatioun zréckzefanne sinn.

Ofgesi vun dëser éischer Réunioun hei de 16. Februar ass keng weider gréisser Réunioun aberuff ginn. An ech hunn déi éischt Réunioun hei an der Chamber emol guer net esou schlecht fonnt fir kënne an d'Thema eranzestëmen. Och déi eenzel Chamberskommissiounen hu sech méi oder manner relativ séier mat der Ligne directrice ausenaner gesat. Eng déif gräifend Analys oder Diskussioun gouf awer, mengen ech, kaum gefouert.

Et sinn awer och e puer Chamberskommissiounen - an dat wëll ech awer hei ënnersträichen -, déi hir Aarbecht net esou schlecht gemaach hunn. Och d'Memberen aus der Ekonomieskommissioun - déi souzesoer d'Roll vum Mister Lissabon vun der Chamber representéiert, esou wéi se de Wirtschaftsminister dëst Joer bekanntlech fir d'Regierung iwwerholl huet -, huet just déi eenzel Dokumenter gesammelt an der Regierung weidergeleed. Iwwert déi eenzel Beiträg vun den eenzelne Kommissiounen hu mer eis net ënnerhalen. Esou ass et och kaum verwonnerlech, dass et net zu engem gemeinsame Paper oder enger gemeinsamer Stellungnahm hei ka kommen.

(Interruption)

Dat eenzegt Gremium, dat sech méi oder manner gemeinsam mat dem Strategiepaper vun der Regierung ausenaner gesat huet, war d'Gremium vun der Tripartite. Wéi esou oft war et an der Tripartite wou déi meeschten Diskussiounen gefouert goufen. Ech wëll hei net de wichtige Rôle vun der Tripartite a Fro stellen. Respekt nach eng kéier nodréiglech fir déi gutt a wichteg Aarbecht, besonnesch a Krisensituatiounen, déi dat Gremium säit iwwer 25 Joer geleescht huet! Ech mengen awer, dass d'Fro duerchaus berechtigt ass, an duerfir erlaben ech mer se haut och hei ze stellen: No wéi engem Schema an no wéi enge Kritären gëtt den Zäitpunkt definéiert? Wéini a firwat gëtt grad nëmmen d'Tripartite an e Prozess agebannen? A wéini firwat net?

Et sinn nämlech eng ganz Rei vu Leit aus der Société civile, déi sech déiselwecht Fro do stellen. Ëmsou méi et bei dësem wichtige Prozess net nëmmen em eng kuerzfristeg ekonomesch a sozialpolitesch Ausriichtung geet, mä em eng Strategie fir d'Zukunft oder besser gesot em eng Strategie fir eist Land endlech op d'21. Jorhonnert virzebeeden.

Firwat muss et grad d'Tripartite sinn, déi ausschlaggebend muss sinn, mat wéi engen Inhalter en Dokument op Brëssel geschéckt gëtt oder net? Ech stelle mer jiddefalls do eng Rei vu Froen. Ech komme mer dann nämlech e bëssen iwwerflësseg vir, wann ech an enger parlamentarescher Kommissioun setzen, déi kuerz no esou enger Tripartitesronn stattfënt, wou dann e Regierungsdokument diskutéiert gëtt, dat souwéisoou schonn net méi den Originaltext vun der Regierung, mä eng verwässert Tripartitesversion duerstellt. Gläichzäitig däerf awer kaum nach an deem Text gefréckelt ginn, well soss de mühsam ausgehandelte Kompromiss direkt erëm op d'Kopp gestallt gëtt.

Une voix. - Très bien!

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG). - Erschwéierend kënnt dann dës kéier och nach derbäi, dass d'Finaliséierung vun Lissabonner Strategiepaper grad zu deem Zäit-

punkt stattfënt, wou de Statsminister seng politesch Prioritéit vun der Regierung vun den nächste Méint duerleet. Et versteet sech vum selwen, dass eng Vermesung do net ausbleift an déi néideg Diskussiounen iwwert déi längerfristeg Perspektiven net gefouert ginn. Hei sinn et ëmmer déiselwecht Leit, déi ëmmer nees iwwert déiselwecht Problematik diskutéieren.

Sou wéi schonn aganks gesot, hätte mir eis vun der grénger Fraktioun méi eng breet an déif gräifend Diskussioun gewénst. Duerfir hätte mer et och gäre gesinn, dass emol aner Leit sech an de Prozess hätte kënne aklicken, esou wéi dat och praktesch ausgegemaach war an och duerfir am Synthesepaper vum Här Bodry vun der éischer Réunioun esou festgehalten ass.

Besonnesch bei engem Projet wéi deem heiten, wou et em déi zukünftig Ausriichtung vun der Lëtzebuerger Politik geet, souzesoer Lëtzebuerg fit ze maachen am Kontext vun engem europäesche Bannemaart an enger ëmmer méi globaliséierter Wirtschaft.

«La définition des grandes lignes et mesures concrètes présentées dans ce programme national s'est donc faite dans le cadre d'une concertation large entre pouvoirs exécutif et législatif, ainsi qu'entre pouvoirs publics et partenaires sociaux», sou wäit d'Zitat aus dem Dokument. Wann dat do soll stëmmen, da war ech jiddefalls déi lescht zéng Méint an engem anere Film.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wat den Inhalt vun dësem Paper ugeet si mer alles anescht wéi zefridden. Vill vun deene Moosnamen, déi sech an dësem Paper erëmfinden, fënt een duerfir och schonn an aneren Dokumenter, just vläicht mat engem aneren Titel. Derbäi kënnt nach, dass déi Moosnamen och nach deelweis esou vag gehale sinn, dass eng praktesch Ëmsetzung duerfir kaum méiglech ass, well déi néideg Instrumenter net definéiert sinn.

Mir vun der grénger Fraktioun hätten eis méi eng kloer Sprooch gewénst. Statt enger Usammlung vu méigleche Moosnamen wär et vläicht méi sënnevoll gewiescht, wann ee sech jeeweils nëmmen op e puer Ziler beschränkt hätt. Gläichzäitig hätt ee sech awer och misse Gedanke maachen iwwert déi praktesch Ëmsetzung andeems een déi néideg Instrumenter definéiert hätt, fir dem Utspruch vun engem Plan national pour l'innovation et le plein emploi gerecht ze ginn.

Mir ginn d'Gefill net lass, dass der Chamber hir Proposen net esou richtig an dësem Paper erëmzefanne sinn. Duerfir ënnerstëtzen ech dat, wat den Här Bodry virdu gesot huet, dass d'Regierung sech nach eng kéier sollt d'Méi maachen, dat ze iwwerkucken. Mä wat bekanntlech jo net ass, ka jo nach ëmmer eemol kommen.

„Plan national pour l'innovation et le plein emploi“, esou emol de vill versprechenden Titel vun dësem Dokument. Bei esou engem Titel misst et jo just nach wibbele vun innovativen Moosnamen. Et misst e regelrechten innovativen Fuendem duerch dëst Dokument ze fanne sinn. Mä neen, wäit gefeelt! Wou bleibt do d'Opbrochstëmmung? Wou bleiwen d'Antworten op d'Froen aus dem 21. Jorhonnert? Wéi scho gesot, ech kann dat och hei ënnerstëtzen, d'Antworten, déi hei deels dra sinn, sinn effektiv zum gréissten Deel Antworten aus dem 20. Jorhonnert. Esou wäit vläicht déi algemeng Bemierkungen.

Fir déi méi konkret wëllt ech vläicht ufänke mat deem Deel, dee grad eisem Wirtschaftsminister esou vill um Häerz läit, nämlech seng onermiddlech Sich no neien Industrien. Dobäi ass et jo net ze iwwerhéie-

ren, wéi schwéier d'Usidele vun neie klassesche Produktionsfirmen op Lëtzebuerg méttlerweil ginn ass. Mä ech mengen, dass déi Erkenntnis jo awer net nei ass. D'Zäit vun de klassesche Produktionsfirmen an der Schwerindustrie an engem Hochlohnland wéi Lëtzebuerg ass einfach eriwuer. Dat wëllt awer net onbedéngt heeschen, dass mer an der Zukunft keng esou eng Industrie méi wäerte fannen, mä d'Sich muss méi cibléiert virgeholl ginn. Duerfir wonnert et mech, dass mer nach ëmmer keng genau Analys iwwer eis wirtschaftlech Schwächen a Stärken duerchgefouert hunn.

D'Zil, mengen ech, ass awer kloer, dass d'Zukunft hei zu Lëtzebuerg éischer am Déngschleeschtungssektor ze sichen ass wéi an der Industrie. D'Verhältnis ass haut schonn 80:20. Wann nach Industrie, da just nach héich spezialisierter, wou d'Plus-value éischer op dem Know-how wéi op der Produktioun läit.

Ech weess och net, ob mir dat Land ginn, dat sech e wirtschaftlech Standbee mat de Biotechnologien opbaue wäert. Hei stellt sech natierlech d'Fro: Wéi eng Biotechnologie? Biotechnologie ass net gläich Biotechnologie, an do géif ech gären dat, wat den Här Meisch virdrun hei ugefuert huet, och ënnerstëtzen, fir endlech d'Diskussioun lasszëbriechen, wat mer dann do genee wëllten a verstinn ënner Biotechnologie.

Och wat d'Kapitel vun der Recherche ugeet, stinn eng ganz Rei vu Pisten an dësem Bericht. Konkretes, a wéi eng Richtung ee schlussendlech soll goen, steet net dran. Pisten, wéi d'Communication, d'Technologie de l'environnement, d'Logistik, d'Biotechnologie, den Droit, d'Ekonomie an esou weider; dat alles, alles an näscht oder e Bréif un de Kleeschen.

Ganz konkret hätt ee sech zum Beispill e Beräich aus der Technologie de l'environnement eraushuelen an ausformuléiere kënne. Mir hu jo bekanntlech e Kyoto-Problem an dee gouf jo och ausféierlech gëscher Mëtterg nach vum Ëmweltminister duergeluecht an ass och haut ausféierlech an der Press nozeliesen. Firwat huele mer net e Beräich aus deem eraus a formuléieren e bis zum Schluss duerch? Eent vun de groussen CO₂-Reduktionspotenzialer ass bekanntlech d'Notzung vun de Sonnekollektoren. An deem Beräich ass awer och nach vill Fuerschungspotenzial. Firwat net eng Plattform an dësem Beräich grënnen?

Eng Formulatioun am Bericht hätt kënne esou ausgesinn: Identifikatioun vun engem Problem, Problem ass den CO₂, do gëtt et bekanntlech en Nohuelbedarf vu Lëtzebuerg. Zweetens, de Beräich Fuerschung. Hu mer Méiglecheeten, an deem Beräich Fuerschung hei a Lëtzebuerg ze maachen? Et gi genuch Leit, déi sech mat deem Beräich scho beschäftegen, sief dat an der Schoul - wou ech virdu war -, sief dat um IST - wou den Här Oberweis war - oder sief dat verschidde Fuerschungszellen am Süden.

Am Beräich Industrie hätt ee kënne cibléiert no Firmae sichen an där hir Kollektierproduktioun hei zu Lëtzebuerg opbauen. Ech weess, dass viru Joren esou Démarchen an och Ufrozen do waren.

Am Beräich Handwerk hätte mer kënne Informatioun a Formation continue ubidden, Ureizer, fir Firmen ze grënnen, schafen, Potenzial ausmaachen a Formatioun mat den Architekten duerchféieren.

Am Beräich initial Formation an der Schoul, nei Formatiounen opbauen. An Eisträich gëtt et zum Beispill scho laang de Solarteure.

Am Beräich Grand public Ureizer schafen, Informatiounscampagnen ausschaffen an Energieberoder an de Gemengen implantéieren.

Esou oder ähnlech hätt ee kënne vill konkret Fallbeispiller, déi och nach dem wichtigste Zil vun der nohalteger Entwécklung gerecht ginn, an dese Bericht eraflësse loosse.

E weider gradesou wichtegt Beispill wär zum Beispill dat vun der Formatioun vun de Sproochen. Mir wëssen allegueren, dass Lëtzebuerg do mat senger respektiven Immigratiounsschüler immens Problemer huet. Och do hätte mer kënne, ausgehend vun enger Problembeschreibung, wéi zum Beispill der Orientatioun vun eise Kaner, der Formatioun vun de Formateuren, Methode wéi ee Sproochen nei kann erléieren an esou weider formulieren, eng cibléiert Fuerschung zesummestellen, Synergie siche téschent der Uni Lëtzebuerg a kleng Fuerschungszellen, fir den Apprentissage tout au long de la vie dobaussen an de Schoulen ze verbessere respektiv schlussendlech bei de Schoule selwer unzepak, der Formation des formateurs, ee vun deene wichtigste Kritikären an der nächster Zäit.

Mat dësem Fallbeispill hätt een domat och kënne e Lien schaffen téschent de Lignes directrices 22, 23 a 24, wou et ëm d'Problemer vun der Formatioun an der Schoul an der Formation continue dobausse beim Handwerk geet, an de Lignes directrices 7 an 8, déi jo u sech mat der Fuerschung ze dinn hunn a wou do steet „établir un espace européen de la connaissance“.

Wann ech scho bei de Lignes directrices 22, 23, 24 sinn, wëll ech awer och nach e puer Wieder dozou soen. Villes wat do steet, besonnesch wat d'Formation professionnelle ugeet, kann ech deelen, woubäi et mer hei erëm konkret net wäit genuch an den eenzelne Formatioune geet. Ech hu selwer 14 Joer an enger Formation professionnelle an engem Lycée technique geschafft. Wann ech elo do liesen, ech zitieren: „Au niveau des contenus de formation le Gouvernement entend passer d'un enseignement fondé principalement sur le savoir vers un enseignement qui se fonde sur les compétences“, da fannen ech deesewechte Saz nach eng Kéier zréck, dee mer 1990 schon eng Kéier formuliert hunn. Ech hunn och do ganz aktiv deemools an deem Projet Prof matgeschafft, wou dese Saz praktesch als Leitmotiv figuréiert huet.

Wat ass awer säitdeem passéiert? Dës Reform, déi mer deemools ugefaangen hunn, ass successiv démontéiert ginn, esou dass mer haut erëm do sti wéi 1990. Dobäi hunn ech perséinlech vill gutt Erfahrung mat dësem Prinzip gemaach. Nach haut schaffen eng Rei vu meng Kolleegen, deels a parascolairen Aktivitéiten, no dësem Prinzip. Ech hunn ëmmer un dee Prinzip gegleef, a gleewen nach haut un en. Leider hu mer awer ëmmer misse kämpfen, fir dese Prinzip och innerhalb vum normalen Unterrecht kënne ënnerzékieren. D'Konsequenz war, dass mir eis ëmmer méi a fräiwëllegen, parascolairen Aktivitéiten zréckgezunn hunn.

Ech hoffen duerfir, dass déi nei Unterrechtsministesch dese Prinzip mat der néideger Kontinuität weiderdevelopéiert. Wa mer eiser Jugend erëm méi Loscht mat op de Wee gi selwer kënne eppes ze realisieren an hir Kompetenzen no hire Stärkten ausbauen, da brauche mer se net spéider duerch gekünstelt Moosnamen opzefänken.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).** - Mir mussen oppasse bei eisem Dialog, wéi mer mat de Verléierer vun eisem System ëmginn. Och d'äerfen d'Reforme vum Sozialstat net bei deene Schwächsten ugoen. Wa schonn de Sozialhiewel soll ugesat ginn, da solle mer wann ech gelift zweemol, dräimol kucke genau domat betraff ass.

Et ass net eis Jugend, déi esou schlecht ass a gären aus der Schoul geet, fir duerno Arbeitslosigkeit ze kréien. Kee wëllt säi Liewe laang ofhängeg vum Stat sinn. Wa mir et awer fäerdeg bréngen, eis Schoul esou ze reforméieren an eist Ugebot un d'Schwächten an d'Stärkte vun de Schüler kënne upassen, mengen ech, dass mer hei och nëmme Gewënn erëmfannen. Ech hu jiddefalls ganz vill flott Erfahrung beim Projektunrecht gemaach an hunn haut nach ganz vill gudd Kontakt mat meng Exprojettschüler.

Fir dëst awer an d'Praxis ëmzesetzen, brauche mer de Support vun der ganzer Gesellschaft. Wann ech Gesellschaft soen, verlaangen ech awer och vun der Gesellschaft, dass mer déi Schüler respektiv déi Schoulypen net weider d'äerfe stigmatiséieren. Mir mussen eng nei Campagne starten, fir d'Lycée-techniquen nei ze revaloriséieren. Wann eis dat geléngt, kënne mer vill vun deenen 20%, déi hir Schoul ofbriechen, zréckgewannen.

E Kapitel, wat relativ vill Säte vun dësem Dokument anhëlt, ass d'Kapitel vun der Émwelt. Wann een no de Säte jugéiere misst, géif déi ekologesch Sail vun der Nohaltegkeet relativ stabil stoen. Bei der méi detaillierter Analys fällt awer op, dass hei och erëm vill studéiert gëtt a kaum konkret Moosnamen opgezielt ginn. Dir verstitt, dass ech hei vill kéint bäifügen; ech wëll awer nach just eng Pist oder e puer Pisten hei opzielen.

Eent vun de wichtigste Instrumenter, déi een an der Émweltpolitik kennt, nämlech dat vun enger ekologescher Steuerreform, gëtt erëm nëmme weider studéiert. An dobäi si schonn eng etlech Étuden heiriwwer gemaach ginn. D'Émweltkommissioun huet och ausdrécklech an hirer Stellungnahm drop higewisen, fir dës Steuer ëmzesetzen.

Ech zitieren: «La commission recommande au Gouvernement de mettre en œuvre une réforme écologique des impôts.» D'Förderung vun den alternativen Energie soll och an Zukunft weidergoen. Wann ech mer awer souwuel den Inhalt wéi d'Émsetzung vun den neie Reglementer ukucken, hunn ech awer meng Zweifel. Firwat schreibe mer net hei an d'Dokument, wéi en Zil mer genau an den erneierbaren Energie bis 2010 wëllen erreechen? Vill vun den Émweltpunkte sinn deemno aussert wag gehalen an ouni konkret Ziler an Instrumenter ze definéieren.

Esou ähnlech wéi bei der Fuerschung hätt een och hei kéinten e Fallbeispill beschreiben. Esou zum Beispill mat der Autosteier. Mir wëssen allegueren, dass déi net nohalteger Ziler entsprécht. Si ass weder ekologesch nach sozial nach ekonomesch. Do brauch een net ze schreiwen, d'Adaptatioun géif studéiert ginn. No der Pressekonferenz vum Här Lux vu gëschter soll, neen, muss do stoen, dass déi Steuer muss kommen.

Vläicht nach e puer Wuert zur Kanerbetreiung, déi jo och hei an enger Ligne directrice beschriww gëtt. Mir wëssen allegueren, dass mer an deem Beräich nach ganz vill Effortë musse maachen. Dëst ass eng Äntwert op brennend Froen aus dem 21. Jorhonnert, bei där emol eng Kéier eng Ziel an der Dokumentatioun genannt ass, mä déi Ziel stellt eis jiddefalls bei wäitem net zéfridden.

Et gëtt nämlech eng ganz kloer Korrelatioun téschent de Kanerbetreiungsstrukturen an der Fraebeschäftigung. Hei muss Lëtzebuerg nach e ganz groussen Effort ënnerhuelen, well d'Zuele fir sech schwätzen. Esou ass d'Fraebeschäftigungsquot vun 52% am Joer 2003 op 50,6% am Joer 2004 gefall. D'Zil an der Lissabon-Strategie si 60%. An enger Wëssenschaft wéi Lëtzebuerg kënne mer eis et net leeschten, fräiwëlleg op gutt ausgebildeten Aarbechtskräfte ze verzichten.

E weider ganz heikelt Thema ass dat vun den Déngschtleeschtingsrichtlinnen. An dësem Dossier si schonn eng ganz Rei vu Pirouett gedréint ginn: «En ce qui concerne la libéralisation du marché des services, les Députés présents préconisent le retrait pur et simple de la proposition de directive dite Bolkestein.» Esou wäit vläicht just nach en Zitat aus dem Synthesepabeier vum Här Bodry vum 16. Februar. Esou steet et jiddefalls net am Strategiepabeier vun der Regierung. Vläicht kann de Wirtschaftsminister dozou jo nach Stellung huelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vu menger Ausféierung a wëll mech dem Schlussaz vun der Introduktioun aus dem Strategiepabeier erschléissen, dee seet: «Les défis auxquels la société, l'économie, l'environnement font face sont surmontables et offrent même de nouvelles opportunités de croissance et de création d'emplois.» Dëst géllt awer nëmme dann, wa mer och deen néidege Courage hunn, endlech Neel mat Kapp ze maachen.

Ech mengen deen Débat, dee mer haut hei féieren, huet fir mech eréischt ugefaangen. Mir sollten net waarde bis déi dräi Joer verstrach sinn, fir en nächste Rapport op Bréssel ze schécken. Vill Diskussiounen, déi mer während der Campagne zum Referendum hatten, hunn drop higewisen, dass de Besoin dobaussen do ass, fir grad och iwwert déi Thema mat der Sociétéit ze diskutieren.

Ech op jidde Fall si prett, mir si jiddefalls prett an deem Processus matzehliefen an d'Chancen dovun ze notzen an de Geforen aus dem Wee ze goen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Kox. Nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Debatt ëm d'europäesch Constitutioun huet gewisen, dass mir an enger politescher Kris stiechen. D'Bierger stellen de Politiker, stellen der Politik schwéier Froen. Si hunn Angst virun der Globalisatioun, si fäerte fir hir Aarbechtsplaz, fir den Niveau vun hire Pensiounen, si fäerte fir de Gesondheetssystem, dee se kennen an apprécieren, a si fäerte fir de Liewensniveau.

Si gesinn, dass net nëmme d'wirtschaftlech Émfeld sech permanent ännert, mä och d'Gesellschaft: Déi traditionell Wäerter ginn a Fro gestellt, d'Immigratioun gëtt méi komplex an d'Familjeliewe kënnt ëmmer méi ënnert staarken Drock, well et ëmmer méi schwier gëtt, fir den Equiliber ze fannen téschent dem Privat- an dem Familjeliewen engersäits an dem berufleche Liewen andersäits.

Mir liewen an enger Zäit vu Reformen an déif gräifenden, rapiden Émännerungen. Mir brauchen nëmme ze kucken, wat fir eng Technologien ons Kanner haut an onse Schoulen hunn, mat wat fir engen Technologie se haut mussen ëmgoen, an da gesi mer schonn a wat fir enger Welt vu muer si hir Aarbechtsplaz musse gesinn. Et gesäit een och, dass mir selwer an der Vergaangenheet ënnert ganz aneren Émstänn ons Studië gemaach hu wéi déi, déi mer haut kennen.

D'Politik ass gefuerdert, fir Äntwerten ze ginn, kloer Äntwerten op d'Ängste vun de Bierger. Deen nationale Programm am Kader vun der Strategie de Lisbonne ass e gudd Kader fir doriwirter ze diskutieren a fir och d'Ängste vun de Leit ewechzehuelen.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här Minister, ech constatiere just nëmme. Ech maache kee Reproche. Ech siche eng Ex-

D'Lissabon-Strategie gouf lanciert am Joer 2000. D'Zil war et, fir aus Europa an zéng Joer, dass heescht bis 2010, déi kompetitiv Wirtschaft op der Welt ze maachen an domadder de Wuelstand an d'Aarbechtsplazen an d'Sozialwiesen an Europa ze retten an ze konsolidieren.

Fënnef Joer duerno muss een d'Fro stellen, wou mer dann elo sinn, a mir musse feststellen, dass an deene leschte fënnef Joer nâischt op deem Gebitt gemaach ginn ass - speziell hei zu Lëtzebuerg net. An dat ass dat, wat bedauerlech ass fir e Land, wat awer deen héchste Liewensniveau huet an Europa, an an deem et deemo géllt, speziell Efforten ze maachen.

Den europäesche Sozialmodell huet 20 Milliounen Chômeuren an eng Produktivitéit, déi wäit ënnert där vun Amerika läit, deen an de Wëssenschafte manner diploméiert Leit ervaibréngt wéi Indien, an och wann een d'Recherche, d'Brevet an d'Technologie kuckt, da gesäit een, dass mer och do wäit hannendra sinn - och zu Lëtzebuerg.

Wa mir eise Sozialmodell wëllen erhalen, baséierend op Solidaritéit a Gerechtegkeet an op Leeschtung, da muss alles gemaach ginn, fir dat mir Méiglechkeete schaffen, dass eis Kanner, dass eis Leit, déi abléklech scho schaffen, der Konkurrenz gewuess sinn, dass se an der Welt vu muer kënne hire Mann respektiv hir Fra stoen. Mir musse méi staark ginn an de Bierger hëllef, fir sech där Globalisatioun ze stellen, fir d'Chancen dovun ze notzen an de Geforen aus dem Wee ze goen.

Mä Europa muss och do budgetär hëllef. A wann ee gesäit, dass 40% vun den Ausgabe vum Budget geduecht si fir d'Agrarpolitik, da gesäit ee ganz kloer, dass do net déi richteg Akzenter gesat ginn,...

(Interruptions diverses)

...dass do musse Reforme gemaach ginn an dass ee muss kucke fir méi Sue fir d'Industrie, fir d'Servicer an esou weider, och fir eng nohalteger Entwécklung, duerchzesetzen.

Et ass dach absurd, wann ee gesäit, dass an der Agrarpolitik an der EU franséisch Parfum am Export subsidiéiert ginn, well dat en Agrarproduit ass. Et ass dach absurd, wann ee gesäit, dass mer an Drëtt-Welt-Länner Agrarprodukte subsidiéiert verschécken an dass deen Ablack domat déi Agrarpolitik an deene Länner futtigemaach gëtt, esou dass déi obligéiert sinn, an Agrarproduiten an Europa ze investieren.

Globalisierung heescht och, dass mer iwwert d'Welthandelsorganisatioun, iwwert de Bureau international du travail, Spillregele mussen hunn, fir där Globalisierung ze begeinen. Deen nationale Plang, dee mer elo diskutieren, reit sech an dee ganze Phenomeen, an déi ganz Evolution an. Am Prinzip hätt e misse vun der Regierung - esou hat d'EU et festgehalten - de 15. Oktober dëst Joer déposiert ginn. Dat war d'Deadline. Mä wann ech richteg informéiert sinn, hunn nëmme néng Länner déi Deadline do kënne respektieren. A mir si frou, dass mer kënne driwwer diskutieren. Mir verstinn och, dass d'Regierung an där kuerzer Zäit no der Présidence net vill Zäit hat fir dee Plang am Detail auszuschaffen. Mä et muss een awer elo festhalen, dass dat, wat mer hei virleien hunn, voll gutt Intentiounen, mä relativ vag ass.

■ **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.** - Här Henckes, wéi hätte mer mat der Chamber deen Débat hei kënne féieren, wa mer en de 15. Oktober ofginn hätte wëllen? Kënnt Dir mer dat erklären?

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här Minister, ech constatiere just nëmme. Ech maache kee Reproche. Ech siche eng Ex-

plicatioun. Ech soe just nëmme, dass et relativ kuerzfristeg war, mä dass mer awer och dann - elo kënnt d'Fuerderung un lech - d'nächst Joer, wa mer nees erëm eng Kéier iwwert dee Plang hei schwätzen - well Dir musst dee Plang jo am Oktober 2006, esou huet d'EU et virgesinn, hei aktualiséieren -, deen Ablack vun lech méi Prezisioune wëlle kréien.

Ech denken notament dorunner, dass ee muss am Kader vun där Prezisioun soen, wie wat mécht a wéi et gemaach gëtt. Do muss villes méi prezis ginn. Dat heescht och, dass en Timing festgeluecht gëtt wéini eppes geschitt an dass et och chiffriert gëtt. Dat heescht, dass ee muss soe wat fir eng budgetär Mëttele gebraucht ginn, an dass dat alles vill méi prezis gemaach gëtt. Mir gesinn, dass aner Länner - ech hunn där Pläng gekuckt - do op deem Gebitt méi wäit gang sinn. Ech ginn zou, dass d'Regierung an och d'Chamber dat elo vläicht e bésse kuerzfristeg humisse maachen. Mä da solle mer awer elo déi Zäit bis den Oktober 2006 notze fir do méi Prezisiounen ze kréien.

Well dat, wat mer elo virleien hunn, dat ka verschiddentlech interpretéiert ginn. Et ka ganz positiv interpretéiert ginn, dass mer domadder alles réusséieren. Et kann awer och esou interpretéiert ginn, dass hei de Sozialofbau total agelaut gëtt. An dat d'äerf et garantéiert net ginn!

■ **Une voix.** - Très bien!

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Et ass do, wou etlech Gefore an deem Text dra sinn a wou ee versteet, dass d'Regierung sech bedeckt hält, speziell an engem Ablack, wou se och nach budgetär Diskussiounen féiert iwwert de Problem vun de Krankekeesen an aner Saachen, déi de Statsminister bei der Geleeeenheet vun der Deklaratioun de der Lag vun der Nation hei deklaréiert huet.

Et muss een awer elo oppassen, dass d'Regierung net d'Lissabon-Strategie an den nationalen Aktionsplang hält an deen an de Virdergrond stellt fir iwwert dee Wee e gewëssene Sozialofbau hei am Land wëllen duerchzesetzen. Well dat sinn zweeërlee Puer Schong. Dat eent geet drëm fir eis Ekonomie nohalteger ze entwéckelen, fir se méi kompetitiv ze maachen, an dat aner si budgetär Enkzwäng. Ganz oft si se zwar no beienaner, mä nach muss een awer déi zwou Saache vuneneen trennen. Ech wëll net, dass déi noutwendeg Adaptatioun vun eiser Ekonomie un d'Welt vu muer an de Kader vu budgetären Enkpass eleng géng eragesinn. Dat wier schlecht fir dat, wat soll hei duerchgezu ginn.

Et gesäit een, dass dat Nationaal an dat Europäescht ganz enk mateneen zesummeginn. Ech wëll nëmme un d'Bolkestein-Direktiv erënnere, déi hei schonn öfters diskutiert ginn ass, a wou mer wëssen, dass den nächste Méindeg am Europaparlament an där zouständeger Kommissioun wesentlech Akzenter gesat ginn, fir dass déi Bolkestein-Direktiv enger modifizierter Form - wat fir eng, weess ech net - da kéint am Januar 2006 duerchgezu ginn.

Och do erwaarden ech mer, dass d'Regierung, dass déi zoustänneg Lëtzeburger Parlamentarier aus dem Europaparlament d'Intérite vun enger Liberalisierung vun der Servicer zwar virgesinn, mä awer esou, dass et net zu Sozialdumping kënnt an dass déi national Gesetzgebunge respektéiert ginn. Mä net nëmme déi um Niveau vun dem Sozialen a vum Aarbechtsrecht, och um Niveau vun der Protection des consommateurs, och um Niveau vun de Kontrakter a vum Stroferecht. Et ass keen einfachen Dossier, mä mir wäerten awer do gesinn a wat fir eng Richtung et geet wann ee vun Europa a vu Li-

beralisierung vu Servicier schwätzt.

Deen nationalen Aktionsplang, dee mer elo virleien hunn, Här President, do muss ee soen, datt een duerch déi vag Formulierung Schwierigkeiten huet fir sech mat villem do ausenaner ze setzen. Mä wann elo am Laf vum nächste Joer d'Regierung higeet a si prezisiert e méi, da kënnen mer méi an de politeschen Débat erakommen an op verschidde Punkten Alternative proposéieren, wa mer et fir néideg fannen.

Fir déi aner Punkten, déi opgestallt sinn, iwwert d'Education an esou weider, do huet d'ADR-Fraktioun schon hir Propositionen an der Vergaangenheit duergeluecht. Mä et muss een awer e puer Saachen, e puer Punkten ervirsträchen.

Lëtzebuerg ass an Europa dat Land, dat den héchste Liewensniveau huet, dat den héchste PIB pro Awunner huet. Mä et muss een awer feststellen, datt mer, wat den Erzéiungsniveau ugeet, un 22. Plaz vu 25 Länner leien. Dat ass schlecht! Dat bedeiit, datt mer net méi à même si fir an enger kompetitiver Gesellschaft den héije Liewensniveau ze erhalen an datt mer den Ablack mussen op auslännesch Fachkräften zréckgräifen.

An do ass ee vun den Hauptdefien, déi un d'Land an och un des Regierung gestallt ginn, fir deem Trend do entgéintzewierken. Mir mussen nees kompetitiv ginn. Eis jonk Leit mussen nees kënnen mat standhalen a sech der Konkurrenz stellen, well soss geet et hei ganz, ganz schlecht. Dësen Niveau muss sech also staark verbesseren.

Dat Zweet, wat mer feststellen, dat ass, datt d'Produktivitéit vun eisem Land sech an de leschte Joren insgesamt a statistesch gesi licht verschlechtert huet, ëm 0,7%. Och do gesäit een, datt sech Problemer stellen. Mir muss kucken fir iwwer verschidde Mesuren, déi mer virgesinn hunn, déi Produktivitéit nees ze rétabléieren. Eng vun deene Mesurë gesi mer doranner, datt d'Regierung muss e staarke Kampf géint d'Inflation bedriewen.

An do muss ee festhalen, datt ënner där viregter Regierung munches schlecht gelaf ass, an datt Propositionen duerchgekomm sinn, datt zum Beispill Accisen um Tubak gehéicht ginn, an datt dat dann nees erëm derzou féiert fir negativ Répercussionen op den Index ze kréien. Mir hunn den Ablack proposéiert fir dee ganzen Tubak aus dem Index erauszehuelen, a mir si frou, datt d'Regierung elo op dee Wee wëllt goen an eis Iddi do iwwerholl huet.

Ee Punkt, wou ech méi drop insistéiere wëll, dat ass dee vun der Fuerschung. D'Fuerschung ass e Problem, deen an eisem Land, menger Meinung no, an der Vergaangenheit falsch béliicht ginn ass an och elo, wann ech de Pabeier gesinn, dee mer hei zur Debat hunn. Mir gesinn d'Fuerschung haaptsächlech an engem Gebitt vun der öffentlecher Fuerschung. Do stellt sech emol fir d'éischt eng Fro: Firwat soll gefuerscht ginn? Mat wat fir enge Leit? Well do ass nach keng Antwort ginn. A mir héieren, datt Leit aus der Fuerschung soen, datt dee Budget, déi Enveloppe, déi do virgesinn ass, zwar considérel ass, mä datt d'Chercheure feele fir dat ze maachen.

Dat Zweet, wat mer festhalten mussen, dat ass, datt an der Vergaangenheit an och elo Lëtzebuerg um Niveau vun der privater Fuerschung net méi kompetitiv ass. Wann ee gesäit, datt hei zu Lëtzebuerg haaptsächlech Fuerschung gemaach gëtt an zwou grësseren Entreprisen, da muss een ëmmer féieren, datt déi sech net délocaliséieren, well et ass méi rentabel a méi encadréiert, fir zu Diddenuewen, zu Arel oder zu Tréier Fuerschung ze maachen, wéi hei zu Lëtzebuerg.

Do läit eng grouss Gefor dran an dat ass déi, datt op eng Kéier de private Secteur, wann iergendee Bureau d'études dat eng Kéier no-rechent, datt hie besser huet ze délocaliséieren, dann och fortgeet.

Ech wëll duerfir drun erënneren, datt ech am Abrëll 2004 eng Proposition de loi déposéiert hat, fir e Crédit d'impôt recherche virzesinn, wou mer géingen net nëmmen déi utilitaire Recherche ënnerstëtzen, déi noutwendeg ass, déi Aarbechtsplaz schaaft, bien entendu, mä och déi fundamental Recherche, déi noutwendeg ass, wann ee wëllt um internationale Gebitt mat an der Recherche duerchzeien.

Et gesäit een, datt do e ganz staarken Handlungsbedarf ass. Hei ass d'Regierung gefuerdert, fir méi prezis ze ginn. Et ass och do wou mir waarden, wann ee seet, datt muss gekuckt ginn iwwert d'Fiscalitéit, dat ass, datt mer schnellstens do mat engem Projet de loi kommen oder datt Dir meng Proposition de loi iwwerhuet, an datt mer den Ablack kënnen Neel mat Käpp maachen, well et ass Urgence do, fir ze reagieren, soss riskéiere mer op eng Kéier, datt een Deel vun der Fuerschung hei vu Lëtzebuerg fortgeet.

Et gesäit een och, datt mer mussen an d'Fuerschung investéieren, well d'Ziel vun de Brevetenen, déi hei déposéiert ginn, permanent zréckgeet. Mir sinn do op engem ganz, ganz schwaachen Niveau. Och do mussen Akzenter gesat ginn, well d'Fuerschung, souwuel déi fundamental wéi déi méi utilitaire, schaaft Aarbechtsplazen en tant que tel. A wann dann nach e Brevet entwéckelt gëtt, datt verschidde Saachen e Succès kréien, dann ass et natierlech och esou, datt se sech kënnen zu Lëtzebuerg etabléieren.

Ech géing och nach eng Kéier bei der Regierung intervenéieren an notament beim Wirtschaftsminister, wou ech frou sinn, datt hie versicht, esou wéi seng Virgänger dat gemaach hunn, fir Betriber an d'Land ze bréngen. Ech géing awer och drop insistéieren, datt net nëmmen an de Servicier soll gekuckt ginn, fir Betriber heihinner ze kréien, mä och um Gebitt vun der Industrie. Well mir brauchen och Aarbechtsplaz fir déi 8 bis 10% Leit, déi net oder wéineg qualifizéiert sinn.

Dat ass net einfach an enger globaliséierter Welt, wou speziell bei den onqualifizierten Aarbechter d'Konkurrenz am haartsten ass. Mä et gesäit een, datt dat am Ausland méiglech ass, an England notament, datt si et op verschidde Punkte féierde bruecht hunn, a mir sollen eis an esou Beispiller inspiréieren, datt mer dat och hei zu Lëtzebuerg kënnen duerchzeien.

Mir sinn also als ADR bereet, fir mat der Regierung ze diskutieren, fir Lëtzebuerg méi kompetitiv ze maachen, fir eiser Jugend eng Chance ze ginn an der Welt vu muer méi stark ze sinn, mä mir sinn awer dergéint, datt et zu Sozialofbau kënnt. Déi zwou Saachen muss mer kucken, fir se zesammen ze diskutieren, a mir erwaarden eis vun der Regierung, datt se d'nächst Joer en temps utile mat méi konkrete Propositionen heihinner kënnt, an datt mer den Ablack och zesammen kënnen no den zukünftege Weeër sichen.

M. le Président. - Ech soen dem Här Henckes Merci. Als leschte Riedner ass elo den Här Aly Jaerling ageschriwwen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling (ADR). - Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech d'Strategie vu Lissabon kucken, wou ech iwwer gesoene soen, dass se scho fënnf Joer laang um Dësch läit, dass et also net eng Zäitfro war fir hei konkret Propositionen op den Dësch ze leeën, an och déi Propositionen vun der Regierung an hire Partner, déi ech hei virleie gesinn, da kënnt

et mer vir, wéi wann ech e puer Méint hei zréckversat wier. Et kënnt mer nämlech esou vir, wéi wa mer hei nach bei den Diskussiounen iwwert den Traité constitutionnel wieren, well d'Strategie vu Lissabon huet genee déiselwecht Ausrichtung wéi den Traité, an zwar eng absolut wirtschaftlech orientéiert Ausrichtung, an d'Proposen, déi vun der Regierung hei virleien, gesi gradesou aus, déi ginn och an déi Richtung.

Den Här Henckes huet hei schonn dovun geschwat. Och wéi mer d'Resultat hate vum Referendum iwwert den Traité constitutionnel, dunn hu mer dann op eemol festgestallt, dass hei am Land leider besonnesch eis Salarié gewëssen Ängschten haten, an dass mer deenen Ängschten sollen entgéintwierken an absolut alles musse maachen, fir hinnen déi Ängschten ze huelen. Ech sinn och ee vun deenen, deen Ängscht huet, elo nach Ängscht huet, awer net fir mech, mä méi fir eisen Aarbechtsmaart a ganz besonnesch fir eis Salarié, well deene ginn hir Ängschten mat dem Pabeier, deen hei virläit, a mat der Strategie vu Lissabon garantéiert net ewechgeholl.

À propos Aarbechtsmaart: Do geet an de Regierungsproposé Rieds vun engem méi flexible Lëtzebuerger Aarbechtsmaart. An deem soll dann och den Accès fir d'EU-Biurger op eisen Aarbechtsmaart nach méi favoriséiert ginn.

Ech sinn do der Meinung, just de Contraire misst de Fall sinn, wa mer gären eis Chômeuren ënnerdaach hätten. Wa mer wëllen d'Vollbeschäftigung viséieren, wat jo hei den Objektiv ass, esou wéi dat och an de Visionen vun der Lëtzebuerger Regierung an op deemselwechte Pabeier ugedeit gëtt, da gëtt et fir mech perséinlech nëmmen eng valabel Ligne directrice: All Betrib, dee sech hei am Land wëllt nidderloossen, dee soll als Oplag kréien, dass hien e bestëmmt Prozentsaz vu Salarié muss engagieren, déi hei um Aarbechtsmaart zur Verfügung stinn. An all Betrib, deen hei am Land etabléiert ass, muss, wann hien en Neien astellt an dës Prozentsaz net erfëllt, een astellen, deen hei um Aarbechtsmaart zur Verfügung steet. Och wa mer da vläicht musse higoen an deem Betrib e puer Méint eng Ënnerstëtzung ginn, während deem den neie Maaarbechter muss ugeliert ginn. Dat wier op jedde Fall fir mech déi eenzeg effektiv Mesure, déi eis Chômagezuel kënnt erofdrécken.

D'Betriber kommen nämlech net wéinst eise schéinen Aen hei an d'Land, mä wéinst fiscalen an aneren Avantagen, déi se hei ugebuede kréien. Da solle se och eng moralesch a besonnesch eng solidaresch Verflechtung opgedrängt kréien. Ech mengen, dat huet den Här Statsminister och a senger kierzlecher Deklaratioun uganks dëser Sessioun hei durchklänge gelooss. Souguer den Här Wirtschaftsminister huet dat och e bëssen durchklänge gelooss bei engem neie Betrib, deen hien doënen an Italien siche gaangen ass, wéi wann hie wëllt an déi Richtung goen. Mä wa se dat scho mengen, da solle se dat och duerchzeien.

Wann ech awer eng Strategie vu Lissabon gesinn, déi europäesch gesi fonctionnéieren a Vollbeschäftigung bréngen soll, da stellen ech mer awer eng Rei Froen, wéi esou dass et an deem Europa an an alle Strategien, déi bis elo hei entworf gi sinn, nach net féierde bruecht ginn ass, eng Strategie ze entwéckelen, wou d'Betriber emol dohinner kommen, wou d'Chômeure sinn. An do denken ech emol eleng un dee Vide économique, dee praktesch 100 Kilometer ronderëm Lëtzebuerg hei be-

steet, a wou mer et net féierde bréngen, och Betriber dohinner ze kréien.

Den Text, deen d'Regierung proposéiert, ass engersäits ganz vag, anerersäits weist en awer kloer, wou et higoe soll. Do soll den Télé-travail erëm favoriséiert ginn, d'Heemaarbecht soll promouviert ginn an et gëtt weiderhin zougehooss, dass den Interim sech ausbreit. Et ass inakzeptabel, dass mat der Tëleearbecht a mat der Heemaarbecht e weideren onkontrolléierbare parallelen Aarbechtsmaart opgebaut gëtt an deem just nach d'Wuer Aarbecht bezuelt gëtt an all sozial Aspekter op Käschte vum Salarié ofgewälzt ginn. Och d'Beschäftigungsmesurë solle weider ausgebaut ginn, wat e weideren onsënnige parallelen Aarbechtsmaart ass.

Et geet also net a Richtung vun enger Festlegung vum primären Aarbechtsmaart, et geet weider a Richtung Flexibilisierung. Eng Flexibilisierung, déi, wa mer se elo net stoppen, esou wäit ka goen, dass mer iergendwann eng Kéier och hei am Land amerikanesch Verhältnisse kréien oder souguer a ganz Europa, wou de Salarié geschwënn nach muss bezuelen, fir iwwerhaupt dierfe schaffen ze goen. An eng Flexibilisierung, wou d'Salarié, a besonnesch déi jonk, keng fest Situatioun hunn a sech dann och keng Zukunft kënnen opbauen, well se bei kenger Bank déi néideg Kreditt kréien, fir sech eben ze etabléieren.

Wann ech dann deen een oder aneren Text aus de Regierungspropositionen liesen, da gëtt mer kloer, dass hei verschiddeentlech eppes geschriwwen gouf, nëmme fir eppes geschriwwen ze hunn. Et steet do „atteindre le plein emploi“: Do ka jo awer kee Mënsch net d'accord sinn, awer null Virschléi wéi een da soll dohinner kommen.

«Améliorer la qualité et la productivité du travail»: Wat d'Produktivitéit ubelaangt, do ginn d'Virschléi scho méi konkret, awer ëmmer op Käschte vum de Salarié. Do solle jo och eng Inspektioun an e Conseil vun der Konkurrenz drop oppassen, dass d'Produktivitéit dat iewescht Gebot bleift.

Oder et steet zum Beispill an den Texter: «favoriser une politique environnementale balancée, promotion d'une politique énergétique compétitive, promotion de l'efficacité». Wat dat heescht a wou dat soll hiféieren, dat muss elo emol iergendee mer erklären. Vläch kann den Här Wirtschaftsminister dat dann herno maachen.

Oder et geet Rieds vun enger Favorisierung fir den Antritt an den Aarbechtsmaart. Do ass een eenzeg positive Punkt, deen ech doranner fonnt hunn: Et schéngt, dass d'Aarbecht finanziell méi attraktiv gemaach soll gi fir d'Chômeuren. Eng liewenswäert Propos. Mä wéi soll dat an d'Praxis ëmgesat ginn?

Den Aussoe vum Statsminister no soll d'Regierung jo och un de Mindestloun fréckele goen. Betriebsmanager kréien all Kéiers den Hick, wa si dat Wuert Mindestloun oder Index héieren. Da wäert jo awer kee mengen, dass si de Chômeuren eng Extrawurscht broden. Déi meesch Chômeure wëlle just eent, an dat ass Aarbecht an e feste Revenu. An dat kënnen mir hinnen emol net bidden. Geschweige dann och nach attraktiv a finanziell interessant Aarbecht.

A wat d'Konten fir d'Aarbechtsstonden ze stocken ubelaangt, also, ech mengen, domadder sinn ech jo awer scho guer net d'accord. Dat gëtt eng geféierlech Flexibilisierung vun der 40-Stonne-Woch oder vun der normaler kollektivvertraglech festgeluechter Aarbechtszäit. An dat geet alt erëm kloer op Käschte vum de Liewensqualität an der Gesondheet vum Salarié.

All Aarbechtszäitverkierung, déi hei am Land erkämpft ginn ass - a

si sinn all erkämpft ginn, mir hu se net geschenkt kritt -, war geduecht fir dem Salarié a senger Famill hir Liewensqualität ze verbesseren a seng Gesondheet ze schützen. An elo geet et genau an déi aner Richtung, wat alt erëm eng Kéier op Käschte vum de Salarié geet.

Wat déi ugekënnegt Verlängerung vun der Liewesaarbechtszäit ubelaangt, och do gi mer an déi falsch Richtung. Eis Prépensioun an eis Préretraitte sinn Instrumenter, déi eis hei am Land behitt hu viru Massenentloossung a gläichzäitig awer och déi Salarié beloungt hunn, déi iwwer 40 Joer geschafft hunn. An dat soll och esou bleiwen!

Et kann net sinn, dass d'Regierung elo higeet a versicht de Rentesystem laangfristeg duerch eng länger Liewesaarbechtszäit ze garantéieren, an op där anerer Säit sech awer net genéiert, d'Rentekeesen als Self-Service ze benotzen, fir Beschäftigungsmesuren ze finanzéieren, oder awer elo deen anere Wee geet a manner wëllt zur Finanzierung vun de Keese bäidroen, an dat op Käschte vum de schaffende Leit, déi dofir dann elo méi laang musse schaffen goen. Dat kënnt op kee Fall a Fro!

Do gesäit ee jo, dass d'Rentenof-sécherung nach laang net garantéiert ass, an dass déi verschidde Regierungen ëmmer erëm de Wee fannen, fir un eis Rentesystemer fréckelen ze goen. Dofir ass et ganz sécher gutt - an dat wäert och esou bleiwen -, dass den ADR sech dofir asetzt, dass dat net a Fro kënnt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dann ënnersträicht d'Regierung och d'Nécessitéit, d'Salarié favorabel zu der Beschäftigung ze gestalten. Dat ass dach een herrlecht Wuert, gell?! Dat heescht awer grad näischt anescht wéi weiderhi moderat Lounpolitik. Dat heescht weiderhi massiv Favuren an d'Betriber, an d'Salarié, déi kënnen dann nach just op déi nächst Indexbranche hoffen.

Här President, dëst bemierkt, an ouni weider an den Detail ze goen, stinn ech där Strategie vu Lissabon ganz skeptesch géintwuer, och wann eng Rei Usätz dra sinn, déi ee kéint matverrieden.

Ech stinn och deem, wat d'Regierung do proposéiert un nationale Mesuren, ganz skeptesch géintwuer, mä ech sinn awer der Meinung - an dat ass wéi den Här Henckes gesot huet -, dass ee kann iwwer alles diskutieren, dass ee muss Weeër fannen, awer Weeër, déi net eesäitig sinn, an op kee Fall därnet an Weeër sinn, déi erëm op Käschte vum deene Schwaachste vun eiser Gesellschaft ginn, ob dat elo d'Salarié sinn oder ob dat d'Rentner sinn.

Et dierf op kee Fall eise Sozialsystem a Fro gestallt ginn, an ech kann lech dofir, Här Wirtschaftsminister, an och der ganzer Regierung wärmstens un d'Häerz leeën: Passt gutt op, dass Dir net eesäitig fuert, well ech kann lech da soen, wéi ech dat schonn eng Kéier gesot hunn: Da gëtt et kee waarmen Hierscht, da gëtt et eng länger Äiszeit.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Jaerling. Domadder ass d'Generaldiskussioun ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung. Fir d'éischt huet den Här Jeannot Krecké, Wirtschaftsminister, d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren eng Rei Saachen net ze widderhuelen, déi virun allem vläch déi explikatив Elementer duestelle vun der Lissabon-Strategie als solches.

Mä ech wëll nach eng Kéier hiweisen op dee Saz, deen hei jo x-mol

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 3 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet	Question N°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2004-2005					
0255	M. Lucien Thiel	Modification du taux de la taxe applicable aux cessions de logiciels, à la maintenance de logiciels et à l'assistance technique en la matière	0638	M. Robert Mehlen	Coup de bêche et mise en chantier symboliques d'une station d'épuration
0392	M. Lucien Thiel	Fonds d'investissement	0639	M. Alex Bodry	Agréments pour organismes de contrôle dans le cadre des compétences et attributions de l'Inspection du Travail et des Mines
0516	M. Xavier Bettel	Mariage des couples homosexuels	0644	M. Niki Bettendorf	Sécurité du site pétrolier de Bertrange
0534	M. Claude Adam	Réaménagement du site de Schoenfels	0645	M. Xavier Bettel	Modernisation de l'axe ferroviaire Luxembourg-Bruxelles
0550	M. Aly Jaerling	Relèvement de l'âge de la retraite	0646	MM. Ben Fayot et Roland Schreiner	Développement de chemins de fer communautaires
0568	M. Emile Calmes	Non-respect des conditions de travail	0647	M. Henri Kox	Liste des administrateurs/représentants de l'État dans la société Lux-Development
0574	M. Emile Calmes	Transport public	0648	M. Henri Kox	Liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Arcelor, Cegedel, SEO, Agence de l'Énergie, Luxembourg Congrès, Luxgaz Distribution, Société immobilière du Parc des Expositions de Luxembourg, SOTEG, SNCI et Entreprise des P&T
0589	M. Ben Fayot	Ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe	0651	M. Henri Kox	Liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Société nationale des habitations à bon marché et Fonds du Logement
0595	Mme Lydia Mutsch M. Fred Sunnen	Implantation d'une partie de l'Université du Luxembourg sur le site de Belval	0652	M. Henri Kox	Liste des administrateurs/représentants de l'État dans la société Centre national sportif et culturel
0596	M. Robert Mehlen	Réduction de la consommation d'énergie dans le secteur public	0653	M. Henri Kox	Liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Cruchterhombusch, Luxair, Société de l'Aéroport de Luxembourg, Société de Promotion et de développement de l'Aéroport de Luxembourg, Société du Port de Mertert, Société nationale de Contrôle technique, Société nationale de Certification et d'Homologation et Société nationale des CFL
0600	M. Emile Calmes	Utilisation rationnelle de l'énergie et énergies renouvelables	0654	M. Henri Kox	Liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Fonds de Belval, Fonds de rénovation de la vieille ville et Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Kirchberg
0601	M. Robert Mehlen	Utilité publique	Session ordinaire 2005-2006		
0603	M. Xavier Bettel	Gestionnaires de maisons relais pour enfants	0656	M. Marc Spautz	Les personnes «pacsées» dans le cadre de la loi électorale
0605	M. Xavier Bettel	Prolongation de la ligne de chemin de fer ICE Berlin-Cologne	0657	M. Robert Mehlen	Transport d'animaux
0607	M. Marc Spautz	Projet de règlement grand-ducal relatif à l'organisation du service de protection et de prévention	0658	M. Félix Braz	Lettre de convocation identique pour tous les électeurs indépendamment de leur nationalité
0612	M. Camille Gira	Participation du Premier Ministre, Ministre d'État, à une manifestation électorale du parti CDU à Mayence	0659	M. Xavier Bettel	Communautés de transport
0613	M. Marcel Oberweis	Assurance en responsabilité civile des sylviculteurs privés	0660	M. Xavier Bettel	Ouverture à la concurrence des transports publics par chemin de fer et par autobus
0614	M. Jacques-Yves Henckes	Étude Cargolux/Boeing sur la réduction des nuisances sonores des avions décollant et atterrissant au Findel	0662	M. Marcel Oberweis	Consommation d'alcools par les mineurs
0616	M. Claude Meisch	Élaboration d'un document sur la réforme territoriale par le Cercle Joseph Bech	0665	M. Ben Fayot	Réduction des missions de sécurité Euratom par la Commission européenne
0617	M. Marcel Oberweis	Télétravail	0669	M. Claude Meisch	Proclamation des résultats officiels du scrutin des élections communales de Luxembourg-Ville
0618	Mme Colette Flesch	Création d'une deuxième chambre criminelle	0670	M. Claude Meisch	Délai de demande d'inscription aux élections communales des ressortissants étrangers
0619	M. Claude Meisch	Ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe	0671	M. Xavier Bettel	Limitation de la migration des étudiants étrangers au sein de l'Union européenne
0620	M. Claude Meisch	Sécurité des élèves et des enseignants	0672	M. Xavier Bettel	Stocks de vaccins contre la grippe saisonnière
0621	Mme Anne Brasseur	Construction d'une ligne de haute tension de Belval vers la France pour l'alimentation en énergie électrique de la société Arcelor	0674	M. Xavier Bettel	Trafic de drogues au sein du Centre pénitentiaire à Schrassig
0622	M. Marcel Oberweis	Normes ISO 14.000	0675	M. Claude Meisch	Coopérations renforcées au sein de l'Union européenne
0623	M. Ben Fayot	Problématique des numéros dits de service	0679	M. Emile Calmes	Réglementation de la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques
0624	M. Gast Gibéryen	Loi électorale (entrée en fonction des nouveaux conseils communaux)	0680	M. Emile Calmes	Exercice de sauvetage dans l'enceinte de l'aéroport du Findel
0625	M. Xavier Bettel	Mise en oeuvre des conclusions du consultant McKinsey sur l'adéquation des structures de travail de la Direction de l'Aviation civile	0681	M. Emile Calmes	Réduction de l'utilisation d'emballages non biodégradables
0626	M. Xavier Bettel	Stages auprès du Centre de Formation pour Conducteurs de Colmar-Berg offerts aux agents CFL dans le cadre de la campagne de prévention des CFL contre les «accidents de trajet»	0682	M. Xavier Bettel	Lutte contre le virus de la grippe aviaire H5N1
0627	M. Xavier Bettel	Nombre d'avions de ligne et de transport immatriculés au Luxembourg	0684	M. Marcel Oberweis	Politique de coopération au développement en matière d'éducation dans les pays cibles africains
0628	M. Aly Jaerling	Bénévolat dans le domaine des clubs sportifs	0685	M. Aly Jaerling	Participation financière à l'organisation d'un parcours Formule 1 à Francorchamps
0629	M. Gast Gibéryen	Cumul d'un mandat communal avec un poste à responsabilité au sein d'un groupe d'action locale LEADER+	0686	M. Carlo Wagner	Établissement public «Fonds de compensation»
0630	M. Xavier Bettel	Examens de promotion dans les carrières de l'inspecteur et du brigadier policier	0687	M. Marcel Oberweis	Formation administrative et commerciale de l'enseignement secondaire technique
0631	M. Claude Meisch	Projet d'une nouvelle ligne de chemin de fer entre Esch-sur-Alzette et Luxembourg	0688	M. Aly Jaerling	Organisation du transport en commun pour les étudiants de l'Université du Luxembourg
0632	M. Xavier Bettel	Bilan de la semaine de la mobilité	0689	M. Laurent Mosar	Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
0633	M. Claude Meisch	Respect des droits de l'Homme au Togo	cf. 0694		
0634	M. Xavier Bettel	Incident technique au Centre pénitentiaire de Schrassig			
0635	M. Marc Spautz	Incapacité de travail/Critères relatifs à l'appréciation médicale de l'état d'invalidité			
0636	M. Emile Calmes	Centrale turbine gaz vapeur (TGV) à Esch-sur-Alzette			

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2005-2006		
0690	M. Xavier Bettel	Création d'un office national de l'enfance
0692	M. Carlo Wagner	Effectifs des commissariats à proximité
0693	Mme Claudia Dall'Agnol	Étude sur les élèves quittant prématurément nos écoles
0694 cf. 0689	M. Charles Goerens	Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
0698	M. Aly Jaerling	Sécurité des places assises et des places debout des autobus
0699	M. Marc Spautz	Disponibilité du véhicule spécialement aménagé pour les personnes handicapées en vue de l'obtention du permis de conduire
0700 urgente	M. Jean Huss	Grippe aviaire
0706	M. Henri Grethen	Mise en service d'un train-tram au Luxembourg
0713	M. Xavier Bettel	Construction d'un nouvel établissement pénitentiaire au Luxembourg
0717 urgente	M. Aly Jaerling	Stocks de vaccins contre la grippe saisonnière
0721	M. Gast Gibéryen	Camping municipal Horizon à Mondorf-les-Bains

Session ordinaire 2004-2005

Question 0255 (21.1.2005) de **M. Lucien Thiel** (CSV) concernant la **modification du taux de la taxe applicable aux cessions de logiciels, à la maintenance de logiciels et à l'assistance technique en la matière:**

En date du 1^{er} octobre 2004, l'Administration de l'Enregistrement a émis une circulaire interne destinée à l'usage de ses services. Cette circulaire modifie avec effet immédiat le taux de la taxe applicable aux cessions de logiciels, à la maintenance de logiciels et à l'assistance technique en la matière, taux qui passe de 12% à 15%.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que la décision du directeur de l'Enregistrement a été prise après concertation avec le Ministère des Finances?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est conscient que cette décision a comme conséquence directe un renchérissement des outils informatiques utilisés notamment dans le secteur financier?

En effet, les banques, compagnies et courtiers d'assurances, gestionnaires d'OPC et autres professionnels du secteur financier ne récupèrent, au mieux, que partiellement la TVA et sont donc plus lésés que d'autres entreprises par le relèvement du taux à 15%. En plus ce secteur sera confronté dans les années à venir à des investissements importants afin d'adapter les logiciels aux normes et règles leur imposées par le législateur et les instances de régulation. Bien qu'il soit difficile de chiffrer avec précision le coût qu'implique cette décision, il est néanmoins possible d'en évaluer l'envergure.

D'une part, l'on peut estimer que le droit à déduction de la plupart des banques oscille entre 5% et 20%, tandis que celui de la majorité des gestionnaires d'OPC et des compagnies d'assurances est encore plus faible et parfois même de 0%.

D'autre part, des études internationales ont révélé que les dépenses informatiques globales des banques varient entre 14,5% à 19,8% de leurs coûts opérationnels. Il en résulte que les coûts de software et les frais d'implémentation y liés se chiffrent à un montant situé entre quatre millions et six millions d'euros pour une banque de taille moyenne (effectif de 300 personnes).

L'application du taux de TVA de 15% au lieu de 12% implique donc un coût dépassant 100.000 euros par entité moyenne, montant à mul-

tiplier évidemment par le nombre d'entreprises concernées pour déterminer l'impact total de la mesure pour l'ensemble de la place.

- Est-ce que le Ministre estime que la façon de procéder de l'Administration est compatible avec la politique générale du Gouvernement d'offrir aux entreprises un environnement fiscal (fiscalité directe et fiscalité indirecte) favorable, stable et donc prévisible?

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage la façon de procéder de l'Administration en ce qui concerne l'effet immédiat de la mesure ne donnant aux entreprises aucune possibilité de prendre leurs dispositions?

- Comment se fait-il que le public n'ait pas été informé de cette circulaire? Elle n'a en effet pas été adressée aux assujettis, ni publiée, rendant la politique d'information de l'Administration peu transparente. À ce propos il est à noter qu'elle n'est même pas mentionnée sur le site de l'Administration. La publicité de ce type de mesure est donc laissée aux bons soins des associations professionnelles et des fiduciaires.

- Si l'annulation de cette décision se révélait impossible, pourrait-il être envisagé par Monsieur le Ministre d'autoriser la bonification pour investissements de ce type qui malgré les demandes réitérées des milieux professionnels ne peuvent toujours pas bénéficier du système des bonifications pour investissements prévues en matière d'impôt sur le revenu des collectivités?

Réponse (21.10.2005) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Par circulaire N°712 du 1^{er} octobre 2004, Monsieur le Directeur de l'Enregistrement a défini la position de son administration quant au taux de TVA applicable aux cessions de logiciels, à la maintenance de logiciels et à l'assistance technique en la matière.

Une circulaire n'ayant force contraignante qu'à l'égard des agents de l'administration, chaque assujetti concerné est en droit de contester cette interprétation administrative devant les juridictions compétentes. Alors que la détermination des éléments constitutifs d'un impôt est réservée à la loi, il ne peut être souscrit à l'affirmation portée au deuxième alinéa, que «cette circulaire modifie avec effet immédiat le taux de la taxe applicable».

Compte tenu de la portée interne de cette interprétation, la responsabilité quant au contenu incombe à l'administration.

Question 0392 (7.4.2005) de **M. Lucien Thiel** (CSV) concernant les **fonds d'investissement:**

L'industrie des fonds d'investissement est devenue l'un des piliers porteurs de la place financière de Luxembourg. Bien que non soumis à l'impôt des collectivités, les fonds d'investissement sont devenus pourtant un contributeur fiscal important, ceci à travers la taxe d'abonnement. Avec l'autre grand contributeur à cette taxe, les sociétés holding, les OPC ont généré 358 millions d'euros au titre de taxe d'abonnement en 2003.

Étant donné que le taux de la taxe d'abonnement varie entre 0 et 0,05% sur l'avoir net selon le type d'OPC, l'exploration statistique du poids économique des différents types de fonds s'avère difficile, voire impossible.

Or, il est indispensable de disposer de données chiffrées détaillées lorsqu'on veut procéder à une analyse approfondie de ce segment de l'activité de notre place financière. À défaut de ces informations, les réflexions stratégiques en vue de développer l'industrie des fonds doivent se baser sur des estimations et des extrapolations dont le manque de précision ne permet pas une analyse fiable.

Aussi saurais-je gré à Monsieur le Ministre de bien vouloir me renseigner sur le détail des rentrées au titre de la taxe d'abonnement ventilées aussi bien selon les sources (holdings et OPC) que selon le type d'OPC.

Réponse (21.10.2005) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Concernant les recettes réalisées par l'État en relation avec la taxe d'abonnement à charge des titres de société, j'ai l'honneur de vous informer du détail suivant qui résulte d'une classification effectuée par l'administration compétente pour l'année 2003:

Sociétés holding: 45,8 mio €
OPC 312,0 mio €

D'autre part, la CSSF a-t-elle procédé à une ventilation des organismes de placement collectif sur la base du montant de la recette totale perçue en 2003. Il en suit que 30 à 35% des actifs nets étaient soumis au taux de 0,01% et que 5% étaient exonérés.

Question 0516 (19.7.2005) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **mariage des couples homosexuels:**

Il me revient qu'actuellement au Luxembourg, un ressortissant belge connaît de graves ennuis avec l'administration. En effet, ce dernier s'est marié en Belgique avec un ressortissant non communautaire. Pour des raisons professionnelles il a dû quitter la Belgique et venir s'installer au Luxembourg.

Il s'est donc adressé aux administrations luxembourgeoises pour remplir les conditions administratives et on lui aurait répondu que la personne avec laquelle il s'était marié en Belgique ne pouvait rester au Luxembourg car notre pays ne reconnaît pas une telle union.

En 2001, Monsieur le Ministre de la Justice avait répondu qu'une telle reconnaissance serait contraire à l'ordre public.

Depuis lors le mariage a été ouvert aux homosexuels en Belgique et en Espagne.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Immigration:

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, est-ce que Messieurs les Ministres ne pensent pas que le Luxembourg devrait légiférer en la matière pour éviter de telles situations?

- Dans la négative, est-ce que Messieurs les Ministres estiment toujours qu'une telle reconnaissance serait contraire à l'ordre public?

Réponse commune (16.11.2005) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice* et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Il est évident que le Luxembourg n'ait pas pu reconnaître en 2001 un partenariat ou un mariage étranger entre personnes du même sexe, alors que de tels mécanismes juridiques étaient à l'époque contraires à la législation luxembourgeoise. La situation a changé avec la loi luxembourgeoise du 9 juillet 2004 relative aux partenariats, de sorte que les partenariats étrangers de personnes du même sexe ne sont désormais plus contraires aux principes du droit civil luxembourgeois et peuvent donc être traités de la même façon sur le territoire luxembourgeois que les partenariats de droit luxembourgeois.

Question 0534 (28.7.2005) de **M. Claude Adam** (DÉI GRÉNG) concernant le **réaménagement du site de Schoenfels:**

Ayant pris note dans la presse que le Conseil de Gouvernement vient de décider l'aménagement d'un centre de thérapie près du château à Schoenfels, un site qui avait été prévu depuis des décennies pour l'Administration des Eaux et Forêts, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Est-ce que le réaménagement du site de Schoenfels (donjon, ancienne ferme, parc) sera traité comme un ensemble, c'est-à-dire comme un grand chantier, ou bien est-ce que les travaux d'aménagement du centre thérapeutique devront être considérés comme chantier isolé?

- Est-ce que le projet de la réalisation d'une station d'épuration à Schoenfels et la construction d'une piste cyclable reliant les localités de Schoenfels et de Mersch seront traités avec la même priorité?

- Est-ce que les moyens budgétaires pour la restauration du donjon du château et la revalorisation du parc sont disponibles?

- Quels bureaux de l'Administration des Eaux et Forêts seront aménagés à Schoenfels et dans quel laps de temps est-ce que ces projets seront réalisés?

Réponse commune (2.10.2005) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics* et de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement:*

En ce qui concerne la 1^{re} question, il y a lieu de rappeler la réponse commune de Monsieur le Ministre de la Culture et de Monsieur le Ministre des Travaux publics à la question parlementaire N°0453 du 26 mai 2005 de Monsieur le Député Marcel Oberweis (*cf. compte rendu N°13/2004-2005*) dont il ressort que le réaménagement du site de Schoenfels ne peut pas être considéré comme un grand chantier étant donné que plusieurs départements ministériels sont concernés:

1) La restauration du donjon est effectuée sous la responsabilité du Service des Sites et Monuments nationaux et financée par des crédits du département de la Culture.

2) L'aménagement du parc sera exécuté par l'Administration des Eaux et Forêts et financé par le budget du département de l'Environnement, ceci cependant sous réserve de l'accord du Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

3) Le réaménagement de l'ancienne ferme pour les besoins de l'Administration des Eaux et Forêts, d'un centre d'accueil pour la réserve naturelle Mamerdall et l'installation d'un atelier thérapeutique pour toxicomanes sera assuré par l'Administration des Bâtiments publics, département des Travaux publics.

En ce qui concerne la 2^e question, Monsieur le Ministre de l'Environnement me confirme que la réalisation d'une station d'épuration à Schoenfels et la construction d'une piste cyclable reliant les localités de Schoenfels et de Mersch bénéficieront d'une égale priorité. En effet, la station d'épuration est une nécessité depuis longtemps et la piste cyclable constitue un élément complémentaire du projet du centre d'accueil.

En ce qui concerne la 3^e question, il y a lieu ici également de rappeler la réponse à la question parlementaire précitée N°0453 du 26 mai 2005 de Monsieur le Député Marcel Oberweis. Il en ressort que les travaux de restauration restants du donjon, confiés au Service des Sites et Monuments nationaux, se limiteront, à courte échéance, à des travaux de menuiserie (châssis de fenêtres, parapets portes), de restauration des crépis extérieurs et intérieurs, et, à longue échéance, à des travaux de stabilisation des voûtes de la salle du 3^e étage.

En ce qui concerne la revalorisation du parc, il y a lieu de préciser qu'il s'agit d'aménagements de petite envergure qui pourront être réalisés dans le cadre des crédits réguliers de l'Administration des Eaux et Forêts.

En ce qui concerne la 4^e question, le programme prévoit l'aménagement de bureaux pour différents services de l'Administration des Eaux et Forêts, en l'occurrence pour le cantonnement forestier de Mersch, l'arrondissement Conservation de la Nature Centre, les préposés forestiers des triages de Mersch-Ouest, Mersch-Est et la brigade forestière de Mersch.

D'autre part, le projet prévoit l'intégration de salles polyvalentes pour le Centre d'accueil de la réserve naturelle Mamerdall.

Quant au timing, il y a lieu de préciser qu'après réception de l'approbation du projet par les départements ministériels concernés, les dossiers d'autorisation seront élaborés et soumis pour accord aux autorités communales et au Ministère de la Culture. L'élaboration des plans d'exécution et des bordereaux de soumission pourra être commencée, d'après les prévisions actuelles, début 2006. Les procédures de mise en adjudication publique et les travaux seront entamés par la suite.

Question 0550 (18.8.2005) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant le relèvement de l'âge de la retraite:

D'EU-Staten hu sech als Zil gesat, den tatsächleche Rentenartrëtsalter eropzesetzen. Dësen Objektiv huet och hei am Land dozou geféiert, datt z.B. versicht gött, Salarieën, déi virun e puer Joer nach ouni Problem hir Invaliderent zougestan kritt hätten, mat alle Mëttele esou laang wéi méiglech aus der Rent erauszehalen.

Esou wunnert et een net, wann d'Leit rosen op Informatiounen reagéieren, datt grad d'EU mat hiren eegene Fonctionnaire ganz aneschtens verfiert. Et war en däitsch Presseorgan, dat de Public doriwwer informéiert hat, datt EU-Fonctionnairen op Wonsch schonns mat 50 Joer an d'Pension entlooss kéinte ginn. Dee Pensionsofschlag, deen da fälleg ass, kéint vun der EU-Kommission awer deelweis erlooss ginn, an ab 55 Joer wier guer keen Ofzuch méi virgesinn.

Ausserdeem wier eng Regelung virgesi ginn, datt EU-Fonctionnaire mat 50 kéinte goen, an zwar mat 65% vum leschte Gehalt, fir Plaz ze maache fir nei Fonctionnairen aus deenen neien EU-Staten. Dës Regelung huet d'EU-Keesen - a Lëtzebuerg ass hei dee gréisste Pro-Kapp-Nettozueler - 30 Milliounen Euro kascht.

Duerfir folgend Froen:

1) Setzt sech d'Lëtzebuurger Regierung och op EU-Niveau dofir an, datt den effektive Rentenartrëtsalter uegheuewe gött, also och de Rentenartrëtsalter vun EU-Fonctionnairen, oder gëllt dat just fir d'Salariëe vun den EU-Memberstaten?

2) Genannt Privilegie goufe virun engem Joer am neie Statut vun den EU-Fonctionnaire fixéiert. Wéi war d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung zu dësem neie Statut?

3) Wann d'Regierung mat dësem neie Statut d'accord war, ass d'Regierung da grondsätzlech och bereet, déi aktuell national Bestëmmung vum Rentenartrëtsalter ze reforméiere resp. ganz ofzeschaffen a just nach de Kritär vu 40 Versécherungsjoren als determinant zréckzebehalen?

4) Ass der Regierung bekannt, datt hei am Land Leit schaffen, déi schonns méi ewéi 40 Renterversécherungsjoren opweises hunn, jo, Leit mat méi ewéi 40 Versécherungsjoren nach an de Chômage kommen oder eng medezinesch attestéiert Invaliditéit net unerkant kriie respektiv reklässiert ginn?

Réponse commune (27.10.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

Fir d'éischt wëll ech den Här Deputytierten informéieren, dass déi zwee éischt Punkte vu senger Fro eigentlech de Ministère des Affaires étrangères betreffen an dofir och an Zesummenarbecht mat dësem Servicer beäntwert gi sinn.

1) D'Lëtzebuurger Regierung ass nach ëmmer der Iwwerzeugung, dass et wichtig ass, den effektive

Rentenartrëtsalter ze respektéieren, an dëst souwuel op nationaler Ebene wéi och op EU-Ebene. Duerch positiv Moosnamen, wéi zum Beispill d'Reforme vun der Invaliditéit, kënnen vill Leit nach weider op enger hire Capacitéiten ugepasster Aarbechtsplaz schaffen.

Déi Ziler, déi mer ons zesummen an der EU am Kader vun der Lissabon-Strategie gesat hunn, bleiwe fir d'Regierung nach ëmmer aktuell. De reforméierte Prozess, deen ënner Lëtzebuurger Présidence am Conseil vum Fréjoer zustane komm ass, beinhalt nach ëmmer dës Ziler, mat eng klenger Nuance: nämlech, dass d'Ustengungen, déi jiddfereen an der EU maache muss, fir déi gemeinsam Objektiv ze erreechen, ofhänke vun de verschidde bestehende Situatiounen, vun deene jiddferee fortgoe muss.

Mir däreifen och net vergiessen, dass déi Décisionen, de Rentenalter systematesch eropzesetzen, an engem sozialwirtschaftleche Kontext geholl goufen, deen et haut ënner d'Form net méi gött. Dese Prinzip vu sozialer a wirtschaftlecher Noutwendegkeet betrëfft dann och d'Personalpolitik vun den EU-Institutionen. Déi uegehend Budgetdiskussiounen, déi mer momentan op EU-Niveau féieren an déi ënner Lëtzebuurger Présidence net konnten am Conseil ofschloss ginn, loosse ganz staark d'Impressioun, dass de Budget-Poste vun den administrativen Käschten vun der EU-Institution, deen och d'Pensionsrechter vun den EU-Beamten beinhalt, staark ënner Beschoss steet, esou dass ee sech schlecht virstelle kann, dass hei eng Entwécklung entstoe kéint, déi géint de generellen Trend an der Unioun géif goen.

2) Fir dës Fro ze beäntwerten ass et wichteg e puer Kommentaren ze maachen zum Introdouktiounstext vum Här Jaerling. Et ass richtig, dass den neie Statut erméiglecht, de Pensionsalter eropzesetzen, awer am Prinzip nëmme géint e Verloscht vun dem Pensionsniveau. Nëmme ënner bestëmmten Ëmstänn ass en Eröfsetze vum Pensionsalter ouni Verloscht méiglech; et ass net de generelle Fall.

Wéi den Här Jaerling et seet, gött et och d'Méiglechkeet fir Beamten, méi fréi ze goen, fir Plaz ze maache fir nei Beamten aus bestëmmten EU-Länner. Dës Moosnam huet haaptsächlech als Objektiv, fir der Quotepolitik an de Personalafree vun den EU-Institutionen gerecht ze ginn no der Erweiderung an engem Kontext vu finanziell limitéierter Mëttele fir europäesch administrativ Käschten.

Déi Regelung gesäit gewëss Avantage fir déi Leit vir, déi méi fréi an d'Pension goe wëllen, mä global gesinn ass déi Regelung méttelfristeg budgetär neutraliséiert. D'Suerg vun dem aktuariellen Ausgleich vum Pensionsregime ass ganz wichteg fir d'Memberstaten: Net méi rezent wéi den 12. Oktober huet d'Kommissioun dem Conseil e Virschlag virgeluecht, dee virgesäit, de Cotisationsstaux vun de Pensionne fir EU-Beamte vun 9,25% op 10,25% eropzesetzen. D'Regierung huet de Projet iwwer den neie Statut ënnerstëzt, no der Regel vun der qualifizierter Majoritéit.

Dese Projet kann net verstane ginn als en Usaz, fir d'EU-Beamten op eng ganz verschide Manéier ze behandle wéi den Trend an den EU-Staten et virgëtt. Gewëssen transitoiresch Dispositiounen waren noutwendeg fir spezifesch politesche Situatiounen Rechnung ze droen, mä de fundamentale Geescht vun neie Statut steet net a Kontradiktioun mat deem wat an den EU-Länner passéiert.

A wat d'Konzept vum Nettozueler ubelaangt, do ass d'Regierung nach ëmmer der Iwwerzeugung gewiesch, dass et net vill ausseet iwwer d'wirtschaftlech-finanziell

Relatioun tëschent engem Land an der Unioun.

Wat elo d'Äntwerte fir déi Punkten 3) a 4) betrëfft, esou ass ze widerhuelen, dass deen allgemengen Trend an Europa an d'Richtung vum Eröfsetze vum Pensionsalter geet. Esou huet d'OECD schonns e puermol op déi negativ Folge fir d'Finanzierbarkeet vun de Pensionsssystemer higewisen, déi ee fréizäiteg Ausscheiden aus dem Aarbechtsprozess mat sech bréngt.

Och d'Schlussfolgerung vun der Présidence vum Europarat vum 15. a 16. am Lenzmout 2002 ginn an dës Richtung. Si soe nämlech, dass „bis d'Joer 2010 gekuckt muss ginn, den Duerchschnëttsalter, mat deem déi berufflech Tätigkeet ophält, progressiv ëm fënnef Joer eropgesat muss ginn“. Duerch d'Bestëmmunge vum Gesetz vum 22. am Broochmout 2002 ass versicht ginn, fir déi Versécherung méi laang am Aarbechtsprozess ze halen.

Ech verweisen an dësem Zesummenhang op d'Wieder vum Här Statsminister a senger Erklärung iwwer d'politesch Prioritéit vun der Regierung vum 12. am Wäimout 2005 wou hien am Kapitel „Prétraite a Prépension“ op déi ganz Problematik agang ass an erklärt huet, dass Gespriecher tëschent Regierung, Parlament, Patronat a Gewerkschaften doriwwer stattfanne mussen.

Question 0568 (30.8.2005) de **M. Emile Calmes** (DP) concernant le non-respect des conditions de travail:

Selon un article de presse paru le 29 août 2005 dans «La Voix du Luxembourg» il semble que les reproches à l'adresse de plusieurs entreprises de construction se multiplient quant au non-respect des conditions de travail.

Ce comportement des entreprises aurait de graves conséquences sur de nombreux chantiers, notamment sur celui de la Cité judiciaire où «les conditions minimales de sécurité ne sont plus réunies». L'Inspection du Travail et des Mines aurait connaissance de ces faits, mais ne serait pas encore intervenue.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer combien de contrôles de chantiers ont été effectués par l'Inspection du Travail et des Mines à partir du 1er janvier 2005 et combien d'irrégularités concernant les conditions de sécurité ont été notées lors de ces contrôles?

- Le chantier de la Cité judiciaire a-t-il été parmi les chantiers contrôlés? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si d'éventuelles irrégularités ont été constatées lors de ces contrôles?

Réponse (11.10.2005) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

ad1)

J'ai connaissance de l'article de presse cité.

Selon l'administration compétente, l'Inspection du Travail et des Mines, il ne s'agit cependant pas en l'occurrence de la relation objective de faits, mais d'un texte manifestement non impartial, se basant apparemment de manière peu différenciée sur des extraits de communiqués de presse, tirés en plus de leur contexte, et d'allégations contredites par la réalité.

S'il est vrai que le reproche de respect moins strict des conditions de travail des travailleurs du bâtiment durant la période consécutive aux congés intempéries (exceptionnellement prolongés du début de l'année en cours) peut paraître exceptionnellement, parfois, fondé à l'égard de certaines entreprises, l'on ne saurait toutefois faire état d'un phénomène durable généralisé. Il faut reconnaître que, pour certains chantiers isolés, des échéances contractuelles irréalistes, potentiellement inductives de durée de travail excessive voire de non-respect des périodes de repos minimales, ont été imposées par les maîtres d'ouvrages, sur avis des concepteurs techniques des projets immobiliers. L'ITM intervient alors selon sa loi organique.

Le chantier particulier de la Cité judiciaire ne figure a priori pas dans cette dernière catégorie, ce d'autant plus qu'une tentative unilatérale d'aménagement de la durée du travail par l'association momentanée en charge du projet, en contradiction avec des accords d'entreprises antérieurement souscrits dans les formes légales, et ce d'ailleurs même avec l'assentiment des délégations du personnel respectives, a été censurée et redressée par la Direction de l'Inspection du Travail et des Mines.

ad 2)

Sur un total de 444 contrôles effectués par les différents services de l'ITM, au courant des neuf premiers mois (jusqu'au 30 septembre) de l'année 2005:

- 51 n'ont pas donné lieu à objections,

- 250 se sont soldés par des conseils, voire instructions données aux différents acteurs en cause,

- 220 des chantiers ont donné lieu à des avertissements divers (écrits et oraux) assortis de délais de mises en conformité, tant relatifs à la sécurité/santé au travail qu'au droit du travail proprement dit,

- 40 chantiers ont fait l'objet de fermetures administratives partielles ou totales.

ad 3)

Le chantier de la Cité judiciaire a été contrôlé deux fois par l'ITM durant la période de référence, la dernière descente sur site ayant eu lieu avant le congé collectif.

Les irrégularités constatées, qualifiables de non graves et ne dépassant pas la moyenne inhérente aux sites en construction d'une envergure correspondante, ont été immédiatement, sinon endéans les délais impartis, redressées par les entreprises correspondantes.

La coopération de la maîtrise d'ouvrage respectivement de la coordination sécurité/santé avec les autorités de contrôle est actuellement qualifiable d'efficiente, à l'opposé notamment de celle entretenue, lors de la phase initiale du projet, avec les acteurs sécuritaires patronaux d'une des entreprises de l'association momentanée.

Question 0574 (2.9.2005) de **M. Emile Calmes** (DP) concernant le transport public:

Au vu des récentes déclarations intempêtes à la radio du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, estimant que les cinq dernières années ont été perdues en ce qui concerne l'investissement dans une offre plus attrayante des transports publics j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres:

- Quels sont les projets concrets actuels du Gouvernement pour promouvoir les transports en commun?

- S'ils peuvent m'indiquer à titre de comparaison pour les législatures 1994-1999 et 1999-2004:

- Quelles furent les sommes budgétaires investies dans l'organisation des transports publics?

- Quelle fut l'évolution du kilométrage parcouru par les trains en service public national et régional transfrontalier ainsi que par les autobus du RGTR, des CFL, du TICE et de la Ville de Luxembourg?

- Combien de matériel roulant nouveau fut commandé pour le service voyageurs assuré par les CFL?

- Quels furent les grands projets d'investissement élaborés et soumis au législateur, pour développer le réseau ferré national?

- Quelles sont par ailleurs les initiatives nouvelles prises dans les domaines précités par le Gouvernement actuellement en place?

Réponse commune (21.11.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports et de l'Environnement* et de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Par sa question parlementaire du 2 septembre 2005, l'honorable Député Mil Calmes souhaite être renseigné sur le développement des transports publics pendant les législatures 1994-1999 et 1999-2004 ainsi que sur les initiatives concrètes que le Gouvernement a prises en vue de leur amélioration.

1. En ce qui concerne les projets concrets actuels du Gouvernement pour promouvoir les transports en commun, il convient de relever les éléments suivants:

a) La loi du 29 juin 2004 sur les transports publics vient de confier toutes les missions en relation avec l'organisation des transports publics à un établissement public, dénommé Régie Générale des Transports Publics (RGTP), dont le conseil d'administration est composé de cinq personnes.

Une approche intégrée pour l'organisation des transports publics ne peut cependant uniquement générer des plus-values substantielles si les opérateurs nationaux CFL et RGTR ainsi que les opérateurs publics régionaux, voire locaux, tels que les TICE et les AVL sont associés à la planification de l'offre. Or, l'article 7 de la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics dispose que les membres du conseil d'administration ou de la direction, les gérants, les conseillers ou les propriétaires d'une société qui exerce des activités de transport de personnes ne peuvent devenir membres du conseil d'administration de la RGTP. De ce fait, les opérateurs précités sont exclus de l'organe de décision de la RGTP.

Si cette séparation entre l'autorité organisatrice et les opérateurs s'impose en vertu de la réglementation européenne notamment en présence de décisions qui résultent de l'exercice du pouvoir public (conclusion de contrats de service public; établissement, modification et suppression de services de transports publics, etc.), elle doit néanmoins être assouplie sinon éliminée en matière de coopération entre les opérateurs, de promotion en faveur des transports publics ou encore de communication avec le public (tâches d'une centrale de mobilité).

Le projet de loi modifiant la loi du 29 juin 2004 précitée dans ce sens a été approuvé par le Conseil de Gouvernement le 25 mars 2005 et déposé à la Chambre des Députés le 21 avril 2005.

Le projet de loi se propose ainsi de maintenir la fonction d'autorité organisatrice au sein du Ministère des Transports et de compléter cette fonction en vertu du principe de la complémentarité par une entité de concertation et de coopération, par une Communauté des Transports („Verkehrsverbund“), successeur juridique de l'établissement public „Régie Générale des Transports Publics“.

L'organisation des transports publics continue à porter sur les transports publics par rail et par route à caractère national et transfrontalier. Le Ministre des Transports peut cependant conclure des conventions en matière de transport public avec des communes et des syndicats de communes ayant comme objet principal l'activité de transport public.

Les missions principales seraient ainsi exécutées par le Ministre des Transports, assisté par la Communauté des Transports qui fait des propositions y relatives. Les missions dites secondaires, dans le domaine des activités de promotion des transports publics ainsi que de la communication avec le grand public par le biais de l'information intégrée sur les lignes, itinéraires et horaires ou encore de la gestion centralisée des réclamations seraient assumées par la Communauté des Transports.

La structure d'organisation projetée des transports publics vise donc une répartition claire des missions entre:

- l'État en tant qu'autorité organisatrice des transports publics,
- les opérateurs chargés de l'exploitation des transports publics et
- la Communauté des Transports, organisme de coopération réunissant des représentants de l'État, des communes, des usagers et des opérateurs.

Au vu du départage des responsabilités entre le Ministre des Transports en tant qu'autorité organisatrice et la Communauté des Transports en tant qu'entité de concertation et de coopération dans le domaine des transports publics, les opérateurs clé actuels (AVL, TICE, SNCFL et FLEAA) peuvent être représentés au conseil d'administration de la Communauté des Transports. Les prescriptions du règlement (CEE) 1893/91 se trouvent pleinement respectées étant donné que la distinction fonctionnelle entre l'autorité organisatrice et les exploitants censés fournir les prestations de transport requises reste ainsi garantie

b) Sur le terrain, le Gouvernement actuel a entre-temps réalisé les projets suivants:

- Réaménagement et extension du parking d'accueil P&R avec gare routière sur le site de la Gare de Bettembourg;
- Extension du parking d'accueil P&R en gare de Schieren;
- Renouvellement des quais en gares de Mamer (réalisé) et Bertrange-Strassen (travaux en cours);
- Réaménagement et extension du parking d'accueil P&R en gare de Bertrange-Strassen (travaux en cours);
- Aménagement d'installations d'information aux voyageurs en gares de Pétange et Rodange (réalisé en grande partie).

c) A côté des projets de grande envergure entre-temps approuvés par le législateur (cf. point 2d ci-dessus), le Gouvernement est en train de renouveler et de moderniser le réseau ferré luxembourgeois afin d'y améliorer la sécurité et d'augmenter la capacité de ligne. Il s'agit en l'occurrence des projets suivants:

Réseau ferré luxembourgeois en général

Projets en cours

Projet	Libellé
F.03008	Aménagement d'un réseau radio mobile numérique ERTMS/GSM-R (partie infrastructure)
F.98007	Renouvellement de 62 passages à niveau automatiques
F.04004	Confortement de tranchées rocheuses
F.00027	Suppression de passages à niveau sur le ré-

	seau ferré luxembourgeois (partie Fonds du Rail)
F.99028	Installation d'un dispositif d'arrêt automatique des trains
F.00039	Acquisition d'une installation de test et de simulation pour postes de signalisation informatisés
F.01017	Confortement de tranchées rocheuses
F.00024	Sécurisation des ouvrages d'art par pose de contre-rail
F.00025	Optimisation des installations de télécommunication sur le réseau ferroviaire
F.98038	Étude technique pour l'installation d'un système de contrôle de la vitesse sur l'infrastructure ferroviaire luxembourgeoise
F.00018	Réaménagement des pistes le long des voies sur le réseau ferré luxembourgeois
	Qualité du service voyageurs
F.04002	Gares de Luxembourg et Ettelbruck; installation préchauffage pour voitures voyageurs
F.99051	Divers gares et haltes; amélioration de la qualité des infrastructures mises à disposition des voyageurs
F.01020	Construction et amélioration d'abris pour voyageurs
F.00013	Restauration intégrale ou partielle de souterrains à voyageurs
F.04301	Modernisation des équipements fixes
	installations signalisation installations réchauffage d'aiguilles
	voies, appareils de voie et rails
	installations de traction électrique
	bâtiments du Fonds du Rail
	installations techniques et de protection
F.95017	Lignes diverses; remplacement de fils et câbles 3 et 25 kV
F.98023	Aménagement d'un réseau de câbles à fibres optiques
F.03307	Renouvellement de voies et d'appareils de voie et remplacement de rails sur le réseau ferré luxembourgeois
F.00015	Renouvellement de voie et d'appareils de voie et remplacement de rails sur le réseau ferré luxembourgeois
F.00022	Aménagement de supports spéciaux antigravissage dans les aiguilles des appareils de voies sur le réseau ferré luxembourgeois
F.03301	Optimisation des installations de signalisation
F.99019	Gares de Luxembourg, Bettembourg, Esch/Aizette, Pétange et Wasserbillig; renouvellement des autocommunications téléphoniques
F.00045	Lignes diverses; remise en état d'ouvrages d'art dans le cadre de renouvellement des voies
F.00034	Gares diverses; remise en état général des Bâtiments Voyageurs
F.03302	Réaménagement de pistes le long des voies

F.03010	Modernisation des installations de télécommunication
F.99030	Lignes diverses; remise en état des installations «voie et travaux» des passages à niveau
F.03009	Acquisition d'une installation de test et d'écolage pour équipements de télécommunication
F.03304	Gares diverses; renouvellement des quais à voyageurs
F.03303	Gares diverses; aménagement des installations de protection au réseau ferroviaire
F.00032	Gares diverses; remplacement d'éclairage
F.03309	Renouvellement et mise en conformité des installations de génie technique de bâtiments appartenant à l'infrastructure ferroviaire
F.00038	Gares diverses; aménagement d'installations de réchauffage d'aiguilles
F.01021	Renouvellement et remise en état des installations de génie technique de bâtiments appartenant en pleine propriété à l'État
	Grands investissements
F.99017	Lignes diverses; aménagement de nouveaux quais

Projets à entamer

Projet	Libellé
	Plan de sécurité
F.05004	Sécurisation de talus
F.05001	Modernisation et uniformisation des installations de passages à niveau
F.02308	Suppression de passages à niveau sur le réseau ferré luxembourgeois (partie infrastructure)
F.05003	Sécurisation par la modernisation systématique des demi-aiguilles des appareils de voie du type TJD-S54-190-1:9 posés entre 1989 et 1998
F.00011	Aménagement d'un système de commande automatique des itinéraires-trains
	Qualité du service voyageurs
F.04001	Équipement de référence des gares appartenant au Fonds du Rail
	Modernisation des équipements fixes
F.05301	Modernisation des équipements fixes
	- installations signalisation
	- télécommunication
	- installations réchauffage d'aiguilles
	- voies, appareils de voie et rails
	- assainissements
	- quais
	- installations de protection
	- installations de traction électrique
	- bâtiments du Fonds du Rail
	- installations techniques et de protection
F.00021	Aménagement de nouvelles voies et de nouveaux appareils de voie tertiaires sur le réseau ferré luxembourgeois

Projets à approuver

Projet	Libellé
	Plan de sécurité
F.06001	Mise en conformité des Postes Directeurs de Luxembourg, Ettelbruck et Bettembourg
F.06002	Aménagement d'une installation de simulation pour postes de signalisation informatisés destinée à la formation du personnel de gestion du réseau
	Qualité du service voyageurs
F.06003	Construction et amélioration d'abris pour voyageurs
	Modernisation des équipements fixes
F.06301	Modernisation des équipements fixes VT
	voies, appareils de voie et rails
	ouvrages d'art (T)
	bâtiments du Fonds du Rail (T)
	assainissement (T)
	installations techniques et de protection (T)
F.06302	Modernisation des équipements fixes STC
	installations de signalisation (S)
	installations de réchauffage d'aiguilles (S)
	installations de télécommunication (T)
	installations de traction électrique(C)
F.06004	Remplacement de la fixation des rails sur différents tronçons de voie
F.06005	Gares diverses; remplacement d'installations d'éclairage
F.06006	Remise en état générale de bâtiments appartenant à l'infrastructure ferroviaire

Projets à venir

Projet	Libellé
	Plan de sécurité
	Sécurisation de tunnels
	Qualité du service voyageurs
	Gares diverses; remise en état des marquises
	Modernisation des équipements fixes
	Gares diverses; mise en conformité des accès aux quais à voyageurs pour personnes à mobilité réduite
	Modernisation des équipements fixes VT
	voies, appareils de voie et rails
	bâtiments du Fonds du Rail
	installations techniques et de protection
	Modernisation des équipements fixes STC
	installations signalisation installations réchauffage d'aiguilles
	installations de traction électrique

Gare de Luxembourg

Projets en cours

Projet	Libellé
	Plan de sécurité
F.02024	Remise en état du viaduc «Pulvermühle»
F.98024	Gare de Luxembourg; optimisation des installations de signalisation
	Modernisation des équipements fixes
F.03011	Modernisation du centre de téléconduite du central sous-station
F.02012	Modernisation de l'interface homme-machine du

poste de signalisation informatisé en Gare de Luxembourg

Projets à entamer

Projet	Libellé
	Modernisation des équipements fixes
F.04006	Construction d'un bâtiment multifonctionnel pour le service Installations Fixes

Projets à approuver

Projet	Libellé
	Modernisation des équipements fixes
F.06007	Modification des installations de traction électrique en Gare de Luxembourg-Triage
F.06008	Adaptation des installations de traction électrique en relation avec la modernisation des infrastructures à voyageurs

Projets à venir

Gare de Luxembourg; modernisation des installations de traction électrique comprenant la régularisation des caténaires des voies principales et le remplacement des fils et câbles

Projets en cours

Projet	Libellé
	Qualité du service voyageurs
F.95018	Gares de Mersch, Kautenbach et Clervaux; construction, reconstruction et restauration intégrale ou partielle des souterrains à voyageurs
F.02025	Gare de Dommeldange; reconstruction et prolongement du souterrain à voyageurs
	Modernisation des équipements fixes
F.02021	Ligne de Kautenbach à Wiltz; modernisation de l'infrastructure ferroviaire
F.03018	Renouvellement des installations de voie sur le tronçon de ligne entre Clervaux et Troisvierges/frontière
F.00014	Ligne de Kautenbach à Wiltz; renouvellement de l'infrastructure ferroviaire
F.01019	Ligne Kautenbach-Wiltz; consolidation de divers ouvrages de soutènement
F.03031	Sécurisation du talus rocheux situé côté gauche entre les P.K. 48,100 à Ettelbruck
F.03015	Poses de gaines souterraines entre le poste de distribution électrique de Flébour et le point d'arrêt ferroviaire de Michelau
F.00047	Aménagement d'un embranchement temporaire au lieu-dit «An der Kléck» à Lorentzweiler
F.97001	Ligne Luxembourg-Troisvierges; consolidation du P.R. situé au P.K. 54,147 et réfection de l'isolation
F.01031	Gare de Wiltz; réaménagement complet de l'ancienne halle à marchandises

F.02020 Sécurisation du tunnel de Cruchten; projet pilote

Projets à entamer

Projet Libellé
Plan de sécurité

F.03014 Remise en état des ponts-rivière sur la Clerve aux points kilométriques 66,765 et 67,114 à Wilwerwiltz

F.03013 Reconstruction du passage inférieur et pont-rivière au point kilométrique 85,112 à Troisvierges

F.04007 Construction d'un nouveau bâtiment commun à Ettelbruck

Projets à approuver

Projet Libellé
Modernisation des équipements fixes

F.06009 Renouvellement des installations de voie sur le tronçon de ligne entre Luxembourg et Heisdorf

Projets à venir

Projet Libellé
Plan de sécurité

Suppression du passage à niveau à Lorentzweiler (participation Fonds du Rail)

Modernisation des équipements fixes

Renouvellement des installations de voie sur le tronçon de ligne entre Ettelbruck et Kautenbach

Renouvellement du pont-rivière au point kilométrique 46,930 à Ettelbruck

Ligne Luxembourg-Wasserbillig /frontière

Antennes Wasserbillig-Mertert/Port et Berchem-Oetrange

Projets en cours

Projet Libellé
Plan de sécurité

F.03019 Modernisation des installations de signalisation et de télécommunication des postes de Wecker, Roodt, Oetrange et Sandweiler/Contern

F.99005 Gare de Wasserbillig; modernisation et renouvellement des installations fixes

Modernisation des équipements fixes

F.95024 Modernisation et renouvellement des infrastructures situées entre les P.k. 12,500-34,500 de la section de voie Oetrange-Wasserbillig

F.03022 Tronçon de voie Berchem/Nord-Oetrange et courbe de raccordement d'Alzingen; renouvellement complet d'installations de voie

F.03021 Mise à niveau des installations de traction électrique en gare de Wecker

F.03020 Installation d'un câble de protection à fibre optique aérien sur le tronçon d'Oetrange à Wasserbillig

F.00030 Ligne Luxembourg-Wasserbillig; élargissement et remise en état du pont-rivière au P.K. 31,620

F.00031 Ligne de Berchem à Oetrange; remplacement du tablier du pont-rivière au P.K. 1,706

Projets à entamer

Projet Libellé
Modernisation des équipements fixes

F.97010 Luxembourg-Wasserbillig; remplacement des tabliers du passage inférieur situé au P.k. 12,809 (Oetrange)

Projets à approuver

Projet Libellé
Modernisation des équipements fixes

F.06010 Gares Oetrange et Wecker; adaptation aux installations fixes dans le cadre de l'aménagement d'un poste centralisé avec intégration dans le Poste de Signalisation de Wasserbillig

Projets à venir

Projet Libellé
Plan de sécurité

Port de Mertert; modernisations des installations ferroviaires

Modernisation des équipements fixes

Elargissement et remise en état du pont-rivière au point kilométrique 21,933 à Olingen

Ligne Luxembourg-Zoufftgen/ frontière

Antennes Luxembourg-Alzingen et Bettembourg-Dudelange et triage de Bettembourg/Dudelange

Projets en cours

Projet Libellé
Modernisation des équipements fixes

F.99008 Ligne Zoufftgen à Luxembourg; renouvellement de voie complet entre Bettembourg et Luxembourg

F.03025 Consolidation du mur de soutènement situé entre les points kilométriques 0,699 et 1,000 à Bettembourg/frontière

F.03023 Triage central de Bettembourg-Dudelange; renouvellement et modernisation des freins de voie principales N. 1 à 3

F.99048 Ligne Zoufftgen-Luxembourg; reconstruction du P.I. situé au P.K. 9,952

F.02016 Gare de Bettembourg-Triage, centre opérationnel et bâtiment commun; remise en état façades, isolation toiture et fenêtres

F.98004 Modernisation des installations logistiques du triage central de Bettembourg

F.00023 Renouvellement des infrastructures du magasin IF à Bettembourg

F.02022 Gare de Bettembourg, remplacement du central des installations de détection incendie au Poste Directeur et centre opérationnel

F.99025 Gare de Bettembourg; aménagement d'installations de réchauffage d'aiguilles supplémentaires

Grands investissements

F.01026 Triage Bettembourg-Dudelange; extension du faisceau de débranchement

Projets à entamer

Projet Libellé
Modernisation des équipements fixes

F.03026 Renouvellement partiel d'installations de voie sur le tronçon de ligne entre Bettembourg/frontière et Livange

F.03024 Gare de Bettembourg; modernisation des postes de commandes téléphoniques universels

F.01025 Ligne Bettembourg-Dudelange/Usines; renouvellement du câble de télécommunication longue distance

Projets à approuver

Projet Libellé
Modernisation des équipements fixes

F.06011 Gare de Bettembourg; renouvellement des installations de voie

F.06014 Gare de Bettembourg; construction d'une plateforme de ferroutage Modalohr

Projets à venir

Projet Libellé
Modernisation des équipements fixes

Gare de Bettembourg; construction d'un nouveau terminal intermodal Bettembourg-Dudelange

Triage Bettembourg-Dudelange; renouvellement et extension des faisceaux de réception et de débranchement et voie de circulation

Gare de Bettembourg; renouvellement des installations fixes

Ligne Bettembourg-Dudelange; renouvellement de voie et d'appareils de voie

Création de voies de garage supplémentaires à Bettembourg, magasin et équipe mobile de Bettembourg

Ligne Bettembourg-Esch/Alzette-Pétange

Antennes Nortzange-Rumelange, Brucherberg-Scheuerbusch, Tétange-Langengrund et Esch/Alzette-Audun/le/Tiche

Projets en cours

Projet Libellé
Plan de sécurité

F.01030 Gare d'Esch/Alzette; modernisation et renouvellement des installations fixes

F.99043 Ligne de Bettembourg à Esch/Alzette; construction souterrain pour piétons en vue de la suppression du P.N. 91a à Schiffange

Qualité du service voyageurs

F.03016 Réaménagement des infrastructures des alentours de la Gare d'Esch/Alzette

Modernisation des équipements fixes

F.96001 Gares de Noertzange, Tétange et Rumelange; renouvellement et modernisation des installations fixes des gares

F.00004 Ligne Luxembourg-Esch/Alzette; renouvellement complet de voie sur différents tronçons de voie

F.03017 Création d'un embranchement unique Arbed à Belval-Usines

Projets à entamer

Projet Libellé
Plan de sécurité

F.03027 Gare d'Esch/Alzette; remplacement des garde-corps vétustes du viaduc

Projets à approuver

Projet Libellé
Modernisation des équipements fixes

F.06013 Renouvellement de différents tronçons de voie sur la ligne de Bettembourg à Esch/Alzette

Projets à venir

Projet Libellé
Plan de sécurité

Suppression de passages à niveau à Schiffange

Gare de Noertzange; renouvellement des installations fixes (souterrain à voyageurs, quais, signalétique)

Gare de Belval-Usines; renouvellement des installations fixes

Renouvellement des installations fixes en gare de Differdange

Renouvellement des installations de voie de la ligne interusines Profilarbed Differdange-Esch/Belval

Ligne Luxembourg-Rodange/ frontière

Projets en cours

Projet Libellé
Qualité du service voyageurs

F.98039 Gare de Rodange, aménagement d'une gare routière, travaux de voirie

Modernisation des équipements fixes

F.96002 Gare de Pétange et Rodange; renouvellement et modernisation des installations fixes des gares

F.02019 Consolidation de talus entre Pétange et Luxembourg

Projets à entamer

p.m.

Projets à approuver

p.m.

Projets à venir

Projet Libellé
Modernisation des équipements fixes

Gare de Pétange; renouvellement de voie et d'appareils de voie du faisceau de remisage

Ligne Luxembourg-Pétange; renouvellement de la voie existante

Ligne Luxembourg-Kleinbettingen/frontière

Antenne Kleinbettingen-Steinfort

Projets en cours

Projet Libellé
Modernisation des équipements fixes

F.03028 Aménagement d'un nouvel arrêt pour le lycée de Mamer

Projets à entamer

Projet Libellé
Modernisation des équipements fixes

F.03029 Modernisation des postes de commande téléphoniques universels des gares de Kleinbettingen, Capellen, Mamer et Betrange/Strassen

Projets à approuver

p.m.

Projets à venir

Projet Libellé
Modernisation des équipements fixes

Renouvellement partiel des installations de voie sur différents tronçons de ligne

2.a. Les crédits budgétaires investis dans l'organisation des transports publics évoluent comme suit:

Année	Transports publics par rail	Transports publics par route
1994		37.108.632,87 €
1995		38.404.878,97 €
1996		40.772.125,39 €
1997	57.024.261,34 €	42.597.824,54 €
1998	55.556.311,15 €	55.128.294,39 €
1999	53.907.927,93 €	58.793.276,09 €
2000	55.841.627,17 €	65.228.431,26 €
2001	68.435.621,10 €	71.106.681,99 €
2002	71.080.116,16 €	79.126.803,98 €
2003	75.302.108,39 €	87.978.912,00 €
2004	84.800.261,98 €	95.331.497,00 €
2005 (prévisible)	114.000.000,00 €	98.630.000,00 €
2006 (prévisible)	117.768.745,00 €	113.116.000,00 €

b. Le kilométrage parcouru par les moyens de transports publics par route évolue comme suit:

réseau	RGTR/CFL	TICE
1994	18.083.511 km	2.010.000 km
1995	19.982.295 km	2.010.500 km
1996	21.574.049 km	2.600.000 km
1997	22.142.709 km	2.650.000 km
1998	23.314.330 km	2.850.000 km
1999	24.638.564 km	2.850.000 km
2000	25.514.819 km	2.900.000 km
2001	27.627.962 km	2.900.000 km
2002	30.060.931 km	2.950.000 km
2003	32.250.974 km	3.100.000 km
2004	33.518.140 km	3.100.000 km
2005 (prévisible)	35.837.427 km	3.405.000 km
2006 (prévisible)	37.016.000 km	4.234.900 km

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung
live an integral
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Les voyageurs-kilomètres par les moyens de transports publics par rail évoluent comme suit:

Année	CFL
1994	289.000.000 km
1995	286.000.000 km
1996	284.000.000 km
1997	295.000.000 km
1998	300.000.000 km
1999	310.000.000 km
2000	332.000.000 km
2001	346.000.000 km
2002	267.800.000 km
2003	262.300.000 km
2004	266.100.000 km
2005 (prévisible)	267.800.000 km
2006 (prévisible)	269.600.000 km

(changement des critères d'appartenance à partir de 2002)

c. Les CFL sont en train d'acquérir un nombre important de matériel roulant susceptible d'être utilisé dans le cadre des transports publics par rail:

type	nombre	places assises	places debout	places totales	investissement
TER 2Nng (9 livrées)	12	4.080	540	4.620	100 Mio €
Voitures 2 Niveaux entièrement livrées	85	11.000	/	11.000	125 Mio €
Total places		20.496	2.140	22.636	386 Mio €

Il y a lieu de remarquer que les CFL ont acquis 20 locomotives bi-ten- sion de la série 4000 destinées

prioritairement à la traction des nouvelles voitures à deux niveaux.

d. Les grands projets d'investissement suivants ont été soumis à l'approbation du législateur pendant les deux législatures précédentes:

Projets en cours de finalisation

- Ligne de Zoufftgen/frontière à Luxembourg; renouvellement complet des voies existantes entre Bettembourg/frontière et Luxembourg;

- Ligne de Zoufftgen/frontière à Luxembourg; aménagement d'une troisième voie dans le Triangle de Fentange, augmentation de la capacité de ligne par l'optimisation des blocks de section et intégration du poste de Berchem dans le Poste Directeur de Luxembourg;

- Renouvellement de voie, d'appareils de voie et du Poste Directeur en gare de Wasserbillig;

- Renouvellement et modernisation des installations fixes des lignes de Noertzange à Rumelange et de Tétange à Langengrund, en particulier dans les secteurs de gares

- Modernisation et renouvellement des installations fixes en Gare d'Esch-sur-Alzette

- Modernisation et sécurisation de l'infrastructure ferroviaire de l'antenne de Kautenbach à Wiltz;

- Renouvellement complet d'installations de voie sur le tronçon de ligne Berchem/Nord-Oetrange et la courbe de raccordement d'Alzingen.

Projets en cours de réalisation

- Mise à double voie intégrale de la ligne de Pétange à Luxembourg;

- Création d'un faisceau de remisage pour le matériel roulant en Gare de Luxembourg

- Installation d'un dispositif d'arrêt automatique des trains et installation d'un système de contrôle de vitesse sur l'ensemble du réseau;

- Alimentation du réseau ferré luxembourgeois en énergie électrique de traction dans l'optique du trafic au début du 21^e siècle.

Projets à entamer

- Ligne de Luxembourg à Wasserbillig; mise à double voie du tronçon de ligne entre Hamm (Pulvermühle) et Sandweiler;

- Ligne de Luxembourg à Wasserbillig; modernisation des installations de signalisation et de télécommunication des postes de Wecker, Roodt, Oetrange et Sandweiler-Contern;

- Réseau ferré luxembourgeois; aménagement d'un réseau numérique intégré ERTMS/GSM-R;

- Raccordement ferroviaire de Kirchberg et de Findel, d'une part, à la ligne de chemin de fer Luxembourg-Gouvy, dite Ligne du Nord, et, d'autre part, à la ligne de chemin de fer Luxembourg-Wasserbillig;

- Construction d'une antenne ferroviaire Belval-Usines - Belvaux-Mairie;

- Construction d'un arrêt Belval-Usines et d'un parking d'accueil P&R;

- Construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie Nord de la Gare de Luxembourg, raccor-

dement d'une des voies par un tunnel nouveau à voie unique et réaménagement général de la tête Nord de la Gare de Luxembourg.

3. Afin de répondre aux attentes de la clientèle utilisant les transports publics et afin d'améliorer ceux-ci, le Gouvernement actuel prend les initiatives suivantes:

En matière des transports publics par rail

- Desserte de Virton à partir de mi-décembre 2006;

- Prolongation d'un train régional de Trèves jusqu'à Schweich à partir de mi-décembre 2005;

- Aménagement d'une nouvelle gare routière en Gare d'Esch-sur-Alzette;

- Réaménagement des infrastructures en Gare de Luxembourg, notamment en vue de l'arrivée du TGV Est-Européen en Gare de Luxembourg à partir de 2007.

En matière de transports publics par route

Ligne 118 Trèves – Mesenich – Luxembourg (+50% de voyageurs = 800 par jour). Renfort du service par 3 autobus supplémentaires au 1^{er} mai 2005.

Ligne 130 Grevenmacher – Luxembourg (cadence insuffisante). Augmentation de la cadence à toutes les 30 minutes le 1^{er} mai 2005 (mise en service de 2 autobus)

Ligne 172 Frisange – Luxembourg. Nouvelle ligne desservant le P+R installé à la frontière française à Frisange le 1^{er} mai 2005 (mise en service de 3 autobus).

Ligne 202 Oberkorn – Belvaux – Luxembourg. Nouvelle ligne créée le 1^{er} mai 2005 pour renforcer la ligne existante 203 Differdange – Belvaux – Luxembourg (mise en service de 3 autobus supplémentaires).

Ligne 575 Bigelbach – Longsdorf – Gilsdorf – Diekirch. Création d'une ligne à horaire cadencé le 1^{er} mai 2005, tenant compte e.a. des besoins des élèves des localités

concernées (mise en service d'un autobus supplémentaire)

Des renforts ont dû être installés en outre le 1^{er} mai 2005 sur les lignes 110 Echternach – Luxembourg, 431 Ansembourg – Mersch, 200 Bettembourg – Kockelscheuer – Luxembourg et 555 Heinerscheid – Hosingen – Diekirch – Ettelbruck.

À l'occasion de la rentrée scolaire au 1^{er} septembre 2005, les mesures suivantes se sont montrées indispensables pour garantir un fonctionnement normal du réseau du transport public.

Nouvelles lignes 197 Ottange – Rumelange – Luxembourg (prévue dans les propositions) et 212 Rodange – Niederborn – Luxembourg (2 x 2 bus).

Des extensions de l'offre ont été réalisées sur les lignes 340 Clemency – Luxembourg, 338 Septfontaines – Koerich – Luxembourg et 504 Haller – Ermsdorf – Ettelbruck (3 bus).

Enfin des autobus de renfort aux heures de pointe ont été nécessaires sur les lignes scolaires suivantes:

- 342 Bascharage – Mamer

- 338 Koerich – Cap – Mamer

- 131 Grevenmacher – Luxembourg

- 193 Hassel – Hesperange – Geesseknäppchen

- 107 Beaufort – Junglinster – Luxembourg

- 510 Elvange – Bissen – Ettelbruck

- 520 Redange – Feulen – Ettelbruck

L'impact budgétaire de 30 autobus supplémentaires aux heures de pointe est estimé à 5.850.000 € par an.

À partir du 19 septembre 2005, le syndicat des TICE a augmenté la cadence de 5 lignes principales de 30 à 15 minutes, d'où un dédoublement de l'offre pour les voyageurs.

En même temps, une ligne supplémentaire 14 a été créée sur la relation Rodange – Bascharage – Sanem – Niederborn – Differdange à une cadence de 30 minutes.

L'impact pour l'exploitation a été le suivant:

Matériel roulant: + 6 autobus

Personnel de conduite: + 31 chauffeurs

Kilométrage: + 1.220.000 km

Grâce à cette réorganisation qui a pour résultat un dédoublement de l'offre sur tout le réseau, l'efficacité dans l'exploitation a pu être sensiblement améliorée, ce qui se fait remarquer au niveau d'une augmentation du budget de l'État de 10,35% (augmentation de l'offre +100%).

En matière de réalisation de parkings d'accueil P&R et de gares routières

- Gare routière à Echternach;

- Gare routière à Ettelbruck;

- Gare routière à Vianden;

- Gare routière et parking d'accueil P&R à Remich;

- Gare de transbordement à Heinerscheid;

- Gare de transbordement et parking d'accueil P&R à Mondorf-les-Bains;

- Parking d'accueil P&R à Machtum;

- Parking d'accueil P&R à Livange-Terminus;

- Parking d'accueil P&R à Heffingen;

- Gare routière et parking d'accueil P&R à Goebelsmühle (projet suivi par l'Administration des Ponts et Chaussées);

- Réaménagement de la gare routière à Esch-sur-Alzette;

- Extension du parking d'accueil P&R à Dudelange-ville (négociations en cours);

- Extension du parking d'accueil P&R à Wilwerwiltz (négociations en cours).

Notons finalement que la réalisation de ce programme ambitieux en matière d'amélioration de l'offre des services de transports publics se traduit par une augmentation des moyens budgétaires de quelque 30% pour l'exercice budgétaire 2006 en comparaison avec 2005.

Objet	Budget voté 2005	Projet de budget 2006	Unité: millions d'euros
Réseau ferré			
Fonctionnement	206,00	232,00	
Investissement	71,70	163,00	
S.-total réseau ferré	277,70	395,00	
Réseau routier			
Fonctionnement	120,61	135,71	
Investissement	7,11	4,12	
S.-total réseau routier	127,71	139,85	
Total	405,41	584,85	

Question 0589 (8.9.2005) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant la ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Lors du Conseil européen des 16 et 17 juin 2005, il a été retenu que la ratification du Traité constitutionnel continuerait même après le «non» de la France et des Pays-Bas, mais que les États membres pourraient se donner une pause de réflexion avant de le ratifier.

Depuis lors, le Luxembourg a manifesté son intention d'approuver ce Traité par le vote en première lecture de la loi portant ratification du Traité le 28 juin 2005, puis par le référendum du 10 juillet 2005. D'autres États membres (Chypre, Malte) ont également ratifié le Traité entre-temps.

L'Union européenne doit se rendre compte qu'elle ne peut laisser une bonne partie des États membres ratifier le Traité constitutionnel et les autres faire comme s'ils n'étaient pas concernés par ce Traité.

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer quelle sera la démarche du Conseil pour organiser cette ratification dans des délais raisonnables?

- En particulier, est-ce que le Conseil entend préciser le calendrier de la ratification pour les États membres qui n'ont pas encore ratifié? Y a-t-il des indications de la part de ces États membres sur leurs intentions?

- En outre, comment le Conseil entend-il mettre à profit la pause de réflexion décidée par le Conseil européen pour mener une discussion de fonds sur les aspects sur lesquels s'interrogent les citoyens, comme l'Europe sociale, les délocalisations, le chômage, la globalisation et le rôle de l'Europe dans la gouvernance internationale?

- Y a-t-il des initiatives de la présidence britannique à cet égard, et si oui dans quel sens?

Réponse (17.11.2005) de M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:

Il n'appartient pas au Conseil de l'Union d'organiser les procédures de ratification du Traité constitutionnel dans les différents États membres qui ne l'auraient pas encore fait, ni d'imposer le respect des délais fixés à son entrée en vigueur. L'article IV-447, paragraphe

1^{er}, du Traité constitutionnel dispose ainsi que «le traité est ratifié par les hautes parties contractantes, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives». Par ailleurs, il convient de noter que le paragraphe 2 du même article prévoit que le «traité entre en vigueur le 1^{er} novembre 2006, à condition que tous les instruments de ratification aient été déposés, ou, à défaut, le premier jour du deuxième mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'État signataire qui procède le dernier à cette formalité».

La déclaration N°30 annexée à l'acte finale du Traité constitutionnel stipule quant à elle que «si à l'issue d'un délai de deux ans à

compter de la signature du traité établissant une Constitution pour l'Europe, les quatre cinquièmes des États membres ont ratifié ledit traité et qu'un ou plusieurs États membres ont rencontré des difficultés pour procéder à ladite ratification, le Conseil européen se saisit de la question».

En attendant, le Conseil européen des 16 et 17 juin dernier a pris acte des référendums négatifs en France et aux Pays-Bas. Une déclaration des chefs d'État et de Gouvernement des États membres de l'Union européenne sur la ratification du Traité constitutionnel stipule qu'il est nécessaire d'entreprendre une réflexion commune à cet égard. Cette période de réflexion servira notamment à permettre un large débat dans les États membres. Les chefs d'État et de Gouvernement soulignent que les récents développements ne remettent pas en cause la validité de la poursuite des processus de ratification et sont convenus que le calendrier de la ratification dans les différents États membres sera si nécessaire adapté. Les chefs d'État et de Gouvernement se sont fixés rendez-vous au premier semestre 2006 «afin de procéder à une appréciation d'ensemble des débats nationaux et de convenir de la suite du processus». Nous nous situons donc encore au début de cette période de réflexion.

Le Gouvernement, comme le Premier Ministre l'a annoncé dans sa déclaration de politique générale, considère en effet que le débat sur l'Europe ne s'est pas achevé avec le référendum du 10 juillet. Le débat, qui sera organisé dans les mois à venir, devra s'adresser aux citoyens en général, ainsi qu'à tous les acteurs de la vie politique et sociale.

Ce vaste débat et dialogue sera organisé, tel qu'annoncé par le Premier Ministre, dans le cadre d'un «forum national sur l'Europe», animé par le Ministre délégué aux Affaires étrangères. Une importance particulière sera accordée aux dimensions économiques et sociales de l'Union européenne.

La Présidence britannique a organisé dans ce contexte le sommet informel de Hampton Court, principalement consacré à l'Europe face à la globalisation. La Commission a présenté son propre programme destiné à organiser le débat sur l'Europe, étant entendu que chaque État membre doit organiser son propre débat durant la période de réflexion. La présidence britannique présentera un premier rapport au Conseil européen de décembre.

Les modalités de ce débat et dialogue au Luxembourg, qui consiste d'abord à «donner la parole aux citoyens sur l'Europe», seront coordonnées avec la Chambre des Députés.

Question 0595 (13.9.2005) de **Mme Lydia Mutsch** (LSAP) et **M. Fred Sunnen** (CSV) concernant **l'implantation d'une partie de l'Université du Luxembourg sur le site de Belval:**

En date d'aujourd'hui nous avons pris connaissance par la voie des médias des déclarations récentes d'un professeur de l'Université du Luxembourg selon lesquelles le site de Belval ne se prêterait pas à l'implantation future d'une partie de l'Université du Luxembourg.

Impliqués dès le début dans les travaux de planification et de mise en œuvre au sein de la société de développement Agora, les sous-signés aimeraient poser les questions suivantes au quatre Ministres concernés, à savoir le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Enseignement supérieur, le Ministre des Travaux publics et le Ministre de l'Environnement:

- 1) Est-ce que le Gouvernement a été informé des déclarations précitées de la part d'un membre du corps enseignant de l'Université du Luxembourg?
- 2) Est-ce que le Gouvernement confirme sa position officielle quant à la décentralisation d'infrastructures administratives, éducatives et culturelles sur le site Belval?
- 3) Le Gouvernement dispose-t-il de nouveaux éléments quant à la faisabilité et la mise en œuvre des projets en cours tant de part des investisseurs publics que de la part des investisseurs privés?
- 4) Est-ce que lesdites déclarations ont des répercussions sur l'intention du Gouvernement de présenter dans les meilleurs délais le programme de construction pour l'installation future de l'Université du Luxembourg?
- 5) Est-ce que les Ministres pourront nous renseigner quant aux pourparlers du Gouvernement avec le recteur et la direction de l'Université quant à la mise en œuvre du projet?
- 6) Quel est l'état d'avancement des projets de l'État sur les quatre sites prioritaires Belval, Terres Rouges, Ehlerange et Differdange-Rodange?

Réponse commune (28.10.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*, de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*, de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics* et de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Ad 1)
Le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'a pas été informé au préalable des déclarations anonymes faites apparemment par un professeur de l'Université du Luxembourg au sujet de l'implantation de l'Université du Luxembourg sur les friches de Belval-Ouest. Comme les enseignants-chercheurs de l'Université du Luxembourg ont le statut d'employé privé et non pas celui de fonctionnaire, ils ne sont pas soumis à l'obligation de réserve.

Ad 2)
Le Gouvernement confirme sa position officielle quant à la décentralisation d'infrastructures administratives, éducatives et culturelles sur le site Belval découlant du principe supérieur de la déconcentration concentrée inscrit dans le Programme directeur d'aménagement du territoire et l'IVL ainsi que dans les accords de coalition.

Ad 3)
En ce qui concerne les projets éditoriaux, nous renvoyons au point 6 de notre réponse à la question des honorables Députés.

Au niveau communal deux projets de la commune de Sanem sont à relever:

- le projet de construction du CIPA dans le quartier Belval-Nord,
- le projet de construction d'un groupe scolaire dans le quartier Belval-Sud.

En ce qui concerne les projets prioritaires:

Belval-Nord

- Juin 2005: PAP déposé à la commune de Sanem en vue de la commercialisation de huit lots fonciers destinés à la construction de logements
- Octobre 2005: finalisation de six contrats de vente de parcelle en vue de la construction de 230 logements (cinq investisseurs) - premières livraisons 2008

Terrasse des Hauts Fourneaux

- Dexia phase 1 (35.000 m²): livraison octobre 2006 moyennant la réalisation par Agora d'un accès au niveau -2 du parking
- Belval Square: réalisation d'un hôtel de 80 chambres; livraison prévue 2009
- Multiplan: programmation d'un complexe loisirs-commerce-logement; livraison prévue 2008 (35.000 m²)
- Condor: programmation d'un complexe commerce-bureau-logement; livraison prévue 2009-2010 (43.000 m²).

Square Mile

- Négociations en cours pour la vente de trois parcelles pour la réalisation d'immeubles, showroom-PME-bureaux.

Ad 4 et 5)
Il faut remarquer que la déclaration faite par un professeur de l'Université du Luxembourg et qui concerne l'aspect des contaminations du sol ne constitue aucun élément nouveau dans le dossier.

En effet, préalablement à la planification de la reconversion du site de Belval, diverses études ont été effectuées pour caractériser et quantifier les contaminations du sol. Ces investigations ont effectivement relevé que certaines aires présentent une pollution.

Sur base de ces connaissances, un plan d'assainissement et de sécurisation a été élaboré. Ce plan prévoit l'enlèvement de certaines zones hautement polluées. D'autres zones dont la pollution est de moindre importance et qui ne risquent pas d'avoir un impact négatif sur l'utilisation faite sur le site sont laissées en place et sécurisées moyennant les constructions à réaliser.

La description de cette situation faisait partie intégrante du concours d'urbanisme. L'aspect des pollutions du sol et les procédures envisagées de décontamination et de sécurisation du site ont également fait l'objet de présentations aux Commissions de l'environnement des deux communes concernées. Finalement les modalités d'assainissement et de sécurisation ont fait l'objet au cours de l'année 2003 d'une procédure commodo-incommodo avec enquête publique qui a abouti en date du 30 janvier 2004 à l'octroi de l'autorisation ministérielle N°1/03/0400.

Par conséquent les déclarations faites par le professeur en question ne changent en rien la position officielle du Gouvernement qui réitère sa volonté de décentraliser des infrastructures administratives, éducatives et culturelles sur le site de Belval-Ouest. À cette fin le Fonds Belval, avec les responsables de l'Université du Luxembourg et ceux des Centres de Recherche publics

concernés sont en train d'élaborer le programme de construction de la future Cité des Sciences. Un workshop ayant eu lieu les 25, 26, 27 et 28 septembre et réunissant tous les acteurs concernés a ainsi permis de définir les grands axes d'urbanisation de la Terrasse des Hauts Fourneaux, et ce conformément au Plan d'Aménagement Général adopté.

Ad 6)

Concernant Belval-Ouest
Belval-Ouest reste la priorité des priorités de l'État.

Les résultats du concours relatif à l'aménagement de la place du Stahlhof laissent entrevoir un début d'aménagement pour 2006, également dans la perspective de permettre la liaison entre l'immeuble Dexia et la future gare.

L'état d'avancement des projets de l'État s'y présente comme suit:

- La Rockhal vient d'être inaugurée et un parking provisoire de 600 places a été mis en place et à disposition pour cette première grande infrastructure étatique sur le site.
- La pose du premier tuyau du réseau de chaleur du GIE Sudcal pour les environs immédiats de la centrale TGV vient d'avoir eu lieu en date du 3 octobre 2005. Ce projet est essentiel à un développement durable notamment dans le cadre de la reconversion du site d'Esch-Belval.
- La loi autorisant le Gouvernement d'entreprendre les travaux de stabilisation des hauts fourneaux, première phase du projet de la conservation des hauts fourneaux, a été voté le 15 octobre 2003. Les travaux de première urgence sont d'ailleurs achevés à ce jour. En avril 2005 le Gouvernement a validé le concept de conservation des hauts fourneaux.
- Le projet de loi relatif à la construction des Archives Nationales, deuxième grand projet de la Cité des Sciences, a été déposé au Greffe de la Chambre des Députés en date du 7 juin 2004. Deux autres projets à savoir le Premier Bâtiment Administratif et l'Incubateur d'entreprise ont fait l'objet d'un avis de la Commission Analyse Critique.
- Le Fonds Belval a réalisé en 2004 le bâtiment provisoire pour le CRP Gabriel Lippmann, qui actuellement est déjà en exploitation et qui a été inauguré en avril 2005.
- Les études d'ensemble de la Cité des Sciences se poursuivent - un workshop afférent de trois jours organisé par le Fonds Belval sur le thème de la validation ou l'adaptation du masterplan en fonction de l'évolution des besoins de l'Université s'est tenu du 26 au 28 septembre 2005 - et d'autres projets sont à l'étude, notamment le nouveau Lycée technique Sanem-Belval dont le résultat du concours d'architecture a été proclamé le 18 juin dernier.

Concernant la liaison Micheville qui constitue en quelque sorte l'épine dorsale de la desserte routière du site de Belval-Ouest:

- Le Gouvernement s'est engagé à assurer dans les meilleurs délais la desserte du site. Il a par conséquent pris le parti de soumettre le projet d'ensemble en deux étapes à la Chambre des Députés, procédure qui permet d'accélérer la réalisation du boulevard urbain.
- Une première de loi de financement pour la phase 1 du tunnel Micheville a été votée le 5 juin 2005. Elle concerne essentiellement la construction de la structure portante du tunnel sous la zone urbanisée du site de Belval-Ouest ainsi que celle de l'accès Sud au site de Belval-Ouest avec raccordement provisoire sur le CR168.

Un deuxième projet de loi à réaliser en complément et concernant la phase 2 comportera principalement le passage sous les voies ferrées, la partie en territoire français, la technique spéciale du tunnel, le contournement de la cité Raemrich ainsi que les nouveaux échangeurs autoroutiers d'Ehlerange et de Lankelz.

Notons encore que le détail de ce deuxième projet sera défini sur base d'une concertation étroite avec les communes concernées.

Concernant les autres sites prioritaires

Étant donné que depuis le débat d'orientation concernant la revalorisation des friches industrielles de la Région Sud à la Chambre des Députés en date du 2 juin 2005 il n'y a pas eu d'éléments nouveaux substantiels sur les autres sites mentionnés, nous renvoyons les honorables Députés aux procès verbaux du débat en question, notamment au discours prononcé par Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

An der aktueller Situatioun ass et souwuel aus ökologescher wéi och aus ökonomescher Sicht méi wéi jee ubruecht, fir an alle méigleche Beräicher Energie anzespieren. Duerfir ass d'Initiativ vun der Regierung ze begrëssen, fir d'Populatioun iwwer d'Hëllef bei Energiespuermoossnamen an der Nutzung vun erneierbaren Energien opzeklären. Mä och de Stat ass e grouss Verbraucher vun Energie, an Ären eegenen Aussoen no gëtt et och hei e grousst Spuerpotenzial.

Un deuxième projet de loi à réaliser en complément et concernant la phase 2 comportera principalement le passage sous les voies ferrées, la partie en territoire français, la technique spéciale du tunnel, le contournement de la cité Raemrich ainsi que les nouveaux échangeurs autoroutiers d'Ehlerange et de Lankelz.

Notons encore que le détail de ce deuxième projet sera défini sur base d'une concertation étroite avec les communes concernées.

Concernant les autres sites prioritaires

Étant donné que depuis le débat d'orientation concernant la revalorisation des friches industrielles de la Région Sud à la Chambre des Députés en date du 2 juin 2005 il n'y a pas eu d'éléments nouveaux substantiels sur les autres sites mentionnés, nous renvoyons les honorables Députés aux procès verbaux du débat en question, notamment au discours prononcé par Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

Question 0596 (13.9.2005) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant **la réduction de la consommation d'énergie dans le secteur public:**

An der aktueller Situatioun ass et souwuel aus ökologescher wéi och aus ökonomescher Sicht méi wéi jee ubruecht, fir an alle méigleche Beräicher Energie anzespieren. Duerfir ass d'Initiativ vun der Regierung ze begrëssen, fir d'Populatioun iwwer d'Hëllef bei Energiespuermoossnamen an der Nutzung vun erneierbaren Energien opzeklären. Mä och de Stat ass e grouss Verbraucher vun Energie, an Ären eegenen Aussoen no gëtt et och hei e grousst Spuerpotenzial.

Duerfir géif ech lech, Här Minister, gären des Froe stellen:

1. Wéi héich estiméiert Dir dëse Spuerpotenzial beim Hëtze vun öffentleche Gebaier, an Tonne Mazout respektiv CO₂ pro Joer ausgedréckt?
2. Wat gedenkt Dir ze ënnerhuelen, fir datt och dëst Potenzial esou séier an esou effikass wéi méiglech genotzt gëtt?
3. Gëtt et an dësem Kontext e konkrete Sanierungsprogramm, a wéi ass hei d'Zesummenaarbecht mat dem Ministère vun den öffentleche Bauten?
4. Wann et keen esou e Programm gëtt, ass d'Regierung awer gewëllt, op dësem Gebitt d'Sanierung systematisch virunzedreiwen?

Réponse (26.10.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement:*

D'Consommation fir d'Statsgebaier ze hëtze gëtt am Moment op ronn 17,65 Milliounen Liter Mazout equivalent geschat. Et kann een dovunner ausgoen, datt grosso modo 20% kéinten agespuert ginn. Dat machen also ronn 3,52 Milliounen Liter Mazout equivalent pro Joer aus.

De Stat ass sech der Problematik vum Klimaschutz voll a ganz bewosst a wëllt och mat guddem Beispill virgoen. Et gouf duerfir deen néidege Kader bei de Bâtiments publics créiert, an zwar iwwer e Fong mam Titel: «mise en route de l'entretien préventif et systématique des bâtiments; fonds d'entretien et de rénovation». Dëse Fong wäert déi bestehend budgetär Artikelen ab 2007 bei öffentleche Bauten ersetzen.

Dëse Kader erlaabt et, déi energetesch Sanierung mat der néideger Systematik duerchzuführen.

Et muss een awer och an dësem Kontext ernimmen, datt net bis 2007 gewaart gëtt, bis energetesch Sanierungsmoossnamen

duerchgeföhrt ginn, si gi schonns haut bei all gréisser Émbaunarbecht mat berücksichtegt.

Och bei Neibaute gëtt vun Ufank u Wäert op Energieeffizienz an Asaz vun erneierbaren Energie geluecht. Sou gëtt bei all Neibau d'office 1% vun den Investitionskäschte geholl fir an erneierbar Energien ze investieren.

Et besteet eng gutt Zesummenaarbecht tëschent dem Émweltministère an dem Ministère vun den öffentleche Bauten am Beräich Energieeffizienz an energetesch Sanierung vu bestehende Gebaier. Heiraus resultéiert zum Beispill eng Richtlinn wat den energetesche Standard bei Schoulen ubelaangt.

Question 0600 (14.9.2005) de **M. Emile Calmes** (DP) concernant **l'utilisation rationnelle de l'énergie et énergies renouvelables:**

En matière d'énergies renouvelables des aides financières sont accordées à des personnes physiques pour la réalisation de projets d'investissement ayant pour but l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergies renouvelables. Le nouveau règlement y relatif vient d'être publié. Certains propriétaires d'installations, pour lesquelles ils se sont pourtant vu accorder une aide financière sur base de l'ancien règlement grand-ducal, attendent depuis plusieurs mois le versement de cette aide.

De plus il existe un nouveau règlement grand-ducal datant du 3 août 2005 accordant une prime d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, de la biomasse et du biogaz. Il s'avère que le versement des primes accordées sur base de l'ancien règlement grand-ducal se fait également attendre.

D'après le communiqué de l'ALPER (Association luxembourgeoise pour la promotion des énergies renouvelables), environ 150 emplois se seraient vus supprimés dans la branche des énergies renouvelables, alors que 150 emplois supplémentaires seraient en danger.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quelles sont les raisons exactes pour ces retards?
- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation?
- Combien de dossiers ont reçu le feu vert pour une aide financière respectivement une prime d'encouragement sans qu'aucun versement n'ait encore été effectué?
- Comment expliquer que des installations identiques ne soient pas subventionnées de la même manière?
- Pourquoi plusieurs demandes sont à introduire pour une même installation?
- Monsieur le Ministre estime-t-il l'information et les renseignements de la part de son Ministère satisfaisante?
- Doit-il faire face à un manque d'effectifs?
- Monsieur le Ministre partage-t-il l'affirmation de l'ALPER selon laquelle 150 emplois se seraient vus supprimés, alors qu'autant d'emplois seraient en danger?

Réponse (27.10.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement:*

Il est vrai qu'on doit noter un retard substantiel dans l'instruction des dossiers de demandes d'aides à l'investissement des installations d'énergie renouvelables ainsi que ceux concernant les primes écologiques accordées dans le cadre de l'injection d'électricité dans le réseau électrique; électricité pro-

duite à la base d'une source d'énergie renouvelable.

En effet, le Gouvernement actuel s'est vu confronté dès son entrée en fonction avec une avalanche de dossiers de demandes. Dans ce contexte il faut remarquer que l'article budgétaire pour l'exercice 2004 était libellé à deux millions d'euros, alors que la charge réelle pour l'exercice 2004 prévoyait environ 41,8 millions d'euros. L'effectif personnel trouvé en place au moment de l'entrée en fonction du Gouvernement était de trois personnes. L'instruction des dossiers en temps utile était impossible à réaliser avec cet effectif. C'est pourquoi j'ai procédé en automne de l'année 2004 à une augmentation substantielle du personnel, à neuf personnes, avec le résultat que le nombre des dossiers instruits a pu être doublé. Il reste encore 7.200 dossiers à instruire: 6.000 concernant les aides à l'investissement et environ 1.200 concernant les primes d'injection.

En outre, une analyse spécifique est en train d'être réalisée visant à trouver des solutions adéquates pour réduire davantage les délais d'instruction.

En ce qui concerne la question des installations identiques qui ne sont pas subventionnées de la même manière, on ne peut que remarquer que les dispositions du règlement grand-ducal du 17 juillet 2001 sont claires au sujet du mode de subventionnement. Plus précisément le règlement prévoit qu'un pourcentage précis des frais effectifs est accordé par installation éligible. L'Administration se tient scrupuleusement au mode de calcul prévu par le règlement grand-ducal.

Quant à la question de la pluralité de plusieurs demandes à introduire pour une même installation, on ne peut que supposer que l'honorable Député vise les installations photovoltaïques collectives. Dans ces cas le règlement grand-ducal précité est également clair; les demandes ne peuvent être instruites que par tranche de 4 kW.

Pour améliorer les contraintes administratives, le nouveau règlement grand-ducal du 3 août 2005 prévoit explicitement que les demandes pour une installation collective peuvent dorénavant être introduites par l'intermédiaire d'un représentant légal qui gère pour le compte des divers propriétaires les dossiers de demande.

En ce qui concerne l'information, il y a lieu de relever que celle-ci se fait à plusieurs niveaux et par plusieurs médias dont les principaux sont énumérés à la suite:

- publication d'une brochure relative au régime d'aides pour les économies d'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans le domaine du logement distribuée à tous les ménages et disponible sur le site Internet du Ministère en format PDF;

- présentation du régime des aides à l'occasion de l'Oeko-Foire en septembre 2005 et à la foire d'automne 2005;

- explications supplémentaires sur le site Internet du Ministère de l'Environnement;

- organisation de conférences et de cours pour les milieux professionnels concernés;

- mise en place d'une hotline au sein de l'Administration de l'Environnement.

Il en résulte que le public intéressé bénéficie d'une large information.

En ce qui concerne la suppression de 150 emplois, avancée par l'association ALPER, je ne suis pas en mesure d'affirmer ces déclarations, car outre les déclarations orales faites par ladite association aucune indication concrète n'a pu être livrée jusqu'à ce jour à ce sujet.

Question 0601 (15.9.2005) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant l'utilité publique:

An Ärer Äntwert op meng Fro vum 25. Juli iwwert den Opkaf vum Kuelbecherhaff duerch de Stat sot Dir, de Kuelbecherhaff wier e „Centre de recherche et d'expérimentation reconnu d'utilité publique" an et wier op Basis vun dem „Statut", wou d'Regierung decidéiert hätt fir dës Arichtungen opzekafen.

Dës Duerstellung féiert mech dozou folgend Froen un lech ze riichen:

1. Wéi a wou ass d'Notioun vun der „Utilité publique" an eiser Gesetzgebung respektiv Reglementatioun définiéiert?

2. Wat fir en offiziellen, reglementareschen oder décisionellen Akt muss geschéien, fir engem Etablissement de Statut vun der „Utilité publique" zougesprachen?

3. Wat fir Konditioune mussen erfüllt sinn, fir datt e privaten Etablissement de Statut vun der „Utilité publique" kann zougesprachen kréien?

4. Wat fir finanziell Avantage däerf d'Regierung sou Etablissementer, déi de Statut vun der „Utilité publique" hunn, zoukomme loossen am Kader vun der Gesetzgebung respektiv der betreffender Reglementatioun?

5. Wéini an duerch wien ass de Statut vun der „Utilité publique" dem Kuelbecherhaff-Zentrum zougesprachen ginn?

Réponse (18.11.2005) de M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

L'honorable Député se réfère à ma réponse fournie à sa question parlementaire du 25 juillet 2005 au sujet de l'intention du Gouvernement de procéder à l'acquisition du Centre de sélection et d'expérimentation «Kuelbecherhaff» pour s'enquérir sur le caractère d'utilité publique reconnu à ce centre (cf. *compte rendu N°2/2004-2005 - question parlementaire N°0525*).

La notion d'utilité publique n'est pas couverte par une définition précise et limitative résultant d'une disposition légale ou réglementaire. Cette notion figure dans d'itératifs textes légaux pour justifier une mesure exceptionnelle ou dérogatoire, notamment en matière d'expropriation, de protection de la nature ou d'aides publiques.

D'ailleurs, souvent des expressions similaires sont employées pour souligner le caractère d'utilité publique d'une mesure, d'une action ou d'un investissement.

Ainsi la loi du 18 décembre 1986 promouvant le développement de l'agriculture prévoyait l'allocation de subsides extraordinaires pour des projets d'investissement «qui présentent un intérêt prépondérant pour l'ensemble des agriculteurs».

Dans le même ordre d'idées, la Commission européenne a donné en 1992 son feu vert au subventionnement du Centre de sélection et d'expérimentation au motif «qu'il s'agit d'une action de recherche dans l'intérêt général du secteur et de vulgarisation des connaissances nouvelles auprès de tous les membres du secteur».

C'est ainsi qu'en date du 2 décembre 1983 le Conseil de Gouvernement a décidé de reconnaître au Centre de sélection et d'expérimentation «Kuelbecherhaff» le caractère d'utilité publique, compte tenu de la situation précaire du secteur porcin et de l'impact économique escompté par sa création.

Question 0603 (16.9.2005) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les gestionnaires de maisons relais pour enfants:

Dans le Mémorial A N°123 du 10 août 2005 est publié un règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maisons relais pour enfants.

Nonobstant du fait que le dossier de l'accueil des mineurs en dehors des heures scolaires fait intervenir aussi bien des responsabilités communales que celles relevant de l'Éducation nationale et qu'il aurait donc été normal de faire contresigner ledit règlement non seulement par la Ministre de la Famille, mais également par les Ministres en charge de l'Éducation nationale et de l'Intérieur, tant le préambule que le dispositif du règlement appellent nombre d'interrogations et contiennent nombre d'incongruités qu'il me semble utile de faire clarifier par la Ministre du ressort. Aussi aimerais-je savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Pourquoi ledit règlement n'a-t-il pas été soumis à l'avis des chambres professionnelles compétentes dont notamment la Chambre des Employés privés et la Chambre de Travail comme concernant du personnel relevant de par son statut professionnel de ces dernières?

- Par contre il semble qu'il y ait eu consultation d'un comité de concertation non autrement défini au préambule. De quel organisme s'agit-il et quel en est le statut légal?

- Quels sont les motifs invoqués pour avoir mis ledit règlement grand-ducal en vigueur par la voie de l'urgence, alors que presque sept ans se sont écoulés entre l'entrée en vigueur de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans le domaine social, familial et thérapeutique qui en constitue apparemment la base légale, et la prise d'effet du règlement?

- Quelles sont par ailleurs les autorisations requises en sus par d'autres lois et règlements dont question à l'article 4?

- Est-il normal que seulement 80% du personnel des maisons de relais doivent avoir une qualification professionnelle répondant aux critères somme toute très peu exigeants de l'article 10? Un encadrement approprié des enfants est-il assuré en particulier dans l'hypothèse où par le jeu des congés et tournées de travail les enfants se trouvent par moments placés sous la seule responsabilité d'agents sans qualification professionnelle adéquate?

- Est-il en outre normal que des maisons relais accueillant une cinquantaine d'enfants puissent assurer les repas de ces derniers sans devoir pour cela recourir à du personnel de cuisine qualifié (cf. article 14)?

- Dans la mesure où l'accueil périscolaire n'est pas assuré en régie propre par les communes elles-mêmes, mais confié à des tiers, gestionnaires de maisons relais agréées, les communes seront-elles tenues de procéder à l'adjudication de cette mission par voie de soumission publique? Quel est à cet égard l'avis du commissaire des soumissions de l'État?

- Quelles réponses Madame la Ministre peut-elle livrer par rapport aux craintes exprimées par le secteur conventionné concerné et notamment au sujet du futur statut de l'éducateur diplômé?

- Madame la Ministre a-t-elle l'intention de se concerter avec l'ensemble du secteur conventionné concerné ainsi qu'avec les communes? Dans l'affirmative quand est-ce que cette concertation aura-t-elle lieu?

Réponse (2.10.2005) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Me référant à la question parlementaire N°0603 du 16 septembre 2005 de l'honorable Député Monsieur Xavier Bettel relative au règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maisons relais pour enfants, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit.

La déclaration gouvernementale d'août 2004 prévoit d'accroître, dans le cadre d'une meilleure harmonisation entre la vie familiale et la vie professionnelle, les efforts en matière d'extension de l'offre de structures d'accueil temporaire et flexible pour enfants. En effet, l'offre en matière d'accueil est largement insuffisante pour répondre aux besoins réels des familles aussi bien au niveau du nombre de places disponibles qu'au niveau de la flexibilité offerte. Selon l'expérience des structures d'accueil actuellement en place, le nombre d'enfants bénéficiant d'un accueil en dehors des heures de classe est de 40% toutes les régions confondues. Aux termes du Statec le nombre d'enfants domiciliés au Grand-Duché et âgés entre 0 et 14 ans s'élève en 2004 à 84.900, la demande en vue d'un accueil périscolaire pour ces mêmes enfants peut dès lors être estimée à 34.000. À titre comparatif, le nombre d'enfants bénéficiant en 2004 des prestations d'accueil cofinancées par le Ministère de la Famille et de l'Intégration s'élève à 8.000.

En vue de remédier à la situation existante le concept de la prise en charge des enfants en dehors des heures de classe a été révisé et arrêté par la voie de l'urgence par règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maisons relais pour enfants. Ce nouvel concept vise entre autres à encourager les responsables communaux à organiser un accueil flexible pour enfants tout en leur garantissant une autonomie de gestion. Lors de l'élaboration du nouvel concept plusieurs concertations ont eu lieu au préalable. Ainsi, le Comité de concertation prévu par l'article 16 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique et qui réunit:

- les Ministres de la Famille, de la Promotion féminine, de la Jeunesse ainsi que de la Santé ou leurs représentants;

- quatre représentants des organismes gestionnaires ayant conclu pour leur(s) service(s) une convention avec l'État;

- quatre représentants des organismes gestionnaires disposant pour leur(s) service(s) de l'agrément, sans toutefois avoir conclu une convention avec l'État;

- quatre représentants des syndicats les plus représentatifs

a été convoqué pour se concerter sur le règlement dont question. Un examen article par article a abouti à l'élaboration définitive du texte de règlement.

Outre les conditions requises pour l'obtention de l'agrément gouvernemental, ledit règlement prévoit une série de nouvelles mesures visant à répondre aux lacunes relevées. Parmi ces mesures il y a lieu de citer entre autres l'extension des plages d'ouverture et des activités offertes. Contrairement à l'ancien régime suivant lequel les différentes prestations furent organisées et agréées de façon individuelle, la maison relais constitue

une entité au sein de laquelle sont organisées différentes activités dont certaines sont obligatoires tandis que d'autres peuvent être offertes sur décision de l'organisme gestionnaire. 80% du personnel d'encadrement de la maison relais doit être qualifié au sens de l'article 10 du règlement grand-ducal. Auparavant le personnel d'encadrement qualifié des foyers de jours et des services de restauration scolaire a été fixé à 50% au moins.

Quant aux autorisations requises en vertu de l'article 4, il s'agit des dispositions d'autres lois et règlements concernant notamment l'accessibilité, la sécurité, l'hygiène ou encore la salubrité.

Le nombre de couverts déterminant l'engagement d'au moins un agent détenteur du CATP de cuisiner a été arrêté à 60.

Il est entendu que les administrations communales constituent un partenaire prioritaire au niveau de la création, du financement et de l'évaluation des maisons relais pour enfants. Toute commune prenant l'initiative d'instituer une maison relais pour enfants, au niveau de la gestion, a trois options:

- être gestionnaire et exécuter les missions avec un personnel propre,

- être gestionnaire et confier l'exécution des missions – en tout ou en partie – à des prestataires externes,

- confier la gestion et l'exécution des missions à un prestataire externe.

Dans les deux derniers cas de figure il est conseillé aux administrations communales de procéder à l'adjudication de cette mission par voie de soumission publique.

Aux termes de l'article 6 de la convention «maison relais pour enfants» 30% au plus des heures d'encadrement sont assurées par des agents faisant valoir une qualification de type au moins bac+3. Un encadrement de qualité requiert la contribution de personnes faisant valoir des formations psychosociales ou pédagogiques solides qui sont en mesure de définir et de respecter un cadre d'intervention qui considère les ambitions multiples de la maison relais. Ainsi, il est recommandé que la direction de toute unité soit confiée à une personne disposant d'une formation de type bac+3. Ainsi, la maison relais constitue plutôt un nouveau champ d'activité de l'éducateur gradué.

Question 0605 (16.9.2005) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la prolongation de la ligne de chemin de fer ICE Berlin-Cologne:

La compagnie nationale des chemins de fer allemands (DB AG) est actuellement en train d'étudier la faisabilité d'une prolongation à Trèves de la relation ICE Berlin-Cologne.

- J'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Transports s'il peut confirmer ce projet et si, dans l'affirmative, il a déjà entrepris les initiatives utiles pour en prévoir une prolongation supplémentaire au-delà de Trèves jusqu'à Luxembourg, point de jonction possible avec le TGV-Est européen appelé à relier la ville de Luxembourg à partir de 2007.

- Quelle a été la réaction des autorités ferroviaires allemandes à une telle intervention?

Réponse (3.11.2005) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

Actuellement la relation de Luxembourg à Berlin est desservie quotidiennement par quatre trains IC entre Luxembourg et Cologne avec changement direct quai à quai vers

les trains ICE Cologne-Berlin, tant à l'aller qu'au retour. Les temps de transbordement en gare de Cologne sont de six ou sept minutes. Toutes ces dessertes affichant un temps de parcours total entre Luxembourg et Berlin de moins de huit heures resteront inchangées pour le service horaire 2005/2006, c'est-à-dire jusqu'à mi-décembre 2006.

La DB AG mettra effectivement en place une paire de train ICE quotidienne reliant Trèves à Berlin et ce à partir du 11 décembre 2005. Les horaires seront les suivants:

Aller			Retour	
05.00	↓	Trèves	↓	23.52
13.17	↓	Berlin	↑	15.41

Mis à part l'incompatibilité technique de prolonger les trains ICE jusqu'à Luxembourg, la question du bien-fondé commercial d'un tel prolongement doit être posée, vu les horaires très hâtifs et tardifs à Trèves auxquels il faudrait ajouter un temps de parcours d'au moins 45 minutes de et vers Luxembourg et vu les temps de parcours tout aussi compétitifs des quatre allers-retours avec rupture de charge à Cologne.

Question 0607 (19.9.2005) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **projet de règlement grand-ducal relatif à l'organisation du service de protection et de prévention:**

Le projet de règlement grand-ducal sous rubrique a pour objet l'organisation et les missions du service de protection et de prévention tel que défini à l'article 6 de la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail, loi qui a retenu le principe de la création d'un tel service.

Ledit règlement grand-ducal a été avisé par différentes chambres professionnelles et récemment par le Conseil d'État. Ce dernier a, dans son avis du 5 juillet 2005, fait valoir «que la mise en œuvre de la fonction de travailleur désigné a trait à l'organisation de la protection de la santé qui fait, en vertu de l'article 11, paragraphe 5 de la loi fondamentale, partie des matières réservées par la Constitution à la loi». Il remarque encore que «depuis la révision du 19 novembre 2004, l'article 32, paragraphe 3, dispose que dans ces matières, le Grand-Duc ne peut prendre des règlements et arrêtés qu'aux fins, dans les conditions et suivant les modalités spécifiées par la loi». D'après le Conseil d'État d'autres dispositions développées dans le projet de règlement grand-ducal sous rubrique seraient dépourvues de base légale.

Il conclut principalement à un rejet d'approbation du règlement grand-ducal en question.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Si le Gouvernement entend modifier le projet de règlement grand-ducal en tenant compte des observations et remarques critiques du Conseil d'État?

- Dans l'affirmative, comment entend-il procéder?

- Compte tenu du fait que le dépôt du projet de règlement grand-ducal en question date du 9 décembre 2002 et que ce projet concerne une matière particulièrement sensible, à savoir la sécurité et la santé des travailleurs au travail, peut-on envisager que les modifications éventuellement envisagées soient rédigées respectivement déposées dans les plus brefs délais, afin de permettre aux entreprises luxembourgeoises de se conformer aux exigences de sécurité tant européennes que nationales? Dans quel délai approxima-

tif le Gouvernement pense-t-il que les modifications pourront être définitivement adoptées?

Réponse (18.11.2005) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Le projet de règlement grand-ducal relatif à l'organisation du service de prévention et de protection est un projet rentrant dans un ensemble comprenant en plus les projets de règlement grand-ducal relatifs à la formation des travailleurs désignés et à la formation ainsi qu'à l'agrément des coordinateurs de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles.

Suite aux avis du Conseil d'État, il s'avère nécessaire de retravailler ces trois projets, dont les deux derniers ont une priorité certaine.

Ces projets seront revus, ensemble avec les acteurs intéressés (travailleurs désignés et coordinateurs de sécurité et de santé), ainsi qu'avec les partenaires sociaux, afin de les rendre mieux applicables après leur adoption.

Les nouveaux avant-projets concernant ces trois matières devraient être présentés au Conseil de Gouvernement début de l'année prochaine.

Question 0612 (20.9.2005) de **M. Camille Gira** (DÉI GRÉNG) concernant la **participation du Premier Ministre, Ministre d'État à une manifestation électorale du parti CDU à Mayence:**

Suivant les informations de la presse, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État a participé le 15 septembre 2005 à une manifestation électorale du parti CDU à Mayence.

Comme Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État vient de préciser dans le cadre de la conférence de presse hebdomadaire qu'il avait simplement «accepté une invitation d'un parti ami», j'aimerais avoir des précisions sur la prise en charge des frais pour le déplacement à Mayence.

Réponse (9.11.2005) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Comme la quasi-totalité de mes collègues membres du Conseil européen j'ai répondu favorablement à l'invitation de nos amis politiques allemands de participer à leur campagne en vue des élections fédérales du 18 septembre écoulé.

Contrairement à la plupart d'entre eux j'ai limité ma participation à deux interventions seulement.

À la demande de Madame Angela Merkel, candidate à la chancellerie de la République fédérale d'Allemagne, j'ai prononcé un discours public le 15 septembre 2005 à Mayence. À cette occasion je me suis entretenu au cours d'une séance de travail consacrée aux problèmes européens avec Madame Merkel et d'autres responsables démocrates-chrétiens allemands de l'observation par l'Allemagne des règles du pacte de stabilité et de croissance réformé sous ma responsabilité pendant la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne. J'ai mené ces entretiens dans ma qualité de président de l'eurogroupe auquel incombe la charge de veiller à la bonne application du pacte, charge qui implique des échanges politiques réguliers avec les responsables politiques des pays membres de la zone euro.

Vu que mon déplacement en Allemagne était consacré pour une large part à mes obligations de président de l'eurogroupe, il m'aurait semblé peu opportun de laisser prendre en charge mes frais de voyage par la CDU.

Question 0613 (20.9.2005) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'**assurance en responsabilité civile des sylviculteurs privés:**

Au Luxembourg, les forêts servent de plus en plus de lieux de récréation pour la détente, la promenade et la pratique d'activités sportives. 54% des forêts, soit environ 48.000 ha, appartiennent à des propriétaires privés. Le reste, environ 40.000 ha, est détenu par les communes, l'État et les établissements publics. Si en principe les forêts appartenant à des propriétaires privés sont accessibles au public, d'après la coutume, il n'en demeure pas moins que ces derniers sont responsables des dommages éventuels causés à des tiers.

C'est ainsi que le Groupement des Sylviculteurs, organe représentatif des propriétaires forestiers privés et regroupant environ 1.500 des 13.000 propriétaires privés, offre à leurs membres la possibilité de souscrire une assurance en responsabilité civile qui couvre le propriétaire forestier en cas de dommage ou d'accident survenu à un visiteur. 1.183 sylviculteurs privés propriétaires de 19.800 ha ont souscrit à cette assurance collective jusqu'au 31 décembre 2004. Or, 11.500 propriétaires privés représentant environ 26.000 ha de forêts (en moyenne 2,2 ha/parcelle) ne sont pas en possession d'une telle assurance notamment parce qu'ils ne sont souvent pas au courant du fait qu'ils sont responsables de chaque accident survenu en leur forêt. D'autres n'ont souscrit aucune assurance tout simplement parce qu'ils ne sont pas prêts à en supporter le coût.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Est-ce que le Ministre estime que les propriétaires privés ont à supporter unilatéralement le coût d'une telle assurance sachant que les terrains sont librement accessibles au public?

- Le Ministre envisage-t-il de prendre des mesures afin de pallier aux carences du système actuel et de permettre un traitement équitable de tous les propriétaires de forêts privées, et ce dans l'intérêt des usagers?

- Dans l'affirmative, quelles solutions sont envisagées concrètement?

Réponse (10.11.2005) de **M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La question parlementaire adressée par Monsieur le Député à Monsieur le Ministre de l'Environnement au sujet de la responsabilité civile des propriétaires forestiers privés m'a été transmise par ce dernier pour des raisons de compétence. Elle appelle de ma part la réponse suivante:

1. Le propriétaire forestier privé n'est pas obligé d'ouvrir sa forêt au public. Cependant, force est de constater qu'il lui est difficile, voire impossible de refuser tout accès au public de sorte qu'il doit tolérer l'accès du public à sa propriété. Le visiteur, lui, ne fait en général pas la différence entre la forêt étatique et la forêt privée et il quitte souvent les chemins balisés pour traverser la forêt en tous sens.

Or, en cas d'accident dû, par exemple, à la chute d'une branche, que ce soit sur un chemin balisé ou non, le propriétaire en tant que gardien de la chose ayant causé l'accident est en principe responsable des dommages subis par la victime et ce en vertu des articles 1382 et suivants du code civil. Il

s'ensuit qu'aucun propriétaire ne pourra empêcher d'être engagé dans un procès en responsabilité civile.

Cependant, même si les dispositions précitées du code civil sont formulées de manière générale, l'issue d'un tel procès dépendra toujours du cas particulier qui relève de l'appréciation souveraine des tribunaux. Dès lors l'affirmation de l'honorable Député consistant à dire que les propriétaires privés «sont responsables de chaque accident survenu en leur forêt» doit être relativisée.

Cela n'empêche que, pour le propriétaire individuel qui se voit impliqué dans un tel procès en responsabilité, les conséquences financières risquent d'être lourdes. Il est dès lors vivement recommandé à tout propriétaire forestier privé de souscrire une assurance responsabilité civile couvrant les risques qu'il encourt en sa qualité de propriétaire forestier.

Ceci dit, il est dans l'intérêt de notre société que l'intégralité de nos forêts puisse à l'avenir encore être gérée suivant le principe de la multifonctionnalité, en vue de pouvoir assurer l'ensemble des fonctions productives, sociales et protectrices qu'une forêt est amenée à jouer et il serait regrettable de voir des propriétés forestières privées se fermer à l'usage collectif sous l'effet d'une prise de conscience des risques de responsabilité qu'engendre une telle ouverture pour le propriétaire privé.

Dans le contexte des résolutions des Conférences ministérielles sur la Protection des Forêts en Europe, la résolution N°3 de Vienne énonce qu'il y a lieu de «préserver et augmenter les dimensions sociales et culturelles de la gestion forestière durable en Europe».

Le «Programme forestier national», établi de manière consensuelle dans le cadre d'un processus participatif important, énonce un certain nombre de stratégies et de mesures à appliquer à la forêt et le point 16 dispose: «Les activités récréatives se déroulent en forêt sans entrer en conflit avec ses fonctions de protection ou de production».

Conscient du rôle important que joue la forêt privée dans le paysage luxembourgeois, au niveau du développement rural et dans les domaines récréatif et de protection, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural vise un équilibre entre les rôles économique, écologique et sociale des forêts et ce dans le contexte du développement durable. À cet effet, la politique forestière tente de concilier tant l'intérêt du public que celui du propriétaire privé.

2. Le problème de la responsabilité des propriétaires forestiers étant à voir dans le cadre des principes généraux de la responsabilité civile applicables à tout citoyen, il n'est dès lors guère concevable que l'État puisse prendre en charge efficacement et équitablement la totalité ou une partie du coût de l'assurance responsabilité civile des propriétaires forestiers privés.

À noter, toutefois, que le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural accorde aux propriétaires forestiers privés un certain nombre de types de subventions ponctuelles pour encourager certaines mesures exécutées conformément à la politique forestière préconisée par le Ministère, comme par exemple les aides aux mesures forestières (règlement grand-ducal du 10 octobre 1995), les aides en faveur de la diversité biologique (règlement grand-ducal du 22 mars 2002), les aides agricoles ou la mise à disposition de conseillers techniques pour le «Groupement des Sylviculteurs». Dans cet ordre d'idées il serait aussi envisageable d'établir un dialogue entre le département du Ministère de l'Agriculture, de la Viti-

culture et du Développement rural et les propriétaires privés afin de rechercher des solutions conjointes au problème évoqué par l'honorable Député.

Question 0614 (21.9.2005) de **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR) concernant l'**étude Cargolux/Boeing sur la réduction des nuisances sonores des avions décollant et atterrissant au Findel:**

De nombreux habitants de la ville de Luxembourg et de Niederanven espèrent que le bruit des avions décollant et atterrissant au Findel soit réduit dans les limites du possible. Dans ce contexte une étude Cargolux/Boeing a été établie il y a environ deux ans. Cette étude suggère, preuve à l'appui, de nouvelles voies d'approche pour les phases de décollage et d'atterrissage des avions. Selon l'étude en question ces voies amèneraient une réduction sensible des nuisances sonores.

Or, jusqu'à présent cette étude n'a pas connu de suite.

J'aimerais dès lors vous poser les questions suivantes:

1. Pouvez-vous me confirmer que l'étude précitée a bien été remise à votre prédécesseur?

2. Pouvez-vous me faire connaître les principales conclusions de cette étude?

3. Si comme je l'espère les conclusions visant à modifier les voies d'approche sont concluantes quant à une réduction des nuisances sonores occasionnées par les avions en approche et au décollage, est-ce que vous envisagez de prendre les mesures nécessaires pour quelles soient appliquées?

4. Si non, quelles sont les raisons qui vous amènent à conclure qu'il ne faut pas donner suite aux conclusions de l'étude?

Réponse (7.11.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

L'honorable Député d'enquiert sur les résultats d'une étude au sujet des voies d'approche pour les phases du décollage et d'atterrissage des avions.

Le Ministère a activement participé aux travaux du groupe de travail établi par Cargolux par l'intermédiaire de l'administration de l'aéroport.

Les principales conclusions peuvent être scindées en deux volets, à savoir:

a. adaptations dans l'exploitation des avions au sol et en vol;

b. modifications des trajectoires normalisées de départ et d'arrivée existantes.

Les réductions de bruit telles que développées dans l'étude ont été accueillies très favorablement par les autorités respectant ainsi les efforts entrepris par Cargolux pour minimiser pour autant que faire se peut les impacts acoustiques de leurs opérations sur les communautés avoisinantes.

Toutefois, il convient de préciser que le modèle utilisé pour l'étude se base sur une piste horizontale, ce qui n'est pas le cas pour l'aéroport de Luxembourg, et l'étude n'adresse pas les modifications afférentes requises de l'infrastructure aéroportuaire ni les solutions techniques pour leur mise en œuvre.

En fait, la réalisation de ces réductions de bruit va de pair avec des changements d'emplacement des installations de radionavigation. Sachant que les bâtiments existants ou projetés de bâtiments ainsi que les postes de stationnement des avions existants ou projetés peuvent avoir des répercussions néfastes sur le fonctionnement de

ces installations, il s'agissait en premier lieu d'adresser ces sujets. Puisque ces points sont désormais clarifiés, une étude détaillée sera commandée auprès d'une firme spécialisée en la matière afin d'étudier la faisabilité technique des modifications afférentes ainsi que l'impact financier de ces modifications.

Question 0616 (22.9.2005) de M. Claude Meisch (DP) concernant l'élaboration d'un document sur la réforme territoriale par le Cercle Joseph Bech:

Dans une interview radiodiffusée sur les ondes de RTL-Radio Lëtzebuerg en date du 21 septembre 2005, un membre du Cercle Joseph Bech et membre actif du PCS a affirmé que des fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur auraient participé à l'élaboration d'un document publié par ledit cercle de réflexion, demandant entre autres la réduction du nombre de communes de 118 à 46 unités. Dans cette même interview il a été dit ce qui suit:

Cercle Bech: „Ech weess, datt de Jean-Marie Halsdorf intensiivst u Virstellungen a Propositionne bastelt, déi deem, wat mir proposéieren, net wäit aus de Féiss lafen (...) Mä am Endeffekt besteet awer tëschent dem Jean-Marie Halsdorf an eis an där heier Saach awer keng grouss Dissonanz.“

Journaliste: „Et ass och vläicht besser, well déi Reforme goufe jo zum Deel ausgeschafft vun zwee héije Beamte vum Innenministère mengen Informationen no. War de Jean-Marie Halsdorf doranner mat ageweit?“

Cercle Bech: „Hie weess manifestement, datt déi Leit, vun deenen Dir schwätzt, bei eis am Club sinn.“

Journaliste: „Also, et gëtt ganz enk Lienen tëschent dem Jean-Marie Halsdorf, dem Cercle Joseph Bech an dem Innenministère.“

Le représentant du Cercle Bech a donc confirmé que deux hauts fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur ont participé activement à l'élaboration dudit document.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

1. Monsieur le Ministre partage-t-il les vues du Cercle Joseph Bech? Dans la négative, quelles en sont les raisons? Dans l'affirmative, ces vues correspondent-elles au document officiel du Ministère «Concept intégratif pour une réforme territoriale et administrative du Grand-Duché de Luxembourg»?

2. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du fait que les deux fonctionnaires en question ont collaboré avec le Cercle Joseph Bech, un club de réflexion proche du Parti Chrétien Social? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il approuvé cette collaboration?

3. Quelles sont les fonctions exactes que ces hauts fonctionnaires occupent au sein du Ministère de l'Intérieur? Est-ce que ces fonctionnaires sont aussi impliqués dans les discussions en vue d'une réforme territoriale au sein du Ministère?

4. Sachant que deux hauts fonctionnaires ont activement participé à l'élaboration d'un document hautement politique, Messieurs les Ministres de l'Intérieur et de la Fonction publique sont-ils d'avis que l'impartialité des deux hauts fonctionnaires dans ce dossier précis est encore garantie? Dans la négative, quelles sont les conclusions que Messieurs les Ministres entendent en tirer?

Réponse commune (15.11.2005) de M. Claude Wiseler, Ministre

de la Fonction publique et de la Réforme administrative et de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

En réponse à la question de Monsieur le Député Claude Meisch, il y a lieu de rappeler tout d'abord qu'en ce qui concerne le volet de la réforme territoriale et administrative, les vues et idées du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ont été formulées dans le document officiel du Ministère mentionné par l'honorable Député et présenté le 9 mai 2005 devant la Commission spéciale «Réorganisation territoriale» de la Chambre des Députés, alors que le document en question date déjà du 29 avril 2005.

Ledit document a été établi à la demande de la Chambre des Députés en vue de lancer les débats au sein de ladite Commission spéciale à laquelle il appartient dès à présent de discuter de la réforme territoriale à opérer sur base des propositions ministérielles et en considérant l'apport des différents groupes parlementaires.

Il est probable qu'en dehors des propositions formulées par les groupements politiques d'autres idées ou revendications seront formulées par des groupes du monde associatif ou organisations de la société civile à propos de ladite réforme.

Partant et dans le respect de la liberté d'expression, le Ministre n'a pas à s'exprimer officiellement sur les vues d'un groupe de réflexion en particulier, mais il en prend acte en tant que contribution à un débat qui est lancé.

Il doit être évident que le document intitulé «Concept intégratif pour une réforme territoriale et administrative» présenté le 9 mai 2005 devant la Commission spéciale constitue la position claire et définitive du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, en attendant le résultat des travaux parlementaires.

Ensuite, il convient de préciser certains principes fondamentaux régissant notre État de Droit.

Tout d'abord, notre Constitution garantit un certain nombre de libertés individuelles à tous les citoyens, dont notamment celle de l'opinion et celle de s'associer.

Ces mêmes libertés sont protégées par la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des Libertés fondamentales par laquelle notre pays est lié.

Il va sans dire que l'État en sa qualité d'employeur se doit de respecter les libertés individuelles garanties par les textes fondamentaux. Il n'a par conséquent pas à s'intéresser aux opinions politiques ou philosophiques de ses agents ou à leur appartenance à un parti politique ou une autre association, mais il ne doit prendre en considération que leur attitude dans l'accomplissement de leurs missions et le respect de leurs obligations statutaires.

Dans ce contexte le Ministre n'a pas à suivre de près les activités privées de ses collaborateurs, ce qui se justifie d'autant plus qu'aucun des hauts fonctionnaires impliqués dans le dossier de la réforme territoriale et administrative n'a donné lieu par son comportement dans l'exercice de sa fonction à une crainte quelconque concernant son impartialité.

Question 0617 (22.9.2005) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant le télétravail:

Les premières réflexions sur le télétravail remontent au début des années '80 grâce notamment au développement des technologies de l'information et de la communication. Cette «nouvelle» forme de

travail rencontre de nos jours un regain d'actualité notamment parce qu'elle apparaît comme une des solutions permettant aux entreprises de faire face à un environnement de plus en plus concurrentiel marqué par des ajustements constants.

L'évolution des mentalités est également un facteur de croissance du télétravail. De plus en plus de salariés conçoivent l'idée d'exercer leur activité professionnelle en dehors du lieu de travail traditionnel, et ce d'autant plus s'ils aspirent à un meilleur équilibre entre leur vie professionnelle et familiale ou privée.

Le télétravail constitue dès lors une piste intéressante pour augmenter le taux d'activité de manière générale et plus particulièrement le taux d'activité des salariés âgés ainsi que celui des femmes. Il est rappelé dans ce contexte que les travailleurs âgés de plus de 50 ans représentent environ 13,6% de la population active occupée au Luxembourg¹ et que le taux d'activité des femmes se situe aux alentours de 54,7%. Or, l'un des principaux objectifs de la stratégie de Lisbonne, principe réaffirmé lors du Conseil de Luxembourg en début d'année, est d'augmenter au niveau de l'Union européenne tant le taux d'emploi des travailleurs âgés que celui des femmes, taux qui devraient atteindre 50% respectivement 60% en 2010.

Si au niveau de la fonction publique une loi du 19 mai 2003 donne une assise juridique à cette forme «atypique» de travail, il n'en est rien au niveau du secteur privé, ce qui n'est pas sans nourrir des inquiétudes tant au niveau des salariés qu'au niveau des employeurs, et ce d'autant plus que cette nouvelle forme de travail n'est pas sans comporter certains dangers et risques de dérives.

Il est dans ce contexte rappelé que le 16 juillet 2002 a été signé un accord-cadre européen sur le télétravail. Cette signature est la première expression d'un véritable accord entre partenaires sociaux au niveau européen et même s'il ne présente pas de caractère juridique contraignant il incite les partenaires sociaux au plan national à réfléchir sur les règles à adopter. Il est encore rappelé qu'au niveau national la loi du 30 juin 2004 sur les relations collectives de travail a créé un nouvel instrument juridique, à savoir les accords interprofessionnels du travail, instrument qui devra être mis en œuvre.

Lors d'un exposé devant les membres de la Commission du Travail et de l'Emploi en début de l'année législative 2004-2005, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a informé la commission parlementaire que le Gouvernement allait consulter les partenaires sociaux au sujet de ces accords pour déterminer avec eux les questions qui feraient l'objet de négociations entre partenaires sociaux en précisant que le télétravail constituerait assurément un des dossiers les plus sensibles.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Si le Gouvernement a d'ores et déjà pris contact avec les partenaires sociaux respectivement si un calendrier pour les discussions et négociations a déjà été arrêté?

- En cas de réponse négative, le Gouvernement entend-t-il intervenir rapidement? Et de quelle manière, sachant qu'il s'est engagé à intervenir subsidiairement en l'absence d'un accord entre les partenaires sociaux dans un délai raisonnable?

¹ Chiffres au 31 mars 2003

Réponse (27.10.2005) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

Comme le souligne à juste titre l'honorable Député dans sa question parlementaire le télétravail constitue certainement une piste intéressante en vue de l'augmentation du taux d'activité dans l'esprit de la stratégie de Lisbonne.

Afin de donner une assise légale à cette forme atypique de travail très complexe le Gouvernement a considéré que les partenaires sociaux étaient les mieux à même de développer des idées à ce sujet, alors qu'au niveau communautaire le sujet à également fait l'objet d'un accord entre partenaires sociaux.

Entre-temps les premiers pourparlers ont eu lieu entre partenaires sociaux au niveau national et un premier résultat de ces négociations est prévu pour fin 2005.

En attendant le résultat de ces réflexions le Gouvernement n'entend pas à l'heure actuelle prendre d'initiative légale.

Question 0618 (22.9.2005) de Mme Colette Flesch (DP) concernant la création d'une deuxième chambre criminelle:

Dans un article paru dans la presse luxembourgeoise le 15 septembre 2005, le Procureur d'État adjoint, Monsieur Jean-Paul Frising, a plaidé pour la création d'une deuxième chambre criminelle („Eigentlich gäbe es nur eine Lösung, ...nämlich die Schaffung einer zweiten Kriminalkammer“) compte tenu de la surcharge actuelle de la chambre criminelle.

- Le Ministre a-t-il connaissance des déclarations précitées?

- Partage-t-il l'analyse du Procureur d'État adjoint?

- Est-il en particulier d'avis que la création d'une deuxième chambre criminelle permettrait d'améliorer la situation?

- De façon générale, quelles sont les initiatives envisagées par le Gouvernement pour remédier à la surcharge actuelle de la chambre criminelle et répondre aux exigences de la Cour des Droits de l'Homme, notamment quant au respect d'un délai raisonnable?

Réponse (27.10.2005) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Le fait est qu'il y a régulièrement un nombre élevé d'affaires criminelles à évacuer.

D'après les renseignements de Monsieur le Procureur d'État la chambre criminelle près du Tribunal de Luxembourg a rendu comme juge du fond 26 jugements en la matière durant l'année judiciaire écoulée. L'examen de ces affaires a pris en tout 83 audiences.

Depuis le début de l'année judiciaire 2005/2006 et jusqu'à fin novembre 2005, dix affaires criminelles sont fixées devant la chambre criminelle. Ces affaires prendront selon les prévisions du Parquet quelque 40 audiences.

Actuellement dix affaires sont renvoyées devant la chambre criminelle et seront fixées prochainement.

S'il est difficile de chiffrer avec la dernière précision le nombre d'affaires criminelles pendantes, l'instruction étant encore en cours, ou se trouvant dans la procédure de renvoi, on peut, selon le Parquet de Luxembourg, avancer le chiffre de 12 à 15 affaires pour les situations visées.

L'évacuation de ces affaires pose souvent des problèmes. Le seul fait de trouver toujours des dates convenant aux experts, avocats et témoins n'est pas toujours chose aisée.

Si le nombre d'affaires criminelles a augmenté, ceci est dû à une augmentation de faits de nature criminelle selon les critères du code pénal.

Par ailleurs, à force de fixer prioritairement les affaires mettant en cause des personnes en détention préventive, les autres affaires risquent de prendre du retard.

Eu égard à tous les problèmes évoqués ci-avant, Monsieur le Procureur d'État adjoint Jean-Paul Frising a émis la suggestion de l'examen de la piste d'une deuxième formation de juges, susceptible de siéger comme chambre criminelle, parallèlement à la formation principale, si les nécessités l'exigeaient. J'estime qu'il s'agit d'une réflexion intéressante que je demanderai aux autorités judiciaires d'examiner plus en détail.

Question 0619 (23.9.2005) de M. Claude Meisch (DP) concernant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso a déclaré ce mercredi 21 septembre à Bruxelles, au lendemain d'un séminaire avec ses 24 collègues, que la ratification du traité constitutionnel serait reportée d'au moins deux à trois ans après son rejet par la France et les Pays-Bas. Selon le journal «Le Monde», M. Barroso aurait déclaré qu'«il n'y aura pas de Constitution dans les années à venir, c'est évident, regardons cela en face». Dans le journal «Le Figaro», il est cité comme suit: «Dans un avenir proche nous n'aurons pas de Constitution. (...) Arrêtons d'entretenir l'illusion d'une Constitution, arrêtons les discussions transcendantes sur l'avenir de l'Europe et mettons-nous au travail sur la base des traités existants.»

Considérant qu'il s'agit ici d'une nouvelle position de la Commission européenne ayant plaidé jusqu'ici pour la continuation du processus de ratification, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Le Gouvernement luxembourgeois partage-t-il les vues de la Commission européenne? Dans l'affirmative, quelle implication cette décision aura-t-elle sur le processus de ratification du traité constitutionnel en Europe et au Luxembourg? Dans la négative, comment le Gouvernement entend-il réagir?

- Monsieur le Premier Ministre peut-il m'indiquer si le Gouvernement croit toujours à un redémarrage du processus de ratification du traité au sein de l'Union européenne? Dans l'affirmative, comment le Gouvernement entend-il procéder pour relancer le processus de ratification?

Réponse (9.11.2005) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État:

Le Président de la Commission européenne, Monsieur José Manuel Barroso, a expliqué à plusieurs reprises depuis le 21 septembre qu'il serait illusoire de considérer que le projet de traité constitutionnel européen pourrait entrer en vigueur pendant les deux années à venir.

Le Gouvernement luxembourgeois à son tour a fait savoir - avant, pendant et après la campagne référendaire luxembourgeoise - qu'il ne pensait pas que le traité soumis au vote des Luxembourgeois entrerait en vigueur au terme initialement convenu.

Le Gouvernement luxembourgeois continue de penser que la pause de réflexion et d'explication décidée lors du Conseil européen de juin doit être mise à profit pour relancer le processus de ratification.

Il appartiendra à chaque Gouvernement d'organiser ce débat sur le

plan national et à la Commission de le mener au plan communautaire.

Dans la récente déclaration de politique générale que le Gouvernement a présentée à la Chambre il a exprimé les grandes lignes de sa démarche en la matière.

Question 0620 (23.9.2005) de **M. Claude Meisch (DP)** concernant la **sécurité des élèves et des enseignants:**

Il me revient qu'en date de ce jour un individu armé aurait été aperçu à l'heure de midi sur le territoire du Campus Geesseknäppchen et aurait sérieusement menacé la sécurité des élèves.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et Monsieur le Ministre responsable de la Sécurité publique intérieure:

- Est-ce que Madame et Monsieur les Ministres ont connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, peuvent-ils me dire si des mesures de sécurité ont été prises afin d'assurer la sécurité des élèves et des enseignants? Dans l'affirmative, lesquelles?

- La police a-t-elle été informée de cette menace? Dans l'affirmative, est-ce que l'individu dont question a pu être arrêté?

- Les parents des élèves ont-ils été informés de cet incident?

- Enfin, est-ce que Madame et Monsieur les Ministres peuvent me dire si des mesures de sécurité sont prévues en général sur les campus scolaires à travers le pays afin de garantir la sécurité des élèves? Dans la négative, quelles en sont les raisons respectivement est-ce que de telles mesures seront prévues à l'avenir?

- En général, la police est-elle outillée et entraînée pour intervenir au cas où un ou plusieurs individus menaceraient sérieusement des enseignants et/ou élèves?

Réponse commune (22.11.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle** et de **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Le jeudi 22 septembre 2005, vers l'heure de midi, des policiers se trouvaient effectivement aux alentours du Campus scolaire Geesseknäppchen. Ces policiers participaient à une opération de recherche d'un malfaiteur, lancée suite à l'agression d'une personne âgée, qui avait eu lieu vers 11h20 heures au boulevard Marcel Cahen à Merl.

Lors de cette opération, les policiers furent en contact avec des membres du corps enseignant du campus ainsi qu'avec le chef de sécurité de la «International School of Luxembourg».

Il y a lieu de préciser que l'auteur recherché par la police, et arrêté le 29 septembre 2005, n'était pas armé et ne se trouvait pas dans l'enceinte scolaire. Voilà pourquoi les parents d'élèves n'ont pas été informés.

En ce qui concerne la sécurité des enseignants et des élèves, il faut rappeler que la Police grand-ducale entretient des relations étroites avec la direction des différents établissements et organise une présence policière régulière aux alentours des sites scolaires.

Question 0621 (27.9.2005) de **Mme Anne Brasseur (DP)** concernant la **construction d'une ligne de haute tension**

de Belval vers la France pour l'alimentation en énergie électrique de la société Arcelor:

En date du 26 septembre 2005 Monsieur le Ministre de l'Environnement a refusé de donner son accord pour la construction d'une ligne de haute tension (225kV) de Belval vers la France. Cette ligne a été demandée par la société Arcelor afin de sécuriser son alimentation en énergie électrique. Monsieur le Ministre de l'Économie a ouvertement déclaré être déçu de cette décision du Ministre de l'Environnement et a parlé d'un mauvais signal pour l'industrie luxembourgeoise.

Voilà pourquoi je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

a) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la position du Gouvernement en la matière, vu les deux positions opposées des ministres susmentionnés?

b) Devant la toile de fond des discussions sur la compétitivité de notre économie, le Gouvernement est-il prêt à chercher une solution adéquate ensemble avec les responsables d'Arcelor? Est-ce qu'un raccordement souterrain serait envisageable?

c) Le Gouvernement est-il en principe opposé à un approvisionnement en électricité provenant d'une centrale nucléaire française?

Réponse (15.11.2005) de **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État:**

L'honorable Députée Madame Anne Brasseur m'interroge sur l'attitude du Gouvernement concernant la construction d'une ligne de haute tension de Belval vers la France, l'autorisation y afférente ayant été demandée par la société Arcelor afin de sécuriser son alimentation en électricité.

La question de l'honorable Députée appelle plusieurs éléments de réponse:

1. La décision de refus de Monsieur le Ministre de l'Environnement, prise dans le cadre des compétences qui sont les siennes propres, n'appelle pas de commentaire, sauf celui que je ne vois pas que Monsieur le Ministre de l'Environnement aurait pu décider autrement vu les contraintes que fait peser sur lui la législation relative à la protection de la nature de 2004, législation adoptée par le Gouvernement précédant et à l'initiative d'un ministre libéral de l'Environnement.
2. Le Gouvernement se tient prêt à envisager un tracé alternatif que Sotel pourrait proposer. Par ailleurs le Gouvernement attend les conclusions à tirer de l'étude commandée par le Ministre de l'Économie sur l'approvisionnement énergétique du pays.

Question 0622 (28.9.2005) de **M. Marcel Oberweis (CSV)** concernant les **normes ISO 14.000:**

En septembre 1996 l'Organisation internationale de Normalisation a élaboré les premières normes ISO 14.000 pour atteindre les objectifs définis en termes de développement durable.

Elles fournissent les éléments d'un système de management environnemental et ont pour mission d'aider les entreprises à définir ou préciser leurs actions en faveur de l'environnement via la maîtrise de l'impact de leurs activités, produits ou services. Elles ne fixent pas de résultats stricts à atteindre, mais promeuvent plutôt l'optimisation des méthodes de travail et des mécanismes permettant de réduire les incidences environnementales et ceci via une approche stratégique globale des politiques, plans et ac-

tions de l'entreprise en matière d'environnement.

Dans ce contexte il est important de préciser que la certification ISO 14.000 passe tout d'abord par la vérification de la conformité aux lois et règlements relatifs à l'environnement.

Ainsi, les impacts sur l'environnement tels que la consommation de combustible, d'électricité et de papier, les déplacements professionnels, le rejet des eaux usées et la gestion des déchets sont évalués et comparés aux normes existantes.

Une telle démarche proactive en faveur de l'environnement est certainement valorisante pour une entreprise et peut donner entre autres les atouts suivants:

- amélioration de la performance environnementale;
- coût réduit de la gestion des déchets;
- économie de coûts dans la consommation d'énergie et des matériaux;
- amélioration de l'image environnementale de l'entreprise auprès des citoyens;
- acquisition d'un avantage concurrentiel sur son marché.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Classes moyennes:

- Au Luxembourg, combien d'entreprises sont certifiées suivant les normes ISO 14.000?

- Dans ce contexte quel est le nombre total des demandes reçues dans le cadre de l'article 2 de la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises (Article 6 - aides pour services de conseil - du règlement grand-ducal du 19 février 2005 portant exécution de l'article 2 de la loi du 30 juin 2004) et quel est le coût total des aides financières déjà accordées?

- Dans le cadre du processus de Lisbonne, Messieurs les Ministres envisagent-ils de sensibiliser encore davantage nos entreprises aux principes du développement durable et aux normes environnementales y afférentes?

Réponse commune (7.11.2005) de **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement** et **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:**

En réponse à la question parlementaire N°0622 du 28 septembre 2005 de Monsieur le Député Marcel Oberweis concernant les normes ISO 14.000, il y a lieu d'apporter les précisions suivantes:

Ad 1. Le Ministère de l'Environnement n'est pas compétent en matière de certification ISO 14.000. L'Administration de l'Environnement gère le système EMAS («Environmental Management and Audit Scheme») qui a intégré la norme ISO 14.001 comme système de management environnemental. Le système EMAS va plus loin, notamment en ce qui concerne l'exigence d'établir une déclaration environnementale et d'assurer la participation des employés à la mise en œuvre de l'EMAS.

Actuellement une seule entreprise dispose de la certification EMAS. D'après le Guide luxembourgeois de la qualité 2005 établi par le Mouvement luxembourgeois pour la qualité, 27 entreprises disposent de la certification ISO 14.001.

Ad 2. Depuis la mise en vigueur de la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des ré-

gimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes, le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement a traité 430 dossiers de demande reçus dans le cadre de l'article 2 de la loi en question. Une seule demande visait le subventionnement d'une certification ISO 14.000. Dans ce cas précis, le Ministère a accordé une aide financière de 9.930 euros.

Ad 3. Dans le cadre du Plan national de Réforme de la Stratégie de Lisbonne, il est rappelé que la protection de l'environnement et la compétitivité ne sont nullement antagoniques, mais bien complémentaires et que des solutions «win-win» peuvent être dégagées par une politique volontariste en ce sens.

Conformément à la ligne directrice intégrée 11, qui accorde une priorité à la diffusion rapide de technologies respectueuses de l'environnement et aux écotechnologies, le Gouvernement estime primordial que les politiques énergétique et environnementale respectent tant les aspects écologiques qu'économiques et soient, par conséquent, évaluées selon le concept d'écocoefficiency en tant que concept fondamental de l'estimation de la performance environnementale.

Dans ce contexte on peut relever principalement trois axes d'intervention:

- favoriser la R&D, l'innovation et la production d'écotechnologies, produits et services et promouvoir de nouvelles technologies de production économes, tant en matière de protection de l'environnement qu'en matière énergétique;

- améliorer la transparence et la prédictibilité des règles applicables en matière de protection de l'environnement par un recours plus systématique aux normes établies et aux vérifications de leur respect;

- internaliser les externalités négatives et instaurer progressivement un système de prix reflétant le coût réel de certaines ressources naturelles, tout en respectant le principe de l'équité de l'imposition et en évitant d'augmenter la pression fiscale.

Question 0623 (28.9.2005) de **M. Ben Fayot (LSAP)** concernant la **problématique des numéros dits de service:**

J'ai récemment été rendu attentif à la problématique des numéros dits de service, tels les numéros de help-desk en Belgique, France et Allemagne (qui permettent d'accéder entre autres aux services après-vente pour des appareils électroménagers etc.). En effet, en règle générale il n'est possible d'appeler ces numéros qu'à partir de l'État qui les héberge.

Or, cet état de choses constitue non seulement un désavantage pour le consommateur luxembourgeois p.ex., qui achète un bien dans la Grande Région - et ne peut profiter des services connexes par le biais du numéro de service -, mais au-delà aussi un frein possible au développement économique national dans la mesure où la «non-accessibilité» de ces numéros en dehors de l'État d'origine constitue à maints égards un désavantage concurrentiel pour l'entreprise désireuse de vendre et d'exporter ses biens ou services à partir du Grand-Duché.

Dans ce contexte je serai tout d'abord intéressé à apprendre la position des deux ministres concernés par rapport à cette problématique.

En deuxième lieu, Messieurs les Ministres pourraient-ils me faire savoir si ce problème est actuellement thématique au niveau de l'Union européenne, notamment dans le cadre de la libre circulation

des services ainsi que de la protection des consommateurs, et dans l'affirmative me communiquer l'état actuel des choses?

Enfin, Messieurs les Ministres pourraient-ils m'éclairer sur les moyens d'actions et solutions techniques dont nous disposons au niveau national pour permettre l'accessibilité des numéros de service luxembourgeois au-delà des frontières nationales?

Réponse commune (17.11.2005) de **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur** et de **M. Jean-Louis Schiltz, Ministre délégué aux Communications:**

Les numéros téléphoniques (ressources de numérotation) sont gérés de manière tout à fait indépendante dans chacun des 25 États membres de l'Union européenne, conformément au principe de territorialité et sous l'autorité d'un organisme national. Les préfixes «internationaux» restent les clefs d'accès aux abonnés au téléphone des différents réseaux nationaux. La notion de «marché unique» n'avance qu'à très petits pas dans le secteur des services de communications électroniques.

Comme le souligne l'honorable Député, certains numéros du réseau national ne sont accessibles qu'à partir de ce réseau. Il s'agit de numéros dits «à revenus partagés», numéros qui donnent accès à des services de contenu comme les services d'après-vente, et ceci gratuitement dans la plupart des cas, ou d'informations payantes comme les programmes de manifestations culturelles ou les services de renseignements téléphoniques par exemple. Dans ces cas, l'opérateur téléphonique facture un surplus qu'il transmet à l'abonné appelé.

À l'opposé des simples numéros d'abonnés, les numéros «à revenus partagés» ne sont pas repris dans les contrats d'interconnexion entre opérateurs, contrats à la base de la connectivité internationale.

Cette exclusion est motivée par les arguments suivants:

- une inclusion de ces numéros dans les contrats d'interconnexion est commercialement difficilement justifiable, le marché visé étant principalement national,

- avec un numéro à revenu partagé on n'établit pas une communication téléphonique classique, mais on fournit l'accès à un contenu. Or la réglementation du contenu obéit à d'autres règles que celles établies pour le secteur des réseaux et services de communications électroniques,

- l'Internet s'établit de plus en plus en produit de substitution à ces numéros.

Si le désavantage pour le consommateur avant acheté à l'étranger est manifeste, rien n'empêche cependant des entreprises exportant des biens et des services à partir d'un État membre de l'UE de se faire attribuer des numéros à revenu partagé dans tous les États membres de leur choix, cette limitation à l'État d'origine ne représente pas plus un désavantage concurrentiel que l'étendue géographique de l'État d'origine.

Au niveau communautaire la Commission européenne vient de publier en septembre 2005 une étude qui fait état des obstacles à surmonter pour parvenir à un marché unique pour les services à valeur ajoutée accessibles à partir de numéros à revenu partagé. L'étude propose des scénarios différents pour remédier à la situation actuelle, scénarios qui seront analysés et discutés au sein des groupes de travail rapportant au Conseil européen.

Le texte intégral de l'étude est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/information_society/policy/ecomm/info_centre/documentation/studies_ext_consult/index_en.htm

Enfin, la solution au problème n'est point technique, mais contractuelle, les contrats d'interconnexion entre opérateurs devant régler les aspects financiers de l'accessibilité transfrontière à des numéros «gratuits» pour l'utilisateur appelant ou «payants» à cause du contenu diffusé.

Question 0624 (29.9.2005) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la **loi électorale (entrée en fonction des nouveaux conseils communaux):**

Duerch dat neit Wahlgesetz vum 18. Februar 2003 hunn och eng ganz Rei gesetzlech Bestëmmunge fir d'Gemengewahle geännert. Bei der geneeër Analys vun enger Rei vun dëse Bestëmmunge gleeuwen ech op eng Onstëmmegeeket gestouss ze sinn.

Esou steet am Artikel 186, datt «Les membres du conseil communal sont élus pour le terme de six ans, à compter du 1er janvier qui suit leur élection, nonobstant les dispositions de l'article 187».

Elo seet awer den Artikel 187, datt «L'entrée en fonctions du nouveau conseil communal se fait dès que les nominations et, le cas échéant, les assermentations du bourgmestre et des échevins ont été opérées».

Duerch deen «nonobstant» vum Artikel 186 géng dat am Zesummespill mam Artikel 187 eventuell bedeiten, datt déi al Gemengeréit bis den 1. Januar 2006 a Funktioun sinn, egal wéini déi nei Gemengeréit assermentéiert respektiv nominéiert ginn.

An dësem Zesammenhang hunn ech dofir folgend Froen un den Här Innenminister:

1) Wat fir eng Interpretatioun gétt de Minister vun deenen zwee uewe genannten Artikelen?

2) Misst, wann et sech ëm eng Onklarheit handelt, d'Gesetz net iwwerschaaff ginn?

Réponse (7.11.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Ech si verwonnert vum Här Deputéierte Gibéryen eng Ufro ze kréien iwwert d'Interpretatioun vun engem Gesetzestext, deen hien als Member vun der Chamber selwer mat gestëmmt huet. Ech wëll dem Här Gibéryen d'Artikelen 186 an 187 vum Wahlgesetz awer gären erklären.

Den Artikel 186 gesäit vir, dass d'Membere vun Gemengerot fir sechs Joer gewielt sinn an dass déi sechs Joer vum 1. Januar no de Wahlen u gerechent ginn, dëst «nonobstant» vun den Dispositiounen vum Artikel 187. Genau gesot bedeit dës Dispositioun, dass den neie Gemengerot wuel virum 1. Januar ka seng Funktiounen ophuelen, dass déi sechs Joer awer trotzdem ab dem 1. Januar gerechent ginn.

Den Artikel 187, deen eng Neierung bréngt am Verglach mam fréiere Wahlgesetz, seet, dass den neie Gemengerot säin Amt untrëtt, soubal wéi d'Nominatiounen a gegebenefalls d'Vereedegunge vum Buergermeeschter a vun de Schäfte gemaach sinn.

Eng ganz wichteg Roll spillt heibäi d'Vereedegung: Éreischt nodeems e Kandidat de virgeschriwwenen Eed geleescht huet, kann hie seng Funktiounen ophuelen. Déi Buergermeeschteren a Schäfte, déi virum am „alen“ Gemengerot en anert Mandat haten, mussen deen Eed natierlech och leeschten; déi Buergermeeschteren a Schäfte, deenen hiert Mandat direkt erneiert gétt, brauchen deen Eed net nach eemol ze leeschten. D'Conseillere, déi nei gewielt goufen, mussen och en Eed leeschten

ier si kënnen hir Funktiounen erfëllen, woubäi d'Conseillere, déi direkt erëmgewielt goufen, deen Eed net nach eemol leeschte mussen.

Deen neie Gemengerot kann eréischt valabel délibéréiere wann d'Majoritéit vu senger Memberen den Eed geleescht huet. Soubal also den neie Gemengerot a Funktioun ass, halen automatesch d'Aktivitéit vum ale Gemengerot op an d'Mandat vu senger Memberen ass zu Enn: Déi al Gemengeréit sinn also kengesfalls automatesch bis den 1. Januar a Funktioun.

Question 0625 (30.9.2005) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la **mise en œuvre des conclusions du consultant McKinsey sur l'adéquation des structures de travail de la Direction de l'Aviation civile:**

Début 2004 le Gouvernement précédant avait chargé le consultant McKinsey d'une étude sur l'adéquation des structures de travail de la Direction de l'Aviation civile et sur l'état de la mise en œuvre de la loi du 19 mai 1999. Les conclusions de l'étude avaient par la suite encore été validées par ce Gouvernement le 11 juin 2004, et il revint au nouveau Ministre des Transports de présenter les conclusions en question à la Commission des Transports de la Chambre des Députés le 11 octobre 2004.

- Monsieur le Ministre des Transports peut-il me dire où en est la mise en œuvre de ces conclusions à l'heure actuelle?

- Qu'en est-il notamment de la transposition des exigences communautaires concernant la sécurité et la sûreté aériennes et aéroportuaires ainsi que la protection de l'habitat riverain contre les inconvénients dus au trafic aérien autour des aéroports?

- Les relations avec le Bureau Veritas ont-elles entre-temps été régularisées, et si oui dans quelle forme? Les nouvelles règles de coopération interdisent-elles en particulier à Bureau Veritas de travailler pour des compagnies aériennes que ce bureau est chargé de contrôler pour compte de l'administration publique?

Réponse (11.11.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

L'honorable Député fait référence à l'étude du consultant McKinsey de 2004 sur la réévaluation de l'organisation des autorités aéronautiques luxembourgeoises. Quant aux orientations générales de l'étude, il y a lieu de relever que la répartition des responsabilités dans le domaine aéronautique a été ajustée entre les différents acteurs qui sont la Direction de l'Aviation civile, l'Administration de l'Aéroport, la société de l'aéroport lux-Airport et finalement le transporteur aérien Luxair. Ce processus ne pourra cependant être définitivement clôturé (notamment les relations de compétence en matière d'infrastructure et de gestion aéroportuaire entre lux-Airport et Luxair) qu'avec l'aboutissement du dossier de la construction de la nouvelle aérogare.

Pour ce qui concerne l'organisation interne de la Direction de l'Aviation civile dont notamment l'élément de renforcement des effectifs, les procédures pour le recrutement des deux agents «coordinateur et inspecteur de sûreté» sont en phase finale.

Les pourparlers avec le Bureau Veritas sur les relations d'affaires sont en cours et les travaux sur la redéfinition du cadre juridique feront prochainement l'objet d'une proposition des services juridiques respectifs qui précisera le champ de compétence dont le Bureau sera chargé pour le compte de l'admini-

stration publique. Le cadre juridique sera par la suite complété par une annexe technique qui renseignera en détail sur la nature, le niveau et l'ampleur des interventions respectives de la Direction de l'Aviation civile et du Bureau Veritas vis-à-vis des acteurs de l'industrie.

L'honorable Député relève en particulier le volet «de la transposition des exigences communautaires concernant la sécurité et la sûreté aériennes et aéroportuaires ainsi que la protection de l'habitat riverain contre les inconvénients dus au trafic aérien autour des aéroports».

S'agissant de la sécurité aérienne (safety), les travaux de mise en œuvre de la directive 2004/36 dite «directive SAFA» (Safety assessment of foreign aircraft), ont été entamés dans l'optique d'organiser le contrôle des avions de pays tiers empruntant les aéroports communautaires ainsi que de collecter et centraliser l'information sur les éventuels constats effectués afin de mettre à la disposition de tous les États membres de l'Union européenne les renseignements sur les manquements aux règles internationales de sécurité aérienne. Les travaux de mise en œuvre doivent cependant tenir compte de la récente évolution du cadre communautaire liée à l'établissement d'une «liste noire» européenne des compagnies aériennes considérées comme peu sûres.

Dans le domaine de la sûreté aérienne (security) le Luxembourg ne connaît aucun retard de transposition.

Quant à la question des nuisances sonores, l'aéroport de Luxembourg se trouve en dessous du seuil d'applicabilité minimal fixé dans les définitions et calculé d'après les règles de computation de la directive 2002/30 relative à la gestion du bruit. La Commission européenne et le Luxembourg se trouvent en instance contentieuse devant la Cour de Justice des Communautés européennes sur la question de la nécessité de transposer un acte juridique qui, du point de vue matériel, ne viendrait pas à s'appliquer.

Question 0626 (30.9.2005) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les **stages auprès du Centre de Formation pour Conducteurs de Colmar-Berg offerts aux agents CFL dans le cadre de la campagne de prévention des CFL contre les «accidents de trajet»:**

La direction des CFL annonce dans la presse syndicale l'organisation, avec le Centre de Formation pour Conducteurs de Colmar-Berg, de stages de conduite pour automobilistes et motocyclistes en signalant que ces cours s'insèrent dans la campagne de prévention des CFL contre les «accidents de trajet».

Tout en soulignant le caractère louable de toute initiative destinée à contribuer à l'amélioration de la sécurité sur nos routes, je note que les CFL prennent à charge un tiers des frais d'inscription de leurs agents auxdits cours.

Est-ce que Monsieur le Ministre de la Fonction publique peut me dire si, en application du principe d'assimilation des régimes salariaux publics, pareils cours sont également offerts par l'État et les communes à leurs agents, et si l'État et les communes assument à leur tour une prise en charge partielle des frais d'inscription de leurs agents respectifs à de tels cours?

Réponse (9.11.2005) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

L'honorable Monsieur Xavier Bettel pose un certain nombre de questions concernant l'organisation de stages de conduite au Centre de Formation pour Conducteurs à Colmar-Berg destinés aux agents de l'État et des communes.

En réponse permettez-moi de vous fournir les informations suivantes.

L'Institut national d'administration publique a organisé en 2004 et 2005 cinq cours de perfectionnement destinés aux chauffeurs de bus et de camion engagés dans les services de l'État et des communes. Ces cours, organisés en collaboration avec le Centre de Formation pour Conducteurs à Colmar-Berg, étaient orientés autour des sujets suivants:

- a. Conscience du danger et responsabilité du chauffeur
- b. Technique de la conduite
 - slalom
 - freinage avec et sans ABS
 - freinage avec évitement avec et sans ABS
 - distance entre deux véhicules
 - descente avec évitement d'obstacles
 - montée (ASR)
 - rond-point et conduite en virage
 - tous les exercices pratiques se déroulent sur des surfaces à coefficient de friction très bas pour éviter l'usure des pneus et du matériel et pour amplifier les fautes.
- c. Technologie
 - ABS
 - frein moteur
 - retarder
 - pneus
- d. Conduite économique et écologique.

Les cinq cours ont été suivis par 55 agents de l'État et des communes et le prix de chaque cours s'élevait à 1.837 €. Ces frais ont été pris en charge intégralement par l'Institut national d'administration publique.

Question 0627 (30.9.2005) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **nombre d'avions de ligne et de transport immatriculés au Luxembourg:**

Les récentes catastrophes d'avions ont soulevé la question de la sécurité aérienne avec une nouvelle acuité, surtout que des négligences des compagnies impliquées au niveau de la maintenance de leurs avions ne peuvent plus être écartées?

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre d'avions de ligne immatriculés au Luxembourg?
- Monsieur le Ministre peut-il également fournir des données chiffrées concernant le nombre d'avions de transport immatriculés au Luxembourg?
- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien d'hélicoptères sont immatriculés au Luxembourg?
- Selon quelles règles et dans quel rythme les avions et les hélicoptères immatriculés au Luxembourg sont-ils contrôlés par les autorités luxembourgeoises? Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées à ce sujet?

Réponse (26.10.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

En date du 10 octobre 2005, le registre luxembourgeois des aéronefs comporte 60 aéronefs utilisés à des fins commerciales pour effectuer du transport aérien sous couvert d'une licence luxembourgeoise de transporteur aérien.

Parmi ces 60 aéronefs figurent:

- 18 avions utilisés pour le transport de marchandises;
- 38 avions et 4 hélicoptères utilisés pour le transport de passagers.

En tout le registre luxembourgeois des aéronefs comporte 13 hélicoptères.

Les aéronefs effectuant du transport aérien doivent être entretenus selon les règles définies par le règlement (CE) 2042/2003 relatif au maintien de la navigabilité des aéronefs et des produits, pièces et équipements aéronautiques et relatif à l'agrément des organismes et des personnels participant à ces tâches.

Les aéronefs subissent un contrôle technique tous les trois ans au cours duquel la Direction de l'Aviation civile s'assure que ces aéronefs sont en état de navigabilité et que l'entretien programmé a bien été effectué.

Les compagnies aériennes, responsables de l'entretien des aéronefs, sont auditées tous les ans par la Direction de l'Aviation civile.

Question 0628 (30.9.2005) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant le **bénévolat dans le domaine des clubs sportifs:**

D'Sportsveräiner, awer och soss Organisations, kënnen net ouni déi fräiwëlleg Mathëllef vun idealistesche Bierger iwwert d'Ronne kommen.

Als Konkusioun vum Internationale Joer vun der Fräiwëlleger Mathëllef ass de 27. am Hierschtmount 2002 en leweschte Rot vun der Fräiwëlleger Mathëllef (Conseil supérieur du bénévolat) an d'Liewe geruff ginn.

De 4. am Chrëschtmount 2004 gouf eng Assise ofgehalen mam Objektiv, d'fräiwëlleg Mathëllef am Beräich vun den Associatiounen an der Gesellschaft opzewäerten.

Am Kader vun den Diskussiounen iwwert dat neit Sportsgesetz gouf och d'fräiwëlleg Mathëllef diskutéiert a festgehalen, dass dat e Beräich fir sech wier a misst an engem separate Gesetz ënnerbruecht ginn.

Bei eisem Noper Frankräich gétt et gesetzlech Dispositiounen, déi der fräiwëlleger Mathëllef e besonnesche Stellwäert zouweisen.

Opgrond vun dem aldeeglechen Asaz vun enger grousser Zuel vu fräiwëllege Mathëllefer misst et och hei am Land méiglech sinn, de Bénévolat op iergendeng Aart a Weis ze honoréieren.

Kann den zoustännege Minister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Wat fir eng Konkusiounen huet den zoustännege Minister respektiv d'Regierung aus dem Internationale Joer vun der Fräiwëlleger Mathëllef an der Assise fir eng Opwärtung vun der fräiwëlleger Hëllef gezunn?

2. Wat gedenkt den zoustännege Minister respektiv d'Regierung ze ënnerhuelen, fir d'fräiwëlleg Hëllef opzewäerten?

Réponse (9.11.2005) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre des Sports:*

Fir deejeinegen, deen aldeeglechen am Kader vu sengen Aufgaben a Missionen mat fräiwëlleger Hëllef ze dinn huet, huet d'Internationale Joer vun der Fräiwëlleger Mathëllef virum allem emol eng offiziell Wierkung mat sech bruecht. Wichteg war an ass et emol sämtlech Problematiken opzeléschten, fir datt engersäits séier a punktuell ka gewierkt ginn an anerersäits méi global, generell a laangfristeg Léisungen a Weeër kënnen ageschloen ginn. Am Sport gehéiert d'Förderung vun der fräiwëlleger Mathëllef zum normalen Hannergrond vun

der gesetzlecher Missioun vum Sportsdepartement.

Aus der Siicht vum Sport ass dem Internationale Joer vun der Fräiwëlleger Mathëllef awer ee grouse Verdéngst zouzeschreiwten, an dat ass d'Feststellung, d'Besënnung, déi verstärkten Erkenntnis, wéi wichteg an omnipresent dës Hëllef am a fir de Lëtzebuerger Sport ass. Et ass duerfir och nëmmen normal, datt de Lëtzebuerger Olympesche Comité (C.O.S.L.) als Daachorgan vun der Lëtzebuerger Sportsbewegung am neien Leweschte Rot vun der Fräiwëlleger Mathëllef vertruedeen ass.

Ouni déi geréngsten Absicht bei den Hëllef am Sport wëllen ze relativéieren, muss een dach tëschent Bénévolat a Volontariat ënnerscheeden. Als Volontairë sinn déi ze bezeichnen, deenen hir Leeschtung op iergendeng Manéier entschiedegt gëtt (Ausbilder, Traineren, Moniteuren, Arbitteren, Schreifräfte asw.) an deenen hir Missiounen des Öftere kontraktuell festgeluecht sinn. Als Bénévoler gëllen déi, déi hir Hëllef onentgeltlech leeschten an déi als Entscheidung just d'Freed an - hoffentlech - d'Unerkennung behalen.

Déi Ënnerscheidung ass dohier wichteg, well déi eng Kategorie méi einfach kann ënnerstëtzt gi wéi déi aner. Sou sinn d'Aus- a Weiderrbildungen, déi d'Volontairë brauche fir hir Missiounen ze erfëllen, souwäit se vum Stat uegebued ginn, natierlech gratis. D'Bereetstellung vun «congé sportif» fir Féierungskräfte vun de Sportsverbänn a fir den Encadrement vun de Spëtzesportler ass eng weider Moosnam vun där an der volontärer Mathëllef vill profitéiert gëtt. Dës staatelech Leeschtunge ginn am Sënn vun der Opwärtung vun der fräiwëlleger Mathëllef stänneg iwwerduecht an ausgebaut.

Et ass wichteg, datt net nëmme vun direkter, mee och vun indirekter Ënnerstëtzung geschwat gëtt. Direkt Ënnerstëtzung ass déi, déi de Volontairen a Bénévolen direkt zugutt kënn. Déi indirekt Ënnerstëtzung ass awer genausou wichteg, wann net nach méi wichteg. Et sinn dat all déi staatelech Moosnamen, Hëllef a Promotiounen un d'Sportsbewegung - Verbänn a Veräiner -, déi de Volontairen a Bénévolen hir Aarbecht an Hëllef erliichteren an iwwerhaapt méiglech maachen an esou der Lëtzebuerger Sportsbewegung déi Onofhängegkeet an Autonomie garantéieren, op déi se esou beduecht an houfrech ass.

Eng gutt Nouvelle ass, datt duerch dat neit Sportsgesetz och elo d'Aarbecht vun deene gelegentleche bénévolen Hëllef am Sport - déi Leit, déi keng Lizenz als Sportler oder Dirigent hunn - duerch déi bestehend staatelech Sportversécherung ofgedeckt ass.

Question 0629 (30.9.2005) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant le **cumul d'un mandat communal avec un poste à responsabilité au sein d'un groupe d'action locale LEADER+:**

Den Artikel 194 (2) vum Wahlgesetz vum 18. Februar 2003 gesäit eng Rei vun Incompatibilitéit vir, wou een net ka Member si vun engem Gemengerot vun enger bestëmmter Gemeng.

Mir ass elo awer zu Ouere komm, datt anscheinend bei de Gemengewahle vum 9. Oktober sech bei enger ganzer Rei vu Kandidaten landeswäit dës Fro eventuell wäert stelle wa se sollte gewielt ginn.

Wichtig an dësem Zesammenhang ass och op d'Antwort op déi rezent parlamentaresch Fro N°0465 hinzewisen (cf. *compte rendu N°2004-2005*), wou de Minister vum Développement rural an deem Kontext gesot huet: «Si une

personne concernée par un tel cumul de postes demandait mon avis à ce sujet - et une personne l'a d'ailleurs fait récemment -, je lui recommanderais vivement de ne pas aspirer au cumul d'un mandat communal avec un poste à responsabilité au sein d'un groupe d'action locale LEADER+ d'une région dont la commune concernée fait partie. En cas de cumul d'un tel poste avec un mandat de bourgmestre ou d'échevin, mon avis serait encore plus formel.»

An dësem Zesammenhang hunn ech dofir folgend dréngend Froen un den Här Innenminister:

1) Kann de Minister bestätegen, datt bei enger ganzer Rei vu Gemengewahlkandidaten no de Wahlen, am Fall wou dës Kandidaten sollte gewielt gi sinn, sech eventuell de Problem vun enger Incompatibilitéit stellt?

2) Iwwerpräift de Minister virun der Nominatioun respektiv der Assermentatioun vu gewielte Gemeengeroetsvetrieder, ob eventuell am Besuch op den Artikel 194 vum Wahlgesetz eng Incompatibilitéit besteet?

3) Hëlt de Minister dës Nominatiounen oder Assermentatiounen vir, och da wann eng Incompatibilitéit besteet?

4) Wa jo, muss de Minister intervenéieren da wann esou eng Incompatibilitéit tatsächlech agetratt ass an de Minister dovunner Kenntnis huet?

Réponse (7.11.2005) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

1. Et si menges Wëssens eng Rei Kandidaten, déi sech fir d'Gemengewahlen opgesat hunn an an der Tëschenzäit gewielt goufen, bei deenen d'Fro vun der Compatibilitéit mat hirer Aarbechtsplaz sech stellt.

2. Den Artikel 9 vum Gemeengegesetz gesäit vir, dass de gewielte Conseiller, soulaang wéi eventuell Incompatibilitéit bestinn, net ka vereedegt ginn. De Conseiller huet 30 Deeg Zäit fir senger eventuell incompatibler Situatioun en Enn ze bereeden, dës Frist leeft ab deem Dag wou hien entweder duerch de Schäfferot oder den Innenminister opgefuerdert gouf, der Incompatibilitéit en Enn ze setzen.

An dësem Zesammenhang hunn ech d'Gemengen iwwer eng Circulaire gefrot, mir déi néideg Dokumenter zoukommen ze loossen, déi mir et erméiglechen, eventuell Incompatibilitéite bei de Gewielte festzustellen. Fir de Fall, dass ech eng Incompatibilitéit feststellen, informéieren ech déi betreffend Persoun doriwwer, sou wéi den Artikel 9 vum Gemeengegesetz et virgesäit, ausser natierlech dass de Schäfferot dëst schon am Virfeld gemaach hätt.

3. Den Innenminister hëlt natierlech keng Nominatioun respektiv Vereedegung vir, wann eng Incompatibilitéit besteet. Den Artikel 9 aus dem Gemeengegesetz seet ganz kloer, dass, wann no der Frist vun den 30 Deeg d'Incompatibilitéit nach ëmmer bestoe sollt, de Gewielten als «se désistant» unzegesinn ass, dat heescht, dass hien op säi Mandat verzicht. E Gewielten, deen also eng incompatibel Situatioun bestoe léisst, verzicht domat kloer op säi Mandat a kann an dëser Logik och net nominéiert oder vereedegt ginn.

4. Fir de Fall, dass incompatibel Situatiounen duerch dat neit Wahlgesetz entstane sinn (dëst betrifft natierlech nëmmen déi Gewielten, déi direkt erémgewielt goufen an dofir keng nei Assermentatioun misste kréien), weisen ech déi betreffend Persoun schrëftlech op d'Bestoe vun dëser Incompatibilitéit hin, soubal se dovunner Kenntnis hunn. Fir si gëllt dann och d'Frist vun 30 Deeg, déi am Artikel 9 vum Gemeengegesetz virgesinn ass.

Question 0630 (3.10.2005) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les **examens de promotion dans les carrières de l'inspecteur et du brigadier policier:**

En date du 13 avril 2005 j'avais posé à Monsieur le Ministre une question concernant la non-admissibilité de six candidats aux examens de promotion dans les carrières de l'inspecteur et du brigadier policier (cf. *compte rendu N°10/2004-2005 - question parlementaire N°0401*).

Dans sa réponse Monsieur le Ministre avait fait savoir qu'il envisageait de proposer à la Chambre «de modifier la disposition en question pour que les six candidats ne soient pas lésés et puissent se présenter lors des épreuves ayant lieu en automne». Il me revient pourtant que cette session prévue pour octobre 2005 ne sera pas organisée du fait qu'il me semble qu'aucune modification de texte n'ait été proposée à la Chambre à ce jour.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer que la session prévue pour octobre a été annulée?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons pour lesquelles cette session d'examens n'est pas organisée?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si une date pour une nouvelle session d'examens a déjà été fixée?

- Enfin, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'un nouveau report des examens puisse avoir un impact négatif sur la motivation des candidats?

Réponse (21.10.2005) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Les examens de promotion des carrières de l'inspecteur et du brigadier de police auront lieu aux dates initialement prévues, c'est-à-dire en octobre et en novembre prochains.

Toutefois les six candidats qui ont déjà connu deux échecs à l'examen de promotion ne pourront pas s'y présenter alors que le projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État déposé le 14 juin 2005 par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative les autorisant à participer une troisième fois aux épreuves n'a malheureusement pas été adopté par la Chambre des Députés à ce jour.

Les six policiers concernés seront admis à participer aux sessions d'examen des mois de mars et avril 2006.

Question 0631 (3.10.2005) de M. Claude Meisch (DP) concernant le **projet d'une nouvelle ligne de chemin de fer entre Esch-sur-Alzette et Luxembourg:**

Les autorités locales, la société de promotion du site ainsi que les investisseurs publics et privés voulant s'implanter sur la friche de Belval-Ouest réclament avec insistance un raccordement ferroviaire direct avec la capitale et l'aéroport.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Transports les questions suivantes:

- Où en est le projet de ligne de chemin de fer nouvelle entre Esch-sur-Alzette et Luxembourg dont le dossier technique avait encore été finalisé par le Gouvernement précédent?

- À quand Monsieur le Ministre prévoit-il de déposer à la Chambre des Députés le projet de loi en question et d'entamer les travaux sur le terrain?

- Quel sera le tracé définitivement retenu pour cette nouvelle ligne?

- La ligne sera-t-elle exploitée par des trains classiques, par des trains-trams ou en trafic mixte? Qu'en est-il à cet égard de l'état d'avancement du projet d'acquisition de trains-trams?

- À quant est-il prévu d'entamer la réalisation de la nouvelle gare de Belval-Usines ainsi que de l'antenne ferroviaire menant vers les arrêts projetés près du futur lycée de Belvaux ainsi que près de la mairie à Belvaux? La mise en service de cette antenne se fera-t-elle parallèlement avec l'ouverture du lycée?

- Monsieur le Ministre compte-t-il maintenir un «modal split» de 60/40 pour les transports publics en ce qui concerne la desserte de la friche?

- Lors de la récente ouverture du Centre de musiques amplifiées (Rockhal) qui a constitué le premier événement de masse sur le site de Belval-Ouest, ce «modal split» a-t-il été atteint? Quel fut le nombre de trains programmés et effectivement mis en marche pour assurer l'acheminement et le retour des visiteurs et quel en fut le taux d'occupation?

Réponse (7.11.2005) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

1. Nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg - Esch-sur-Alzette

Le dossier de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg - Esch-sur-Alzette est actuellement soumis aux différentes procédures prévues par le projet de loi portant transposition en droit luxembourgeois de la directive européenne 97/11/CE.

En effet, le Ministère de l'Intérieur est en train d'effectuer une étude d'impact comparative sur quatre variantes de tracé (deux variantes train-tram et deux variantes trains classiques exploitables en trafic mixte voyageurs).

Suite à cette étude d'impact comparative, le dossier composé de l'avant-projet sommaire, de la notice d'impact sur l'environnement, de la notice d'impact sur la sécurité ainsi que de l'étude d'impact comparative sera soumis à la consultation du public. Le résultat de cette consultation accompagné des études préalablement réalisées orientera le Gouvernement en Conseil quant au choix du tracé.

Après la décision du Gouvernement au sujet du tracé, le projet sera inscrit dans le corps de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire.

Le Ministère des Transports se chargera ensuite de l'élaboration de l'avant-projet détaillé (APD) correspondant au tracé retenu par le Gouvernement en Conseil.

S'y ajoute la réalisation d'une étude d'impact détaillée par les soins du Ministère des Transports sur base d'un cahier des charges déterminé par voie de règlement grand-ducal élaboré par le Ministère ayant en ses attributions l'Environnement.

Enfin, le Ministère de l'Environnement définit les mesures compensatoires sur base de l'étude d'impact détaillée et les soumet pour approbation au Conseil de Gouvernement.

Une fois ces mesures compensatoires définies, le Ministère des Transports envisage de déposer le projet de loi relatif à la nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Esch-sur-Alzette.

Quant au choix du tracé, le Ministère des Transports préconise la variante prévue pour trafic mixte voyageurs qui longe étroitement l'autoroute A4.

2. Construction d'une antenne ferroviaire entre Belval-Usines et Belvaux-Mairie

Le projet «Construction d'une antenne ferroviaire Belval-Usines - Belvaux-Mairie» a pour objet la réalisation d'une antenne ferroviaire partant de la ligne de chemin de fer Esch-sur-Alzette - Pétange à la hauteur de l'arrêt actuel «Belval-Usines» et aboutissant en aval du centre de Belvaux en vue d'assurer la desserte par rail de la friche industrielle revalorisée de Belval-Ouest. Le projet a été retenu par la loi du 18 avril 2004 (enveloppe budgétaire de 95,45 mio euros hors TVA).

Le programme pluriannuel du Fonds du Rail 2005-2009 prévoit la réalisation de la nouvelle gare de Belval-Usines entre 2007 et 2009. La réalisation de l'antenne ferroviaire sous objet est prévue pour la période 2011-2013.

La philosophie poursuivie par le Gouvernement actuel consiste à privilégier sur le site de Belval-Ouest la desserte par transports en commun en s'alignant ainsi à l'objectif primaire qui consiste à inciter les voyageurs à utiliser davantage les transports publics afin d'obtenir à l'horizon 2020 au niveau national un «modal split» de 25% en faveur des transports publics qui devra être substantiellement plus élevé pour le site de Belval-Ouest. Dans cette optique il est d'une importance capitale de privilégier dès le début les transports en commun. À cette fin, le Ministère des Transports et les CFL ont dès le premier concert de la «Rockhal» assuré l'accessibilité du site par voie ferrée en veillant à l'installation d'une passerelle provisoire et à une desserte appropriée du site et des événements qui y ont lieu.

Lors de la récente inauguration du Centre de musiques amplifiées (Rockhal), l'arrivée des visiteurs du concert s'est fait par des trains réguliers renforcés. Pour assurer le bon déroulement de leur départ, le Ministère des Transports avait chargé les CFL de faire circuler trois trains spéciaux en direction de Luxembourg et un train spécial en direction de Pétange.

Question 0632 (3.10.2005) de M. Xavier Bettel (DP) concernant le **bilan de la semaine de la mobilité:**

Dans une interview accordée au quotidien «tageblatt» et publiée dans l'édition du 26 septembre 2005, Monsieur le Ministre des Transports dresse le bilan de la semaine de la mobilité.

Quels sont en termes quantitatifs les effets de cette semaine? De combien l'utilisation des trains et des autobus a-t-elle augmenté pendant cette semaine?

Quant à une promotion accrue du vélo, quels sont les projets en la matière? Quels sont en particulier les six axes mentionnés de la politique gouvernementale projetée? Quels sont les objectifs quantitatifs visés, par exemple en termes d'amélioration du «modal split»? Quelles sont les missions du délégué à la circulation cycliste qui a été désigné et quelles sont ses prérogatives pour la mise en œuvre de ces missions? Le choix du délégué est-il à rapprocher du fait que l'intéressé est candidat du parti socialiste pour les élections communales?

En matière de promotion des transports publics, le parti socialiste s'était, avant les élections parlementaires du 13 juin 2004, fait le héraut, d'ailleurs ensemble avec l'ADR, de l'introduction de la gratuité des transports en commun.

Maintenant qu'un ministre socialiste assume la responsabilité du portefeuille des transports, j'aimerais savoir où en est ce projet et quel en sera le coût pour les finances publiques en cas de mise en œuvre effective.

Monsieur le Ministre peut-il notamment indiquer une date concrète pour l'introduction de la gratuité des transports publics?

Réponse (15.11.2005) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports**:

La première semaine de la mobilité s'est soldée de l'avis de tous les organismes participants par un succès. Les effets de cette semaine sont en train d'être analysés par mes services.

Le Gouvernement actuel entend promouvoir le vélo comme moyen de transport interurbain et vient de dégager à cet effet six axes d'intervention prioritaires:

1. supporter la «déclaration d'Amsterdam» et développer une stratégie globale en faveur des cyclistes qui doit contribuer à atteindre l'objectif d'un modal split 25/75 à l'horizon 2020;
2. étendre le réseau national de pistes cyclables tout en invitant les communes à se connecter au réseau en question;
3. revaloriser le rôle du vélo comme moyen de transport le plus rapide sur les courtes distances dans le réseau urbain par des mesures concrètes, ceci en étroite collaboration avec les communes luxembourgeoises;
4. mise en place de la centrale de mobilité dont une des préoccupations à côté du transport public sera la promotion de la «mobilité douce»;
5. sensibiliser nos citoyens pour la cause de la mobilité douce par l'organisation de colloques, tables rondes et d'initiatives similaires en étroite collaboration avec les ministères concernés et la société civile;
6. sécuriser davantage le trafic de la mobilité douce.

Le délégué à la circulation cycliste est la personne de contact au Ministère des Transports pour toutes les questions en relation avec la mobilité douce. Il promeut la mobilité douce et fait fonction d'interlocuteur des personnes concernées et intéressées par la mobilité alternative.

Le choix du délégué n'est pas à rapprocher du fait qu'il était candidat aux élections communales.

Finalement, je tiens à rendre l'honorable Député attentif au fait qu'une lecture prévenante de l'accord de coalition annexé à la déclaration gouvernementale du 4 août 2004 lui aurait permis de s'assurer que la gratuité des transports publics ne fait pas partie dudit accord.

Question 0633 (4.10.2005) de **M. Claude Meisch (DP)** concernant le respect des droits de l'Homme au Togo:

Amnesty International, relayée en cela par la presse internationale, ne se lasse de mettre au pilori les atteintes aux droits de l'Homme et les autres exacerbations dont le nouveau président du Togo et son Gouvernement se rendent coupables vis-à-vis de la population indigène et notamment vis-à-vis des opposants au régime.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer si depuis le scrutin électoral du 24 avril dernier qui a porté au pouvoir le président Faure Gnassingbé, il y a eu intensification de la répression pratiquée par le régime politique en place sous forme d'assassinats ciblés d'opposants, d'enlèvements, d'arrestations gratuites, d'actes de torture?

- Quelles sont les relations qu'entretiennent le Grand-Duché de Luxembourg avec le Togo? Participe-t-il à des programmes d'aide humanitaire ou de coopération au développement? Quels sont les moyens financiers et autres engagés pour ce faire?

- Dans la mesure où l'oppression de la population par un régime à la légitimité douteuse est continuée, qu'est-ce que le Gouvernement entend faire pour marquer sa réprobation face aux ignominies dont question, voire pour alléger le sort de la population concernée, soit sur le plan bilatéral, soit de concert avec les institutions et les autres États membres de l'Union européenne?

Réponse (9.11.2005) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration**:

Le Ministère des Affaires étrangères ne dispose pas d'informations lui permettant de dire qu'il y a eu «...intensification de la répression pratiquée par le régime politique en place sous forme d'assassinats ciblés d'opposants, d'enlèvements, d'arrestations gratuites, d'actes de torture».

Le Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme des Nations Unies vient en revanche de publier le rapport de la mission d'établissement des faits «chargée de faire la lumière sur les violences et les allégations de violations des droits de l'Homme survenues au Togo avant, pendant et après l'élection présidentielle du 24 avril 2005». Les éléments contenus dans ce rapport confirment la gravité des exactions et des violences qui ont fait de très nombreuses victimes et qui ont donné lieu à des actes inhumains et dégradants ainsi qu'à la destruction de biens, visant notamment certains des pays membres de l'Union européenne.

Dans une déclaration suite à la publication du rapport, l'Union européenne a réitéré sa condamnation des actes de violence, d'où qu'ils viennent, et invité les autorités togolaises à traiter de façon approfondie et juste la question des droits de l'Homme au Togo, dans le respect des engagements pris en 2004, en poursuivant les responsables de ces violences, pour mettre fin à tout sentiment d'impunité.

Il importe de rappeler qu'en novembre 2004, l'Union européenne a procédé à une reprise partielle de sa coopération avec le Togo, interrompue depuis 1993; les autorités togolaises ayant pris un certain nombre d'engagements relatifs au respect des principes démocratiques, des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et à la reprise du dialogue national lors des consultations au titre de l'article 96 de l'Accord de Cotonou.

L'Union européenne vient d'indiquer qu'elle reste disposée à appuyer l'action du Gouvernement et du Président dans la mise en œuvre de ces engagements et qu'elle encourage l'ensemble des forces politiques togolaises à agir pour que des mesures concrètes et courageuses soient prises dans ce sens.

Pour ce qui est des relations bilatérales, la coopération au développement et l'action humanitaire du Luxembourg au Togo se sont limitées au cours des trois dernières années à deux projets soumis par des ONG luxembourgeoises et cofinancés par le Ministère, à savoir à un projet d'Handicap International pour un montant de 120.908,80 euros et à un projet d'appui à l'autopromotion rurale, présenté par l'Œuvre CGFP, pour un montant total de 408.195,20 euros.

Question 0634 (4.10.2005) de **M. Xavier Bettel (DP)** concernant l'incident technique au Centre Pénitentiaire de Schressig:

En date du 3 octobre les portes du Centre Pénitentiaire de Schressig ont à nouveau été bloquées du fait d'un problème informatique.

Monsieur le Ministre m'avait informé dans une question parlementaire précédente que dans ce cas les gardiens pouvaient ouvrir les portes en utilisant une clef.

Cependant j'ai pu constater que pour pouvoir ouvrir une porte il faut d'abord dévisser un cache de sécurité à l'aide d'une perceuse-visseuse.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer l'incident technique du 3 octobre 2005?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer des raisons de cette panne?

- De quelle manière Monsieur le Ministre compte-t-il remédier à la situation?

- Est-ce que chaque poste de gardien dispose d'une perceuse-visseuse ou de quelle manière ces portes peuvent elles être ouvertes?

Réponse (27.10.2005) de **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice**:

En date du 3 octobre 2005 il y a eu au CPL de Schressig un problème d'ordinateur bloquant les portes à commande électronique.

Les raisons de cette panne semblent être en rapport avec des travaux de programmation en relation avec la commande à distance des portes de la buanderie centrale.

En cas de panne d'ordinateur, les portes sont bloquées pour assurer la sécurité.

Pour des raisons de sécurité évidentes, j'estime qu'il n'y a pas lieu de rendre public dans le cadre d'une question parlementaire les moyens pour ouvrir dans ces circonstances les portes.

Question 0635 (4.10.2005) de **M. Marc Spautz (CSV)** concernant l'incapacité de travail/ Critères relatifs à l'appréciation médicale de l'état d'invalidité:

La loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle a inséré un nouvel alinéa 2 à l'article 187 du Code des assurances sociales prévoyant la possibilité de préciser par règlement grand-ducal les critères relatifs à l'appréciation médicale de l'état d'invalidité. À ma connaissance, le Gouvernement n'a pas jugé jusqu'ici utile d'opter pour cette faculté.

Or, un tel règlement d'exécution aurait pour avantage de donner une appréciation aussi objective que possible de l'état réel d'invalidité de l'assuré. Tout risque éventuel d'arbitraire ou de subjectivité serait ainsi diminué.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre partage le raisonnement exposé ci-dessus?

2. Dans l'affirmative, quand envisage-t-il d'édicter ce règlement grand-ducal?

Réponse (15.11.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**:

L'article 187, alinéa 2 du Code des assurances sociales, dans la teneur lui conférée par la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle, prévoit la possibilité de préciser par voie de règlement grand-ducal les critères relatifs à l'appréciation médicale de l'état d'invalidité, sans cependant en faire une condition préalable à l'application des dispositions dudit article 187. C'est donc à juste titre que l'honorable Député soulève l'opportunité de prendre ledit règlement, qui permettrait au contrôle médical de la sécurité sociale d'apprécier l'état d'invalidité au regard de critères objectifs.

Toujours est-il que la mise en place d'une telle réglementation nécessite un travail préparatoire conséquent. Une reprise pure et simple d'une réglementation étrangère dans notre droit interne s'avère impossible, alors que les critères légaux d'invalidité divergent souvent d'après les différentes législations nationales. À toutes fins utiles, j'ai demandé à mes services de contacter leurs correspondants étrangers à l'effet de constituer une documentation sur les règles et pratiques d'évaluation appliquées dans d'autres pays. Cette documentation pourrait servir de repère pour la mise en place d'une réglementation en droit luxembourgeois dans une phase ultérieure.

Question 0636 (4.10.2005) de **M. Emile Calmes (DP)** concernant la centrale turbine gaz vapeur (TGV) à Esch-sur-Alzette:

Lorsque la sidérurgie s'était décidée au début des années 90 d'abandonner la filière fonte en faveur de fours à arc électrique, il a été décidé d'installer à Esch-sur-Alzette une centrale turbine gaz vapeur (TGV) pour subvenir aux besoins d'électricité des fours électriques afin d'éviter ainsi l'importation massive d'électricité d'origine nucléaire.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire qui sont les actionnaires de la société exploitant la centrale turbine gaz vapeur?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées concernant la quantité de courant électrique produite par la centrale turbine gaz vapeur en question?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire qui sont les principaux destinataires du courant électrique provenant de la centrale turbine gaz vapeur?

- Enfin, Monsieur le Ministre peut-il me dire quelle est la quantité de courant électrique livrée aux sites du groupe sidérurgique Arcelor?

Réponse (11.11.2005) de **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur**:

1. Les actionnaires de la société TWINerg S.A., exploitant la centrale turbine gaz vapeur sont les suivants:

- Electrabel S.A.: 65,00%;
- Arbed S.A.: 17,50%;
- Cegedel Participations S.A.: 17,50%.

2. La quantité d'électricité produite en 2004 par la centrale turbine gaz vapeur était d'environ 2.731 GWh. L'énergie produite est actuellement injectée dans le réseau de Sotel et, en partie, via ce réseau, dans le réseau belge.

3. Les principaux destinataires du courant électrique provenant de la centrale turbine gaz vapeur sont:

- Cegedel S.A. /100 MW;
- Sotel SC / 100 MW;
- Electrabel S.A. /150 MW.

4. Des informations sur les relations commerciales et les quantités d'énergie des acteurs sur le marché peuvent être commercialement sensibles. Ces informations ne peuvent de ce fait pas être dévoilées par le Ministère.

Question 0638 (4.10.2005) de **M. Robert Mehlen (ADR)** concernant le coup de bêche et mise en chantier symboliques d'une station d'épuration:

Datt et an de Woche virun de Gemengewahlen zu opfälleg villen Aweigungen an de Gemenge kënn, gehéiert schon zur Tradition. Ech bieden lech duerfir dës Ufro an deem Kontext ze gesinn.

Aus der Press war gewuer ze ginn, datt den 29. September eng „symbolesch Mise en chantier“ vun der Kläranlag virgeholl ginn ass, déi zukünftig d'Ofwaasser vun 31 Dierfer ronderëm de Stauséi Kläre soll. D'Gesetz heifft ass den 12. Juli 2003 gestëmmt ginn an de 27. Mee 2004 ass den éischte Spuetstéch virgeholl ginn. Well vill Matbirger sech Froen iwwer de Sënn an den Zweck vun dëser „symbolischer Mise en chantier“ stellen, géif ech lech als Minister, deen dës Veranstaltung mat senger Prezsenz beëiert huet, gäre folgend Froe stellen:

1. Kënn Dir mir den Ënnerscheid tëschend „symboleschem Spuetstéch“ a „symbolescher Mise en chantier“ erklären?

2. Wat ass Ärem Gefill no de Sënn vun dëser Veranstaltung gewiescht, nodeems et am Mee 2004 jo schon e symboleschen „Spuetstéch“ ginn ass?

3. Huet Äre Ministère sech un der Finanzéierung vun dëser Veranstaltung bedeelegt a kënn Dir mir eng Indikatioun ginn, wat dës „symbolesch Mise en chantier“ nach engem premier coup de pelle“ de Steierzueler ongeféier kascht huet, den Ausfall vun Aarbechtszäit bei öffentlechem Personal mat abezunn?

4. Ass Ärer Meenung no domat ze rechnen, datt et an Zukunft regelméisseg niewent engem „symboleschen Spuetstéch“ zu enger „symbolischer Mise en chantier“ kënn, ier da symbolesch „d'Strauss“ an duerno déi definitiv Aweigung gefeiert gëtt? Wat wär an deem Fall Är Attitüd zu esou enger Entwécklung?

Réponse (18.11.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire**:

Ech wëll fir d'éischt bemierken, dass den Innenminister net Organisator vun der Manifestatioun war, déi den honorabelen Här Mehlen uspricht. D'Entsuerge vum Ofwaasser an also och de Bau vu Kläranlage gehéiert zu den Attributione vun de Gemengen, net vum Stat. Eng ganz Rei vun de Froen, déi den Deputéierte stellt, sinn also un déi falsch Persoun gericht.

Ech wëll awer bemierken, dass et fir mech eng Selbstverständlechkeet war, der Invitatioun vun den Organisatoren vun der Manifestatioun am leschten 29. September nozekommen, an dat, well et sech beim Bau vun der Kläranlag vum Heischtergronn ëm e besonnesch wichtege Projet handelt, vläicht dee wichtegsten, deen am Moment hei am Land am Domän vum Assainissement realiséiert gëtt. Dëst huet eng ganz Rei vun Ursachen. Eng dovunner läit sécher mol doran, dass et sech ëm e Projet handelt, deen net nëmmen eng lokal oder regional Importenz huet,

mä deen - doduerch dass en d'Géigend ronderëm, dee gréissten Dréckwaasserreservoir vum Land, schütze soll - en nationale Charakter huet. De Projet huet dorwäert eraus net nëmmen als direkten Zweck d'Ofwaasser vum enger Rei vu Gemengen, déi ronderëm de Stauséi leien, propper ze maachen; och seng wirtschaftlech Auswirkungen sollen net vergiess ginn. Den Assainnement vun deene concernéierte Gemengen ass d'Viraussetzung vun der Entwicklung vun enger ganzer Regioun, déi sech no der Inbetriebnahme vun där neuer Kläranlag ganz anescht entwéckele kann.

Mir ass et, als dee fir d'Waasserwirtschaft zoustännege Minister, dorwäert eraus wicteg, bei all sech biddender Geleechenheet, de Wäert vum Waasser souwéi d'Noutwendegkeet, eist Ofwaasser ze entsuerger, ze ennersträchen. An deem Zesammenhang wëll ech dem Här Mehlen kloer soen, dass fir mech och eng „symbolesch Mise en chantier“ déi richteg Plaz ka sinn fir dëse politesche Messagerie ze vermëttelen.

Question 0639 (4.10.2005) de **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant les **agrémentes pour organismes de contrôle dans le cadre des compétences et attributions de l'Inspection du Travail et des Mines:**

Un règlement ministériel du 6 mai 1996 fixe les prescriptions à respecter pour les agrémentes pour organismes de contrôle dans le cadre des compétences et attributions de l'Inspection du Travail et des Mines.

- J'aimerais savoir de la part du Ministère si ce règlement ministériel constitue une base juridique appropriée pour ce genre de réglementation.

- Comme la liste des organismes de contrôle agréés date déjà de 1996, j'aimerais savoir si des agrémentes supplémentaires ont été accordés depuis lors.

- Quel a été le nombre de demandes d'agrément présentées et quel sort a été réservé aux différentes demandes?

- Existe-t-il à l'heure actuelle des demandes d'agrément n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision ministérielle? Si oui, pour quelles raisons ces demandes n'ont-elles pas reçu de réponse dans les délais légaux?

Réponse (18.11.2005) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

La question des organismes agréés intervenant dans les domaines de compétence de l'Inspection du Travail et des Mines sera traitée dans le cadre du projet de réforme de l'Inspection du Travail et des Mines actuellement en cours.

Plusieurs demandes de renseignement concernant un éventuel agrément ont été reçues les derniers temps, dont deux demandes formelles qui sont en cours de traitement actuellement, mais qui ne vont probablement pas aboutir en attendant la finalisation du projet de loi susmentionné.

Question 0644 (5.10.2005) de **M. Niki Bettendorf** (DP) concernant la **sécurité du site pétrolier de Bertrange:**

Le Ministre de l'Économie a à l'issue d'une visite du site pétrolier de Bertrange déclaré que les deux communes de Strassen et Bertrange devraient sécuriser le site en question. Après les plans d'intervention particuliers élaborés par les firmes pétrolières, un plan d'in-

tervention national a été élaboré par les communes, les firmes pétrolières et la protection civile, plan qui a été soumis pour avis à l'ITM en février 2005.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quand est-ce que le nouveau plan d'intervention pourra être publié et entrer en vigueur?

- Quelles sont les raisons pouvant expliquer un tel délai (supérieur à sept mois) nécessaire à l'avis de l'ITM?

- Combien de plans d'intervention particuliers l'ITM a-t-elle eu à aviser au cours de cette année?

- Quelle est en moyenne la durée requise pour l'élaboration d'un tel avis?

Réponse (18.11.2005) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

D'après les dispositions du règlement grand-ducal du 11 août 2000 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, il appartient au Ministre ayant dans ses attributions le Travail de faire élaborer pour chaque site concerné un plan d'urgence externe en ce qui concerne la sécurité du public et du voisinage.

Pour suffire à ces obligations, l'ITM a chargé, pour les trois sites pétroliers de Bertrange, l'organisme de contrôle APAVE-Alsacienne d'établir le plan d'urgence externe, dénommé PPI (Plan Particulier d'Intervention externe). Ce document est en voie de finalisation actuellement, l'organisme de contrôle susmentionné travaillant encore sur certains documents ensemble avec des services d'intervention luxembourgeois.

Le PPI pour Bertrange sera probablement présenté aux autorités compétentes et aux services d'intervention concernés au début de l'année 2006 et sera ensuite mis en vigueur.

D'après les dispositions susmentionnées, il ressort que l'ITM n'a pas compétence pour aviser les plans d'urgence externes, et ne retarde donc d'aucune façon la mise en vigueur de tels plans.

Outre le plan d'urgence externe de Bertrange, deux autres plans sont en voie de finalisation et l'élaboration de trois autres plans est entamée ou va encore être entamée cette année-ci.

Question 0645 (6.10.2005) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la **modernisation de l'axe ferroviaire Luxembourg-Bruxelles:**

Le 5 octobre Monsieur le Ministre des Transports a rencontré son homologue belge au sujet de la modernisation de l'axe ferroviaire Luxembourg-Bruxelles.

Cette entrevue intervient à quelques semaines de la publication d'une étude de marché commanditée par la SNCB et les CFL auprès du bureau d'études belge dénommé Stratec, dont les résultats semblent conclure à un manque d'intérêt économique manifeste de la modernisation envisagée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me faire connaître le détail des conclusions tirées par le bureau Stratec et les évaluations qui ont conduit à ces conclusions?

- Une prise de position circonstanciée de la part des deux commanditaires de l'étude est-elle déjà disponible ou y a-t-il, le cas échéant, eu des analyses séparées sur le bien-fondé de la démarche et des

résultats de l'étude? Que disent concrètement ces commentaires?

- Monsieur le Ministre trouve-t-il normal que du moins le commanditaire luxembourgeois, en l'occurrence les CFL, se soit distancié sans autre explication des résultats de l'étude nonobstant le fait que l'étude a été réalisée à sa propre initiative et sous son propre contrôle?

- Comment se fait-il que Monsieur le Ministre ne fût pas au courant de cette étude (cf. édition du «Le Quotidien» du 9 septembre 2005) qui a pourtant été évoquée dans les conclusions des dernières rencontres gouvernementales belgo-luxembourgeoises où le projet Eurocap-Rail a figuré à l'ordre du jour?

- Qu'en est-il des travaux du groupe de travail belgo-luxembourgeois, chargé d'analyser les aspects financiers et juridiques du dossier, qui semble s'être réuni récemment? Quelle en est la mission exacte et quel est l'état actuel des travaux? Est-il vrai que la délégation luxembourgeoise ne comporte la présence ni d'un délégué du Ministère des Finances ni du Commissaire de Gouvernement responsable pour les chemins de fer? Quelles sont les raisons de ces absences du moins surprenantes?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le dossier bien ficelé sur le plan politique dont il a hérité de son prédécesseur ait cruellement manqué depuis août 2004 de l'attention politique requise pour garantir l'aboutissement heureux de ce projet vital pour le système de communication de notre pays avec l'étranger? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Quant à la rencontre ministérielle du 5 octobre, quelles en sont les conclusions, et quels sont en particulier les démarches et travaux futurs prévus pour mener le projet à bien?

- Quelles sont les chances réalistes pour remettre sur les rails cet important projet, que, faut-il le rappeler, le Gouvernement précédent a su placer, sur initiative du Ministre des Transports de l'époque, Monsieur Henri Grethen, et avec l'appui du Gouvernement belge, sur la liste des projets reconnus prioritaires par les instances communautaires dans le cadre de la réalisation des réseaux transeuropéens des transports?

Réponse (10.11.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 6 octobre 2005, l'honorable Député Xavier Bettel s'enquiert sur la position de Monsieur le Ministre des Transports quant au projet Eurocap-Rail.

Le projet Eurocap-Rail vise l'interconnexion ferroviaire des trois villes sièges européennes, c.à.d. Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg.

L'intérêt du côté luxembourgeois consiste avant tout dans l'amélioration de la ligne vers Bruxelles, dont l'exploitation actuelle présente de nombreux inconvénients en vue d'une offre de qualité performante.

En matière d'Eurocap-Rail, les Gouvernements belge et luxembourgeois réunis en conseil commun le 15 juillet 2005 ont notamment retenu qu'«en matière de mobilité et de transport, le projet Eurocap-Rail, inscrit parmi les projets transeuropéens prioritaires, permet de relier entre elles les villes d'accueil des institutions européennes, tout en offrant la possibilité aux nombreux travailleurs frontaliers de profiter de services de plus grande qualité.

La Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg se félicitent des progrès intervenus en seulement une

année. Le consultant Stratec a effectué pour le compte de la SNCB et des CFL une étude de marché quant au potentiel généré par le projet particulièrement en termes de nombre de voyageurs. Cette étude est terminée depuis ce mois de juillet 2005; ses résultats sont en voie de validation.

En ce qui concerne les travaux d'infrastructure en Belgique, il est prévu de moderniser l'axe ferroviaire Bruxelles-Luxembourg.»

Faisant suite au sommet susmentionné, les CFL ont été invités à se concerter avec la SNCB, coadjudicateur de l'étude Stratec afin de disposer dans les meilleurs délais d'un document validé par les deux opérateurs. Suivant les dernières informations reçues de la part des CFL, les conclusions à tirer de l'étude Stratec seront disponibles fin 2005.

Sur initiative luxembourgeoise, l'idée de la mise en place d'un groupe financier a été relancée. La première réunion s'est tenue à Luxembourg le 20 septembre 2005. Le groupe de travail est chargé d'analyser le volet financier de l'ensemble du projet entre autres sur base de l'étude précitée après validation de cette dernière par la SNCB et les CFL de manière, notamment, à pouvoir présenter un dossier concret aux instances européennes. L'absence tant du délégué du Ministère des Finances que du Commissaire du Gouvernement près les CFL n'a rien de surprenant, alors que le premier s'est fait excuser et que la mission du second ne consiste, aux termes de l'article 9 de la loi du 28 mars 1997 concernant entre autres les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL, point à intervenir dans le processus décisionnel de l'État en général ni au niveau du travail conceptuel du département ministériel des transports en particulier, mais à surveiller les activités des CFL quant à la conformité de la gestion de ces activités avec la politique générale du Gouvernement, et notamment quant à la gestion de l'infrastructure ferroviaire et à l'exécution des services publics établis et effectués sur base de contrats conclus avec l'État.

En effet, la règle de démarcation générale qui se dégage de tous les textes légaux dans le domaine des relations entre l'État et les CFL peut se résumer comme suit: le Ministère décide, les CFL exécutent, le Commissaire du Gouvernement près les CFL surveille, la Commission de l'Infrastructure ferroviaire avise. Cette règle générale se trouve peaufinée tout au long des parties de l'organigramme du Ministère des Transports.

Au vu de ce qui précède, vous comprendrez que l'organigramme du Ministère prévoit que la direction des transports publics et des chemins de fer assume la collaboration avec les autorités étrangères en matière de raccordements ferroviaires internationaux, tout comme elle est d'ailleurs appelée à assurer la représentation du Ministère des Transports dans des commissions, organismes ou associations en relation avec les chemins de fer.

L'entrevue du 5 octobre 2005 avec Monsieur Renaat Landuyt, Ministre de la Mobilité et de l'Économie sociale de la Belgique nous a réaffirmé dans notre détermination de réaliser le projet Eurocap-Rail qui vise en fait l'interconnexion ferroviaire des trois villes sièges européennes, c'est-à-dire Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg.

L'intérêt du côté luxembourgeois consiste avant tout dans l'amélioration de la ligne vers Bruxelles, dont l'exploitation actuelle présente de nombreux inconvénients en vue d'une offre de qualité performante. Cette réalisation se fera, dans la mesure du possible, sous forme d'une prolongation de la branche Strasbourg-Luxembourg du TGV Est-Européen vers Bruxelles.

Question 0646 (6.10.2005) de **MM. Ben Fayot et Roland Schreiner** (LSAP) concernant le **développement de chemins de fer communautaires:**

Le 28 septembre 2005 le Parlement européen a adopté des amendements à la proposition de directive modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement de chemins de fer communautaires, amendements allant dans le sens d'une libéralisation accélérée des services de transport de voyageurs aussi bien en ce qui concerne l'exploitation de services internationaux que de tous les autres types de services de transport de passagers. Cette proposition de directive fait partie du troisième paquet ferroviaire, débattu dans notre Chambre en mars dernier lors d'un contrôle de la subsidiarité prévu dans le cadre du Traité constitutionnel.

Ladite proposition de directive tombe sous la procédure de la co-décision de sorte que le Conseil devra se prononcer bientôt sur les amendements du Parlement européen. Monsieur le Ministre peut-il nous dire quelle position le Gouvernement luxembourgeois entend prendre à l'égard desdits amendements? Si le Conseil en a déjà discuté, peut-il indiquer dans quelle direction les travaux du Conseil vont s'orienter en la matière?

Réponse (7.11.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

Par leur question parlementaire du 6 octobre 2005 Messieurs les Députés Ben Fayot et Roland Schreiner veulent connaître la position du Gouvernement luxembourgeois quant aux amendements du Parlement européen à la proposition de directive modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement de chemins de fer communautaires (troisième paquet ferroviaire) ainsi que la direction des travaux au sein du Conseil de l'Union européenne.

La Commission européenne propose d'ouvrir à partir du 1^{er} janvier 2010 à la concurrence les transports internationaux de passagers au sein de la Communauté avec la possibilité de prendre et de laisser des voyageurs tout au long d'un parcours international (cabotage).

L'inclusion du cabotage signifiera que toutes les entreprises ferroviaires européennes offrant des services internationaux seront en mesure d'effectuer le transport commercial de passagers d'une gare à l'autre sur voie internationale et nationale.

Il est proposé que le principe général soit celui de l'ouverture à la concurrence sur la base du libre accès mais avec la possibilité pour les États membres de limiter cet accès s'ils établissent la conclusion d'un contrat de service public pour un service précis et à condition que l'équilibre économique de ce service public est menacé.

Le Parlement européen a adopté le 28 septembre dernier, en première lecture, quatre rapports sur la revitalisation du rail en Europe. Les députés européens demandent une ouverture anticipée du transport ferroviaire international de voyageurs en 2008 et le trafic national de passagers d'ici 2012.

Le Gouvernement luxembourgeois demeure attaché à une démarche communautaire reposant sur un important effort d'harmonisation tant sur le plan social et technique que sur celui de la sécurité avant d'engager une nouvelle phase de libéralisation.

Par ailleurs il conviendra d'attendre le résultat de l'évaluation de la mise en œuvre des premier et deuxième paquets ferroviaires avant d'entamer une étape supplémentaire de la libéralisation.

Lors du Conseil de l'Union européenne, qui a eu lieu le 6 octobre dernier à Luxembourg, les États membres, à l'exception du Luxembourg et de la Belgique, se sont prononcés en faveur de la libéralisation au 1^{er} janvier 2010. Force est cependant de constater que des doutes sur l'inclusion du cabotage existent auprès de nombreuses délégations.

La présidence britannique espère parvenir à un accord politique au Conseil de décembre 2005 sur la proposition de directive modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement de chemins de fer communautaires.

Question 0647 (6.10.2005) de **M. Henri Kox (DÉI GRENG)** concernant la **liste des administrateurs/représentants de l'État dans la société Lux-Development:**

Par souci de transparence et d'un contrôle démocratique efficace par la Chambre des Députés, je souhaite recevoir des informations détaillées sur les participations de l'État - sous la tutelle du Ministère des Affaires étrangères - dans des sociétés anonymes et autres.

- Est-ce que le Ministre pourrait me fournir une liste exhaustive des administrateurs/représentants de l'État dans la société suivante: Lux-Development.

- Je voudrais connaître le nom et le statut professionnel de ces représentants.

Réponse (14.11.2005) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:**

En réponse à la question relative aux administrateurs/représentants de l'État dans la société Lux-Development, vous trouverez ci-après les noms et le statut professionnel des représentants de l'État siégeant au Conseil d'administration de Lux-Development:

M. Jeannot Waringo	Directeur de l'Inspection générale des finances - Ministère des Finances	Président du Conseil d'administration
M. Marc Bichler	Directeur de la Coopération au développement - MAEI	Vice-Président du Conseil d'administration
M. Gérard Philipps	Directeur des Affaires culturelles - MAEI	Administrateur
M. Roland Engeldinger	Directeur adjoint de la Coopération au développement - MAEI	Administrateur
M. Christian Bieber	Conseiller de Légation, Direction de la Coopération au développement - MAEI	Administrateur
Mme Sylvie Prommenschenkel	Attachée de Légation - Direction des Relations économiques internationales - MAEI	Administrateur
M. Arsène Jacoby	Conseiller de Direction 1 ^{ère} classe - Ministère des Finances	Administrateur
Mme Marie-Josée Ries	Attachée de Gouvernement 1 ^{er} en rang - Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur	Administrateur
M. Claude Franck	Conseiller de Direction 1 ^{ère} classe - Ministère de l'Environnement	Administrateur
M. Emmanuel Baumann	Conseiller de gouvernement 1 ^{ère} classe - Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement	Administrateur
M. Raymond Wagener	1 ^{er} Inspecteur de la Sécurité sociale	Administrateur
M. Guy Schuller	Conseiller économique 1 ^{ère} classe - Statec	Administrateur

Question 0648 (6.10.2005) de **M. Henri Kox (DÉI GRENG)** concernant la **liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Arcelor, Cegedel, SEO, Agence de l'Énergie, Luxembourg Congrès, Luxgaz Distribution, Société immobilière du Parc des Expositions de Luxembourg, SOTEG, SNCI et Entreprise des P&T:**

Par souci de transparence et d'un contrôle démocratique efficace par la Chambre des Députés, je souhaite recevoir des informations détaillées sur les participations de l'État - sous la tutelle du Ministère de l'Économie - dans des sociétés anonymes et autres.

- Est-ce que le Ministre pourrait me fournir une liste exhaustive des administrateurs/représentants de l'État dans les dix sociétés suivantes: Arcelor, Cegedel, SEO, Agence de l'Énergie, Luxembourg Congrès, Luxgaz Distribution, Société immobilière du Parc des Expositions de Luxembourg, SOTEG, SNCI, Entreprise des P&T?

- Je voudrais connaître le nom et le statut professionnel de ces représentants.

Réponse (14.11.2005) de **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:**

Ci-joint la liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes:

«Chamber aktuell»

Depuis le 21 janvier 2005, Chamber TV vous propose tous les vendredis à 19.00 heures un résumé de l'activité parlementaire de la semaine.

L'émission est rediffusée le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures.

Société	Nom des représentants/administrateurs de l'État dans les sociétés suivantes au 18.10.05:		Statut professionnel
Arcelor	Administrateur	Georges Schmit	fonctionnaire de l'État
SNCI	Président	Gaston Reinesch	fonctionnaire de l'État
	Vice-Président	Georges Schmit	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Marc Thill	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Emmanuel Baumann	fonctionnaire de l'État
EPT	Président	Gaston Reinesch	fonctionnaire de l'État
	Vice-Président	Georges Schmit	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Jean-Paul Zens	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Georges Santer	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Serge Allegrezza	fonctionnaire de l'État
Cegedel	administrateur	Jean Guill	fonctionnaire de l'État
	commissaire de gouvernement	Tom Eischen	fonctionnaire de l'État
	vice-président du C.A.	Etienne Schneider	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Jean-Paul Hoffmann	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Gaston Reinesch	fonctionnaire de l'État
Luxgaz Distribution	administrateur	Théo Weber	fonctionnaire de l'État
	Président	Marco Hoffmann	fonctionnaire de l'État
	Vice-Président	Marc Leonhard	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Guy Arend	fonctionnaire de l'État
SOTEG	Président	Marco Hoffmann	fonctionnaire de l'État
	Vice-Président	Georges Molitor	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Guy Arend (pour le compte de la SNCI)	fonctionnaire de l'État
Agence de l'Énergie	Président du CA	Carlo Hastert	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Henri Haine	fonctionnaire de l'État
	comité de direction	Marco Hoffmann	fonctionnaire de l'État
SEO	délégué de gouvernement	Georges Molitor	fonctionnaire de l'État
	dél. de gov. et commissaire de gov. Président du C.A.	Lex Kaufhold	fonctionnaire de l'État
	administrateur délégué	Etienne Schneider	fonctionnaire de l'État
	administrateur et adm. délégué	Romain Weisen	fonctionnaire de l'État
	administrateur et adm. délégué	Carlo Mathias	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Claude Lanners	fonctionnaire en retraite
	administrateur	Nico Marmann	fonctionnaire en retraite
	administrateur	Gérard Philipps	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Guy Weiss	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Jeannot Waringo	fonctionnaire de l'État
administrateur	Gaston Schwertzer	indépendant	
Société Immobilière du Parc des Expositions	administrateur	Paul Wolff	employé de banque
	Président	Fernand Pesch	fonctionnaire en retraite
	administrateur	Elisabeth Mannes-Kieffer	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Raymond Faber	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Jean Olinger	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Maryse Scholtes	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Patrick Gillen	fonctionnaire de l'État
Luxembourg Congrès	administrateur	Emmanuel Baumann	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Jean Olinger (IGF)	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Pierre Barthelmé	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Emmanuel Baumann	fonctionnaire de l'État

Pour ce qui est des administrateurs/représentants de l'État au sein de la Société «Luxembourg Congrès», la tutelle incombe au Ministre des Classes moyennes.

des habitations à bon marché et Fonds du Logement:

Question 0651 (6.10.2005) de **M. Henri Kox (DÉI GRENG)** concernant la **liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Société nationale**

Par souci de transparence et d'un contrôle démocratique efficace par la Chambre des Députés, je souhaite recevoir des informations détaillées sur les participations de l'État - sous la tutelle du Ministère

du Logement - dans des sociétés anonymes et autres.

- Est-ce que le Ministre pourrait me fournir une liste exhaustive des administrateurs/représentants de l'État dans les deux sociétés suivantes:

Société nationale des habitations à bon marché et Fonds du Logement?

- Je voudrais connaître le nom et le statut professionnel de ces représentants.

Réponse (3.11.2005) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

Concernant le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat les personnes suivantes représentent l'État:

Les administrateurs relevant de l'État sont:

MM.
Marco Battistella,
Employé de l'État
(Ministère de la Culture),

Jean-Marie Haensel,
Premier Inspecteur
des finances,

Armand Loesch,
Directeur adjoint de
l'Administration des
Bâtiments publics,

Robert Schuler,
Conseiller de Gouvernement
1^{re} classe honoraire.

Les autres administrateurs Mme Rita Krombach, MM. Gabriel Deibener, Pilo Fonck, Marc Theisen relèvent du secteur privé, M. Georges Welbes du secteur communal.

Monsieur Serge Eberhard	Conseiller de Direction 1 ^{re} classe auprès du Ministère de la Famille et de l'Intégration
Monsieur Constant Kiffer	Conseiller de Direction auprès du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
Monsieur Marc Leonhard	1 ^{er} Conseiller de Gouvernement auprès du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
Monsieur Armand Loesch	Directeur adjoint de l'Administration des Bâtiments publics
Monsieur Daniel Miltgen	Conseiller de Gouvernement 1 ^{re} classe auprès du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
Monsieur Jeannot Waringo	Directeur de l'Inspection générale des Finances
Monsieur Jean Zahlen	1 ^{er} Conseiller de Gouvernement auprès du Ministère du Travail et de l'Emploi

Pour ce qui est de la S.N.H.B.M. les personnes suivantes représentent l'État:

Monsieur Emmanuel Baumann	Conseiller de Gouvernement 1 ^{re} classe auprès du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
Monsieur Jérôme Krier	Attaché de Gouvernement 1 ^{er} en rang auprès du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
Monsieur Etienne Reuter	1 ^{er} Conseiller de Gouvernement auprès du Ministère des Finances

Question 0652 (6.10.2005) de **M. Henri Kox** (*DÉI GRÉNG*) concernant la **liste des administrateurs/représentants de l'État dans la société Centre national sportif et culturel**:

Par souci de transparence et d'un contrôle démocratique efficace par la Chambre des Députés, je souhaite recevoir des informations détaillées sur les participations de l'État - sous la tutelle du Ministère des Sports - dans des sociétés anonymes et autres.

- Est-ce que le Ministre pourrait me fournir une liste exhaustive des administrateurs/représentants de l'État dans l'organisme suivant: Centre national sportif et culturel?

- Je voudrais connaître le nom et le statut professionnel de ces représentants.

Réponse (9.11.2005) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre des Sports*:

La composition du conseil d'administration de l'établissement public «Centre national sportif et culturel», dénommé communément «d'Coque», est fixée à l'article 3 sous 1) de la loi du 29 juin 2000 organisant le Centre.

C'est l'arrêté grand-ducal du 25 juillet 2005 qui a porté nomination des neuf membres pour le mandat 2005-2010.

Question 0653 (6.10.2005) de **M. Henri Kox** (*DÉI GRÉNG*) concernant la **liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Cruchterhombusch, Luxair, Société de l'Aéroport de Luxembourg, Société de Promotion et de Développement de l'Aéroport de Luxembourg, Société du Port de Mertert, Société nationale de Contrôle technique, Société nationale de Certification et d'Homologation et Société nationale des CFL**:

Par souci de transparence et d'un contrôle démocratique efficace par la Chambre des Députés, je souhaite recevoir des informations détaillées sur les participations de l'État - sous la tutelle du Ministère des Transports - dans des sociétés anonymes et autres.

- Est-ce que le Ministre pourrait me fournir une liste exhaustive des administrateurs/représentants de l'État dans les huit sociétés suivantes: Cruchterhombusch, Luxair, Société de l'Aéroport de Luxembourg, Société de Promotion et de Développement de l'Aéroport de Luxembourg, Société du Port de Mertert, Société nationale de Contrôle technique, Société nationale de Certification et d'Homologation, Société nationale des CFL.

- Je voudrais connaître le nom et le statut professionnel de ces représentants.

Réponse (21.11.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

L'honorable Député souhaite recevoir une liste exhaustive des administrateurs représentant l'État dans les sociétés Cruchterhombusch, Luxair, Société de l'Aéroport de Luxembourg, Société de Promotion et de Développement de l'Aéroport de Luxembourg, Société du Port de Mertert, Société nationale de Contrôle technique, Société nationale de Certification et d'Homologation et Société nationale des CFL.

La liste ci-jointe renseigne sur le nom et le statut professionnel de ces représentants ainsi que sur leurs fonctions respectives au sein de ces sociétés au 15 novembre 2005.

la Chambre des Députés, je souhaite recevoir des informations détaillées sur les participations de l'État - sous la tutelle du Ministère des Travaux publics - dans des sociétés anonymes et autres.

- Est-ce que le Ministre pourrait me fournir une liste exhaustive des administrateurs/représentants de l'État dans les trois organismes suivants: Fonds Belval, Fonds de rénovation de la vieille ville, Fonds d'urbanisation et d'aménagement de Kirchberg.

- Je voudrais connaître le nom et le statut professionnel de ces représentants.

Réponse (17.11.2005) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député je puis communiquer ci-après la liste des représentants de l'État dans les trois Fonds, à savoir:

Chamber TV
weist all
öffentlich Sitzung
live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter

Société	Nom	Statut professionnel	Fonction auprès de la société
Cruchterhombusch	Monsieur Guy Staus	Attaché de Gouvernement 1 ^{er} en rang au Ministère des Transports	Président
Luxair	Monsieur Paul Schmit Mademoiselle Arlette Conzemius	Commissaire du Gouvernement près les CFL Directeur des Relations économiques internationales au Ministère des Affaires étrangères	Vice-Président Administrateur
Société de l'Aéroport de Luxembourg	Monsieur Frank Reimen	Conseiller de Gouvernement 1 ^{ère} classe au Ministère des Transports	Président
	Monsieur Charles Klein	Conseiller de Direction adjoint à la Direction de l'Aviation civile	Vice-Président
	Madame Claude Wagener	Attachée de Gouvernement 1 ^{ère} en rang à la Direction de l'Aviation civile	Administrateur
	Monsieur Jeannot Waringo	Directeur de l'Inspection générale des Finances (IGF) au Ministère des Finances	Administrateur
	Monsieur Fernand Pesch Monsieur Gilbert Meyer	Fonctionnaire e.r. Directeur de l'Administration de l'Aéroport de Luxembourg	Administrateur Administrateur
Société de Promotion et de Développement de l'Aéroport de Luxembourg	Monsieur Georges Molitor	Directeur de l'Administration des Ponts et Chaussées	Administrateur
	Monsieur Henri Klein	Directeur de l'Aviation civile	Président
	Monsieur Charles Klein Monsieur Marc Thill	Conseiller de Direction adjoint à la Direction de l'Aviation civile Ambassadeur	Administrateur Administrateur
Société du Port de Mertert	Monsieur Carlo Mathias	Conseiller de Direction 1 ^{ère} classe au Ministère des Transports	Président
	Monsieur Guy Arend	Inspecteur principal 1 ^{er} en rang au Ministère de l'Économie	Administrateur
	Monsieur Georges Molitor	Directeur de l'Administration des Ponts et Chaussées	Administrateur
	Monsieur Jeannot Poeker	Inspecteur principal au Ministère des Transports	Administrateur
	Monsieur Marc Schloesser Monsieur Gaston Reinesch	Directeur de l'Administration des Douanes et Accises Administrateur général au Ministère des Finances	Administrateur Administrateur
Société nationale de Contrôle technique	Monsieur Paul Schmit	Commissaire du Gouvernement près les CFL	Président
	Monsieur Guy Staus Monsieur Guy Arend	Attaché de Gouvernement 1 ^{er} en rang au Ministère des Transports Inspecteur principal 1 ^{er} en rang au Ministère de l'Économie	Administrateur Administrateur
Société nationale de Certification et d'Homologation	Monsieur Jean-Paul Hoffmann	Directeur du Service de l'Énergie de l'État	Administrateur
Société nationale des CFL	Monsieur Jeannot Waringo	Directeur de l'Inspection générale des Finances (IGF) au Ministère des Finances	Président
	vacant		Vice-Président
	Monsieur Paul Ensch	Directeur de la Chambre des Métiers	Administrateur
	Monsieur Thierry Glaesener	Vice-Président de la Chambre de Commerce	Administrateur
	Monsieur Marc Glodt	Commissaire du Gouvernement aux Affaires maritimes	Administrateur
	Monsieur Jeannot Poeker	Inspecteur principal au Ministère des Transports	Administrateur
	Monsieur Jean-Claude Sinner Monsieur Jean Zahlen	Conseiller de Gouvernement au Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère du Travail et de l'Emploi	Administrateur Administrateur

Question 0654 (6.10.2005) de **M. Henri Kox** (*DÉI GRÉNG*) concernant la **liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Fonds de Belval, Fonds de rénovation de la vieille ville et Fonds d'urbanisation et d'aménagement de Kirchberg**:

Par souci de transparence et d'un contrôle démocratique efficace par

Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg

Patrick Gillen	Président	Directeur du Contrôle financier
René Biver	Administrateur	Directeur adjoint de l'Administration des Ponts et Chaussées
Jean Leyder	Administrateur	Architecte 1 ^{ère} classe de l'Administration des Bâtiments publics
Etienne Reuter	Administrateur	Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère des Finances
Maryse Scholtes	Administrateur	Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère des Travaux publics
Marcel Watry	Administrateur	Conseiller de Direction 1 ^{ère} classe au Ministère des Travaux publics

Fonds de Rénovation de la vieille ville

Serge Hoffmann	Président du comité	Inspecteur des Finances 1 ^{ère} classe à directeur l'Inspection générale des Finances
Roland Baldauff	Membre	Directeur honoraire de l'Administration des Bâtiments publics
Fernand Otto	Membre	Directeur de l'Administration des Bâtiments publics
Paul Reiles	Membre	Directeur du Musée national d'Histoire et d'Art
Christiane Steinmetzer	Membre	Directrice du Service des Sites et Monuments nationaux
Christian Noehl	Membre	Employé au Ministère du Logement
Jean Horger	Directeur honoraire	Ville de Luxembourg / Service de l'Architecte
Gilbert Schmit	Membre	Conseiller de Direction 1 ^{ère} classe au Ministère des Travaux publics

Fonds Belval

Germain Dondelinger, Président	Professeur attaché au Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
Guy Besch	Chargé de Direction Stratégie et Planification au Ministère des Transports
Maryse Scholtes	Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère des Travaux publics
Tom Weisgerber	Inspecteur des Finances à l'Inspection générale des Finances
Maryse Fisch	Conseiller de Gouvernement au Ministère du Travail et de l'Emploi
Claude Frabck	Conseiller de Direction 1 ^{ère} classe au Ministère de l'Environnement
Mario Grotz	Attaché de Gouvernement au Ministère de l'Économie
Raymond Strauss	Conseiller de Gouvernement 1 ^{ère} classe au Ministère de l'Éducation nationale
Pierre Lammar	Conseiller de Direction au Ministère de la Fonction publique
Daniel Miltgen	Conseiller de Gouvernement 1 ^{ère} classe au Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
Georges Molitor	Directeur de l'Administration des Ponts et Chaussées
Paul Schuh	Conseiller de Direction 1 ^{ère} classe au Ministère d'État, Service des Médias et des Communications
Mike Wagner	Conseiller de Gouvernement au Ministère de l'Intérieur, Aménagement général du Territoire

Session ordinaire 2005-2006

Question 0656 (11.10.2005) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **personnes «pacsées» dans le cadre de la loi électorale:**

La loi électorale du 18 février 2003 modifiée par la loi du 10 février 2004 dispose dans son article 196 que les membres du Conseil communal ne peuvent pas être liés par les liens du mariage. Le texte reste muet sur les personnes ayant conclu un partenariat conformément à la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats.

Dans ce contexte j'aimerais savoir du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire s'il ne faut traiter les personnes «pacsées» à pied d'égalité avec des personnes mariées.

Réponse (7.11.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Étant donné que le législateur ne s'est pas prononcé dans le cadre de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats sur d'éventuels effets des partenariats sur les opérations électorales, il n'appartient désormais pas au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire d'interpréter ex post les intentions du législateur. En conséquence et à défaut de base légale dans ce domaine, notamment en relation

avec les incompatibilités prévues par l'article 196 de la loi électorale, il est inconcevable de traiter «à pied d'égalité» les personnes ayant fait une déclaration de partenariat avec les personnes unies par les liens du mariage.

Question 0657 (12.10.2005) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant le **transport d'animaux:**

An engem rezente Reportage (11. Oktober 2005) huet déi däitsch Televisiounschaîne ZDF der Öffentlichkeet eng Kéier méi gewise wéi brutal, jo ënner wat fir onvirstellbar grausame Konditiounen, Schluechtvéi lieweg aus der EU an de Mëtteren Osten exportéiert gëtt, fir no e puer Deeg Martyrium endlech do geschlecht ze ginn. Et besteet keen Zweifel drun, datt d'EU, déi dës Zoustänn toleréiert a souguer nach subventionéiert, e groussen Deel Schold mat un dësem Skandal dréit. Duerfir géif ech gäre folgend Froen un lech riichten:

1. Wat ass déi offiziell Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung an dëser Fro?

2. Wat huet eis Regierung bis elo un europäesche Plang konkret ënnerholl, fir dëser schännerlecher Situatioun en Enn ze maachen?

3. Wat wëllt Dir weiderhin an dësem Sënn ënnerhuelen a wéi schätzt Dir d'Chancen an, fir dëse Skandal endlech aus der Welt geschaf ze kréien?

Réponse (17.11.2005) de **M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Le Gouvernement luxembourgeois est bien conscient du problème relatif au bien-être animal dans les transports à longue distance et plus particulièrement à destination des pays tiers, tel le Moyen-Orient.

À cet effet, le Ministre et la Secrétaire d'État ayant dans leurs attributions l'Agriculture, la Viticulture et le Développement rural sont intervenus à maintes reprises au niveau du Conseil des Ministres de l'Agriculture en faveur d'une réduction de la durée de ces transports. Par analogie, les délégations luxembourgeoises, siégeant dans les différents groupes de travail au niveau du Conseil et de la Commission de l'UE, insistent inlassablement sur une amélioration des conditions de transport des animaux vivants.

Je voudrais rappeler que les démarches luxembourgeoises en matière du bien-être des animaux au niveau européen sont nombreuses.

De façon générale, la position des responsables du Ministère de l'Agriculture suit les lignes directrices suivantes dans toutes les discussions et décisions en matière de transport d'animaux:

- plaidoyer constant auprès des institutions de l'UE et à tous les niveaux, de la part des délégations luxembourgeoises en faveur d'un abattage des animaux de boucherie à proximité des lieux de production et pour une promotion implicite de la production de produits agricoles régionaux;

- insistance sur une surveillance active des transports d'animaux en cours de route avec échange d'informations et une assistance mutuelle entre les États membres en cas de constat d'irrégularités.

D'autre part, les points suivants doivent être relevés:

- initiation sous la Présidence luxembourgeoise en 1997 de la mise au point de normes complémentaires applicables aux véhicules routiers utilisés pour le transport d'animaux de longue durée;

- cosignature avec certains États membres d'une résolution tendant à la limitation générale de la durée des transports d'animaux vivants à huit heures lors du Conseil Agriculture de juin 2001;

- appui des démarches d'autres délégations demandant une révision de la réglementation en matière de l'octroi de restitutions à l'exportation de bovins vivants lors du Conseil agricole de novembre 2001. Cette initiative a abouti en fin de compte à la mise en place d'une réglementation définissant les exigences en matière de bien-être des animaux vivants de l'espèce bovine pour l'octroi de restitutions à l'exportation. Cette réglementation prévoit notamment des dispositions de non-paiement des restitutions respectivement des sanctions en cas d'infraction à l'égard du non-respect du bien-être animal;

- abstention, en signe de désaccord, de la part de la délégation luxembourgeoise, lors du vote sur la nouvelle réglementation relative à la protection des animaux au cours du transport au Conseil Agriculture de décembre 2004, en raison du fait que la réglementation ne tient pas compte dans l'immédiat de la régulation de la durée de transport des animaux vivants.

À noter, par ailleurs, les contrôles fréquents des transports d'ani-

maux en transit au Luxembourg effectués par l'Administration des Douanes et Accises en concertation avec l'Administration des Services vétérinaires.

Finalement, je voudrais relever la réglementation récente de septembre 2005 relative à la fixation des restitutions à l'exportation dans le secteur de la viande bovine excluant, d'une part, les restitutions pour certaines catégories de bovins et pour certains pays tiers et limitant, d'autre part, ces restitutions à des pays tiers important traditionnellement des animaux vivants pour des raisons culturelles ou religieuses. Cette même réglementation favorise les aides pour le transport de viande fraîche, réfrigérée ou congelée par opposition au transport de bétail vivant. Il y a lieu de préciser que pour le moment les restitutions payées pour l'exportation de viande sont le triple de la somme octroyée au bénéfice des bovins vivants exportés.

Je puis donc rassurer l'honorable Député que le Gouvernement luxembourgeois est très sensible aux préoccupations des citoyens en matière de transport d'animaux et condamne les transports scandaleux dont les images écoeurantes sont montrées régulièrement sur les chaînes de télévision. Il ne se lassera pas de déployer continuellement des efforts intensifs pour endiguer autant que faire se peut les transports d'animaux vivants à longue distance.

Question 0658 (12.10.2005) de **M. Félix Braz** (DÉI GRENG) concernant la **lettre de convocation identique pour tous les électeurs indépendamment de leur nationalité:**

Lors des élections communales de 2005, un certain nombre de communes ont fait imprimer la lettre de convocation destinée aux électeurs et électrices non luxembourgeois d'une couleur différente que celle adressée aux électeurs et électrices luxembourgeois. Même si cela paraît d'une bonne intention de la part des différentes administrations communales qui ont voulu, sans arrière-pensée, appliquer la même distinction pour les lettres de convocation que celle prescrite par la loi pour les registres des électeurs, on peut néanmoins comprendre que certaines personnes ont pu se sentir offensées.

Monsieur le Ministre entend-il dresser une circulaire aux villes et communes garantissant à l'avenir l'envoi d'une lettre de convocation identique pour tous les électeurs et toutes les électrices, indépendamment de leur nationalité?

Réponse (7.11.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

L'article 68 de la loi électorale précise que «les collèges des bourgmestre et échevins envoient sous récépissé, au moins cinq jours à l'avance, à chaque électeur une lettre de convocation indiquant le jour, les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin, le local où l'élection a lieu et, s'il y a plusieurs bureaux, la désignation de celui où l'électeur est appelé à voter». Le législateur n'a pas prévu différents types de lettres de convocation aux électeurs. L'utilisation de couleurs différentes pour les lettres de convocation des électeurs luxembourgeois et des électeurs non luxembourgeois par plusieurs communes ne repose donc sur aucune base légale.

Je ne manquerai pas d'inviter les autorités communales par voie de circulaire à ne pas déroger aux dispositions légales à l'occasion d'élections futures et surtout à employer la même couleur pour toutes les lettres de convocation.

Question 0659 (13.10.2005) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les **communautés de transport:**

Récemment la presse régionale a fait état d'une action en justice introduite par une entreprise de transports lorraine contre les organisateurs d'un «car pool» ou communauté de transport permettant à plusieurs frontaliers français d'effectuer ensemble leur trajet professionnel quotidien vers leur lieu de travail au Luxembourg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quelle est en la matière la situation légale en droit luxembourgeois? La loi luxembourgeoise est-elle indistinctement applicable aux courses effectuées sur le seul territoire national ou vaut-elle aussi pour les trajets comportant le passage d'une frontière?

- Quelle est en général l'attitude du Gouvernement face aux communautés de transports organisées notamment sur base privée? Monsieur le Ministre est-t-il que cette forme de transport en commun peut constituer une alternative intéressante aux transports publics, et si oui, quelles sont les incitations prévues pour promouvoir cette forme de transports collectifs?

Réponse (23.11.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 13 octobre 2005 Monsieur le Député Xavier Bettel veut connaître d'un côté la situation légale en droit luxembourgeois du covoiturage et d'un autre côté plus général l'attitude du Gouvernement face aux communautés de transports organisées sur base privée.

Aucune législation ne traite actuellement l'organisation d'un «car pool» ou d'une communauté de transport au moyen de véhicules automoteurs de moins de dix places.

Au niveau transfrontalier, le règlement CE 684/92 modifié par le règlement CE 11/98, s'applique sur tous les transports internationaux et intracommunautaires de voyageurs effectués par autobus et autocars.

En dépit d'une réglementation de toute activité au niveau des communautés de transport, le Gouvernement luxembourgeois soutient néanmoins les initiatives privées dans ce domaine qui se sont développées rapidement au cours des dernières années.

Le Gouvernement tient à signaler qu'il encourage toute action qui aide à atteindre le but projeté d'un modal split 25/75 pour l'année 2020.

Dans ce contexte, le covoiturage peut certainement jouer un rôle majeur car il permet de déplacer un grand nombre de personnes tout en réduisant le trafic automobile sur les routes et autoroutes luxembourgeoises.

La Centrale de Mobilité, qui sera en fonction à partir de fin 2006, aura pour mission entre autres de «développer des formes alternatives de mobilité parallèlement aux transports publics». Le Gouvernement disposera dès lors d'une plate-forme utile lui permettant de promouvoir les communautés de transport aux niveaux national et transfrontalier.

Aussi la Régie générale des Transports publics, établissement public sous la tutelle du Ministère des Transports, ajoutera-t-elle dans les prochains mois sur son site Internet www.verkeiersverbond.lu une rubrique qui met en relation conducteurs et passagers ayant une destination commune et désirant partager un véhicule de manière occasionnelle ou régulière.

Question 0660 (13.10.2005) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant l'ouverture à la concurrence des transports publics par chemin de fer et par autobus:

Le 20 juillet dernier la Commission européenne a publié une proposition révisée sur l'ouverture à la concurrence des transports publics par chemin de fer et par autobus.

En vue d'organiser les transports publics dont elles ont la charge, les collectivités publiques auraient du souhait de la Commission européenne la possibilité soit de fournir ces services «en interne» (en régie ou en en chargeant un opérateur interne), soit de recourir à un ou des opérateurs externes par le biais d'un appel d'offres. Par ailleurs, un régime spécial serait prévu pour les services ferroviaires régionaux ou à longue distance.

Monsieur le Ministre peut-il détailler la portée des nouvelles propositions de la Commission et préciser quelles en seront les répercussions pour les différents réseaux de transports publics gérés au Luxembourg par les CFL, les exploitants d'autobus privés, les TICE, la Ville de Luxembourg et les autres communes ayant introduit des City Bus ou des Late Night Bus?

Le cadre légal en place est-il conforme au droit communautaire tel que proposé par la Commission ou devra-t-il être adapté?

Réponse (3.11.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

Force est de constater que le règlement se trouve simplifié par rapport aux propositions précédentes (2000 et 2002) et laisse plus de place à la subsidiarité.

La nouvelle proposition n'envisage plus que deux modes d'attribution: l'appel d'offres (concurrence) et l'attribution directe à un opérateur interne. Les autorités compétentes peuvent fournir elles-mêmes ou via un opérateur interne des services de transports publics sans mise en concurrence (respect du libre choix des collectivités territoriales), et ce quel que soit le mode concerné (bus, tram, métro, train, services intégrés...). Cette faculté est toutefois liée au respect d'une transparence accrue et à l'établissement de critères précis et applicables en matière de compensation des obligations de service public. Elle est également soumise à une condition de cantonnement géographique de l'activité de l'autorité compétente ou de son opérateur interne.

Seul le transport ferroviaire régional et de longue distance reste exonéré de l'obligation de mise en concurrence des services publics de transports de voyageurs.

La durée des contrats de service public est limitée à huit ans pour les services de transport par route et à quinze ans pour les services de transport par rail.

Une consultation des différents acteurs du secteur, qui a pour objectif d'analyser l'impact que la proposition de règlement risque d'avoir sur la situation des transports publics au Luxembourg, est en cours.

Toutefois il convient de noter d'emblée que je suis plutôt réticent à l'égard de la proposition dans sa teneur actuelle. En effet, elle entraînerait des lourdeurs administratives supplémentaires et n'apporterait aucune valeur ajoutée à la sécurité et à la qualité des services de transport public offerts au Luxembourg.

Finalement je suis d'avis qu'il serait prématuré de vouloir à ce stade se prononcer sur la conformité du cadre légal actuel avec les prescriptions projetées de la proposition de règlement alors que cette

dernière peut encore subir d'importants changements.

Question 0662 (14.10.2005) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la consommation d'alcool par les mineurs:

Monsieur le Député Claude Meisch a déjà posé en janvier 2004 une question relative à la consommation d'alcool par des jeunes de moins de 18 ans (cf. *compte rendu N°11/2003-2004 - question parlementaire N°2574*).

Le Gouvernement par courrier daté du 3 mai 2004 y a répondu en soulignant que les actions menées en la matière devaient s'inscrire dans un contexte d'une stratégie globale de bien-être, ayant notamment pour objectif d'attirer l'attention des jeunes, de leurs parents et du corps enseignant sur les dangers de telles boissons. Il a également énuméré les différentes mesures gouvernementales qui ont été prises. À noter que les mesures citées par le Gouvernement, sauf le renforcement des contrôles routiers qui ne concerne en principe que les jeunes de plus de 18 ans, relèvent toutes d'une politique d'information et de sensibilisation.

Or, si une telle politique est importante et nécessaire, elle ne saurait à elle seule endiguer le phénomène. D'autres mesures plus incisives sont requises telle que par exemple l'introduction d'une taxe sur la consommation de ces boissons à l'instar de l'Allemagne.

Une taxation suffisamment élevée peut avoir un effet décourageant sur les plus jeunes.

Il est rappelé que plusieurs études ont démontré la corrélation entre la consommation d'alcool et la consommation d'alcool par les jeunes. Très appréciés en raison de leur goût très sucré, les alcools incitent et habituent les jeunes à boire de l'alcool.

Lorsqu'on sait qu'un nombre sans cesse grandissant d'adolescents de plus en plus jeunes consomment de l'alcool et que les alcools sont en vente libre dans les grands magasins et supermarchés, la nécessité d'intervenir devient évidente. Ceci d'autant plus que de nombreux produits contiennent non seulement de l'alcool dans des concentrations parfois élevées, mais également d'autres substances très stimulantes telles que la caféine ou la taurine¹. Si les effets de ces substances ne sont pas encore très connus, certaines études ont constaté néanmoins une augmentation de réactions accrues de nervosité ou d'anxiété ainsi que des modifications du comportement chez les sujets qui consomment régulièrement de telles boissons.

Dans ce contexte j'aurais souhaité que Monsieur le Ministre de la Santé réponde aux questions suivantes:

- Le Gouvernement partage-t-il l'opinion du soussigné sur la nécessité d'étoffer l'arsenal des mesures en la matière en ayant recours à des mesures plus incisives?

- Dans l'affirmative, qu'elles sont les mesures qui pourraient être mises en place? Est-il envisageable que le Luxembourg se dote d'un dispositif analogue à celui qui existe en Allemagne et qui prévoit notamment la taxation des alcools?

¹ voir Rapport du Comité de coordination en matière de sécurité alimentaire pour l'année 2004

Réponse (3.11.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le Gouvernement est d'accord avec l'honorable Parlementaire

pour dire que des mesures incisives doivent être prises pour éviter la consommation d'alcool par des jeunes.

À cet effet un avant-projet de loi introduit une interdiction de vente d'alcool, y compris les alcools, aux mineurs de seize ans. Si actuellement déjà il est interdit de servir de l'alcool aux mineurs de seize ans dans les débits de boissons, la nouvelle disposition aura le mérite d'étendre l'interdiction de vente à tous les commerces généralement quelconques, c'est-à-dire notamment aux épiceries, supermarchés, stations-service, etc.

Par ailleurs le projet de budget pour 2006 prévoit l'introduction d'une taxe spécifique sur les alcools. Le montant prévu est de 600 euros par hectolitre de produit fini. Ce montant très élevé devrait permettre d'atteindre le but dissuasif poursuivi par la taxe.

Question 0665 (17.10.2005) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant la réduction des missions de sécurité Euratom par la Commission européenne:

Il est de notoriété publique que la Commission européenne est en train de réduire considérablement les missions de sécurité Euratom des matières nucléaires et de démanteler peu à peu les services compétents en la matière installés à Luxembourg. Il apparaît en particulier que l'Union européenne n'entend pas procéder systématiquement à de tels contrôles dans les dix nouveaux États membres, mais les abandonne peu à peu à l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique de Vienne (AIEA).

Monsieur le Ministre de l'Énergie du Grand-Duché de Luxembourg avait protesté contre cet état de choses lors de la Présidence luxembourgeoise dans une lettre adressée à Monsieur le Directeur général Lamoureux. Dans une réponse de Monsieur le Commissaire Piebalgs du 22 juillet 2005 à une question du Député européen Robert Goebbels (E-2219/05), il est toujours question de «rationalisation des inspections conduites par la Commission». De fait, cette «rationalisation» se résume à la diminution des inspections et le transfert de cette compétence européenne à l'AIEA, donc à une démission de l'UE de ce domaine essentiel pour la sécurité de nos citoyens.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Conseil entend arrêter la Commission sur cette pente fatale?

Réponse (11.11.2005) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire susmentionnée de l'honorable Député Ben Fayot, il y a lieu d'apporter les éclaircissements suivants:

1. L'Union européenne ne saurait évidemment accepter un régime d'inspections des installations soumises au contrôle d'Euratom qui correspondrait à une baisse de la qualité et donc de l'efficacité de ses inspections. Ce ne serait acceptable ni au regard du traité Euratom, ni au regard de nos engagements internationaux.

2. Je note dans cet ordre d'idées que la réponse du Commissaire Piebalgs rappelle la priorité politique que la Commission européenne attache aux garanties nucléaires et l'engagement à assurer la présence d'inspecteurs de la Commission européenne durant chaque inspection de l'AIEA, le temps que les modalités du nouveau régime d'inspection soient définies.

3. Je souhaite par ailleurs porter à la connaissance de l'honorable Député Ben Fayot qu'à la suite notamment de l'échange de lettres intervenu entre la Présidence luxembourgeoise et le Commissaire Piebalgs courant du premier semestre de cette année, la présidence britannique a pris l'initiative d'organiser une consultation directe le 12 octobre dernier à Londres entre les États membres et la Commission européenne sur ces modalités d'inspection, consultation qui n'exclut aucune option et sur laquelle rapport devrait être fait d'ici la fin de l'année au groupe des Questions Atomiques du Conseil de l'Union européenne. Le Luxembourg ne manquera pas de faire valoir ses vues dans le cadre de cette consultation qui devrait aboutir tout prochainement à la constitution d'un groupe de travail ad hoc, États membres et Commission, chargé d'élaborer un projet d'accord à soumettre au Conseil de l'Union européenne quant à l'approche à adopter à l'avenir par la Commission européenne en matière de contrôle de sécurité Euratom.

Question 0669 (17.10.2005) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la proclamation des résultats officiels du scrutin des élections communales de Luxembourg-Ville:

Dans l'édition du «Tageblatt» du 15 octobre dernier un article relatif à la proclamation des résultats officiels du scrutin des élections communales de Luxembourg-Ville par Monsieur Pierre Gehlen, président du bureau de vote principal de Luxembourg, est paru. À la fin de cet article on peut lire que nombre de nos concitoyens non luxembourgeois ayant participé à ces élections auraient coché plusieurs listes sur leur bulletin de vote.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'un tel constat a été dressé de façon officielle lors de cette proclamation?

- Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre peut-il expliquer qu'un tel constat ait pu être dressé alors que le secret du vote est protégé par la loi?

Réponse (11.11.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Avant de répondre aux questions soulevées par l'honorable Député Claude Meisch, je me permets de préciser que la proclamation des résultats officiels des élections communales n'entre pas dans le champ de compétences du Ministre de l'Intérieur mais dans les attributions du Président du bureau de vote principal de la commune concernée. Par ailleurs, la présence du Ministre de l'Intérieur n'est pas requise lors de la proclamation des résultats officiels du scrutin.

Ceci dit, je tiens à préciser que le Ministre de l'Intérieur n'était pas présent au moment où Monsieur Pierre Gehlen, Président du bureau de vote principal de la Ville de Luxembourg, a procédé à la proclamation des élus de la Ville de Luxembourg. D'après les informations dont je dispose aucun constat officiel affirmant que les électeurs non luxembourgeois auraient coché plusieurs listes sur leur bulletin de vote n'a été dressé lors de la proclamation des élus.

Après la proclamation officielle des résultats et toujours d'après les renseignements fournis, un élu de la Ville de Luxembourg a voulu connaître la raison du nombre anormalement élevé de bulletins nuls.

La question a été posée si on pouvait établir une relation entre le nombre élevé de bulletins nuls (notamment les bulletins nuls où ont été cochées plusieurs listes à la fois) et le fait que la participation des électeurs non luxembourgeois a augmenté par rapport à 1999. Toutes ces observations ont été faites de façon hypothétique et officieuse: elles ne faisaient pas partie de la proclamation officielle des résultats du scrutin de la Ville de Luxembourg et n'étaient en conséquence pas destinées à la publication.

Question 0670 (17.10.2005) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant le délai de demande d'inscription aux élections communales des ressortissants étrangers:

Aux termes de l'article 7 de la loi électorale «les ressortissants étrangers désireux de participer pour la première fois aux élections communales font une demande d'inscription sur la liste électorale afférente (...) la demande d'inscription aux élections communales ou européennes signée et datée est déposée, sous peine de déchéance, sur papier libre et contre récépissé auprès du collège des bourgmestre et échevins de la commune de résidence de l'intéressé avant le 1er avril de l'année en cours».

Or, il s'avère que nombre de concitoyens non luxembourgeois expriment leur volonté de participer aux élections communales ou européennes dans les mois précédant celles-ci, mais ne peuvent obtenir le droit d'aller voter suite au dépassement du délai de demande d'inscription.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre entend-il apporter des changements en ce qui concerne le délai de demande d'inscription des ressortissants étrangers?

- Dans l'affirmative, quel délai serait envisageable afin de permettre à une part plus importante de concitoyens non luxembourgeois de participer aux élections?

Réponse (21.11.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En ce qui concerne le délai de demande d'inscription des ressortissants étrangers sur la liste électorale, je me dois d'informer l'honorable Député Claude Meisch qu'il n'est pas envisagé de modifier la loi électorale sur ce point. En effet, lors de l'élaboration de la nouvelle loi électorale il y a un peu plus de deux ans, cette question a été largement débattue: les dispositions légales actuelles sont le résultat de ces discussions.

Je tiens également à souligner que le Gouvernement a mené une large campagne d'information à l'attention des Non-Luxembourgeois, dont je ne fais que citer à titre d'exemple le dépliant d'information réalisé par le Gouvernement et le Comité de Liaison et d'Action des Étrangers (CLAE).

Question 0671 (18.10.2005) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la limitation de la migration des étudiants étrangers au sein de l'Union européenne:

Quatre États membres de l'Union européenne, à savoir la France, la Belgique, l'Allemagne et l'Autriche, entendent limiter la migration des étudiants étrangers au sein de l'UE

afin d'éviter l'éviction des étudiants nationaux de leurs propres facultés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Quelle est l'attitude du Luxembourg par rapport à ces velléités?

- Une telle approche n'est-elle pas contraire au processus de Bologne dont un des objectifs est précisément de favoriser la mobilité des étudiants?

- Un tel hermétisme universitaire ne risque-t-il pas de porter préjudice aux étudiants luxembourgeois? Comment le Gouvernement luxembourgeois entend-il y remédier?

- Une limitation de la migration des étudiants étrangers au niveau européen risque-t-elle d'affecter l'accès à l'Université du Luxembourg?

Réponse (21.11.2005) de M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

Dans le préambule à votre série de questions vous faites référence à une limitation de la migration d'étudiants étrangers. Or, il y a lieu de distinguer entre les étudiants étrangers communautaires et les étudiants étrangers non communautaires. Pour ce qui est de ces derniers, le Conseil de l'Union européenne a adopté en décembre 2004 une directive sur l'entrée et le séjour d'étudiants ressortissants d'États tiers à des fins d'études, d'échanges d'élèves, de formation professionnelle et de service volontaire. Cette directive prévoit, outre des formalités d'entrée et de séjour allégées pour les étudiants, la possibilité pour ces derniers d'avoir un travail rémunéré dans un cadre déterminé.

Pour ce qui est des étudiants étrangers communautaires, le droit communautaire est d'application. Ainsi, l'accès aux études supérieures ou à des cycles de l'enseignement supérieur, ne peut être refusé sur base de critères de nationalité. Ces dispositions empêchent donc qu'il n'y ait des quotas réservés pour des groupes d'étudiants ressortissants d'un État membre.

Pour les filières à accès limité (numerus clausus/concours) la sélection se fait sur base de critères académiques. Le Luxembourg ne peut demander une dérogation quelle qu'elle soit à ces éléments de base.

L'objectif de la mobilité, telle que préconisée par le Processus de Bologne, vise à inclure la dimension européenne dans les programmes de formation. Ceci reste un objectif à atteindre, dans la mesure où, à l'heure actuelle, la mobilité d'étudiants européens affiche un taux largement inférieur à 10%. Il est vrai que la Belgique et l'Autriche comptent un important contingent d'étudiants non nationaux dans leurs facultés de médecine; cette situation est due au fait que les étudiants français et allemands utilisent l'accès à ces études pour échapper aux conditions restrictives de leurs pays d'origine.

La réponse à la dernière question est négative puisqu'à l'heure actuelle il n'y a pas de limitation de la migration au sein des pays de l'Union européenne, mais plutôt la mise en place progressive de conditions d'accès basées sur des critères académiques, et ce surtout pour les filières médicales. Par ailleurs, l'accès à l'Université du Luxembourg est régi par l'article 12 de la loi du 12 août 2003¹ portant création de l'Université du Luxembourg ainsi que par les dispositions de la Convention de Lisbonne.

ou secondaires techniques ou du diplôme de technicien dans une spécialité correspondant aux études universitaires envisagées ou de diplômes ou certificats étrangers reconnus équivalents par le Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions.

(2) Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, l'accès aux non-titulaires d'un des diplômes préspecifiés est ouvert aux étudiants ayant, soit satisfait aux épreuves d'un examen spécial d'entrée organisé par l'Université, soit pouvant se prévaloir d'une expérience et d'acquis professionnels. Dans ce dernier cas l'accès est subordonné à la présentation d'un dossier et à un entretien devant une commission ad hoc instaurée par le recteur à cet effet et composée de trois enseignants-chercheurs de la faculté en question.

(3) L'admissibilité aux deuxième et troisième niveaux est accordée aux détenteurs soit d'un grade ou d'un diplôme sanctionnant le niveau précédent et inscrit au registre des titres déposé au Ministère ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions, conformément à l'article 2 de la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur, soit d'un grade ou d'un diplôme sanctionnant un niveau ou une période d'études reconnus équivalents par le Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions, notamment sur base des dispositions des sections V et VI de la Convention sur la Reconnaissance des Qualifications relatives à l'Enseignement supérieur dans la Région européenne, faite à Lisbonne le 11 avril 1977.

(4) Par dérogation aux dispositions de l'alinéa (3), l'accès aux non-titulaires d'un des diplômes préspecifiés est ouvert aux étudiants ayant, soit satisfait aux épreuves d'un examen spécial organisé par l'Université, soit pouvant se prévaloir d'une expérience et d'acquis professionnels. Dans ce dernier cas, l'accès est subordonné à la présentation d'un dossier et à un entretien devant une commission ad hoc instaurée par le recteur à cet effet.

(5) Pour certaines filières, le recteur peut décider que l'inscription d'un étudiant qui satisfait aux conditions énumérées sub (1), (2) et (3) ne sera validée qu'après un entretien et un examen dont les modalités sont fixées dans le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 14.

Question 0672 (18.10.2005) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les stocks de vaccin contre la grippe saisonnière:

La grippe aviaire semble avoir atteint l'Union européenne (Grèce), après que la présence du virus H5N1 en Turquie et en Roumanie ait été confirmée. À côté d'un certain nombre de mesures de prévention, la Commission européenne encourage tous les États membres à augmenter leurs stocks de vaccins contre la grippe saisonnière. D'après le Commissaire Kyprianou plusieurs États membres n'auraient pas encore constitué de stocks suffisants de vaccins contre la grippe saisonnière, stocks destinés à couvrir au moins 25% de la population respective, conformément aux recommandations de l'OMS.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Le Luxembourg fait-il partie des États membres ayant constitué des stocks suffisants aux yeux de la Commission?

- Quelle est l'envergure de nos stocks de vaccins contre la grippe saisonnière? La présence quasi quotidienne de plus de 100.000 frontaliers sur le territoire de Luxembourg est-elle prise en considération lors de l'établissement de stocks de vaccins?

Réponse (11.11.2005) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

L'honorable Parlementaire commence par évoquer la grippe aviaire, puis passe à la grippe saisonnière pour soulever la question des stocks constitués contre cette dernière grippe.

S'agissant donc de la grippe saisonnière, seule concernée par la question parlementaire, il faut savoir que rien ne sert de constituer des stocks. En effet, les types et sous-types de virus responsables de cette grippe changent d'année en année. Cela étant, il n'existe pas de stocks permanents, mais le vaccin répondant spécifiquement au type de virus mis en évidence en début de «saison» est préparé chaque année par l'industrie en quantités limitées pour la saison en cours, suivant les recommandations de l'OMS.

Comme chaque année mon Ministère recommande que les personnes les plus susceptibles de souffrir de complications de la grippe saisonnière se fassent vacciner, à savoir les personnes de 65 ans et plus, les personnes de tout âge souffrant d'une maladie chronique et, pour éviter la transmission à ces personnes à risque, le personnel médical et soignant.

Ce vaccin n'est pas efficace contre la grippe aviaire ni contre le virus à l'origine d'une éventuelle pandémie de grippe qui, par définition, sera causée par un virus tout à fait nouveau que personne ne connaît aujourd'hui.

La Commission européenne, suivant en cela l'OMS, a recommandé aux États membres de faire des stocks d'un médicament antiviral (Tamiflu®) qui présente une certaine efficacité contre les virus de la grippe actuellement connus. On suppose que ce médicament sera aussi actif contre tout nouveau virus qui pourrait éventuellement être à l'origine d'une pandémie de grippe humaine.

Mais il ne faut pas confondre médicament antiviral et vaccin. Ce médicament n'est pas un médicament miracle: il est à même de diminuer la durée de la grippe de l'ordre de 24 à 48 heures et d'en réduire les complications éventuelles, à condition que le traitement des personnes malades soit entamé dans les 48 heures qui suivent l'apparition des symptômes. Mais ce médicament, s'il est pris sans réelle nécessité, risque de produire des souches de virus résistantes et de perdre ainsi son efficacité en cas de pandémie de grippe: un premier cas de résistance a d'ailleurs déjà été signalé au Vietnam. Mon Ministère déconseille donc fortement la constitution de stocks privés et l'automédication avec cette substance.

L'OMS et la Commission européenne ont conseillé aux États membres de constituer des stocks de médicaments antiviraux pour couvrir +/- 25% de la population, se basant sur des estimations selon lesquelles +/- 25% de la population pourraient être touchés pendant la première vague d'une pandémie de grippe.

Conformément à ces recommandations, le Gouvernement luxembourgeois a veillé à disposer d'une réserve nationale de ces médicaments qui, en cas de pandémie de grippe humaine, seront utilisés selon un plan établi par les autorités sanitaires.

En principe la constitution de stocks relève de la politique nationale de santé publique. Cependant, bon nombre de frontaliers travaillent au Luxembourg dans des secteurs sensibles, en particulier le secteur hospitalier. En collaboration avec nos voisins, des solutions pragmatiques seront trouvées.

Question 0674 (19.10.2005) de M. Xavier Bettel (DP) concernant le trafic de drogues au sein du Centre Pénitentiaire à Schrassig:

En date du 17 octobre 2005, le quotidien «tageblatt» a publié un article lequel fait référence à deux suicides dus à des surdoses au sein du Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL) pendant les dernières semaines. Selon l'auteur de l'article, le trafic de drogues aurait considérablement augmenté pendant les dernières années au CPL.

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la quantité de drogues saisies au sein du CPL a augmenté pendant les derniers mois? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour remédier à cette situation?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'un simple renforcement des contrôles pourrait mener à une amélioration de la situation? Est-ce qu'un tel renforcement des contrôles serait réalisable avec le personnel actuellement disponible au sein du CPL ou est-ce qu'un renforcement du personnel serait nécessaire?

- En date du 14 décembre 2004, j'avais demandé à Monsieur le Ministre s'il ne pensait pas que l'utilisation en permanence d'un chien anti-drogue par le personnel du CPL serait opportune.

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer combien de fois un chien anti-drogue a été utilisé les derniers mois au sein du CPL?

- Finalement, Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de suicides ont été enregistrés dans l'enceinte du Centre Pénitentiaire au cours des cinq dernières années? Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées combien de ces suicides sont dus à des surdoses?

Réponse (25.11.2005) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

1. En date du 4 septembre 2005 est décédé un détenu préventif, incarcéré depuis le 7 août 2005 et en date du 2 octobre 2005 est décédé un détenu condamné, incarcéré depuis le 12 mai 2005. Dans les deux cas une information judiciaire a été ouverte. Les autopsies ne sont pas encore terminées, de sorte que la cause exacte des décès n'est à l'heure actuelle pas connue. Sur base des rapports des responsables du CPL il n'existe aucun indice en faveur de la thèse du suicide avancée par l'auteur de l'article de presse et par Monsieur le Député.

2. Les quantités de stupéfiants saisis au CPL n'ont pas augmenté pendant les derniers mois.

3) Au CPL les détenus et les visiteurs sont contrôlés à l'entrée de l'établissement pénitentiaire. Par ailleurs le personnel de garde doit régulièrement procéder à l'inspection des cellules des détenus et peut soumettre les détenus à des fouilles corporelles, ceci conformément aux prescriptions des articles 118 et 119 du règlement grand-ducal du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires. De plus un détecteur de drogues est utilisé régulièrement au CPL. En vue d'assurer la sécurité intérieure au CPL et en vue d'empêcher au maximum l'introduction de stupéfiants, la direction a été invitée à veiller à la bonne exécution des opérations de contrôle prévues aux prescriptions réglementaires. L'exécution de ces contrôles, contrôles qui relèvent de la mission normale du gardien, ne nécessite pas de renforcement du personnel en place.

4. La question d'une brigade canine a été examinée avec les experts de la police. La conclusion était que le museau canin est certes le détecteur le plus efficace, mais qu'un chien ne peut se spécialiser que sur une seule substance; un chien travaille au maximum deux fois vingt minutes par jour; en cas de maladie/malaise, il chômera; il faut prévoir un gardien/maître plein temps par animal, de sorte qu'il a été décidé de ne pas créer de brigade canine au CPL, mais d'avoir recours à la brigade canine de la Police grand-ducale en cas de besoin.

5. Selon les informations disponibles, il y a eu au cours des cinq dernières années un seul suicide, à savoir un suicide par pendaison en 2002.

Question 0675 (19.10.2005) de M. Claude Meisch (DP) concernant la coopération renforcée au sein de l'Union européenne:

Le 24 septembre dernier lors de la Convention européenne de l'UMP à Paris, le Président du parti et Ministre de l'Intérieur français Monsieur Nicolas Sarkozy a affirmé que le couple franco-allemand devrait s'ouvrir à quatre autres grands pays de l'UE, à savoir le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne et la Pologne. Selon Monsieur Sarkozy ce groupe de six devrait jouer le rôle de moteur de l'Europe, en faisant collectivement des propositions aux autres États membres, qui seraient alors libres de les rejeter, mais pas d'empêcher les six d'aller de l'avant à eux seuls.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État:

- Quel jugement Monsieur le Ministre porte-t-il sur ces velléités?

- Selon Monsieur le Ministre, une telle Europe à deux niveaux a-t-elle des chances de se réaliser à moyen terme?

- L'idée de coopérations renforcées au sein de l'Union européenne figure dans le Traité établissant une Constitution pour l'Europe (article I-44). Ces coopérations renforcées doivent être ouvertes à tout moment à tous les États membres. Que pense Monsieur le Ministre d'initiatives excluant d'office un certain nombre d'États membres?

Réponse (23.11.2005) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État:

Tout d'abord, il faut se féliciter de l'initiative française visant à réunir une Convention sur l'Europe pour débattre de la situation actuelle en Europe et d'animer ainsi le débat sur l'avenir de l'Europe en montrant que la période de réflexion décidée par le Conseil européen de juin 2005 est mis à profit pour échanger des idées.

Il existe bien sûr un certain nombre d'idées relatives à l'avenir de l'Europe dont celle qui a été exposée par le Président de l'UMP à l'occasion de la Convention européenne les 23 et 24 septembre 2005 et qui porte sur la formation d'une avant-garde de six États membres appelée à prendre la tête du processus d'intégration européenne.

Pour le Luxembourg il est clair qu'un groupe d'État membres ne devrait être constitué sur base du seul critère de la taille de ses membres. Les petits et moyens États membres, notamment de par leur expérience, ont beaucoup à apporter à la construction européenne. Or, la constitution d'un directoire au sein duquel les «grands» seraient seuls à imposer leurs vues n'est pas le bon chemin et risquerait de plonger l'Europe dans un immobilisme régi par une logique du plus petit dénominateur commun. De même, il ne s'agit pas

¹ Art. 12. Accès aux études

(1) L'accès en première année d'études universitaires est ouvert aux détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires

de créer des «clubs exclusifs» au sein de l'Europe et de soutenir par ce biais des initiatives excluant d'office un certain nombre d'États membres.

En ce qui concerne plus précisément les idées de coopérations renforcées ou encore les chances d'une Europe à deux vitesses, s'il ne faut a priori exclure aucune de ces pistes, il me semble toutefois prématuré de privilégier ces pistes pour ce qui est du développement futur de l'Union européenne.

Question 0679 (20.10.2005) de **M. Emile Calmes** (DP) concernant la **réglementation de la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques**:

D'après «Agence Europe» du 7 octobre dernier: «Le Tribunal de première instance européen a rejeté les recours du Land Oberösterreich et de l'Autriche contre la décision de la Commission européenne du 2 septembre 2003 de refuser d'autoriser le Land à interdire l'utilisation des OGM. Dans sa décision, la Commission indiquait que l'Autriche n'avait pas prouvé scientifiquement ni démontré que, dans le Land Oberösterreich, se posait un problème spécifique apparu après l'adoption de la directive européenne sur les OGM de 2001 et qui rendait nécessaire une interdiction d'utiliser les OGM dans la province de Haute-Autriche».

Le principe du libre choix quant au type d'agriculture pratiquée, avec ou sans OGM, s'impose donc à terme au niveau européen. Se pose cependant le problème de savoir comment garantir ce droit à tous les agriculteurs voulant pratiquer une agriculture conventionnelle ou biologique et partant les prémunir contre toute contamination génétique.

- La Commission européenne laisse aux États le soin de prendre les mesures appropriées. Elle a d'ailleurs publié en date du 23 juillet 2003 une recommandation «établissant des lignes directrices pour l'élaboration de stratégies nationales et de meilleurs pratiques visant à assurer la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques».

Le projet de loi N°5380 portant réglementation du commerce des semences et plants et concernant la mise en culture de semences et plants génétiquement modifiés reprend d'ailleurs un certain nombre de ces recommandations.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Le projet de loi précité est-il toujours considéré comme pouvant apporter les réponses appropriées au problème de la coexistence des cultures?

- Dans la négative, un nouveau projet de loi est-il en élaboration?

- La réglementation de la coexistence des cultures fait-elle figure de priorité du Ministère de l'Agriculture?

Réponse (23.11.2005) de **M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

Le Gouvernement est d'avis que les mesures proposées au projet de loi pour assurer la gestion de la coexistence des cultures génétiquement modifiées et des cultures conventionnelles sont toujours pertinentes.

Il est vrai que depuis le dépôt du projet de loi tant la Commission européenne que le Conseil d'État ont émis, dans leurs avis respectifs, différentes critiques à l'égard de certaines des mesures proposées. Était donné que le Gouvernement estime que certaines de ces cri-

tiques sont justifiées pour des raisons de fond ou pour des motifs de légalité, il ne manquera pas de proposer, tout prochainement, quelques amendements au projet de loi.

Finalement, le Gouvernement est d'avis que la finalisation et le vote du projet de loi N°5380 revêtent un caractère prioritaire.

Question 0680 (20.10.2005) de **M. Emile Calmes** (DP) concernant l'**exercice de sauvetage dans l'enceinte de l'aéroport du Findel**:

En date du 17 octobre dernier, un exercice de sauvetage s'est déroulé dans l'enceinte de l'aéroport du Findel où une catastrophe majeure a été simulée. Aux dires des responsables de cet exercice, celui-ci s'est déroulé de façon satisfaisante. À noter que la cellule de crise du Gouvernement n'était pas associée à cet exercice.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres ont-ils déjà pris connaissance du rapport détaillé relatif à cet exercice?

- Quels points doivent être améliorés en cas de catastrophe similaire?

- Ne faudrait-il pas associer à l'avenir une cellule de crise gouvernementale à un tel exercice?

- Quel devrait être la fréquence de tels exercices?

Réponse commune (23.11.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports* et **M. Jean-Marie Haldorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

D'une manière générale, il y a lieu de préciser que le but de l'exercice était de vérifier le fonctionnement du plan d'intervention de l'aéroport en cas de sinistre. Cet exercice est effectué tous les deux ans en conformité avec les normes internationales de l'OACI. Le scénario développé pour cet exercice se limitait donc à ce seul but.

La cellule gouvernementale de crise que l'honorable Député invoque, figure au «Plan nombreuses victimes» tel qu'élaboré par l'Administration des Services de Secours. Ce plan n'est applicable qu'en cas d'un événement ayant causé ou pouvant faire redouter un nombre de victimes supérieur à dix. L'événement à l'origine du déclenchement peut être:

- des incendies de grande envergure;
- des effondrements d'immeubles;
- des accidents routiers, ferroviaires, aériens ou maritimes;
- des actes de terrorisme;
- des accidents dans l'industrie et les entreprises;
- des accidents causés par produits chimiques;
- des accidents liés aux risques naturels;
- etc.

Les analyses du déroulement de l'exercice à faire par les différents organes impliqués ne sont pas encore terminées. À l'heure actuelle il m'est impossible d'avancer les conclusions de cet exercice. Selon mes informations, il y aura encore des réunions de concertation avec tous les organes concernés vers mi-novembre pour finaliser les enseignements nécessaires.

Question 0681 (20.10.2005) de **M. Emile Calmes** (DP) concernant la **réduction de l'utilisation d'emballages non biodégradables**:

En France l'Assemblée nationale vient d'adopter à l'unanimité en première lecture un amendement à la loi d'orientation agricole visant l'interdiction de la commercialisation et de la distribution de sacs en plastique non biodégradables à partir de l'année 2010. Les sacs biodégradables sont actuellement fabriqués pour moitié en amidon de maïs et à base d'un polymère (plastique) biodégradable. À partir de 2010 ces sacs biodégradables devraient être «purs», c.-à-d. sans aucune présence de polymères.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Une telle interdiction est-elle envisagée au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quand est-ce qu'une telle interdiction entrerait en vigueur?

- Ne faudrait-il pas faire des efforts au niveau européen afin de réduire progressivement l'utilisation d'emballages non biodégradables?

Réponse (23.11.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

Monsieur le Député se réfère à une décision prise en France au mois d'octobre 2005 par l'Assemblée nationale et qui concerne l'adoption en première lecture d'un amendement à la loi d'orientation agricole qui dispose qu'à partir du 1^{er} janvier 2010, la commercialisation et la distribution de sacs ou d'emballages en plastiques non biodégradables sont interdites sur le territoire français.

À ce sujet, Monsieur le Député pose la question si une telle interdiction est envisagée au Luxembourg. D'abord il faut préciser que suivant le communiqué de presse publié par l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie en France) l'objectif du Ministère de l'Écologie et du Développement Durable est la diminution du nombre de sacs de caisse jetables, quel que soit leur matériau constitutif, et la pérennisation du changement de comportement de chacun.

Au Grand-Duché de Luxembourg, le Ministère de l'Environnement poursuit depuis janvier 2004 le même objectif par la conclusion d'un accord avec l'a.s.b.l. Valorlux, et par l'instauration d'un groupe de suivi qui se compose de représentants de l'Administration de l'Environnement, de la Confédération de Commerce et de Valorlux. Cet accord volontaire a pour objet de préciser les modalités de gestion et de promotion de sacs de caisses réutilisables et uniformes (dénommés eco-sacs) dans le secteur de la distribution alimentaire au Grand-Duché de Luxembourg. En outre, il détermine des objectifs concernant le taux de part de marché des eco-sacs par rapport aux sacs à usage unique et définit le cadre permettant d'évaluer le succès du projet (voir sous www.emwelt.lu>Dechets>Dossiers thématiques>Les emballages). Cet accord sera renouvelé sous peu et le(s) taux de part de marché des sacs à usage multiple sera(ont) précisés(s).

En ce qui concerne la proposition de l'honorable Député par rapport à une réduction progressive des emballages non biodégradables au niveau européen, plusieurs remarques s'imposent:

1. Le recours à des matériaux biodégradables n'est pas synonyme d'absence totale d'impact sur l'environnement, en particulier en cas d'abandon sans précaution. Le risque de pollution visuelle demeure car un sac biodégradable abandonné mettra plusieurs mois à disparaître, selon les conditions spécifiques d'humidité, de température et de contact avec le sol. En envisageant un traitement de ces

sacs dans des installations de compostage et de bio méthanisation, il subsiste le problème d'identification des emballages biodégradables par rapport aux emballages non biodégradables.

2. L'adaptation finale de la décision de l'Assemblée nationale française dépend certainement de sa conformité aux réglementations européennes. Il reste à savoir si la directive 94/62/CE modifiée du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages permet d'interdire un type déterminé d'emballage au seul motif qu'il n'est pas biodégradable, dès lors qu'il est valorisable. Ainsi les autorités luxembourgeoises ont notifié en mai dernier un projet de règlement grand-ducal à la Commission dans lequel la mise sur le marché d'emballages en PVC destinés à renfermer, en contact direct, des produits alimentaires pour la consommation humaine, serait interdite à partir du 1^{er} janvier 2007. Or, en se référant à l'article 18 de la directive 94/62/CE, en vertu duquel les États membres ne peuvent faire obstacle à la mise sur le marché, sur leur territoire, d'emballages qui sont conformes à la directive précitée, la Commission a invité en août 2005 le Ministère de l'Environnement à éliminer cette disposition du projet de règlement grand-ducal.

Question 0682 (20.10.2005) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la **lutte contre le virus de la grippe aviaire H5N1**:

Afin de lutter contre le virus de la grippe aviaire H5N1, le Ministère de la Santé a annoncé le renforcement des stocks luxembourgeois en antiviraux. Il existe deux sortes d'antiviraux efficaces contre le virus de la grippe aviaire, à savoir l'antiviral oseltamivir commercialisé sous le nom de «Tamiflu» ainsi que l'antiviral zanamivir, commercialisé sous le nom de «Relenza».

D'après le magazine «Nature» il existe un premier cas documenté de virus H5N1 résistant à l'oseltamivir («Tamiflu»), alors que le même virus s'est montré sensible au zanamivir («Relenza»).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelle est la proportion actuelle de l'antiviral zanamivir («Relenza») par rapport au «Tamiflu» dans les stocks luxembourgeois en antiviraux contre le virus H5N1?

- D'après Monsieur le Ministre, les réserves en antiviraux pourront soigner 25% de la population grand-ducale en avril 2006. Quel est l'état actuel de ces réserves?

- Dans l'hypothèse d'une émergence concrète de la grippe aviaire sur le territoire national et des risques de contagion pour la population inhérente à une telle situation, existent-ils des locaux de dimension suffisante et aux équipements appropriés pour mettre en quarantaine des personnes ayant contracté le virus?

Réponse (11.11.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Il est en effet question dans «Nature» d'un virus H5N1 qui aurait présenté une résistance à l'oseltamivir (Tamiflu®) tout en étant sensible à zanamivir (Relenza®). Mais il s'agit d'un cas isolé et il est trop tôt d'en tirer des conclusions définitives. Relenza® présente d'ailleurs certains désavantages par rapport au Tamiflu® (utilisation non indiquée chez les enfants de moins de douze ans, effets secondaires plus importants, mode d'administration plus compliqué). Aussi, dans l'état actuel des connaissances et à l'instar de ce que font les pays voisins, le Gouvernement a-t-il opté pour constituer la résér-

ve nationale à l'aide de Tamiflu®. Par mesure de précaution une commande limitée de Relenza® a cependant été passée.

En cas de pandémie de grippe une «quarantaine» stricte des cas de grippe est illusoire. La stratégie consistera à isoler autant que possible les malades à leur domicile et à limiter les grands rassemblements de personnes.

Les cas nécessitant un traitement stationnaire seront hospitalisés dans les chambres d'hôpital permettant un isolement des patients. En cas de dépassement de ces moyens les malades devront être soignés dans les chambres normales en utilisant les moyens de protection usuels disponibles.

Question 0684 (21.10.2005) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **politique de coopération au développement en matière d'éducation dans les pays cibles africains**:

Les événements tragiques de Ceuta et de Melilla démontrent une fois de plus que le problème de l'immigration ne peut être résolu efficacement à long terme que dans le cadre d'une politique de développement ambitieuse et coordonnée permettant de s'attaquer à ses causes profondes. Les migrations représentent le reflet des tensions internes (guerres civiles, instabilité politique, famine, massacres...) ou des pressions extérieures. Plus de 200 millions de jeunes vivent avec moins de 1 € par jour et 500 millions avec moins de 2 € par jour. Le chômage des jeunes est d'un taux le plus élevé jamais enregistré, environ 100 millions de chômeurs, dont la plupart résident au Nord de l'Afrique et en Afrique subsaharienne.

À cet égard il s'impose d'intensifier la coopération avec les pays situés aux frontières méridionales de l'UE, de même qu'avec un certain nombre de pays d'origine et de transit important du continent africain.

Les conclusions du Conseil européen de juin 2005 ont retenu que les États membres de l'UE s'engagent à consacrer à l'aide publique au développement 0,56% de leur revenu national brut d'ici 2010, soit une augmentation de 20 milliards d'euros par an, dont la moitié serait réservée à l'Afrique. Ils stipulent également que l'aide publique au développement augmentera à 0,7% de leur revenu national brut d'ici à 2015, tandis que ceux qui ont atteint cet objectif s'engagent à rester au-dessus de ce taux.

Le 12 octobre 2005, le Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a présenté, en compagnie du Président de la Commission de l'Union africaine, Alpha Omar Konaré, un plan de «partenariat stratégique pour la sécurité et le développement» entre l'UE et l'Afrique. Ce plan européen pour l'Afrique, qui doit être soumis aux gouvernements et au Parlement européen, souligne que le développement passe d'abord par le maintien de la paix et de la sécurité et par l'application des principes d'une bonne gouvernance.

Il met ensuite l'accent sur la nécessaire construction des grandes infrastructures dans le domaine des transports, de l'eau, de l'énergie, des télécommunications. Un autre secteur important de la stratégie pour l'Afrique est celui de l'éducation. Un programme d'échanges, sur le modèle Erasmus en Europe est prévu d'être lancé. Ses bénéficiaires s'engageront à contribuer au développement de leur pays d'origine. Investir dans la jeunesse doit commencer avec l'enfance. On doit s'engager et investir davantage en faveur des Objectifs du millénaire pour le Développement, ce qui aura des bénéfices considérables pour les jeunes de 2015.

Cette stratégie vise donc à faire en sorte que l'Afrique atteigne les Objectifs du millénaire pour le Développement (ODM) de l'ONU où le domaine de l'éducation occupe une place primordiale. En effet la paix, la sécurité, la bonne gouvernance, de meilleures relations commerciales ainsi qu'une éducation performante sont déterminantes pour faire en sorte que les objectifs soient atteints.

Il est dès lors important que le Grand-Duché consolide son aide en matière d'éducation dans les pays africains ciblés par la politique de coopération au développement c'est-à-dire au Niger, en Namibie, au Cap-Vert, au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

1. Quelles sont les actions concrètes entreprises par le Gouvernement ainsi que ses projets dans le domaine de l'éducation dans ces pays?

2. En vue de faire progresser le développement de ces pays et ceci notamment au travers de l'éducation des jeunes, ne devrait-on pas entamer voire intensifier les relations sur ce plan en y associant les services compétents de l'Université du Luxembourg?

3. Ne serait-il pas opportun de réfléchir sur la possibilité de mettre en oeuvre des stages type bénévolat d'une durée de trois ans au maximum pour les jeunes diplômés luxembourgeois dans nos pays cibles africains?

Réponse (17.11.2005) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*:

Remarques préliminaires

L'objectif primordial de la coopération luxembourgeoise reste l'éradication de la pauvreté. Cet objectif est poursuivi dans le souci de contribuer au développement durable dans les pays en développement; le développement durable étant entendu sous ces aspects sociaux, économiques et environnementaux.

La programmation des activités de la coopération luxembourgeoise dans les pays cibles est faite en étroite collaboration avec les autorités des pays en question, selon les principes du partenariat et de l'appropriation.

Les secteurs sociaux, y compris l'éducation, sont présents de manière prééminente dans les programmes indicatifs de coopération pluriannuels que la coopération luxembourgeoise signe avec les pays cibles.

1. Le secteur de l'éducation constitue un secteur prioritaire de la coopération luxembourgeoise au Cap-Vert. Cette priorité a été confirmée à nouveau avec la signature d'un 2^e Programme Indicatif de Coopération (PIC).

Au cours des dernières années, la coopération luxembourgeoise au Cap-Vert a entamé une transition vers des projets de valorisation des ressources humaines, après avoir mené à bien un important programme d'infrastructures. Comme stipulé dans le texte du 2^e PIC, à l'avenir, la coopération en matière d'éducation se concentrera sur la formation professionnelle et la valorisation des ressources humaines.

Le poids du secteur de l'éducation dans l'enveloppe globale du 1^{er} PIC (2002-2005) représentait environ 49%. Ci-dessous, une liste des projets les plus importants:

Éducation	Durée	Budget total (en euros)
Complexe scolaire Santa Catarina	1998-2005	5.999.023
Complexe scolaire Porto Novo	1998-2005	5.428.868
Santé scolaire	2001-2005	2.057.516
Lycée Sao Miguel	2001-2005	5.204.360
Lycée de Coculi	2002-2006	3.978.000
Infrastructures scolaires	2002-2006	6.759.000
Renforcement de l'enseignement technique	2003-2008	3.460.000
Deux projets sont actuellement en formulation:		
Éducation	Durée	En euros
École de tourisme et hôtellerie	3-4 ans	+/- 4.000.000
Santé scolaire 2	3-4 ans	+/- 3.000.000

Au Niger, le projet intitulé «Programme régional d'appui au développement de l'éducation de base à Dosso au Niger» vient de démarrer. Il touche l'ensemble des deux départements de Dosso (9.175 km², 387.218 habitants, taux de scolarisation 67,14% dont 47,57% pour les filles) et de Boboye (4.423 km², 288.665 habitants, taux de scolarisation 53,24% dont 42,24 pour les filles).

Le projet se situe dans le cadre du Programme Décennal de Développement de l'Éducation du Niger, qui lui fait référence aux Objectifs millénaires pour le Développement et vise notamment à accroître le taux de scolarisation dans le cycle primaire et dans le cycle de l'éducation de base II/collèges ruraux (dénomination usuelle nigérienne des premières années du cycle secondaire en milieu rural).

Il s'agit donc d'améliorer l'accessibilité et la qualité de l'enseignement de base (et accessoirement aussi de l'alphabétisation des adultes) dans les deux départements.

À noter que la construction et la réhabilitation des collèges ruraux contribuent indirectement tant à l'accroissement du taux de scolarisation qu'à la lutte contre la pauvreté: en effet, envoyer les enfants à la ville pour fréquenter le secondaire coûte très cher aux familles qui évitent souvent de le faire et empêchent leurs enfants d'avoir une meilleure formation.

Le budget du projet est de 5.710.820 euros sur quatre années (automne 2005 à automne 2009).

Il est à noter que ce projet est une extension (à des villages non encore touchés, mais aussi à un cycle supérieur de l'éducation de base) de deux projets financés depuis 1997 par la coopération luxembourgeoise dans la même région.

Dans le secteur de l'éducation et de la formation, la coopération entre le Mali et le Luxembourg a confié, depuis 1998, l'exécution de projets de développement intégré dans les quartiers périphériques de Bamako, au Centre national de Ressources de l'Éducation non formelle dépendant du Ministère de l'Éducation. Un projet d'appui institutionnel, comprenant l'équipement et la formation, a été mis en oeuvre en 1999-2001 pour renforcer les capacités de cette agence d'exécution.

Le premier des projets réalisés, intitulé projet «Alphabétisation fonctionnelle et formation professionnelle des femmes dans les zones périurbaines de Bamako quartier de Lassa», a adopté une approche visant à faire face aux différents problèmes rencontrés par les populations périurbaines, et les femmes en particulier.

L'objectif général est la promotion multiforme de groupes de femmes alphabètes à travers l'alphabétisation, la formation professionnelle et l'éducation socio sanitaire.

Une deuxième phase a été mise en oeuvre avec comme principal objectif l'appropriation et la pérennisation des acquis de la première phase. Cette deuxième phase a pris fin en décembre 2003. Les activités initiées dans ce cadre se poursuivent et continuent à être valorisées par le Gouvernement malien.

À partir de ces acquis la coopération Mali-Luxembourg a décidé d'étendre l'approche de Lassa à d'autres quartiers périphériques ou défavorisés du district de Bamako. Après une étude d'identification, deux quartiers ont été retenus.

Le premier, Missabougou (Commune VI), bénéficie d'un programme d'alphabétisation fonctionnelle et d'appui aux initiatives des femmes et des jeunes. Ce programme a la particularité de se concentrer sur la problématique de la formation et de l'insertion socio économique des jeunes non et déscolarisés. Un centre de formation multifonctionnel a ainsi été réalisé et est fonctionnel depuis le mois de mai 2004.

Dans le second, Missira (Commune II), la coopération Mali-Luxembourg appuie les activités de l'association Yeelen. Ce projet intitulé «le soi, les voisins, le quartier» d'une durée de 18 mois, concerne la gestion communautaire de l'environnement urbain (voir secteur de l'assainissement).

Vu les résultats et les acquis de ces différents projets et programmes, une réflexion est en cours pour poursuivre ce partenariat avec le CNR/ENF.

À travers le projet MLI/005 «décentralisation et services sociaux de base», la coopération entre le Mali et le Luxembourg a également choisi d'appuyer le système éducatif décentralisé des cercles de Bla et de Tominian (région de Ségou). Il s'agit essentiellement d'améliorer la qualité et l'accessibilité de l'éducation formelle et non formelle.

La coopération luxembourgeoise appuie également, dans ce secteur, l'Agence malienne de Promotion de l'Emploi des Jeunes ceci via le Bureau international du Travail. La coopération luxembourgeoise s'insère dans ce programme à hauteur 1.150.000 USD. Deux objectifs complémentaires sont poursuivis ici:

- la création d'emplois productifs et
- le renforcement des capacités nationales en matière de conception, de mise en oeuvre et de suivi des stratégies de l'emploi pour réduire la pauvreté.



Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Éducation	Durée	Budget total
Alphabétisation et promotion féminine du quartier de Lassa	2000-2003	1.007.788 €
Alphabétisation fonctionnelle et appui aux initiatives de développement des femmes et des jeunes du quartier de Missabougou (Bamako)	2001-2005	2.439.873 €
Insertion des jeunes dans la vie professionnelle à travers les investissements HIMO en milieu rural et en milieu urbain	2004-2005	1.150.000 \$US

Au Sénégal, l'éducation est également un des secteurs prioritaires du PIC. Le démarrage, début 2003, du projet intitulé «Construction et équipement du Lycée technique de Thiès», est le plus important projet jamais réalisé par la coopération luxembourgeoise au Sénégal. Ce projet de quatre ans (2003-2006; 10,48 millions euros) se propose de construire et d'équiper un lycée pour plus de 1.200 personnes. Par la mise en place d'un partenariat avec les entreprises, l'implication des collectivités locales, le projet a comme objectif le développement d'une formation efficace, mieux adaptée au marché du travail.

Dans ce contexte le projet mettra en oeuvre un lien intéressant avec le Luxembourg qui pourra aussi «être vu comme élément de sensibilisation». En effet, le programme de formation des 21 formateurs recrutés est essentiellement constitué de sessions de formation au Lycée technique d'Ettelbruck et dans d'autres lycées du Luxembourg. Dans ce cadre le directeur du Lycée d'Ettelbruck (Monsieur Schartz) s'est rendu en mission au Sénégal afin de se faire une idée plus précise du profil des enseignants sénégalais et de participer à la mise au point de leur programme et du calendrier de leur formation au Luxembourg.

Le projet intitulé «Appui aux Centres d'Enseignement Technique Féminins (CETF) (2002-2005; 3,96 millions euros) dans la région de Saint-Louis» se propose d'améliorer les programmes de formation, de renforcer les compétences pédagogiques et techniques des formateurs, de réhabiliter le CETF de Saint-Louis et de construire de nouveaux Centres à Matam, Podor et Dagana tout en procédant à l'équipement de ceux-ci. Un accent particulier est aussi mis sur le dispositif de suivi des élèves sortantes pour faciliter leur insertion dans le marché de travail. Une évaluation à mi-parcours a eu lieu de ce projet au cours du 1^{er} semestre 2005. Celle-ci est dans l'ensemble positive et recommande une prolongation minimale d'une année de ce projet.

Éducation	Durée	Budget total
SEN/016 Lycée d'enseignement technique et de formation professionnelle de Thiès	2003-2007	10.483.000 €
SEN/018 Appui aux centres d'enseignement technique féminin des régions de Saint-Louis et de Matam	2002-2006	3.960.000 €

La coopération entre le Burkina Faso et le Luxembourg a mené une expérience alliant éducation non formelle et développement rural. Ainsi, le projet «Alphabétisation fonctionnelle et développement villageois dans la région des Hauts-Bassins» (BFK/003, 1999-2003, budget de 4,13 millions euros) se propose d'améliorer les conditions socio économiques et culturelles des populations rurales dans 75

villages de la région des Hauts-Bassins.

Ce projet a été évalué en janvier 2003. Cette évaluation externe a conclu que le projet ne présentait pas de manquement majeur et que les concepts imaginés et mis en oeuvre pouvaient en faire un modèle dans le cadre de la stratégie du Burkina Faso en matière de lutte contre l'analphabétisme.

En accord avec la partie burkinabè, un mandat de formulation a été donné à Lux-Development qui a soumis un document de projet aux autorités des deux pays début 2004. Conformément aux souhaits exprimés, la phase II du projet, qui a débuté officiellement en septembre 2004, propose une consolidation des acquis de la première phase ainsi qu'une extension géographique limitée (40 villages supplémentaires).

Un projet intitulé «Projet d'appui à la réduction de la pauvreté des jeunes défavorisés ou marginalisés dans le Houet et le Tuy», est actuellement exécuté par les Volontaires des Nations Unies. Il s'agit d'un projet sur cinq ans (1^{re} phase de deux ans) d'un montant de 2,45 millions euros. Le projet est localisé dans les provinces du Houet et du Tuy, autour de la ville de Bobo-Dioulasso, où le Luxembourg est déjà actif via les projets exécutés par Lux-Development intitulés «Alphabétisation fonctionnelle et développement rural intégré» (BKF/003) et «Aménagement participatif des forêts classées» (BKF/007). Il a pour objet de combattre la pauvreté de 1.200 garçons et filles en difficulté et d'accompagner leurs parents en intervenant en synergie avec les actions du Gouvernement, de la société civile et d'autres partenaires dans les deux provinces. Pour ce faire, le projet adoptera une approche progressive, en s'implantant au cours d'une première phase (deux ans) à partir de quatre modules d'activité.

Après une mission d'identification réalisée sur place en coopération avec les autorités burkinabè, la coopération luxembourgeoise vient de remettre un mandat de formula-

tion à son agence d'exécution en vue d'un projet dans le cadre du secteur de la formation professionnelle.

Éducation	Durée	Budget total
BKF/010 Alphabétisation et formation pour le Développement durable dans la région des Hauts-Bassins	2004-2008	4.000.000 €
Appui à la réduction de la pauvreté des jeunes défavorisés ou marginalisés dans le Houet et le Tuy (REPAJE)	2002-2006	2.450.000 €

Depuis son indépendance, la Namibie accorde une importance primordiale au développement des secteurs sociaux tels que l'éducation et la santé et y a alloué en moyenne 37,54% du budget national depuis 14 ans. 24% du budget 2004/2005 sont dédiés au financement du secteur de l'éducation et de la formation professionnelle.

Pour la coopération luxembourgeoise en Namibie, l'éducation, y compris la formation professionnelle, constitue également un secteur prioritaire qui est repris à ce titre dans le Programme Indicatif de Coopération signé en 2004. D'une part, la coopération luxembourgeoise participe depuis 1995 à l'effort national pour le développement de l'éducation de base dans les régions défavorisées du Nord (Kavango - Caprivi - Otjozondjupa et Omaheke), au travers de trois projets qui visent la construction et la rénovation d'infrastructures scolaires accompagnée par une formation des enseignants et des chefs d'établissements. L'apport de la coopération luxembourgeoise à ce niveau ne fait aucun doute: une évaluation menée en 2003 avait démontré que 16% des nouvelles infrastructures scolaires au Nord du pays (Kavango - Caprivi) avaient été réalisées grâce à l'aide luxembourgeoise.

D'autre part, la coopération luxembourgeoise soutient également le Gouvernement namibien pour mettre en œuvre la réforme de la formation professionnelle en Namibie. Après un premier projet mis en œuvre au sein du Centre de Formation professionnelle de Rundu, un deuxième projet similaire est actuellement en cours au Centre de Formation professionnel de Katima Mulilo dans le Caprivi. Outre la rénovation des infrastructures, ce projet vise à mieux adapter les formations aux besoins du monde du travail et à impliquer davantage le secteur privé dans le financement de la formation professionnelle.

Éducation de base		
NAM/318: Éducation de base au Kavango et Caprivi	1995-1998	2'057'516
NAM/329: Éducation de base au Kavango et Caprivi (phase II)	1999-2004	2'955'511
NAM/337: Éducation de base au Kavango, Caprivi, Otjozondjupa et Omaheke (phase III)	2001-2005	4'286'440
Formation professionnelle		
NAM/324: Centre de Formation professionnelle de Rundu	1997-2004	1'998'021
NAM/339: Centre de Formation professionnelle de Katima Mulilo	2005-2008	3'370'200

2. Pour ce qui est des contacts avec l'Université, la coopération au développement est par nature un domaine dans lequel études, analyses et réflexions en profondeur sont de mise, et, dans la mesure de ses compétences et de ses possibilités matérielles, la coopération luxembourgeoise participe à ces débats voire les anime (cf. à ce sujet notamment la récente «Semaine de la Microfinance», la «Journée du Droit International Humanitaire» organisée au printemps de cette année).

Dans ce cadre, la coopération luxembourgeoise, à l'image des coopérations de nos pays partenaires dans l'Union européenne, est ainsi bien évidemment ouverte à tout échange utile avec les acteurs du développement, y inclus le monde académique.

Pour ce qui est de l'éducation, je me permets de vous renvoyer à ma réponse à votre première question. Je signale par ailleurs qu'au premier semestre de cette année, la coopération luxembourgeoise a mis à la disposition de l'Université du Luxembourg ses bureaux à Dakar et Hanoi pour l'organisation d'exams d'entrée à l'Université du Luxembourg.

3. La coopération luxembourgeoise finance traditionnellement un certain nombre de postes de Junior Professional Officers (auprès des fonds et programmes des Nations Unies) et de Jeunes Experts (auprès de la Commission européenne). Les jeunes universitaires retenus pour les programmes en question bénéficient d'un training on the job, soit au siège de l'institution en question, soit dans un de leurs bureaux de représentation dans un pays en développement, de préférence un pays cible de la coopération luxembourgeoise. La formation et l'expérience professionnelle préparent pour une activité dans le domaine de la coopération au développement en général, dans une

des institutions internationales ou, le cas échéant, à la coopération luxembourgeoise.

Actuellement, 13 résidents luxembourgeois sont affectés dans le cadre du programme Junior Professional Officers et sept résidents luxembourgeois sont affectés dans le cadre du programme Jeunes Experts dans les pays cibles de la coopération luxembourgeoise.

À part les programmes mentionnés ci-dessus, qui requièrent une certaine expérience professionnelle, le Ministère souhaite permettre à des jeunes résidents ou nationaux luxembourgeois de saisir l'opportunité de gagner, à la fin de leurs études, une première expérience dans la coopération au développement. À cette fin le Ministère et son agence d'exécution Lux-Development ont signé un accord en date du 29 juillet 2002.

Le programme s'adresse à des jeunes résidents ou nationaux luxembourgeois qui devront être au minimum détenteurs du diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques ou bien pouvant produire un certificat sanctionnant des études reconnues équivalentes.

Le programme vise à initier les jeunes stagiaires à la problématique de la coopération au développement et à les former aux différentes tâches en rapport avec la gestion du cycle projet.

Les stagiaires bénéficient d'une formation à la problématique de la coopération au développement qui pourra être réalisée en interne par Lux-Development ou auprès d'un organisme spécialisé sélectionné par l'Agence.

Les stagiaires se voient ensuite offrir une formation de base avant d'être détachés sur le terrain. Cette formation interne constitue une introduction à la politique de la coopération luxembourgeoise, au fonctionnement de Lux-Development, au programme du pays dans lequel sera détaché le stagiaire, aux procédures de gestion de l'Agence, etc.

Le détachement sur le terrain se fait, en principe, auprès d'un Chef de Projet ou Conseiller technique principal de Lux-Development, qui assume le tutorat du stagiaire. Il est responsable de l'encadrement du stagiaire, ainsi que du suivi et de l'évaluation de sa formation.

Une troisième procédure de sélection a été effectuée en juillet 2005 et sept stagiaires ont été affectés à différents pays cibles de la coopération luxembourgeoise.

L'exposé qui précède vous aura permis de constater que nous disposons d'un programme substantiel permettant à des jeunes d'acquérir une formation supplémentaire en matière de développement. Je doute de l'opportunité de mettre en place encore des programmes additionnels dans ce contexte.

Question 0685 (21.10.2005) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant la **participation financière à l'organisation d'un parcours Formule 1 à Francorchamps:**

Aus der Press war erauszeliesen an och am Radio ass driwwer geschwat ginn, datt den Här Statsminister Kontakter mat de Responsable vum der wallounescher Regierung an der Belsch hätt, fir datt Lëtzebuerg sech eventuell un der Organisatioun vum Formel-1-Parcours zu Francorchamps kënn beedelegen.

Esou eng Participatioun kann awer nëmme mat héije finanzielle Mëttele geschéien.

Bei der Virstellung vun de Prioritéite vum der Regierung an och bei der Presentatioun vum Budget 2006 ass kloer matgedeelt ginn, datt hei am Land bei den Investisementer a Sportsinfrastrukture soll gespuert ginn.

Et ass deemno onverständlech, datt d'Regierung sech wëllt am Ausland finanziell u Sportsévènementen wéi d'Formel 1 bedeelegen.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Stëmmt et, datt Gespréicher lafen iwwer eng Participatioun vu Lëtzebuerg un der Organisatioun vum Formel-1-Parcours zu Francorchamps?

2. Wa jo, ënner wat fir enger Form soll dat stattfannen, a wat wier déi finanziell Participatioun vu Lëtzebuerg?

3. Wa jo, wéi ass dat ze vereinbare mat deene vum Statsminister a vum Budgetminister ugekënnegten Aspuerungen am Beräich vun de Sportsinfrastrukturen?

4. Wa mer hei am Land solle spueren, wéi kënnen mer eis et dann erlaben am Ausland a Sportsévènementen ze investieren?

Réponse commune (24.10.2005) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État* et de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget:*

1. Et stëmmt, datt déi wallounesch Regierung eis approchéiert huet iwwer eng méiglech gemeinsam Organisatioun vun enger Formel-1-Course zu Francorchamps.

2. Opgronn vun der aktueller Budgetssituatioun wëllt Lëtzebuerg sech net finanziell un esou enger Organisatioun bedeelegen.

Question 0686 (24.10.2005) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant l'**établissement public «Fonds de compensation»:**

La loi du 6 mai 2004 sur l'Administration du patrimoine du régime général de pension prévoit entre autres que la gestion de la réserve de compensation incombe à un établissement public dénommé «Fonds de compensation» commun au régime général de pension. De plus, les disponibilités doivent être réparties entre différents catégories de placement ainsi qu'entre plusieurs secteurs économiques et géographiques.

Les placements effectués par les caisses de pension sont limités aux investissements en prêts à l'État et, moyennant autorisation du Gouvernement, en prêts aux communes et aux entreprises industrielles, en prêts nantis d'une hypothèque ou d'un cautionnement et en acquisitions immobilières.

Dans ce contexte, considérant l'évolution favorable en cours d'année des marchés financiers, notamment boursiers, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Depuis quand ce «Fonds de compensation» assure-t-il la gestion de la réserve de compensation?

- Quelle est la répartition actuelle des disponibilités entre les différentes catégories de placement ainsi qu'entre les secteurs économiques et géographiques?

- Quels gestionnaires ont été retenus pour la gestion du Fonds et suivant quels critères?

- Quelle est la répartition des placements effectués par les caisses de pension?

- Quel est le rendement du «Fonds de compensation»?

Réponse (22.11.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La question parlementaire de l'honorable Député comporte cinq votes dont voici les réponses:

1. Le Fonds de compensation est opérationnel depuis janvier 2005, les premiers placements ayant eu trait aux recettes se dégageant de la répartition des cotisations du Centre commun de la sécurité sociale. Après le transfert en automne 2005 des actifs des caisses de pensions conformément à l'article 4, alinéa 2 de la loi du 6 mai 2004 sur l'Administration du Patrimoine du Régime général de Pension, le Fonds de compensation en assure également la gestion.

2. En attente de la sélection des gestionnaires, les placements se font uniquement en dépôts bancaires, exception faite des actifs en obligations et actions repris des caisses de pension. La répartition en date du 15 novembre 2005 était la suivante:

Catégories	en milliers euros	répartition
Actions	7.600	0,2%
Obligations	254.209	6,5%
Avoirs bancaires	3.625.218	93,3%
dont comptes courants	- 8.132	
Somme	3.887.027	100,0%

Les titres, des valeurs exclusivement européennes, sont libellés en euros et se répartissent entre le secteur financier (191.562.234 €), l'État luxembourgeois (35.327.244 €), les collectivités publiques (17.404.059 €) et les autres secteurs économiques (17.515.370 €).

3. La demande d'offres est en voie de finalisation, elle est prévue pour début 2006. Comme la procédure complexe instaurée par la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics s'étend également aux établissements publics, le choix des gestionnaires se fait au niveau européen, tandis que le choix de la banque dépositaire se limite aux banques agréées par la CSSF, conformément à la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif. Les gestionnaires retenus seront ceux qui répondent le mieux aux critères quantitatifs (somme totale des actifs gérés, nombre de mandats, nombre d'années d'expérience dans la gestion institutionnelle, etc.) et qualitatifs (résultats obtenus au cours des dernières années, adéquation aux besoins du Fonds de compensation, etc.) repris en détail dans les cahiers de charges.

4. Les caisses de pension continuent à gérer, en conformité avec les dispositions de la loi précitée, leurs actifs immobiliers ainsi que les prêts à l'État, aux communes et aux entreprises. Leurs moyens de trésorerie excédentaires sont placés à court terme en euros, sans toutefois dépasser la limite fixée par l'article 246, alinéa 1 du Code des assurances sociales. La répartition à la date du 15 novembre 2005 se présentait comme suit:

Catégories	en milliers euros
Immeubles et terrains	216.848
Prêts à long terme	659.697
Avoirs bancaires	517.913
Somme	1.394.458

5. Comme le premier exercice du Fonds de compensation n'est pas encore clôturé, des chiffres relatifs au rendement ne sont pas encore disponibles. Préviselement, il équivaudra à celui du marché monétaire en raison de la répartition actuelle des placements.

Question 0687 (24.10.2005) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **formation administrative et commerciale de l'enseignement secondaire technique**:

La division de la formation administrative et commerciale de l'enseignement secondaire technique se répartit en deux cycles: le cycle moyen et le cycle supérieur. Ce dernier est subdivisé en une section de gestion et une section communication et organisation. Or, il paraît que cette formation n'offre plus de grands débouchés sur notre marché du travail. Il ressort en effet des récents chiffres de l'ADEM, qu'en août 2005 les chercheurs d'emploi ayant une formation de niveau moyen (soit une 10^e à 13^e de l'enseignement secondaire technique ou une formation de 4^e à 1^{ère} de l'enseignement secondaire) sont nettement en sur-nombre dans la catégorie «employés de bureau» par rapport aux autres demandeurs cherchant un emploi dans d'autres catégories professionnelles.

Ceci n'est qu'un exemple illustrant le problème d'une orientation professionnelle lacunaire, qui ne semble plus vraiment convaincre les élèves à bien réfléchir certains de leurs choix scolaires pouvant se révéler comme un sens unique, et ce dans le contexte d'une situation de plus en plus serrée sur le marché de travail luxembourgeois.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Pouvez-vous me confirmer que les élèves ayant une formation administrative et commerciale déplorent de plus en plus de difficultés à trouver un emploi sur le marché de travail luxembourgeois?
2. Y a-t-il d'autres formations ressentant une certaine saturation sur notre marché de travail?
3. Quels sont vos concepts en vue d'une amélioration de l'orientation scolaire et professionnelle qui peuvent être mis en pratique dans l'immédiat et dans le moyen et long terme?

Réponse (22.11.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, **Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**:

1. Je confirme que les élèves ayant une formation administrative et commerciale connaissent des difficultés croissantes à trouver un emploi.
2. Suivant les observations faites par le service d'Orientation professionnelle de l'ADEM pendant les dernières années, les problèmes de l'intégration sur le marché de l'emploi se posent surtout pour les professions/métiers suivants: employés administratifs et commerciaux - niveau CATP, menuisiers, agents de voyage, coiffeurs, esthéticiens.
3. Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et le Ministère du Travail et de l'Emploi relanceront les discussions sur une réforme de l'orientation scolaire et professionnelle sur base des recommandations formulées dans le cadre de l'examen thématique de l'OCDE de juillet 2002.

Question 0688 (25.10.2005) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant **l'organisation du trans-**

port en commun pour les étudiants de l'Université du Luxembourg:

An engem Rondschreiwes hu Studente vum Cours, Campus Lampertsbiérg, IST a Campus Kierchbiérg ëm Hëllef gebieden, am Zesammenhang mat der Méiglechkeet fir op den öffentlechen Transport kënnen ëmzeklappen. Dëst awer mat dem Wunsch fir eng direkt Busverbindung Gare-Centre-Limpertsberg-Centre-Gare, fir net mussen eng hallef Stonn a méi ënnerwee ze sinn, nëmme fir vun der Gare bis op de Lampertsbiérg ze kommen. Dës Linn soll dräi- bis véiermol d'Stonn fueren.

No hiren Aussoe wieren e Groussdeel vun de Studenten bereet op den öffentlechen Transport ëmzeklappen, wa se vun esou enger direkter Buslinn kënnent profitëieren. Hire Aussoen zur Folleg wieren all hir Beméiunge bei den öffentlechen Instanze bis elo op daf Ouere gefall.

Wann d'Stad Lëtzebuerg an de Stat et fäerdeg bréngt bei wichtegege Evenementer extra an direkt Buslinnen ze schafen, misst et dach och méiglech sinn de Studenten, déi all Dag mussen an hir Course fueren, eng direkt Linn ze schafen.

Kann den Här Transportminister mer duerfir dës Fro beäntweren:

1. Ass den Här Transportminister zu dëser Doléance vun de Studenten ugesprach ginn, an ass him dëse Problem bekannt?

2. Besteet eng Méiglechkeet esou eng direkt Linn fir Studenten ze schafen? Wa jo, wéini kann dat geschéien? Wann neen, firwat net?

3. Huet den Transportministère eng Etüd gemaach oder wëllt en se maachen, fir den Doléancé vun de Studenten op eng direkt Linn Rechnung ze droen?

Réponse (23.11.2005) de **M. Lucien Lux**, **Ministre des Transports**:

Den Här Deputéierten Aly Jaerling wëllt vum Transportminister wëssen, ob hien mat Doléancé vu Studenten vum Cours Universitaire befaasst ass, bei deenen et ëm direkt Busverbindungen tëscht der Gare an dem Lampertsbiérg geet.

U mech ass bis elo keng esou eng Doléance erugedroe ginn.

Ech wëll och dorop hiweisen, datt bei esou Busverbindungen innerhalb vun der Stad Lëtzebuerg d'Gemeng zoustänneg ass an deemno eleng iwuer esou eng Ufro entscheede kann.

Question 0689 (25.10.2005) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant **l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)**:

Les membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), dont l'Union européenne, sont actuellement engagés dans un vaste cycle de négociations commerciales, multilatérales, appelé «Programme de Doha pour le Développement» (PDD). En juillet 2004, ils sont convenus d'un accord-cadre qui privilégie l'élaboration d'un nouvel ensemble de règles commerciales d'ici la fin du PDD. Ils ont décidé que la prochaine conférence ministérielle de l'OMC se tiendra en décembre 2005 à Hong Kong.

Le Commissaire européen au Commerce extérieur, Peter Mandelson, vient récemment de déclarer que l'Union européenne continuera à négocier avec ses partenaires de l'OMC sur tous les dossiers de l'agriculture, en dépit de la demande française de cesser les discussions à ce sujet, suite à l'échec des négociations avec quatre grands acteurs de l'OMC, à savoir l'Australie, le Brésil, les États-Unis ainsi que l'Inde. Mandelson a notamment renvoyé au fait

que le mandat de négociation découlait de l'ensemble des pays membres.

Ces négociations se sont en effet achevées sans résultat. Les Européens ont voulu avancer sur les autres sujets de négociations, à commencer par le commerce de produits industriels et de services, alors que les partenaires de l'OMC préalablement exigé que l'UE baisse ses droits de douane agricoles. Ce blocage complique fondamentalement les négociations au cycle lancé à Doha en 2001.

Dans ce contexte j'aimerais connaître la position luxembourgeoise concernant les déclarations récentes du Commissaire européen au Commerce extérieur dans le contexte de la demande française d'abandonner les négociations avec l'OMC.

Question 0694 (26.10.2005) de **M. Charles Goerens** (DP) concernant **l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)**:

Peter Mandelson, Commissaire au Commerce et négociateur pour l'UE à l'OMC vient d'être accusé par la France de vouloir outrepasser le mandat tel que défini par le Conseil de l'Union européenne.

Lors du Conseil agricole, mardi à Luxembourg, la France aurait «reçu le soutien de 13 autres États membres sur une déclaration appelant une nouvelle fois la Commission européenne à respecter le mandat que lui a conféré le Conseil» selon «Agence Europe» du 26 octobre 2005.

Dans la même édition, Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC aurait prévenu qu'en l'absence «de progrès suffisants sur le chapitre agricole (de la négociation) d'ici la fin de cette semaine, [il n'y aurait] plus le temps de faire, avant Hong Kong, le travail qui reste à faire sur les produits industriels et les services». Toujours selon Pascal Lamy, la tenue de la réunion même pourrait être remise en question.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

1. Si le Luxembourg figure parmi les 13 États membres ayant soutenu la France?
2. Ce que Pascal Lamy entend par «progrès suffisants»?
3. Si Monsieur le Ministre estime qu'il existe une marge de manœuvre sans trahir, cependant, le mandat fixé par le Conseil de l'Union.

Réponse (17.11.2005) de **M. Fernand Boden**, **Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**:

Étant donné que les questions parlementaires posées par Messieurs les Députés Laurent Mosar et Charles Goerens ont toutes les deux trait aux négociations à l'OMC, je me propose d'y répondre par une réponse unique.

Tout d'abord il convient de rappeler que les négociations du cycle de Doha ont été lancées en 2001 et concernent des domaines aussi variés que les services, les produits non agricoles et l'agriculture notamment. Elles sont donc globales et il conviendra de parvenir à un accord équilibré à la fois entre les différents domaines et à l'intérieur de chacun des domaines mentionnés. Par ailleurs le cycle de Doha pour le développement devrait viser à créer de meilleures perspectives économiques pour les pays en développement, surtout les pays les moins avancés, notamment par le biais d'un traitement spécial et différencié dans les différents domaines, aspect sur lequel j'ai personnellement toujours insisté.

En vertu des traités instituant l'Union européenne, la Commis-

sion européenne est le négociateur de l'Union et agit dans le cadre d'un mandat de négociation décidé par le Conseil. En ce qui concerne plus particulièrement le volet agricole, le mandat est notamment délimité par la politique agricole commune réformée en 2003.

En ce qui concerne la question spécifique de Monsieur le Député Laurent Mosar, je puis indiquer que d'après mes informations, aucun État membre ne souhaite abandonner les négociations dans le cadre de l'OMC même si des approches et des appréciations différentes concernant les négociations peuvent exister entre les différents États membres. En tout état de cause, je n'ai pas connaissance de la déclaration du Commissaire Peter Mandelson dont fait état l'honorable Député.

Concernant la session du Conseil «Agriculture et Pêche» des 24 et 25 octobre, évoquée par Monsieur le Député Charles Goerens, des discussions intenses ont eu lieu sur les négociations OMC sans que des déclarations spécifiques d'un groupe de délégations n'aient été retenues. Ceci dit, je voudrais informer l'honorable Député que dans un mémorandum sur les négociations agricoles à l'OMC, daté du 7 octobre 2005 et adressé à la Commission européenne, 13 États membres parmi lesquels se trouve également le Luxembourg, ont rappelé leur attachement au respect de ce mandat.

Quant aux propos cités de Monsieur Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC, il m'est difficile, à défaut de plus amples précisions, d'en fournir une quelconque interprétation.

Finalement, je voudrais souligner que selon la Commission européenne la marge de manœuvre, surtout dans la partie accès aux marchés du domaine agricole, est limitée mais existe et dépend notamment des solutions à trouver pour les produits particulièrement sensibles de l'agriculture européenne.

Question 0690 (26.10.2005) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant **la création d'un «Office national de l'Enfance»**:

Dans un article paru dans la dernière édition du DNF il est question d'un avant-projet de loi relative à la protection sociale des enfants qui aurait été élaboré par le Ministère de la Famille et qui créerait un nouvel organe dénommé «Office national de l'Enfance» et dont les compétences seraient supérieures à celles du Tribunal de la Jeunesse et des Tutelles.

Cette mesure aurait suscité de vives critiques de la part de certains membres de la magistrature craignant entre autres une immixtion du pouvoir exécutif dans le pouvoir judiciaire. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer l'existence du susdit avant-projet de loi?
- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle me donner de plus amples informations sur le contenu dudit texte? Est-il vrai qu'un certain nombre de critiques ont été formulées à l'encontre dudit texte?
- Enfin, Madame la Ministre va-t-elle tenir compte de ces critiques? Dans l'affirmative, de quelle manière?

Réponse (17.11.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, **Ministre de la Famille et de l'Intégration**:

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration a élaboré un avant-projet de loi relative à l'aide sociale de l'enfance. Le Ministère entend ainsi réagir aux débats récents sur la

protection sociale de l'enfance et la nécessité de mieux coordonner les mesures notamment celles relatives dans le domaine de la prévention. Il est entendu qu'il n'est point de la compétence du Ministère de la Famille et de l'Intégration de modifier la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

Actuellement le texte de l'avant-projet de loi fait l'objet de concertations entre les différents départements ministériels concernés. Dès que ces travaux de concertation seront clôturés, l'avant-projet de loi sera soumis, pour avis et discussion, au Gouvernement en conseil.

À l'heure actuelle le Ministère de la Famille et de l'Intégration n'a pas été saisi de critiques formulées par des membres de la magistrature à l'encontre du document qui d'ailleurs reste en voie d'élaboration.

Question 0692 (26.10.2005) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant **les effectifs des commissariats à proximité**:

Il me revient que les Commissariats de proximité déplorent actuellement un manque d'effectifs leur rendant difficile de remplir les missions qui leur sont confiées. Aussi, les gens se plaignent-ils notamment d'un manque de présence parmi la population, ce qui procure un sentiment d'insécurité. En effet, une présence sur le terrain ne peut être assurée qu'au détriment des tâches administratives, et vice-versa, dont les forces de polices doivent s'acquitter dans le cadre de leurs missions qu'ils sont amenés à faire.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre ayant dans ses attributions la Sécurité publique intérieure:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas qu'il importe d'augmenter les effectifs des commissariats de proximité afin de donner aux forces de l'ordre la possibilité de remplir toutes leurs missions de manière optimale?

- Est-ce que Monsieur le Ministre juge que le renforcement des effectifs de police par 32 unités prévu dans le budget des recettes et dépenses pour l'exercice 2006 permettra de combler les besoins en effectifs des forces de l'ordre et de répondre aux objectifs définis dans le commentaire du budget des dépenses retenant que «pour ce qui est du budget de la Police grand-ducale, le Gouvernement maintiendra ses efforts afin de doter le pays d'une police efficace, proche du citoyen et présente sur le terrain, sachant répondre à la demande de sécurité des citoyens»?

Réponse (22.11.2005) de **M. Luc Frieden**, **Ministre de la Justice**:

La réorganisation des forces de l'ordre et la création du corps de la Police grand-ducale avaient pour objectifs d'une part de garantir une couverture territoriale optimale par la régionalisation des services d'urgence et l'organisation d'interventions 24 heures sur 24, et d'autre part d'améliorer la perception de la sécurité publique par une présence renforcée des forces de l'ordre. Au sein de la structure de la Police grand-ducale et plus particulièrement au niveau des circonscriptions régionales, les centres d'interventions, les services régionaux et les commissariats de proximité constituent différents éléments d'un ensemble. Ces services partagent un territoire commun et sont complémentaires les uns par rapport aux autres par la répartition des tâches, leur spécialisation respective et l'organisation

de leurs activités dans le temps. Par cette complémentarité ils contribuent ensemble à la présence policière renforcée.

La détermination des effectifs nécessaires pour les différents services ainsi que la répartition des effectifs au niveau régional sont opérées en fonction des besoins réels et des problèmes de criminalité et de sécurité rencontrés au niveau des circonscriptions régionales et en tenant compte de la complémentarité de l'action des services régionaux concernés.

Pour l'année 2006 la Police grand-ducale bénéficiera de la création de 32 nouveaux postes au niveau de son effectif. Tenant compte du nombre de remplacements à prévoir dans le cadre des départs en retraite prévisibles, cela permettra l'engagement de 50 à 60 nouveaux policiers en fonction du taux de réussite à l'École de Police. Ce dernier nombre est conforme au programme pluriannuel de recrutement poursuivi depuis le début de la réorganisation et constitue par ailleurs le seuil annuel maximal de nouveaux policiers que le corps de la police est capable d'encadrer et d'intégrer dans ses services.

Il va sans dire que le programme de recrutement de 50 à 60 nouveaux fonctionnaires par année sera continué par le Gouvernement jusqu'à l'atteinte des effectifs légaux prévus.

Question 0693 (26.10.2005) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant l'étude sur les élèves quittant prématurément nos écoles:

Selon l'«étude sur les élèves quittant prématurément nos écoles» publiée récemment par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, «les élèves de nationalité luxembourgeoise, qui représentent 68,9% du total des effectifs d'élèves, ne représentent que 52,4% des élèves quittant prématurément nos écoles (épis). La tendance est inversée pour les élèves de nationalité étrangère». L'étude constate «que l'arrêt de la scolarisation dans le système scolaire luxembourgeois est plus faible parmi les élèves de nationalité luxembourgeoise (2,9%) et allemande (2,5%) que parmi les autres élèves de nationalité étrangère (de 3,4% à 13,6%)». Quasiment un quart des jeunes qui poursuivent leurs études à l'étranger indiquent qu'ils ont fait le choix de quitter le système scolaire luxembourgeois en raison de «certaines branches».

- Est-ce que Madame la Ministre estime que ces résultats sont dus aux problèmes que les élèves de nationalité étrangère ont avec la situation linguistique au Luxembourg?

Selon l'étude mentionnée ci-dessus, 25,4% des jeunes qui poursuivent leurs études à l'étranger fréquentent un internat.

- Dans quels pays ces élèves poursuivent-ils leurs études?

- Est-ce que Madame la Ministre est d'avis que moins d'élèves quitteraient l'école au Luxembourg si l'offre des places à l'internat était plus grande?

Un nombre important d'élèves qui ont intégré la vie professionnelle, qui bénéficient d'une mesure d'insertion professionnelle ou qui n'ont pas d'occupation regrettent d'avoir quitté l'école et aimeraient reprendre leurs études.

- Est-ce qu'il y a des mesures pour aider ces jeunes à reprendre leurs études?

Dans ce contexte j'ai constaté que les auteurs de l'étude n'ont pas posé les mêmes questions à ces trois catégories d'élèves.

- Pourquoi n'a-t-on pas demandé aux élèves qui n'ont pas d'occupation s'ils regrettent d'avoir arrêté leurs études? Pourquoi n'a-t-on pas demandé aux élèves qui bénéficient d'une mesure d'insertion professionnelle s'ils comptent reprendre leurs études?

Réponse (23.11.2005) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. La réussite scolaire dépend de nombreux facteurs. La capacité d'étudier et d'assimiler des matières plus ou moins complexes, mais aussi l'appartenance à un milieu socio professionnel déterminé et le fait que la langue maternelle est le luxembourgeois ou une autre langue sont déterminantes pour le succès ou l'échec scolaire.

On n'apprend rien de nouveau en disant que les élèves qui n'ont pas le luxembourgeois comme langue maternelle ont plus de difficultés à apprendre l'allemand et les matières scolaires enseignées dans cette langue. On constate par exemple dans les classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique que les élèves portugais ont nettement moins de notes insuffisantes en mathématiques - enseignées en français - que leurs camarades luxembourgeois, alors que pour la biologie ou l'histoire - enseignées en allemand - la situation s'inverse.

Depuis que le Ministère analyse également les résultats scolaires en tenant compte de la catégorie socio professionnelle à laquelle appartiennent les familles, on constate que les différences en termes de réussite scolaire sont nettement plus marquées entre élèves dont les parents sont employés de la carrière supérieure et élèves dont les parents sont ouvriers qu'entre élèves luxembourgeois et élèves non luxembourgeois.

À l'intérieur d'une même catégorie socio professionnelle les différences entre élèves parlant différentes langues maternelles sont peu prononcées.

2. Les 273 élèves ayant quitté notre école pour poursuivre leurs études secondaires à l'étranger se répartissent sur les pays suivants.

Pays	Nombre d'élèves
Belgique	190
Allemagne	40
France	25
Portugal	7
Suisse	3
Autres	6
Sans indication	2

Pour les 63 élèves ayant indiqué résider en internat, la répartition par pays est la suivante:

Pays	Nombre d'élèves
Belgique	41
Allemagne	8
France	12
Suisse	2

Il ne ressort pas de l'étude si le souhait de s'inscrire dans un internat a été à l'origine de la décision de quitter l'école de notre pays. On ne peut donc pas dire si ces élèves se sont inscrits à un internat parce

que l'école qu'ils veulent fréquenter se trouve à l'étranger ou s'ils fréquentent une école à l'étranger parce qu'ils peuvent y être hébergés en internat.

Il convient de noter cependant que, parmi les raisons indiquées sous forme de texte libre, quasiment personne n'a indiqué le choix d'un internat comme cause de la décision de quitter l'école du pays.

3. Les jeunes qui quittent l'école sans certificat sont suivis par l'Action Locale pour Jeunes. Un certain nombre de mesures leur sont proposées, entre autres dans les Centres nationaux de Formation continue (CNFPC). Les collaborateurs de l'ALJ s'occupent d'une réintégration scolaire et notamment de la recherche d'un patron, condition indispensable pour entamer une formation CITP, CCM ou s'inscrire dans une classe concomitante du CATP.

4. Les questions évoquées ont été posées, du moins partiellement. Ceux des élèves qui avaient quitté l'école et qui avaient un emploi et ceux qui étaient sans emploi ont répondu comme suit:

	Regrettent l'arrêt des études	Ne regrettent pas l'arrêt des études	Sans indication
Elèves ayant un emploi	24,4%	36,9%	38,6%
Elèves sans occupation	53,7%	28,0%	18,3%

La question n'a pas été posée aux élèves qui bénéficient d'une mesure d'insertion professionnelle étant donné que la plupart se considèrent comme étant en formation.

Question 0698 (27.10.2005) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la sécurité des places assises et des places debout des autobus:

Déi öffentlechen Bussen, an deem Fall déi vum TICE, hu 44 Sätzplazen an 52 Stoplazen.

Am Normalfall ginn d'Sätzplazen duer, fir d'Passagéier sécher un hir Destinatioun ze bréngen. A Spëtzenzäiten awer, besonnesch beim Schülertransport, sinn d'Busse struppevoll, sou datt d'Passagéier dem Chauffeur bal um Schouss sëtzen. D'Sécherheet vun dëse Passagéier ass net garantéiert.

Ee Beispill: D'Linn 1, déi mueres um 6:50 Auer vu Lamadelaine op Esch fiert, ass 50 Minutten ënnerwee. An deem Bus sinn all Sätzplazen besat. Déi meesch Schüler, awer och aner Persounen, déi matfueren, sti während bal 40 Minutten. Déi eenzeg Upak, déi déi stoend Passagéier hunn, ass e Grëff iwwer hirem Kapp un enger Staang, wat ganz sécher bei engem Onfall zum Chaos féiere wäert.

An den Autoe verlaangt d'Légitimation, datt wéinst der Sécherheet e Sécherheitsguert muss op alle Sätzplaze ugedoe ginn. An de Bussen ass kee Sécherheitsguert op de Sätzplazen a beim Stoen ass de Passagéier nach manner ofgesécherert. Wat fir d'Autoen als noutwendeg ugesi gëtt, misst och beim öffentleche Bustransport Gültigkeit hunn.

Och wann dës Buslinn, an och nach anerer vum TICE betreit ginn, sou géif ech mengen, fällt awer d'Sécherheet am Transportwiesener, a besonnesch beim Schülertransport, ënner d'Kompetenz vum Här Transportminister.

Kann den Här Transportminister duerfir dës Froe beäntweren:

1. Ass dem Här Transportminister dës Situatioun bekannt?

2. Wier et net ubruecht, méi Bussen an de Spëtzenzäiten a besonnesch beim Schülertransport anzesetzen, fir datt genuch Sätzplazen zur Verfügung sti fir d'Sécherheet vun de Passagéier ze garantéieren?

3. Wier et net sënnvoll eng Etüd anzeeleede fir den Impakt vum Schülertransport ze analyséieren an der Optik, datt nëmmen nach Busser mat Sécherheitsguert equipéierte Sätzplazen den Transport sollen assuréieren?

4. Wéini gedenkt d'Regierung, déi entspriechend EU-Direktiv iwwer Sécherheitsguert a Bussen an nationaalt Recht ëmzesetzen?

Réponse (23.11.2005) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

Den Här Deputéierten Aly Jaerling wëllt sech ëschters iwwer d'Moosnamen informéieren, déi den Här Transportminister gedenkt

ze ënnerhuelen fir géint déi iwwerfëllte Bussen, virun allem am Schülertransport, virzegoen. Zweetens, wëllt hie wëssen, wéini déi europäesch Direktiv iwwer d'Uleeë vun de Gurten an de Bussen an dat nationaalt Recht ëmgesat gëtt.

D'Situatioun, datt Leit müssen an den Autobusse stoen, besonnesch während de Stousszäiten, ass net ze évitéieren. Duerfir verfügen d'Autobussen iwwer Stoplazen. Dës Situatioun trëtt besonnesch an den Uertschaften oder Stied op, wou d'Distanzen ënner zéng Kilometer leien.

Well et fir d'Passagéier keng Obligatioun ass sech am Viraus unzemen oder eng Plaz ze reservéieren, ass et onméiglech fir all Busclient eng Sätzplaz ze garantéieren.

Den Transportministère an déi verschidden Busopérateuren erhéije konséquent d'Capacitéit op deene verschiddenen öffentleche Linne soubal festgestallt gëtt, datt déi ugebuede Capacitéit net méi dem erfuerderte Besoin gerecht gëtt.

Sou sinn 22 zousätzlech Bussen op de Linne vum RGTR an TICE zënter dem Ufank vum Joer agesat ginn.

Den Transportministère ass der Meenung, datt hien all de Clienten de beschte méigleche Confort an déi beschte Sécherheet erfréiere soll.

An deem Sënn huet den Transportministère de Syndicat vum TICE beoptraagt, fir d'Situatioun op der Linn 1, déi vu Rolléng iwwer Péiting op Esch/Uelzecht féiert, ze ënnersichen, sou wéi se den Här Deputéierte beschreift.

A Saache Sécherheet bleift ze ënnersträchen, datt den Ament en Aarbechtsgrupp beoptraagt ginn ass fir d'EU-Direktiv iwwer d'Sécherheitsgurten an de Bussen an dat nationaalt Recht ëmzesetzen.

Question 0699 (27.10.2005) de M. Marc Spautz (CSV) concernant la disponibilité du véhicule spécialement aménagé pour les personnes handicapées en vue de l'obtention du permis de conduire:

Pour les personnes souffrant d'incapacités physiques qui affectent ou limitent leurs activités de vie journalière, la conduite automobile est un signe de liberté et d'une plus grande autonomie. Si une personne handicapée désire passer son permis de conduire, les auto-écoles ne disposant pas du matériel adéquat peuvent recourir à un véhicule spécialement aménagé à cet effet qui est mis à disposition par le Ministère des Transports.

Or, selon mes informations des problèmes persistent en ce qui concerne la disponibilité du véhicule en question. Il arrive ainsi que des personnes handicapées se voient annuler des heures de pratique du simple fait que cette voiture est absente au rendez-vous fixé par avance.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer et le cas échéant justifier les faits relatés ci-dessus?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur les modalités de fonctionnement de la voiture en question?

- Vu les problèmes susmentionnés, ne serait-il pas opportun d'acquérir une deuxième voiture spécialement aménagée pour les personnes handicapées afin de remédier à cette situation?

Réponse (22.11.2005) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

De prime abord, il convient de noter que le Ministère des Transports n'est ni propriétaire du véhicule spécialement aménagé pour personnes handicapées, ni compétent en matière de gestion financière, administrative, technique ou autres.

À titre d'information, je vous signale toutefois que le véhicule, dont question, appartient au Centre national de Rééducation fonctionnelle et de Réadaptation de Luxembourg-Hamm et qu'il est conforme aux véhicules d'instruction en application de l'article 2, sous B) 2) du règlement grand-ducal du 17 mai 2004 modifiant le règlement grand-ducal du 8 août 2000 déterminant le contenu de l'instruction préparatoire aux examens du permis de conduire ainsi que l'exercice de la profession d'instructeur de candidats conducteurs.

En ce qui concerne le premier point de la question parlementaire sous rubrique, après renseignement pris auprès dudit Centre, je peux certifier qu'il n'existe pas d'annulation d'heures pratiques du fait de l'absence prolongée dudit véhicule. Dans des cas très particuliers (réparation, contrôle technique) les personnes qui auraient dû utiliser le véhicule en ont été informé valablement préalablement (deux cas en 2005).

En ce qui concerne le deuxième point de la question, ledit centre établit les plannings d'utilisation de véhicule, de concert avec les auto-écoles qui s'en servent.

Pour ce qui est du troisième point, je ne saurais que communiquer le fait que ledit véhicule a été acquis par le Centre prémentionné en 1999 et immatriculé le 4 juin 1999. Par après un deuxième véhicule, d'occasion celui-ci, a été légué au Centre.

Il est prévu que le Centre de Hamm fasse l'acquisition d'un nouveau véhicule en 2006.

Enfin, je ne saurais qu'affirmer, qu'à ma connaissance, le Centre National de Rééducation fonctionnelle et de Réadaptation de Hamm effectue un travail de très grande qualité pour les conducteurs présentant un handicap physique, notamment grâce au véhicule spécia-

lement adapté. La Commission médicale du Ministère des Transports entretient d'excellentes relations avec l'équipe du Centre et peut émettre dans de nombreux cas des avis médicaux très pointus grâce à l'apport de bilans détaillés effectués, notamment après des tests pratiques ou de simulation passés sur le véhicule spécialement adapté.

Question urgente 0700 (26.10.2005) de **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG)** concernant la **grippe aviaire:**

Face à l'évolution de la grippe aviaire et à ses multiples répercussions, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quelles nouvelles initiatives le Gouvernement compte-t-il prendre pour réagir à cette évolution?

- Ne faudrait-il pas prévoir l'instauration d'un système d'information (site Internet, hotline,...) qui pourra informer le citoyen de façon objective sur le phénomène de la grippe aviaire, ses conséquences éventuelles et les mesures préventives à prendre?

- Quelles mesures le Ministre de la Santé compte-t-il prendre face à l'augmentation inquiétante de la consommation des médicaments Tamiflu et Relenza?

- Les aviculteurs sont particulièrement concernés par cette grippe aviaire. Quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre à ce sujet?

Réponse commune (11.11.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** et de **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:**

Le Gouvernement réagit à l'évolution de la situation par des mesures prises tant au niveau du Ministère de la Santé qu'au niveau du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural en collaboration étroite avec la Cellule de concertation Agriculture-Santé.

C'est ainsi que l'Administration des Services vétérinaires a mis en place toute une série de mesures telles que:

- l'existence d'un plan de lutte national aux fins de réagir efficacement à l'apparition de la maladie;

- la surveillance du cheptel avicole domestique et des oiseaux sauvages, essentiellement des oiseaux migrateurs, par un échantillonnage conséquent pratiqué depuis trois ans sur notre territoire;

- un contrôle sanitaire conséquent au P.I.F. (Poste d'Inspection Frontalier) de l'aéroport des importations d'animaux vivants et des produits animaux par les services vétérinaires;

- un contrôle plus intensif de la part de l'Administration des Douanes et Accises des bagages des passagers venant des pays à risque en matière de grippe aviaire;

- l'affichage à l'Aérogare de notes rendant attentif aux risques sanitaires à encourir dans les pays infectés par la grippe aviaire;

- interdiction d'importation de volailles et d'oiseaux vivants ainsi que de leurs produits à partir des pays atteints de la grippe aviaire;

- confinement des volailles domestiques dans les locaux de détention depuis le 28 octobre 2005, allégé de dérogations basées sur une analyse des risques et interdiction de rassemblements de volailles et d'oiseaux.

Un site existe déjà sur le website du Ministère de la Santé (www.etat.lu/MS_grippe_2005). Ce

site est complété et actualisé en permanence. Une hotline est opérationnelle et sera activée en cas de besoin; actuellement l'Inspection Sanitaire (tél. 478-5650) arrive à gérer la réponse aux questions posées.

Les antiviraux Tamiflu® et Relenza® ne peuvent être achetés en pharmacie que sur prescription médicale. Un certain nombre de personnes auraient constitué un stock privé pour avoir le médicament à disposition en cas de besoin; ce nombre est cependant petit, puisque l'approvisionnement des pharmacies en Tamiflu® et Relenza® a toujours été très limité et est actuellement en rupture de stock. Le Ministre de la Santé a averti à plusieurs reprises de ne pas prescrire et ne pas consommer des antiviraux à titre préventif ou prophylactique. Du point de vue scientifique pareille attitude est à déconseiller, surtout qu'elle risque d'engendrer des cas de résistances non négligeables.

Début 2004 le Gouvernement avait déjà constitué un stock d'antiviraux pour protéger les personnes exposées en cas de grippe aviaire (aviculteurs, vétérinaires, personnel soignant un cas humain infecté par un virus de grippe aviaire). Des recommandations générales ont été adressées aux aviculteurs et vétérinaires concernant les consignes d'hygiène et les précautions à prendre. Depuis 2003 il est conseillé aux aviculteurs de se faire vacciner contre la grippe saisonnière. Cette vaccination ne les protégera pas contre le virus H5N1, mais pourra diminuer le risque d'une interférence avec le virus de la grippe aviaire, et donc l'émergence d'un nouveau virus pouvant être à l'origine d'une pandémie.

Question 0706 (28.10.2005) de **M. Henri Grethen (DP)** concernant la **mise en service d'un train-tram au Luxembourg:**

La presse vient de faire état d'un apparent revirement fondamental dans l'approche politique en matière de mise en service d'un train-tram au Luxembourg. La raison en tiendrait selon les experts des CFL à l'incompatibilité de la circulation des trams sur le réseau ferroviaire en place conçu pour des trains classiques.

- Monsieur le Ministre des Transports peut-il confirmer ce revirement qui conduirait à l'abandon de l'idée maîtresse défendue jusqu'à présent unanimement dans le cadre de l'étude Luxtraffic, BTB et stratégie «mobilité.lu» d'assurer aux clients du rail des relations sans transbordement entre la ville de Luxembourg et le quartier de Kirchberg, d'une part, et les autres régions du pays reliées au chemin de fer, d'autre part?

- Dans l'affirmative, est-ce que la rentabilité socioéconomique est encore garantie, alors que les études du passé ont toutes souligné la possibilité des trains-trams d'emprunter le réseau des CFL et l'option concomitante d'assurer la desserte sans transbordement des relations entre la capitale et les autres régions du pays comme le point fort du concept?

- Dans la mesure où la rentabilité du concept retenu jusqu'à présent ne serait plus donnée, quelles conséquences se dégageraient pour les projets votés par la Chambre des Députés sur le plan légal, financier et opérationnel?

- Quel est le sort réservé dans ces conditions à l'option envisagée d'une desserte interne du site de Belval-Ouest par train-tram?

- Le projet de raccordement ferroviaire de Kirchberg tirant son attrait pour une grande partie des possibilités de desserte directe par rail à partir des régions environnantes

de la capitale est-il dans ces conditions encore défendable sous l'angle de vues de son coût, surtout à un moment où l'État se trouve confronté à une situation budgétaire très difficile?

- Dans les conditions nouvelles, le projet Bus-Bunn prévoyant un tracé ferroviaire classique en dessous de la ville haute et de Kirchberg ne pourrait-il pas présenter une alternative qu'il y aurait intérêt à étudier plus en avant?

Réponse (17.11.2005) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports:**

L'honorable Député rappelle que la presse vient de faire état d'un apparent revirement fondamental en matière de mise en service d'un train-tram au Luxembourg.

Étant donné que le groupe de travail chargé d'étudier toutes les options en matière d'extension du réseau ferroviaire léger dans la ville de Luxembourg n'a pas encore finalisé son rapport, je ne peux ni confirmer ni infirmer les propos relatés par la presse.

Question 0713 (3.11.2005) de **M. Xavier Bettel (DP)** concernant la **construction d'un nouvel établissement pénitentiaire au Luxembourg:**

Il me revient par voie de presse que Monsieur le Ministre de la Justice a annoncé qu'il comptait prévoir la construction d'un nouvel établissement pénitentiaire au Luxembourg.

Or, en date du 22 septembre Monsieur le Premier Ministre avait annoncé que cette construction ne serait pas d'actualité.

De plus, Monsieur le Ministre a à deux reprises été invité par la Commission juridique de la Chambre des Députés à donner des explications et à proposer des solutions aux problèmes existants au CPL, mais il n'a jamais parlé d'une nouvelle construction.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer sa volonté de créer un nouvel établissement pénitentiaire au Luxembourg?

- Comment Monsieur le Ministre explique-t-il ce changement radical dans la position du Gouvernement?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il aurait été opportun d'en discuter avec les membres de la Commission juridique avant d'en informer la presse?

- Enfin, Monsieur le Ministre peut-il me fournir de plus amples informations concernant cette nouvelle construction?

Réponse (18.11.2005) de **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Comme l'a indiqué Monsieur le Premier Ministre, le Gouvernement estime qu'il n'y a pas lieu d'agrandir le Centre Pénitentiaire de Schrassig pour éviter des problèmes de gestion si le nombre de détenus devenait trop important.

Par conséquent, face à la croissance du nombre de détenus observée les dernières années, le Gouvernement estime utile de prévoir la construction d'un nouvel établissement pénitentiaire.

Il appartient maintenant au Ministère de la Justice d'élaborer les détails d'un tel projet, au Ministère des Finances d'identifier un terrain pour la construction et, ultérieurement,

au Ministère des Travaux publics d'élaborer les plans. Face à l'envergure d'un tel projet, une phase de planification de deux à trois ans semble nécessaire.

Une fois les détails élaborés, la Chambre sera saisie d'un projet de loi pour examen et décision.

Question urgente 0717 (4.11.2005) de **M. Aly Jaerling (ADR)** concernant les **stocks de vaccins contre la grippe saisonnière:**

De Gesundheitsministère huet ewéi all Joer d'Bierger opgefuerdert, sech géint d'Gripp impfen ze loossen. Dés Recommandatioun ass besonnesch un eeler Leit a Kanner geriicht ginn.

Elo gouf mer awer zougedroen, datt a verschidde Apdikten am Land, besonnesch an der Stad Lëtzebuerg, de Stock un Impfstoff géint d'Gripp ausgaangen ass. D'Leit kréie matgedeelt, datt se mussen zwou Woche waarden, respektiv sech sollen op eng Waardelëscht androe loossen. Bannent zwou Woche kënnen awer eng Rei Leit, déi sech wollten impfe loossen, vun enger Gripp befall ginn a gesondheetlech Schied erliden, besonnesch eeler Leit a Kanner.

Duerfir folgend Froen:

1. Stëmmt et, datt momentan net genug Impfstoff géint d'Gripp do sinn an datt eng Waardezäit vun zwou Woche besteet, ier de Stock erëm opgefëllt ass?

2. Handelt et sech heibäi ëm en nationale Problem oder beschränkt sech dese Manktum un Impfstoff nëmmen op bestëmte Regiounen, respektiv Apdikten?

3. Gëtt et eng Ulafstell fir Betraffener a besonnesch Apdikten an Dokter, déi deen Impfstoff dréngendst brauchen, an/oder eng Plaz, wou se déi Impfstoff méi séier zur Verfügung gestallt kréien?

4. Bestinn iergendwellech legal Responsabilitéiten, falls Leit, déi sech wollten impfe loossen a sech hu missen op eng Waardelëscht androe, an der Waardezäit vun enger Gripp befall gi sinn an zu Schued komm sinn?

Réponse (11.11.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Et ass en Enkpass mat de Liwwerung vum Grippevaccin agehapt, well de Verbrauch dëst Joer an alle Länner vill méi héich ass wéi déi aner Joren. Et ass eng Tatsaach, datt sech dëst Joer vill méi Leit geimpft hunn, wat och eng gutt Saach ass. Sou sinn all déi aner Joren, wou dëselwecht Recommandatiounen un d'Leit erausgaang sinn, fir sech impfen ze loossen, knapp 60.000 Dose Vaccin hei zu Lëtzebuerg verkaaft ginn. Elo si mer scho bei 100.000 geliwerten Dosen ukomm an nach ëmmer ass Nofro do.

De kuerzfristige Liwwerenkpass u Vaccin gëtt et net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä allgemeng och an deenen anere Länner, well d'Vaccinsfabrikanten nëmmen all Joer just esou vill Vaccin fabrizéieren, wéi viraussiichtlech gebraucht gëtt. Dëse Vaccin muss nämlech all Joer frësch produzéiert ginn, well en deem Typ Virus, deen e bestëmmt Joer d'Gripp ausléist, ugepasst muss ginn. Déi meescht Fabrikanten hunn hir Fabrikatioun scho laang ofgeschloss a liwwere guer net méi.

Allerdéngs konnte gëschter, Méindeg, nei Liwwerungen fir Lëtzebuerg gesécher ginn an dat an enger genügender Quantitéit, sou datt den Enkpass sech progressiv an den nächsten Deeg wäert opléisen.

Question 0721 (8.11.2005) de **M. Gast Gibéryen (ADR)** concernant le **camping municipal Horizon à Mondorf-les-Bains:**

1982 gouf zu Munnereff un de besteende Camping e «parc résidentiel de camping» annexéiert. Elo ass no Aussoe vun der Gemeng Munnereff dësen «camping municipal Horizon» zënter dem 31. Dezember 2003 offiziell zou. Den zukünftege weidere Verbleif vun enger ganzer Rei Awunner vun dësem Camping wäert wahrscheinlech iwwert de geriichtleche Wee gekläert musse ginn.

Elo hunn ech awer de 5. September dëst Joer an der lëtzebuergescher Dageszeitung «Le Quotidien» déi interessant Aussoe vun der Madame Buergermeeschter vun der Gemeng Munnereff kënne liesen, datt eng Kéier den aktuelle Camping geraumt, déi Gemengeverantwortlech vu Munnereff en neie Camping an d'Plaz wëlle maachen, awer ouni résidentiellen Deel:

«La commune souhaiterait, une fois les lieux évacués, remettre en place un camping, mais qui ne sera plus en partie résidentiel».

Des Weideren huet de «Journal» elo viru kuerzem informéiert, datt: „Für den umstrittenen Campingplatz will der neue Schöffenrat ... die Anlage dann zu einem zeitgemäßen und rein touristischen Campingplatz umgestalten“.

An dësem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Ass den Tourismusministère schonns iwwert dës Pläng, fir amplaz vum alen «Camping municipal Horizon» en neie Camping ze installéieren, informéiert ginn a sinn déi Gemengeverantwortlech an deem Kontext schonns un de Ministère erugetrueden?

2. Bedeelegt sech den Tourismusministère finanziell un esou engem neie Camping zu Munnereff, a wa jo, ënner wéi engen Oploen?

3. Besti vu Säite vum Tourismusministère Bedenken, datt déi verbliwene Chaleten an domadder och déi respektiv Awunner vum Camping résidentiel vu Munnereff eventuell och op deem neie Camping verbleiwe kënnen?

4. Oder verfügt den Här Minister iwwer aner Informatiounen wat déi zukünftege Verwendung vun dem Terrain vum Camping municipal Horizon zu Munnereff betrëfft?

Réponse (22.11.2005) de **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:**

1. Den Tourismusministère huet keng Kenntniss vun engem neie Campingsprojet zu Munnereff.

2. Wéi all «Demande d'aide à l'investissement», déi un den Tourismusministère gemaach gëtt, géif och eng Demande fir eng Investitionsbäihëllef betreffend een neie Campingsprojet zu Munnereff am Kader vum «Règlement grand-ducal du 31 mars 2003 fixant les modalités d'octroi des subventions en capital ou en intérêts destinées au camping» aviséiert.

3. D'Thematik vun de feste Wunnsëtzer op de Campinger fällt net an de Kompetenzberäich vum Tourismusminister. De Bedriewer vun engem Camping muss awer laut Artikel 4 vum Gesetz vum 11. Juli 1957 iwwert d'Reglementatioun vun de Campinger, dem Tourismusminister e «Règlement d'ordre interne» zur Bewëllegung firleeden.

4. Den Tourismusminister verfügt iwwer keng Informatiounen, wéi déi zukünftege Verwendung vun dem Terrain vum Camping soll ausgesinn.